

LLECTION

OMPLETE

ŒUVRES

DE

DE MABLY.

OSTHUMES.

IZIEME.

COLLECTION
COMPLETE
DES ŒUVRES
DE
L'ABBÉ DE MABLY.

ŒUVRES POSTHUMES.

TOME TREIZIÈME.

COLLECTION
COMPLETE
DES ŒUVRES
DE
L'ABBÉ DE MABLY.

ŒUVRES POSTHUMES.

TOME TREIZIÈME.

De la Situation politique de la Pologne en 1776. *Le Banquet des Politiques. De l'Étude de la Politique. Des Maladies politiques et de leur Traitement. Du Commerce des Grains. De la Superstition. Note de l'Éditeur de l'édition de* 1790. *Notre Gloire ou nos Rêves. De la Paix d'Allemagne. De la Mort de l'Impératrice-Reine.*

A PARIS,

De l'imprimerie de Ch. DESBRIERE, rue et place *Croix*, chaussée du *Montblanc*, ci-devant d'*Antin*.

L'An III de la République,
(1794 à 1795.)

DE LA

SITUATION POLITIQUE DE LA POLOGNE

En 1776.

POUR répondre, mon cher Cléante, à vos questions sur la situation présente de la Pologne, ses intérêts, ses craintes et ses espérances, je ne puis mieux faire, je crois, que de vous rendre compte d'une conversation que j'ai eue il y a quelques jours avec monsieur le comte Wielhorski. Nous prenions ensemble notre chocolat, lorsqu'on lui apporta des nouvelles de la Diète confédérée de Varsovie. On lui apprenoit que l'autorité du conseil permanent étoit solidement affermie, que les grands généraux de la couronne et de Lithuanie, ainsi que les autres ministres, ne pourroient plus abuser des prérogatives de leurs charges, et que la subordination alloit

succéder à l'anarchie. Notre correspondant, assez bon homme pour croire que rien n'est plus aisé que de rétablir le bon ordre, croyoit déjà voir arriver le bonheur à la suite de la justice, de la paix et de la concorde. Il nous assuroit que les affaires alloient être traitées avec plus de régularité, et qu'en peu d'années, la Pologne avec son premier génie, reprendroit son ancienne réputation.

Dieu le veuille, dit le Comte, d'un air affligé, et que notre malheureuse patrie puisse enfin, sous la protection des lois, jouir d'une liberté tranquille. Mais je vous l'avoue, continua-t-il, depuis que j'ai été chargé des plus grandes affaires, et que j'ai vu de près comment on les traite, je n'ose m'abandonner à de douces espérances. Pour vous, monsieur l'abbé, je crains de vous demander ce que vous pensez. Je connois vos principes, vous n'êtes point consolateur; et bien loin de croire aux conversions subites, vous pensez qu'un premier vice en fait toujours naître un second, et qu'un peuple qui est corrompu, aime la corruption, et seroit bien fâché de se corriger. N'importe, et puisque nous en avons le temps, je voudrois que nous traitassions à fond de la situation de la république; donnez-

moi, si vous le pouvez, des motifs d'espérer. Mais si la Pologne est perdue, si vous la croyez poussée à sa ruine, par une fatalité invincible, détaillez-moi, je vous prie, vos raisons. Ne me ménagez pas, j'aurai assez de courage pour entendre les vérités les plus fâcheuses.

Vous avez raison, monsieur le Comte, de chercher à fixer vos incertitudes; et vous n'auriez besoin pour cela que de vos lumières, si votre amour de la patrie ne vous déguisoit en quelque sorte les principes que vos connoissances politiques vous ont donnés. Vous passez successivement de la crainte à l'espérance, et de l'espérance à la crainte; et rien n'est plus cruel que ce flux et ce reflux de sentimens opposés. Je l'ai éprouvé par moi-même. Né, sans me flatter, pour aimer ma patrie en républicain et m'y dévouer, vous ne sauriez croire tous les chagrins que m'ont donnés les sottises de notre gouvernement. J'étois tourmenté comme un honnête homme qui aime une coquette dont il ne peut se détacher, et qui apprend tous les jours quelqu'une de ses perfidies. Comme un sot, j'aimois à me faire illusion; je croyois aux belles promesses dont on ornoit le préam-

bule d'un édit; plus ma foi avoit été vive, plus j'étois affligé, quand huit jours après je voyois, à n'en pouvoir douter, que cet édit qui devoit être irrévocable et perpétuel ne subsistoit plus. Malgré mon opiniâtreté, on m'a corrigé, monsieur le Comte, et il faut convenir que la Pologne aussi ne s'y prend pas trop mal pour vous corriger. Depuis qu'enfin je me suis bien mis dans la tête qu'il faudroit des miracles du premier ordre, pour que la France fût bien gouvernée, vous ne sauriez croire de quelle tranquillité douce je jouis. Fait-on une sottise, je m'y attends et je suis consolé; une opération est-elle raisonnable, je jouis du plaisir de la surprise : c'est autant, comme on dit, de pris sur l'ennemi. Je me réjouis de tout le mal qui pouvoit arriver et qui n'arrive pas. Tâchez d'acquérir la même quiétude, en prenant la philosophie la plus convenable à la situation de la chose publique. Votre état distingué en Pologne, le rôle que vous avez fait dans la Confédération de Bar, votre gloire, votre réputation, la fortune, le sort de messieurs vos fils, tout vous oblige à faire l'examen le plus sérieux et le plus approfondi des mœurs, des vices, des vertus, des préjugés

et des erreurs qui doivent décider de la fortune de votre république. Puisque vous le voulez, je vous dirai très-librement tout ce que je pense, je ne vous déguiserai rien; je vous parlerai avec le plus de force qu'il me sera possible, parce que je le dois à notre amitié, et que d'ailleurs, ne prétendant point être infaillible, je soumettrai toujours mes réflexions à vos lumières.

Croire que votre république subsiste, parce que vous avez encore un territoire, un roi, un sénat, un conseil permanent, vos grands officiers, et qu'on n'a pas proscrit les noms de Diète, de nonces et Diétine, ce seroit une erreur et prendre une ombre pour le corps. Si toute société est dissoute et ne subsiste plus; dès que privée de son indépendance, elle n'est plus la maîtresse de ses lois, que peut-on penser de la Pologne? N'éprouvez-vous pas dès ce moment que vous n'êtes que la province d'une puissance étrangère? Si vous n'êtes pas les dupes des ménagemens qu'on veut bien encore avoir pour vous, et par lesquels on vous façonne et vous accoutume insensiblement à la servitude, ne voyez-vous pas que votre roi n'est en effet que le lieutenant du Comte de Stal-

kelberg, qui règne véritablement à Varsovie? Les troupes Russes qui, par la terreur qu'elles répandent, ne vous permettent pas de penser en hommes libres, vous amusent par une vaine décoration de Diétines et de Diète : on vous donne la permission de délibérer, pourvu que vous ne choisissiez que des nonces agréables à la Russie, et qu'avant que de traiter une affaire, on vous ait appris comment vous devez la décider. Sans vous défendre d'agir, et vous ordonner d'une manière positive d'obéir, on vous a lié les pieds et les mains.

Ce n'est plus une chose douteuse, monsieur le Comte, après la manière dont les Russes ont empêché plusieurs seigneurs, dont on craignoit le patriotisme, de se rendre à vos Diétines anté-comitiales. Vous avez vu un de vos voisins et de vos parens gardé prisonnier chez lui par une compagnie de Cosaques. Vos Diétines, bloquées par des troupes étrangères qui ne permettoient pas aux gentilshommes suspects de s'y rendre, n'ont eu de liberté que pour se donner inutilement quelques coups légers de sabre. Votre neveu, le fils du grand échanson, a été obligé de se déguiser en palefrenier pour tromper

la garde Russe et parvenir jusqu'au lieu où se tenoit l'assemblée du palatinat de Volhinie. Nous avons tous entendu parler de ce qui s'est passé à Varsovie, quand les nonces des palatinats s'y furent rendus pour l'ouverture de la Diète. On fit l'honneur à quelques mutins de les craindre, tandis qu'il étoit si aisé de les adoucir en les menaçant de ravager leurs terres; et pour s'en débarrasser, on changea la Diète en Confédération. On a permis de prononcer encore quelques discours pleins de verbiage qui n'ont fait ni bien ni mal, et qu'on punira bientôt comme des crimes d'état, quand le tribunal qu'on a établi pour connoître des crimes de lèse-majesté et de trahison, condamnera au dernier supplice le courage, la fermeté, le patriotisme, l'amour de la liberté, et fera respecter la foiblesse, la lâcheté et l'amour de la servitude. En un mot, une assemblée Polonaise a fait tout ce qu'il falloit pour affermir l'empire de la Russie, du roi de Prusse et de la cour de Vienne sur la Pologne.

Votre indépendance ne seroit peut-être pas perdue sans retour, si vous ne dépendiez que de la Russie, à qui vous avez eu

l'imprudence de demander la garantie de vos lois, et qui vous l'a bénignement accordée pour vous asservir. Il pourroit se faire que cette puissance, troublée par quelque révolution domestique, ou distraite par quelque guerre étrangère, vous fournît quelqu'occasion de secouer le joug; et l'espérance de la liberté vous rendroit peut-être dignes de la recouvrer. Mais par malheur le roi de Prusse et l'impératrice-reine ne vous dominent pas moins que la Russie, et ces deux puissances vous feroient sentir le poids de leur autorité, si la czarine ne s'étoit pas chargée de ce noble emploi. Ne vous y trompez pas, quoique cette princesse gouverne arbitrairement vos affaires, elle n'est que l'instrument de ses deux alliés, qui sont bien aises qu'un autre fasse pour eux les injustices et les vexations qui leur sont utiles; on lui permet de se consoler ainsi du dommage réel que lui a fait le traité du partage. Vous devez donc juger qu'étant entourés de trois ennemis redoutables et qui n'ont qu'un même intérêt, il vous est impossible de reprendre les droits qui vous appartiennent. Ces idées de république et de patriotisme qui fermentent encore dans quelques têtes, s'effaceront peu à peu;

sans trouble et sans révolution, la Pologne, se trouvera partagée, et peut-être que ce siècle doit servir d'époque à cet événement sinistre.

Tant s'en faut, monsieur le Comte, que je sois surpris de la situation déplorable où vous vous trouvez, et des dangers dont vous êtes menacés, que j'admire, au contraire, comment vous avez pu vous soutenir jusqu'à présent. Je ne vous parlerai point de votre gouvernement monstrueux, dont les pièces, mal assorties et peu faites les unes pour les autres, ont toujours dû produire un effet contraire à celui que vous en attendiez. Cette matière est épuisée entre nous, et je vous prie seulement de vous rappeler ce que j'ai écrit à ce sujet pour satisfaire votre amour de la patrie, et dans un temps où vous vous flattiez de pouvoir réformer vos lois et d'établir votre gouvernement sur des proportions plus raisonnables.

Dans le siècle dernier, vous fûtes menacés d'un grand danger, lorsque la Suède sortit de la barbarie, sous l'administration de Gustave-Adolphe. Ce prince, comparable aux plus grands capitaines de l'antiquité, se créa, pour ainsi dire, une nation nouvelle; il établit

dans ses troupes cette discipline savante et sévère qui assure la victoire; et il auroit fait sans doute éprouver à la Pologne les plus grands désastres, si l'alliance de la France ne l'avoit arraché aux affaires de Livonie, pour occuper son ambition dans l'Empire, contre la maison d'Autriche. Vos pères profitèrent de cette faveur de la fortune, sans faire la moindre réflexion. En voyant le danger auquel vous échappiez, il me semble que vous auriez dû imiter les Suédois, et vous mettre en état de leur résister, si leur ambition, satisfaite en Allemagne, se tournoit encore du côté du Nord.

Point du tout, vous ne songeâtes à aucune réforme, et vous continuâtes à faire la guerre comme les anciens Sarmates. Cependant Pierre Ier. occupa le trône de Russie; et ce prince, qu'il faudroit mettre au rang des plus grands hommes, si ses connoissances avoient égalé ses talens naturels, retira sa nation de l'extrême barbarie où elle étoit plongée. La Russie, ignorée dans l'Europe, y devint une puissance considérable. Ses troupes méprisées se formèrent au point de battre les Suédois; et ses finances, administrées avec autant d'économie que d'industrie, la mirent en état de

former les plus grandes entreprises. Cette seconde leçon fut encore inutile aux Polonais; sans émulation, sans jalousie, sans inquiétude, ils n'imaginèrent point que la Russie, qu'ils méprisoient, abuseroit infailliblement de ses nouvelles forces, et que le principal effort de son ambition devoit se porter sur leurs provinces. Cette sécurité est inconcevable, et on ne peut l'expliquer, monsieur le Comte, qu'en disant que vos compatriotes n'étoient pas assez éclairés pour sentir ce qui leur manquoit, et connoître le prix des établissemens de Pierre Ier.

Quoi qu'il en soit, la maison de Saxe connut mieux ses intérêts que votre république ne comprit les siens. Tandis que vous vous endormiez bonnement sur la foi de l'équilibre de l'Europe, dont vous aviez entendu parler, et que vous ne doutiez point que toutes les puissances ne s'armassent en votre faveur, si on vouloit vous subjuguer, vos rois Saxons s'attachèrent à la cour de Pétersbourg, et recherchèrent son amitié, pour conserver la couronne que vous leur aviez donnée. Leurs complaisances furent serviles, et ne balançant point à avilir la dignité dont ils étoient si jaloux, ils sacrifièrent à leur ambition, l'in-

dépendance de la Pologne. Tout le monde le sait, le ministre d'Auguste III se regarda comme l'esclave de la Russie, et pour vous soumettre à son maître, il vous soumit à la Russie. Par la plus étonnante des politiques, vous vous accoutumâtes de votre côté à ne regarder votre roi que comme le lieutenant du czar, et vous sollicitâtes à Pétersbourg, les grâces qu'on devoit vous accorder à Varsovie.

Telle étoit votre situation, lorsque l'impératrice de Russie trouva beau de donner votre trône à un gentilhomme qu'elle avoit honoré de ses bontés. Une pareille fantaisie peut flatter la vanité d'une femme romanesque. Elle espéroit d'ailleurs que ce roi, étonné de sa fortune, et dont l'élévation devoit lui faire mille ennemis, ne pourroit se soutenir que par sa protection; et c'étoit un prétexte pour avoir une plus grande influence dans vos affaires. L'ambition succéda à la galanterie, et la cour de Pétersbourg voulut consommer l'ouvrage de votre servitude. La Confédération de Bar se forma, et la Porte vint à votre secours. Si ses armées avoient eu quelques succès, il est certain que la Russie, épuisée par une entreprise au-dessus de ses forces,

se seroît vue dans l'impuissance de dominer sur la Pologne, et que vous auriez peut-être pu exécuter les projets de réforme que votre amour de la patrie avoit médités : mais les Turcs, engourdis par une paix de trente ans, n'ont su que fuir, et leur retraite a permis à la czarine de régner à Varsovie.

Pour mieux développer tous les périls de votre situation actuelle, permettez-moi, monsieur le Comte, de vous rappeler encore quelques faits qu'il est important de ne pas perdre de vue. Il semble que la fortune se soit plu à rassembler plusieurs circonstances extraordinaires pour travailler plus sûrement à votre perte. Le père du roi de Prusse avoit préparé les fondemens d'une grande puissance; il avoit amassé beaucoup d'argent; ses troupes étoient exercées à une savante discipline, et son successeur devoit réunir à de très-grands talens pour la guerre et la politique une ambition démesurée et nullement délicate sur les moyens de réussir. Malheureusement pour la Pologne, au lieu de porter ses forces dans le midi ou le couchant de l'Allemagne, ce prince en fit l'essai sur la Silésie. Pouvoit-il être votre voisin et ne pas s'apercevoir de votre foiblesse? Pouvoit-il

voir votre foiblesse et ne pas désirer de s'emparer de tous les pays que vous lui avez cédés, et qui joignent ses états d'Allemagne à la province qui lui donne le titre de roi? C'est votre faute; pourquoi vos divisions et le désordre extrême de vos lois et de vos affaires ont-ils exposé la cour de Berlin à une tentation qu'il étoit si doux de ne pas rejeter? Je voudrois de tout mon cœur connoître tous les détails de l'art avec lequel le roi de Prusse a préparé, ménagé et terminé cette importante négociation; les peuples qui ne se conduisent pas avec plus de prudence que la Pologne, en pourroient tirer une utile instruction. Il n'en falloit pas tant pour vous perdre, monsieur le Comte, car vous conviendrez aisément que vous n'avez rien à opposer aux forces réunies du roi de Prusse et de la Russie. Mais la fortune a voulu signaler ses coups par une ligue encore plus considérable. Malheureusement pour vous, un de nos ministres, aujourd'hui cardinal, s'étoit avisé de faire son traité de Versailles; et depuis cette alliance, l'ambition de la maison d'Autriche étant oisive de notre côté et du côté de l'Italie, et contrainte par la peur que lui inspire le nom du roi

de Prusse, ne cherchoit qu'à se déborder, pourvu que ce fût sans s'exposer à de trop grands périls. L'impératrice-reine, ou plutôt son conseil, a donc eu aussi une tentation agréable. Il a fallu succomber, et votre république se trouve enveloppée par trois puissances ennemies, dont j'admire la bonté et la modération, quand je vois qu'elles ne se sont emparées que d'une partie de vos domaines.

Je n'ai jamais été la dupe des rescrits de la Russie ; et malgré toutes les assurances d'amitié et de protection qu'elle vous donnoit, j'étois bien persuadé qu'elle ne cherchoit qu'à vous tromper, et qu'elle feroit tous ses efforts pour vous asservir. Je me pardonne presque d'avoir ajouté foi aux déclarations de la cour de Vienne : c'est une puissance qui, sans doute, a commis beaucoup d'injustices; mais bien ou mal, elle a toujours voulu les pallier. Cette cour se conduit par une vieille routine; elle imagine peu : d'ailleurs, il me paroissoit assez vraisemblable qu'occupée de sa haine contre le roi de Prusse, et ne comptant que médiocrement sur notre alliance, elle ne songeât point à s'agrandir à vos dépens. Mais je vous l'avoue, c'est

une grande sottise à moi, qui fais aussi peu de cas de la morale du roi de Prusse, que j'estime son habileté à manier les esprits et faire des hommes ce qu'il lui plaît, d'avoir cru qu'il n'oseroit point vous piller, après avoir déclaré de la manière la plus authentique qu'il ne vous demandoit rien et ne désiroit que votre tranquillité : je me sais très-mauvais gré de n'avoir pas vu une chose qui devoit me sauter aux yeux. C'est nous qui, par nos traités de partage, à la fin du dernier siècle, avons donné le mauvais exemple de disposer des successions et des états, sans le consentement des personnes qui y sont intéressées. Ce que vous venez d'éprouver n'est qu'une misérable copie de notre politique. Dieu sait l'abus que la méchanceté humaine en fera; un premier succès ne fait qu'enhardir l'injustice et l'ambition : soyez donc sûr, monsieur le Comte, que vos ennemis, qui se trouvent très-bien de vos dépouilles, ne seront point contens qu'ils ne se soient emparés du reste de la Pologne.

Plus j'y réfléchis, plus je suis convaincu que c'est-là le dénouement auquel vous devez vous attendre. Rien n'est plus comique que le spectacle que présente votre Diète Confé-

dérée.

dérée. Vos ennemis, sans doute, rient de bon cœur, quand ils voient qu'on délibère gravement, et qu'on débite de grands lieux communs sur la liberté des Polonais, la dignité des grands et le bonheur de la Pologne, tandis qu'ils vous forcent de leur obéir, et d'ériger en loi tout ce que vous dicte leur politique. Le premier bien d'un état, c'est son indépendance : sans cela, il ne peut avoir ni volonté, ni lois, ni règle, ni mouvement qui lui appartiennent, et il est emporté malgré lui par des impulsions étrangères. Au lieu de se plaindre de la dégradation des grandes charges, de regretter leurs prérogatives, ou d'espérer que la sagesse du conseil permanent va ramener parmi vous la prospérité, ne seroit-il pas plus raisonnable de voir tout simplement ce qui est, c'est-à-dire, qu'on ne fait que vous préparer à la grande révolution que méditent vos ennemis ?

Il est évident, si je ne me trompe, que toutes vos nouvelles lois et vos nouveaux établissemens ne tendent qu'à donner au roi une autorité absolue. Le conseil permanent ne sera que l'organe de sa volonté ; et comme on a exclu de la Diète tous les nonces dont on craignoit la mutinerie, je gage qu'on ne

placera dans le conseil permanent que les hommes les plus foibles ou les plus avides de faire fortune. On ne cherche qu'à vous faire oublier votre république. Je gage encore qu'avec les tribunaux extraordinaires qu'on vient d'établir pour juger des crimes de lèse-majesté et de trahison, on forcera bientôt les Polonais d'oublier leurs anciens privilèges, ou du moins de n'oser pas en parler. Vos ennemis savent à merveille que vos grands, qui préfèrent leur grandeur à la république, passeront sans regret sous la domination du roi de Prusse, de la cour de Vienne et de la Russie, quand, dépouillés de la décoration qui les entoure, on les aura accoutumés à se confondre dans la foule des courtisans du roi de Pologne. Félicitez-vous, monsieur le Comte, de la solitude où vous vivez. Il est digne de votre sagesse de vous tenir à l'écart: s'il est lâche d'abandonner sa patrie quand on peut encore espérer quelque bien, il est insensé d'y travailler contre toute espérance.

Il faut, dit-on, temporiser : il faut, par des complaisances, retarder votre ruine : le temps est un grand maître, il peut faire naître de nouvelles circonstances qui permettront à l'Europe de venir au secours de la Pologne.

Fort bien; mais je réponds qu'on sert mal, ou plutôt qu'on ne sert point une nation dont on n'attend aucun secours. Pour empêcher un second partage de la Pologne, pourquoi l'Europe, je vous prie, feroit-elle ce qu'elle n'a pas fait pour empêcher le premier? Il étoit plus aisé, il y a trois ou quatre ans, d'imposer à vos ennemis et de les intimider, que de leur arracher aujourd'hui la proie dont ils se sont saisis. Il importe, j'en conviens, à l'Europe de rétablir la Pologne dans son indépendance et tous ses droits; mais il lui importoit également de ne la pas laisser écraser: on a souffert patiemment votre décadence, et on souffrira patiemment votre ruine.

J'entends dire de tous côtés, que les Provinces-Unies, l'Angleterre et la France ouvriront enfin les yeux, et ne négligeront plus les affaires du Nord. Je réponds que plus ces trois puissances ouvriront de grands yeux, plus elles verront qu'elles ne doivent point se mêler de vos affaires. Par la position de ses provinces, la Russie ne peut être attaquée que par la Porte et la Suède; et vous savez, monsieur le Comte, dans quelle situation se trouvent ces deux puissances. A la manière

dont l'une a fait sa paix, on juge sans peine, qu'elle n'est point tentée de prendre sa revanche; quand on est assez lâche pour laisser languir sa vengeance, on finit bientôt par s'accoutumer aux affronts : à l'égard de la Suède, vous sentez que depuis la dernière révolution, son roi se gardera bien de se brouiller de gaieté de cœur avec la Russie. Il sait que son gouvernement déplaît à un parti considérable, qu'il faut surveiller avec soin, et qu'il suffiroit d'une bataille perdue en Finlande, pour faire disparoître le pouvoir arbitraire et rétablir la liberté. Si la Suède ne reçoit pas de secours étrangers, elle est trop foible pour mesurer ses forces avec la Russie; mais de qui recevra-t-elle ces secours?

Le roi de Prusse jouit du fruit de sa réputation : on le hait beaucoup, mais on le craint davantage, et personne n'osera l'attaquer. A l'égard de la cour de Vienne, je crois que dans ce moment elle n'a aucun ennemi à redouter. Notre alliance lui donne dans l'Empire un grand crédit; et si ses forces et son ambition inquiètent quelques puissances étrangères, elles dissimuleront leur chagrin en attendant des circonstances plus heureuses.

Mais enfin, monsieur le Comte, quand la situation de vos ennemis ne seroit point telle que je viens de vous la présenter, comment vos compatriotes, s'ils avoient quelque connoissance de l'Europe, pourroient-ils compter sur la Hollande, l'Angleterre et la France? La guerre de 1741 a été l'époque fatale de toute la grandeur des Provinces-Unies. L'illusion s'est dissipée, et dès que la foiblesse de cette république a fait voir qu'elle n'étoit qu'à charge à ses alliés, on a négligé son amitié, et elle n'a plus été comptée parmi les puissances qui donnent le mouvement aux affaires de l'Europe. Les Hollandais ont compris qu'un état qui ne vit que de son commerce, ne doit pas témérairement vouloir faire le rôle de juge ou d'arbitre dans les querelles ambitieuses des rois. Après s'être ruinés pour soutenir des guerres qui devoient leur être indifférentes, et dont ils auroient pu profiter pour étendre les relations de leur commerce, ils ont enfin adopté les principes par lesquels ils auroient dû se conduire, quand la paix de Westphalie eut assuré leur liberté et fait reconnoître leur indépendance. Que la Pologne produise des grains et qu'on les vende à Dantzic, voilà ce qui les intéresse;

mais que les Polonais et les Dantzickois soient les maîtres chez eux ou obéissent à des princes étrangers, vous pouvez compter que rien ne leur est plus indifférent. Quand le roi de Prusse ne seroit pas en état de contenir les Provinces-Unies, par la crainte de ses armes, soyez sûr qu'elles s'accoutumeront à traiter de vos bleds aussi facilement avec les commissionnaires Prussiens qu'avec vous-mêmes : tout se réduit en Hollande à calculer les produits d'une entreprise, et je ne vois pas pourquoi elle achèteroit chèrement l'honneur inutile de défendre votre liberté.

L'Angleterre ouvre un vaste champ aux méditations des politiques ; et comme les Polonais nous enseignent quels maux l'anarchie entraîne après soi, les Anglais nous apprendront bientôt combien il est dangereux d'abuser de son pouvoir, et de sacrifier la justice à son ambition et à son avidité. En rendant compte dans mon *Droit public*, de la paix qui nous a fait perdre le Canada, j'ai prédit le soulèvement des Colonies Anglaises. Depuis, monsieur le Comte, j'ai eu l'honneur de vous dire bien des fois que la querelle qui éclatoit en Amérique ne pouvoit point être appaisée, parce qu'il étoit impos-

sible de trouver un point de conciliation entre l'Angleterre et ses Colonies. Les Américains se conduisent avec une prudence et un courage que depuis long-temps nous ne connoissons plus en Europe, et ils finiront par former des républiques indépendantes.

Tant que cette guerre subsistera, et elle subsistera jusqu'à ce que l'orgueil humilié des Anglais sente son impuissance à conserver son empire, l'Angleterre ne peut être d'aucun secours à la Pologne, et tous les événemens de la mer Baltique lui seront indifférens. Quand la paix sera enfin rétablie, quelle pensez-vous que sera la situation des Anglais? Dans quel délabrement affreux ne se trouveront pas leurs finances et leur commerce! Si je voulois m'abandonner à des conjectures, que ne pourrois-je pas vous dire du discrédit où se trouveront les auteurs et les instigateurs de la guerre! Que de révolutions! que d'emportemens! que de lâchetés! combien de fripons, abusant des maux de la patrie, ne lui permettront pas de rassembler les débris de son naufrage! Mais il ne s'agit pas de cela, et je me borne à dire qu'il s'écoulera beaucoup de temps avant que l'Angleterre puisse se mêler des affaires du Nord

ou du Midi de l'Europe. Trop heureuse si faisant un retour heureux sur elle-même, elle pouvoit se borner à faire fleurir son île, corrigeoit les vices de son gouvernement, et songeoit plus à l'équilibre de ses magistratures qu'à celui de l'Europe.

Pour nous, monsieur le Comte, vous pouvez vous rappeler ce que j'ai pris la liberté de vous dire cent fois, quand vous vous plaigniez à Paris, de l'extrême mollesse avec laquelle notre gouvernement secondoit la Confédération de Bar. Nous avons engagé la Porte à faire la guerre en votre faveur; c'est ce que nous pouvions faire de mieux, et ce n'est pas notre faute si les Turcs ne sont plus ce qu'ils ont été autrefois. Nous vous avons payé des subsides bien inférieurs à vos besoins et bien indignes de notre magnificence; nous vous avons prêté quelques officiers; nous ne pouvions pas mieux faire, nous craignions de nous compromettre, et nous avions raison: quand nous aurions fait la guerre, vous ne vous en seriez pas mieux trouvé, et nous aurions été nous-mêmes trop embarrassés de notre entreprise, pour être utiles à nos amis. Songez à notre situation; nous sommes accablés des vices différens que nous ont donnés

les règnes éternels de Louis XIV et de son successeur; et je ne conçois point comment l'Europe est assez aveugle pour nous regarder encore comme une puissance formidable. L'amour de l'argent, notre luxe et les plaisirs ont énervé toutes les ames. Ce feu qui développe les talens est éteint; nous n'avons plus en nous-mêmes cette sève qui produit les grands hommes; nous n'avons ni généraux ni ministres, et l'état est traité par les Français, comme une ville prise d'assaut et abandonnée au pillage. Vous avez vu comme tout alloit quand nous sommes partis de Paris; et par les lettres que nous recevons, vous voyez que le vent de l'intrigue, des cabales et des partis cause des tempêtes continuelles sur la mer orageuse de Versailles; et pour comble de maux, point de pilote, point de boussole, point de voile. Il me paroît bien extraordinaire que vos compatriotes espèrent de trouver leur salut dans la France, tandis que je ne puis m'empêcher de prévoir les disgraces qui doivent bientôt fondre sur elle, et qui dévoileront à tous les yeux notre foiblesse.

Vous avez servi votre patrie, monsieur le Comte, tant que vous avez pu espérer de la

servir utilement; et ce n'est qu'à la dernière extrêmité, que vous avez cessé d'espérer. Quand les chefs de votre Confédération exilés, proscrits, et sans asyle, n'ont pu opposer à vos ennemis qu'une vaine protestation, vous avez pris le parti de vous retirer sur vos terres: que pouviez-vous faire de plus sage! Attaché à un parti vaincu et détruit, vous n'auriez point joui dans un pays étranger, de la considération qui vous est due: les hommes ne savent estimer que la prospérité. Vos lumières ne vous permettoient pas de vous abandonner aux espérances trompeuses que conservent quelques-uns de vos compatriotes, qu'on plaint en tâchant d'approuver leur zèle. Votre probité vous défendoit de vous mêler parmi ces traîtres qui croient remplir leur devoir de citoyens, en résistant mollement à l'injustice. Il faut renoncer à tous les projets de réforme qui vous ont agréablement occupés. Je prends la liberté de vous le répéter : si l'ambition de vos ennemis étoit satisfaite des domaines qu'ils vous ont enlevés, ils vous rendroient votre indépendance. Vos compatriotes se trompent, s'ils se flattent de conserver ce reste de république qu'on a laissé subsister. Vous avez besoin de ramasser toutes les forces

de votre courage. Vous devez imiter ces sages qui prennent soin de leur santé, et ne refusent aucun remède tant que leur médecin leur dit qu'ils en peuvent revenir. Mais leur déclare-t-on que l'art ne découvre plus aucune ressource, ils voient la mort d'un œil tranquille, et l'attendent sans terreur.

Je vous écoute avec attention, me dit alors le Comte, et je prie le ciel que vous n'ayez pas raison. Vous perdez trop aisément l'espérance. Nous avons trop à perdre pour que les malheurs dont vous nous menacez, et qui sont en effet suspendus sur nos têtes, ne nous retirent pas enfin de notre engourdissement. Nous ouvrirons les yeux, nous ferons un effort, et notre désespoir nous tiendra lieu de politique. Nos ennemis pensent-ils que des traités que la fraude, l'injustice et la violence nous ont extorqués, nous privent du droit de veiller à notre conservation ? Vous ne connoissez pas les prodiges que peut produire l'amour de la liberté. Connoissons nos frères, ne désespérons pas de notre salut, et nous parviendrons à secouer le joug.

Je le souhaite, monsieur le Comte, et ce n'est que malgré moi que je combats l'illu-

sion que vous fait votre amour de la patrie. Réfutez-moi, prouvez-moi, je vous en conjure, que j'ai tort, et je vous remercierai de ma faute avec transport. Mais, si vous vous trompez, il vous importe trop de vous débarrasser de votre erreur, pour que mon amitié n'examine pas avec le plus grand scrupule, ce que vous me faites l'honneur de me dire; et je le ferai avec le plus grand soin et la plus grande méthode.

Vous m'accusez d'abord de désespérer trop de votre salut; et je puis vous protester qu'avant de prendre ce parti, j'ai fait tous mes efforts pour résister aux lumières de mon sens commun. J'ai ôté aux vices la bonne moitié de la force avec laquelle ils nous subjuguent, et j'ai vu, malgré moi, qu'ils n'étoient point encore assez foibles pour que vous pussiez en triompher. Qu'importe que vous ne soyez point liés par les traités que vous avez faits avec la Russie et les cours de Vienne et de Berlin, si vous n'avez aucuns moyens de faire valoir le droit que vous avez de vous venger? Votre république ne peut être détruite, sans que vos gentilshommes perdent toute leur grandeur et toute leur puissance, pour devenir les très-humbles

sujets d'un prince despotique. Mais pourquoi cet intérêt inspireroit-il une crainte ou plutôt une indignation salutaire, tandis que votre noblesse, qui a passé sous le joug de vos ennemis, s'accoutume si patiemment à sa nouvelle condition.

Je ne veux nommer personne, mais vous avez vu comme moi des seigneurs qui s'accommodent assez bien de la domination Autrichienne, quelque contraire qu'elle soit à vos manières. Ils voient sans colère qu'on ait établi un tribunal entr'eux et leurs sujets et les juifs. Ils se soumettent à des impositions qui leur étoient inconnues, et leurs murmures secrets sont tels, qu'un contrôleur-général seroit trop heureux de n'en pas exciter de plus vifs en France. Nous avons vu en passant à Cracovie, qu'on ne s'y plaint que médiocrement de la Russie et de la garnison qui tient la ville captive; on y loue ouvertement l'administration du roi de Prusse, et on la préfère à celle de la république. Tout cela suppose des ames on ne peut pas moins républicaines. Les Polonais ne connoissent point la dignité d'un peuple libre; nous voyons des seigneurs qui possèdent parmi vous les dignités les plus éminentes, en aban-

donner les fonctions, parce que leurs principales terres sont situées dans ce que vous appelez le cordon Autrichien. Nous en avons été les témoins, ces hommes si vains, si glorieux de leur naissance et de leur fortune, si fiers du pouvoir arbitraire qu'ils exerçoient chez eux et qui les a hébêtés, nous les avons vu faire leur cour sans nécessité, et s'humilier devant les commandans obscurs qui les gouvernent. Pourquoi les personnes qui composent aujourd'hui la Diète confédérée, et qui sont les chefs de la république, volent-ils au-devant du joug? Ils mendient d'avance la faveur des maîtres qu'ils doivent avoir; et c'est, si je puis parler ainsi, avec cette facilité élégante à laquelle des courtisans adroits sont façonnés dans le pays le plus despotique. Loin d'être scandalisée, Varsovie applaudit à ces lâchetés. On devroit gémir, et on n'est occupé que de ses plaisirs. On ne craint rien, parce que ces révolutions ne paroissent point menacer les mauvaises mœurs.

Je le dirai, l'esprit ancien de la république est perdu; personne ne dira plus chez vous : *J'aime mieux une liberté agitée, qu'une servitude tranquille.* La maison de Saxe vous a donné les vices qui perdent les nations : elle

vous a appris à préférer l'argent à tout. Vous vous êtes accoutumés à jouir mollement, quoique sans élégance, de votre fortune; et l'on est étonné que des Sybarites soient sans pitié pour les malheureux esclaves qui les servent dans leurs maisons, et leur préfèrent leurs chiens et leurs chevaux. Sous ces deux malheureux règnes qui ont vu se former une nouvelle génération, toutes les récompenses de la république ont été le prix des bassesses qu'on faisoit à la cour. Tous les honneurs ont été vendus par le comte de Brullh au plus offrant. Dès-lors toute émulation et tout amour pour le bien ont été détruits. Les vices que devoit produire votre mauvais gouvernement, n'étant plus contenus par les mœurs publiques, se sont montrés sans pudeur. L'esprit militaire a disparu, et, je n'ose presque pas le dire, peut-être n'a-t-on presque plus de courage. De-là, la rareté du mérite et des talens; de-là, ces préjugés honteux qui ferment l'entrée à toute vérité; de-là, cette ignorance de vos gens de qualité, et qui est encore plus épaisse que dans le reste de l'Europe.

Ayant dans une république les mœurs, l'esprit et les manières convenables à une

monarchie, faut-il être surpris que les provinces détachées de la Pologne, s'accoutument sans effort à l'obéissance la plus circonspecte? Et ces provinces n'annoncent-elles pas quelle sera la complaisance des autres, quand elles subiront le même sort? Si les Polonais, monsieur le Comte, étoient capables de sortir de cet assoupissement léthargique dont vous vous plaignez, ç'auroit été sans doute lorsque les Turcs faisoient la guerre pour vous, et que la Confédération de Bar faisoit retentir à toutes les oreilles, le nom doux de la liberté. Vous vous flattiez que tout le monde étoit Confédéré dans le cœur; mais ne faisiez-vous point plus d'honneur à vos compatriotes qu'ils n'en méritoient! Ces prétendus Confédérés avoient des ames bien molles ou bien tièdes; puisque le salut de leur patrie et le soin de leur fortune n'ont pu les porter à vous seconder et se déclarer ouvertement contre la Russie, comment est-il possible d'espérer qu'ils auront l'audace téméraire de résister aux volontés de la cour de Vienne et du roi de Prusse unis à la Russie.

Je ne vous ai point encore parlé d'un grand vice qui afflige votre république, et qui doit nécessairement perdre tout peuple libre qui

en

en est infecté; j'entends cet esprit de parti que font naître les haines et les divisions des principales maisons. C'est le propre de ce vice de substituer des intérêts particuliers à l'intérêt général; il détruit les forces de la nation, parce qu'il les divise et les tourne les unes contre les autres. Vous me direz que les querelles des Potoski et des Chatorinski, qui ont tant contribué à vos malheurs, ne subsistent plus. Ils n'ont point laissé d'héritiers de leurs haines, ou du moins ces héritiers ne sont ni assez puissans ni assez considérés dans la république, pour que leur ressentiment puisse la troubler. Mais en mourant, ces chefs de parti ont-ils emporté avec eux l'esprit et le vice qu'ils avoient fait naître? Non, sans doute, et vous n'avez point de petit intrigant ni de petit ambitieux qui ne brûle de suivre l'exemple qu'on lui a donné, et qui ne veuille élever sa fortune par la même voie. On se seroit beaucoup trompé, après que Sylla eut abdiqué la dictature, si on eût cru que la république étoit rétablie, et qu'on ne verroit plus de guerres civiles et de proscriptions. Le germe du bien est délicat, un rien peut l'étouffer; mais il n'en est pas de même du germe du mal. Il devoit se former

des Catilina, des César, des Pompée, des Antoine, des Octave : et puisque les citoyens étoient plus puissans que les lois, la tyrannie devoit succéder à la liberté.

Il en sera de même en Pologne ; je ne dis pas que vos rivalités, vos haines et vos jalousies vous feront prendre les armes et allumeront des guerres civiles ; vous n'êtes pas assez heureux pour devoir craindre de pareils désordres. Mais de basses intrigues, de sourdes calomnies et d'avilissantes lâchetés seront les moyens par lesquels on tâchera de s'élever aux tristes honneurs de votre patrie. Votre nation, par-là plus dégradée, prépare un succès plus facile à vos ennemis, et ils n'auront pas besoin de prendre la peine de vous vaincre, pour vous dissoudre et vous assujettir. On vous l'écrit, monsieur le Comte, et vous ne pouvez en douter, les haines puériles de vos grands servent admirablement l'ambition de vos ennemis. On achète par des complaisances, une place dans le conseil permanent. Tel Polonais qui auroit assez d'honneur et de bon sens pour ne la pas désirer, la demande, et se prosterne pour l'enlever à son ennemi. Plût à Dieu qu'à la place de ces petits intrigans qui vous désho-

morent, vous eussiez des chefs de parti dont la réputation, le courage et les lumières pussent entraîner à leur suite un grand nombre de citoyens. Ils seroient peut-être en état de venir au secours de la république opprimée, ou du moins en périssant, vous vous feriez plaindre et estimer.

Le Comte me parut rêveur et pensif. Mes réflexions, qui ne sont que trop justes, lui présentèrent une vérité qu'il auroit voulu se dissimuler. Monsieur l'abbé, me dit-il enfin, en rompant le silence, l'intérêt que vous prenez à notre sort vous exagère peut-être un peu les malheurs de notre situation. Je conviens qu'il est difficile de nous relever, mais je veux vous combattre par vos propres armes. Plus d'une fois je vous ai entendu parler du pouvoir de la fortune : souvent elle amène des événemens imprévus qui changent en un instant le caractère d'une nation ; pourquoi ne feroit-elle pas pour nous un de ces miracles qu'elle a fait si souvent pour d'autres peuples? Pas si souvent, monsieur le Comte, et si vous y faites attention, vous verrez que ces coups de théâtre sont fort rares dans l'histoire. D'ailleurs, quand on analyse ces métamorphoses subites,

on découvre que la fortune ne crée rien, et ne fait que développer et mettre au jour des sentimens qui étoient cachés. Un peuple qui gémit sous une oppression à laquelle il n'est pas encore accoutumé, peut en un instant recouvrer sa liberté. Mais, comme je viens d'avoir l'honneur de vous le dire, ce n'est pas-là tout-à-fait le cas des Polonais. La fortune n'a rien de bon et de favorable à développer. Il faut qu'elle le crée, c'est-à-dire, qu'elle prépare de loin l'heureuse révolution dont elle voudroit vous gratifier. En voulant hâter la catastrophe, elle la rendroit impossible. Elle doit imiter la nature, dont les opérations ne sont jamais brusques et soudaines, quoiqu'elles paroissent quelquefois imprévues et subites. Quelle longue suite d'événemens extraordinaires ne faudroit-il pas, pour vous rendre les qualités qui vous seroient nécessaires pour recouvrer votre indépendance ! Et le moyen d'espérer tant de constance et de persévérance dans une fortune qu'on accuse avec raison d'être si légère, si volage et si capricieuse !

Fort bien, monsieur l'abbé, dans le cours ordinaire des choses, et quand la société n'éprouve point de commotion violente. Nos

ennemis nous ont surpris dans un moment de sécurité; et rien n'étant préparé pour leur résister, il a fallu succomber; on n'a pas encore eu le temps d'examiner notre situation présente et les malheurs qu'elle annonce. Mais on lassera à la fin notre patience, et nous verrons qu'il faut sacrifier nos haines à notre salut. La Pologne est un pays puissant. Voyez l'étendue de ses provinces et le nombre de ses habitans. La révolution que nous avons éprouvée en prépare de nouvelles, et, selon les apparences, elles ne se feront pas attendre long-temps. Il est impossible que le Nord, agité par tant d'injustice, d'ambition et d'avarice, n'éprouve pas encore des guerres cruelles. On sera obligé de nous ménager; on nous craindra, et nous en profiterons.

Je suis édifié de votre courage, monsieur le Comte; mais si jamais vous vous trouvez dans les circonstances que vous espérez, je crains bien que votre prudence ne vous force à tenir un autre langage. Voyons, je vous prie, quelles sont les forces dont le sauveur de la Pologne peut se servir. Vos provinces sont très-étendues, et doivent par conséquent tenter davantage la cupidité de vos ennemis, s'ils peuvent s'en emparer sans beaucoup

d'obstacles. Le nombre de vos habitans est certainement assez considérable pour former une république puissante et redoutable. Je dirai cependant que beaucoup de petites républiques qui à peine avoient assez de terres pour nourrir les habitans d'une ville, ont été plus en état que vous de résister à leurs ennemis. Vous ne connoissez point ce qu'on appelle ailleurs le peuple. Vos paysans sont réduits dans la plus misérable servitude. Les seigneurs n'ont pas l'esprit de les ménager autant que leurs chevaux ; ils abandonnent ces malheureux à l'avidité de leurs fermiers, qui les sacrifient barbarement à leur fortune. Vos paysans abrutis ne savent pas même labourer, quoique leur seule occupation soit de travailler à la terre. Ils n'ont aucune ame, aucun sentiment ; ils ne s'intéressent pas même à leur maison ; ils la voient brûler sans inquiétude, c'est votre affaire de la rétablir, et ils ne vous aideront pas même à la construire.

Vous voyez quel service la république peut attendre de pareils hommes ; et s'ils étoient capables de penser, n'envieroient-ils pas le sort des provinces qui ont passé sous la domination du roi de Prusse et de la cour

de Vienne? Pour comble de maux, je crains que cette stupidité ne soit pas l'ouvrage de votre seul gouvernement. Peut-être faut-il l'attribuer en partie à quelque cause physique que j'ignore. Du moins on ne peut douter que les têtes en Pologne ne soient plus affectées et sujettes à plus de maladies que les autres parties du corps; l'épilepsie, assez rare dans le reste de l'Europe, est ici très-commune; il n'est pas rare de voir des gens sujets à une sorte de vertige qui dérange subitement les organes de leur cerveau. Ils perdent tout sentiment, ils ne voient plus, ils n'entendent plus, ils courent, poussent des cris aigus ou des hurlemens affreux. La plique est ici une maladie qu'on trouve partout. Enfin, les Polonais ont fréquemment des tumeurs et des loupes à la tête. Toutes ces maladies qui attaquent le siége de la raison, pourroient bien affliger la raison même, et peut-être faut-il l'attribuer à l'usage immodéré des liqueurs fortes: je m'en rapporte là-dessus aux médecins; mais je crains que la politique ne soit pas plus heureuse dans ses cures que la médecine.

Ce qu'on appelle ailleurs la bourgeoisie ou le tiers-état, est une chose absolument

inconnue parmi vous. Dans les villes de la couronne, vos bourgeois, en petit nombre, font un misérable commerce, et tout ce qui demande quelque sagacité ou quelque industrie, est entre les mains des étrangers. Dans les villes des seigneurs, les bourgeois ne sont qu'une canaille obscure qui ne sait pas qu'elle est affranchie; ils ne s'occupent que des plus vils métiers, et ne travaillent plus dès qu'ils ont assez gagné pour boire de l'eau-de-vie de grain, qui, par malheur, est à trop bon marché. Sans les juifs, la Pologne manqueroit de tout; ils ne sont point citoyens, et ils vous mettent à contribution. Ce peuple errant est incapable de prendre intérêt à l'asyle que vous leur avez ouvert; ils vous haïssent, et se vengent par leur usure et leurs friponneries, de votre superstition et de votre dureté.

Voilà donc la Pologne réduite aux seules forces de la noblesse; mais ne vous attendez pas de la retrouver telle qu'elle étoit encore sous le règne de Jean Sobieski, quand elle alla au secours de l'Empire, et fit lever aux Turcs le siége de Vienne. J'ai déjà pris la liberté de vous le dire, monsieur le Comte, les deux rois saxons ont tout perdu; les vices

qu'ils ont donnés à leur cour, se sont communiqués de proche en proche, jusqu'à la dernière classe des gentilshommes. Que peut-on attendre de cette noblesse indigente, qui n'est propre qu'à remplir vos maisons de mauvais valets? Elle vous sert mal, et n'a qu'une voie de faire fortune; elle vous pille, et s'enrichit à vos dépens: ces gentilshommes n'ont point de patrie; ils se vengent sur le peuple de la bassesse avec laquelle ils se prosternent à vos pieds; et s'ils sont capables d'avoir quelque courage, ce n'est que pour piller. C'est, sans doute, cette noblesse qui, sous prétexte de servir la Confédération de Bar, exerçoit un brigandage cruel dans toute la Pologne, et s'y faisoit plus craindre que les Russes mêmes.

Entre cette noblesse méprisable et les grands que vous connoissez mieux que moi, et dont je me suis hasardé de vous tracer le tableau, il y a une noblesse qui, n'étant corrompue ni par la misère ni par de trop grandes richesses, seroit capable d'aimer la liberté et la patrie; mais sa mauvaise éducation la fait croupir dans une ignorance profonde; elle ne peut point aimer une république où elle ne voit que des despotes et

une anarchie qui la rend malheureuse; elle éprouve qu'elle n'est point sous la protection des lois. Elle est mal à son aise, et sans pouvoir remonter jusqu'à la cause de ses malheurs, elle connoît assez le prix de la liberté, pour sentir qu'elle ne doit point se battre pour ses tyrans. Une révolution ne l'effraie point, et elle attend avec indifférence des événemens qui peuvent rendre son sort plus doux.

Si je ne me suis point trompé dans la peinture que je viens de faire de la Pologne, ne suis-je pas en droit d'assurer qne la fortune lui prodigueroit inutilement ses faveurs? En vain il se présentera des occasions de faire d'heureux changemens; on sera incapable de les saisir, on n'aura pas des yeux pour s'en apercevoir. Mais je veux que la Pologne soit différente de ce qu'elle est en effet. Supposons que les Polonais soient jaloux de leurs lois, de leurs coutumes et de leur indépendance; supposons que leur courage soit encore égal à celui de leurs pères; et je vous demanderai si votre anarchie ne rendra pas inutiles ces heureuses dispositions. Quel bien voulez-vous que puissent espérer des citoyens à qui un mauvais gouvernement ne permet

d'avoir aucune espérance raisonnable! Tout le monde voit que le roi et le conseil permanent ne sont que les instrumens de vos ennemis. Et pour se soustraire à cette nouvelle autorité, il faudroit être en état de secouer le joug des trois cours qui l'ont établie et qui la protégent. On n'ose se fier à personne; il ne peut se faire aucune Confédération. Toute entreprise en faveur de la liberté paroît donc téméraire; la crainte que conseille la prudence, doit inviter tous les citoyens à obéir. Cependant on s'accoutume peu à peu à la servitude, et les esprits, enfin amollis, apprendroient à souffrir de grands maux, pour en éviter de plus grands encore.

Je crois vous entendre, monsieur le Comte, et vous convenez sans peine que vous aurez les mains liées, tant que les circonstances dans lesquelles vous vous trouvez subsisteront. Pour vous consoler, vous étendez votre vue dans l'avenir, et vous sentez renaître vos espérances. Eh bien! tâchons de pénétrer dans cet avenir. Je conviens que vos trois ennemis, la Russie, le roi de Prusse et la cour de Vienne, qui sont aujourd'hui très-unis, ne le seront pas toujours. L'injustice de leur usurpation leur donne une

mutuelle défiance. En se rapprochant les uns des autres, ils ont appris à se craindre davantage; et si avant cela, ils ne s'étoient pas déjà beaucoup craints, ils n'en auroient pas fait à deux fois; et au lieu de vous enlever quelques-uns de vos palatinats, ils auroient eu les meilleurs titres du monde pour s'emparer de tout, et ne pas même laisser subsister le nom de la Pologne. Je suis persuadé que la maison d'Autriche n'a point oublié la perte de la Silésie, et qu'elle veut la recouvrer. Elle juge sans doute qu'il lui importe que ses domaines ne touchent pas à ceux de la Russie. Le voisinage occasionne trop de différens; elle se feroit un nouvel ennemi, et perdroit un ancien allié, sur lequel elle peut compter contre les entreprises de la Porte.

La czarine fait semblant d'être contente du traité de partage qui lui enlève une partie des provinces sur lesquelles elle espéroit que la Russie établiroit son empire; elle sent à merveille que, par sa paix avec le Turc, elle n'a point obtenu ce qu'elle s'étoit proposé par la guerre, et qu'elle a été la dupe du roi de Prusse, dont la fortune et le voisinage l'inquiètent. Si elle ne craignoit de faire connoître à tout le monde les bévues

de sa politique, je suis persuadé qu'elle laisseroit paroître les sentimens de jalousie et de haine qu'elle a contre la cour de Berlin, et qu'elle cesseroit de s'applaudir de l'espèce d'empire qu'elle exerce en Pologne, mais qu'elle n'exerce que du consentement de ses alliés. Le roi de Prusse, de son côté, est trop habile pour n'avoir pas fait les réflexions que nous faisons ici. Je suis bien sûr qu'il hait ses deux nouveaux amis, et qu'il éclateroit promptement quelque rupture, si la réputation de son génie et de ses talens ne contenoit la Russie et la cour de Vienne, et que lui-même ne fût arrêté par la crainte de ne pouvoir plus commander en personne ses armées.

Cette situation ne peut pas toujours subsister; et il est clair que la mort d'un des trois alliés qui ont signé votre perte, doit causer une révolution dans les affaires du Nord: voyons donc, monsieur le Comte, ce qui en peut résulter pour la Pologne.

Si la czarine meurt la première, et que son successeur pense comme elle, soit par respect pour sa mémoire, soit parce qu'il n'est pas capable de penser autrement, vous voyez que cette mort vous devient inutile, et que le

nouveau czar continuera à exercer sur vous la même autorité que vous redoutez aujourd'hui : mais supposons que ce prince ait assez d'esprit pour s'apercevoir des fautes de sa mère, et assez de courage pour vouloir les réparer, il craindra que la Pologne ne lui échappe, s'il ne se hâte pas de diminuer le crédit et la considération de la cour de Berlin. Il se fera des images terribles de son ambition, et pour s'enhardir à une rupture ouverte, il ne regardera plus le roi de Prusse que comme le lion de la fable, qui ne pouvoit plus sortir de sa caverne, où ses infirmités le retenoient. Il éclatera enfin une rupture ouverte; mais de quel secours peut vous être cette rupture? Il me semble que vous ne pourrez en tirer aucun parti. Puisqu'on ne vous aura point permis d'augmenter vos forces et de vous corriger des vices qui vous affoiblissent; il est évident qu'on n'aura point besoin de votre secours dans cette guerre, qui ne servira qu'à vous épuiser, en vous soumettant à de nouvelles contributions. Bien loin d'inviter les nouveaux états du roi de Prusse à se soulever, la Russie y portera la guerre, et les regardera comme le fruit de ses avantages, et le prix des victoires

qu'elle espérera. C'est avec la cour de Vienne que le nouveau czar s'alliera. Le lien de cette alliance, c'est la conquête de Silésie, l'affoiblissement de la maison de Brandebourg, et le peu d'intérêt que la cour de Vienne prend à l'agrandissement des Russes dans des provinces éloignées de sa domination.

La mort du roi de Prusse doit produire un grand changement dans le Nord et même dans l'Europe entière. Ses talens et sa fortune lui ont fait une foule d'ennemis. Les uns voudront reprendre ce qu'ils ont perdu, les autres voudront voir abaisser une maison qui s'est élevée trop subitement. Les grandes puissances chercheront à se venger de la crainte que leur a inspirée la cour de Berlin, et les petits princes, du mépris qu'elle leur a marqué. Ces sentimens se montreront avec d'autant plus de liberté, que les provinces soumises à la maison de Brandebourg ne sont point encore assez unies entre elles, pour confondre leurs intérêts et n'avoir qu'un même esprit. En effet, on diroit que le roi de Prusse n'a songé qu'à se faire un règne célèbre et fameux; on diroit qu'il a craint qu'on crût que sa gloire ne lui appartenoit pas toute entière, si la grandeur qu'il avoit

formée ne disparoissoit pas avec lui. Il n'a point songé à rendre sa domination agréable et douce à ses sujets; et nous n'en pouvons point douter, après ce que nous avons vu et entendu en traversant la Silésie. Sa politique a été celle d'un conquérant avide, qui veut s'agrandir sans respect pour la justice, les traités et les sermens, et non pas celle d'un prince qui jette les fondemens d'un édifice solide et durable.

Mais il ne s'agit pas de cela, je m'égare, et je reviens, monsieur le Comte, à ce que vous pouvez attendre de la mort du roi de Prusse, en supposant qu'il meure avant ses deux alliés. Si ce prince a un successeur digne de lui; si le nouveau roi veille avec la même attention à la discipline de ses troupes; s'il gouverne ses finances avec la même économie; s'il règne impérieusement sur ses courtisans au lieu de leur obéir; il est évident que bien loin de vous prédire des choses agréables, je ne pourrois annoncer à l'Europe même que des événemens fâcheux. On craindra d'attaquer un prince qu'on n'offenseroit pas impunément. Il profitera de cette disposition des esprits pour accroître encore sa fortune, et vous sentirez le contre-coup

de

de toutes les disgraces qu'éprouveront ses ennemis.

Mais si le nouveau roi de Prusse est un de ces princes qui se font mépriser en abusant de leur fortune, vous aurez un ennemi de moins; mais vous n'en serez pas plus libres. Que vous importe que la maison d'Autriche lui enlève la Silésie, et que les Russes s'emparent des provinces que vous avez cédées à la cour de Berlin? Ces deux puissances victorieuses, et accrues par de nouvelles conquêtes, ne suffiront-elles pas pour vous dominer. Les acquisitions qu'elles auront faites leur donneront l'envie d'en faire de nouvelles. Si elles peuvent se tromper, convenir de leurs limites respectives et ne se pas craindre, ne doutez point qu'elles ne profitent du premier prétexte pour vous assujettir, je veux dire, pour achever de détruire ce reste de république qu'elles laissent encore subsister.

Supposons actuellement que l'impératrice-reine meure la première. Si son successeur adopte les mêmes principes et veut conserver la paix, il est évident que vous n'y gagnerez rien, et vous vous trouverez encore dans la même situation où vous êtes. Mais il est plus

vraisemblable que les affaires de la cour de Vienne prendront un autre cours. On dit que l'empereur est un ambitieux ; on dit qu'il aime la guerre ; on dit qu'il la fera. S'il tourne d'abord ses armes contre la Silésie, ce ne sera qu'après s'être ligué avec les Russes. Simples spectateurs de ces querelles, les Polonais seront toujours obligés d'obéir au parti vainqueur, et même il est à craindre qu'on ne s'accommode à leurs dépens : en effet, un nouveau partage pourroit contribuer à concilier des intérêts opposés.

Mais ne doutez pas que le roi de Prusse n'emploie tous les secrets de sa politique pour gagner l'amitié de l'empereur. Si je puis, se dira-t-il à lui-même, engager la cour de Vienne à faire la guerre à la France, je n'aurai plus rien à craindre pour la Silésie. L'empereur, occupé de la Lorraine et de l'Alsace, n'aura plus le temps de songer à la province précieuse que je lui ai enlevée. L'ancienne haine de l'Autriche et de la maison de Bourbon succédera à l'alliance de Versailles. Je profiterai de cette rivalité, et, suivant qu'il importera à mes intérêts, je donnerai des craintes ou des espérances. J'attiserai le feu de la discorde ; je vendrai mon alliance

et mes secours; je me rendrai nécessaire, et mes alliés, dupes, ne feront la guerre que pour moi. La maison de Savoie m'offre le modèle de cette politique, et je suis en état d'en tirer de plus grands avantages.

Soyez sûr, monsieur le Comte, que le roi de Prusse ne négligera rien pour tourner l'ambition Autrichienne du côté de la France; et dans la supposition qu'il y réussisse, je ne vois rien encore qui puisse être favorable à votre liberté. Si la France cabale, intrigue par des émissaires secrets pour causer des soulèvemens dans les pays que vous avez cédés, de misérables émeutes qu'il sera facile d'apaiser, ne serviront qu'à rendre plus rigoureux le joug qu'on vous a imposé. La puissance dont la maison de Brandebourg jouira dans l'Empire, sera d'un mauvais augure pour la Pologne. Quelqu'occupée qu'on suppose la cour de Vienne contre la France, soyez sûrs qu'elle sera toujours assez puissante pour conserver le pays qu'elle vous a enlevé. Si la France est obligée de faire une paix honteuse, vous serez écrasés par la gloire de vos ennemis. Si la Providence vient à son secours et la fait triompher, vous n'y gagnerez rien encore. La Russie profitera de l'humiliation de

ses amis pour reprendre son ancienne politique, et exercer sur vous un empire plus absolu.

Une quatrième mort peut encore apporter des changemens dans vos affaires, c'est celle du roi de Pologne. Mais puisque nous nous entretenons ici avec toute la liberté qu'exige l'amitié et l'importance des matières que nous traitons, je vous demande si vous vous attendez à placer sur le trône un prince qui soit capable de réparer vos disgraces? Où le trouverez-vous ce prince qui ait assez de talens pour régner avec gloire dans une nation asservie? Où est ce Pompée qui croira qu'il lui suffit de frapper du pied la terre, pour qu'il en sorte des légions armées? Si vous le trouviez, vous le trouveriez inutilement; et vos ennemis, maîtres souverains de vos suffrages, ne vous permettront de couronner que leur esclave. Ils voudront pour roi de Pologne, un homme qui n'ait par lui-même aucun crédit, aucune considération, ni aucune alliance au-dehors. On vous donnera un piaste incapable de se soutenir par lui-même, et qui, sentant qu'il déplaît à sa nation, trahira ses intérêts pour s'en venger. Voilà peut-être ce qu'on peut vous annoncer

de plus favorable; car, il n'est pas impossible que vos ennemis profitassent de la vacance du trône pour consommer leur usurpation. Qui les empêcheroit d'exciter des troubles qui achèveroient de vous rendre votre gouvernement odieux? On peut vous réduire à demander un maître comme une faveur, et vos ennemis auront encore l'impudence de publier dans l'Europe, que ce n'est que pour votre bien qu'ils se sont enfin déterminés à vous asservir.

Voilà à-peu-près tous les événemens qui pourroient occasionner une révolution en Pologne. Je vois trois puissances qui ont intérêt à vous asservir, et qui vous ont fait trop de mal pour vous épargner; je n'en vois aucune dans le reste de l'Europe à qui votre alliance soit assez précieuse pour devoir venir à votre secours. Il faudroit un effort sublime de générosité pour se résoudre à vous servir, car votre gouvernement ne permettroit de compter ni sur votre reconnoissance ni sur vos engagemens; mais quel est aujourd'hui l'état en Europe qui n'est pas écrasé du poids de ses mauvaises affaires. Il le faut avouer, monsieur le Comte, républiques, monarchies, tout est tombé en décadence.

Il ne faut qu'un rien pour révéler ce secret à l'Europe, déjà assez malheureuse pour ne pas voir sa situation. N'attendez donc du dehors aucun événement favorable.

Ce n'est pas que j'ose me flatter de prévoir et de calculer tous les caprices de la fortune; *ludum insolentem ludere pertinax*. Ses folies, il est vrai, n'ont point de bornes, mais les hommes en ont de très-étroites. Je viens d'avoir l'honneur de vous le dire, la fortune vous prodigueroit inutilement ses faveurs. Il faut de grandes lumières, de grands talens et de grandes vertus pour saisir ces occasions favorables qui disparoissent en naissant, et disparoissent sans retour, si on ne les met pas à profit avec autant de prudence que de courage. Dans le temps même que la Pologne étoit le plus agitée, et pouvoit se livrer à de plus grandes espérances; dans le temps que les Confédérés de Bar avoient des troupes, des châteaux et des amis, vous pouvez vous le rappeler, monsieur le Comte, je me suis souvent plaint d'une certaine lenteur qui nuisoit à toutes vos opérations; et c'est inutilement que dans un mémoire j'ai voulu fournir à vos commettans quelques idées sur la manière dont ils devoient néga-

cier dans toute l'Europe, et tâcher de l'intéresser à leur sort. Mes réflexions ont été perdues ; elles le seroient bien davantage aujourd'hui. Plus votre situation actuelle se prolongera, moins vous serez capable d'une révolution. Chaque jour l'habitude de souffrir doit vous familiariser davantage avec vos malheurs et vos disgraces, et bientôt cet état vous paroîtra votre état naturel.

Mais je consens qu'une indignation salutaire vous conserve toute votre fierté et tout votre courage ; je consens que les Polonais soient tels qu'étoient les Suédois, quand ils secouèrent autrefois le joug tyrannique du Danemarck ; je consens qu'ils ressemblent à ces braves Hollandais qui ont fondé la république des Provinces-Unies ; je consens, pour comble de bien, que la fortune vous offre quelque circonstance favorable pour rétablir votre république ; je ne crois pas que vous en fussiez plus heureux. Quel auroit été le succès de la Suède et de la Hollande, si Vasa et Nassau n'avoient servi de point de ralliement à tous les bons citoyens, si leurs talens n'avoient inspiré une confiance générale, et mis en action le courage, l'amour de la patrie, l'amour de la liberté et toutes

les autres vertus qui n'osoient se montrer? Qui sera le Vasa ou le Nassau de la Pologne? Quel est l'homme qui, par des actions éclatantes et une réputation méritée, puisse fixer sur lui tous les regards de ses concitoyens, et faire croire que la victoire suivra ses armes quand il attaquera le roi de Prusse, la Russie et les armées Autrichiennes. On a étouffé tous les talens; les rois Saxons ont avili tous les grands emplois, en les conférant à des hommes qui en étoient indignes; l'émulation, qui élève les ames, est éteinte depuis longtemps, et l'intrigue, qui les abaisse, lui a succédé.

Mais enfin, quand le courage auroit fait une révolution, où seroit le sage qui sauroit la mettre à profit, en purgeant le gouvernement de ses vices? Ce que je vous entends dire tous les jours des personnes qui passent pour les plus éclairées, et qui ont plus de crédit dans leur palatinat, me fait voir qu'on ne connoît que les préjugés les plus contraires aux maximes d'une politique raisonnable. Ce qui se fait en ce moment à Varsovie, ne prouve que trop combien mes craintes sont justes. Il me semble que personne n'y connoît votre situation; et la ré-

forme qu'on prétend faire de vos lois, et qu'il est impossible de bien faire, ne servira qu'à multiplier vos préjugés, et rendre vos ennemis plus puissans.

Vous me ferez le reproche qu'on m'a fait cent fois; et je conviens sans peine que personne n'espère plus difficilement que moi. Mais peut-être que personne aussi n'a étudié plus constamment ni plus long-temps que moi ce qui fait le bonheur des sociétés. J'aurois vraiment bien employé mon loisir et fait des progrès admirables, si mes réflexions m'avoient conduit à être la dupe des sots et des fripons qui gouvernent le monde. Non, monsieur le Comte, quand on voit que les peuples les plus sages, les plus éclairés et les plus vertueux, ont dû leur ruine à des vices beaucoup moins considérables que les nôtres, comment aurois-je l'esprit assez tortu pour penser que nous travaillons solidement à notre bonheur? Quand on a un peu médité sur la nature de nos vertus et de nos vices; quand on sait combien nos fragiles vertus ont besoin d'encouragement et de support; quand on connoît l'étroite alliance qui règne entre nos vices, et qu'on est témoin de la constance infatigable avec laquelle ils tra-

vaillent à se reproduire et à se multiplier : est-il possible de joindre sa voix aux acclamations insensées de cette multitude qui admire les charlatans qui la trompent? . . . .

C'est une vérité démontrée, du moins pour moi, que notre politique moderne ne produira jamais le bonheur constant et durable que désire l'homme prudent, et que nous attendons sottement de nos folies. Il y aura des instans, des lueurs de prospérité, parce qu'il y aura toujours des hommes qui se serviront avec plus d'esprit que d'autres, de notre mauvaise politique; mais pour un vrai bonheur, ne vous y attendez pas. J'attends vos ennemis au moment où ils auront enfin consommé leur ouvrage : on les verra écrasés par leur bonne fortune; ils succomberont à leur tour, et tout ce qu'ils font aujourd'hui pour accroître leur puissance, ne servira qu'à les affoiblir. Qui ne sait pas que l'homme est trop foible pour porter le poids d'une trop grande prospérité? *mole ruit suâ*. Une république qui a dix vices politiques, sera vaincue et subjuguée par un état qui n'en a que cinq; voilà le cas des Polonais. Vous succombez, parce que vos ennemis qui ont plusieurs de vos vices, n'ont cependant ni

votre anarchie, ni cette indolence qui a dégradé, avili et dépravé toutes les parties de l'administration. C'est votre faute. Au lieu de vous reposer de votre salut sur l'équilibre de l'Europe, que n'avez-vous pensé comme un de nos ministres, qui a dit bien sensément que nous ne nous soutenons tous que par l'équilibre de nos sottises? Le règne du czar Pierre Ier. auroit été une instruction pour vous, et vous ne seriez point restés dans votre première foiblesse, tandis que tous vos voisins augmentoient leurs forces et se rendoient plus redoutables.

Il y a assez long-temps, monsieur le Comte, que nous nous entretenons de ces tristes objets; je suis las de vous prouver qu'il n'est plus permis à votre république de prendre des mesures pour éviter sa ruine, et que vos ennemis ne peuvent pas faire de fautes assez considérables pour échouer dans leur entreprise. Dans ces circonstances, le citoyen éclairé n'a plus de devoir à remplir; il évite, il fuit les fonctions publiques, il s'envelòppe dans sa philosophie, il se borne à être homme. Rien ne me paroît plus sage ni plus instructif que la conduite de Cicéron après la défaite de Pompée. Cet homme,

qui a été le génie tutélaire de sa patrie, qui l'a défendue avec tant de courage contre les entreprises des mauvais citoyens, qui travailloit sans relâche à raffermir les fondemens d'une république chancelante et prête à s'écrouler, se consacra à la retraite, quand la victoire de César n'eut laissé au sénat et aux magistrats qu'un vain nom. L'ambition de Cicéron, car il en avoit, ne lui fit pas illusion. Elle eut beau emprunter le langage de l'amour du bien public et de la patrie; elle eut beau lui représenter qu'il ne falloit pas abandonner le sort des Romains dans ces circonstances malheureuses; que c'étoit trahir la république, que de ne pas s'insinuer auprès de César, qui en étoit le maître, pour suspendre quelques abus de son autorité; que c'étoit imiter le dévouement des Décius, et même s'élever au-dessus de ces grands hommes, que de sacrifier sa réputation au bien public, et se charger en sous-ordre de l'administration des affaires, pour qu'elle ne tombât pas entre les mains des flatteurs et des satellites de César; qui se préparoient à commettre sans remords les injustices les plus odieuses.

Ce grand homme connoissoit trop bien ses

devoirs et les ruses des passions, pour être la dupe de ces sophismes dont cent petits intrigans se servent en Pologne comme en France, pour excuser et même pour faire louer leur plate ambition. Aussi voit-on toujours, monsieur le Comte, que ces gens de bien, qui ont tant de zèle pour empêcher que de grands coquins ne soient à la tête des affaires, se familiarisent peu à peu avec le mal, et finissent enfin par ces mêmes coquineries dont ils faisoient semblant d'avoir tant de peur. Quand un gouvernement injuste rend l'injustice nécessaire, la retraite est le seul parti qui convienne à un honnête homme. C'est par-là qu'il rend la tyrannie plus odieuse, qu'il entretient et nourrit dans les citoyens l'espérance et le désir d'une révolution, fixe sur lui tous les regards, et se prépare un plus grand crédit et une plus grande autorité, si la fortune ramène des circonstances plus heureuses.

Vous avez pris le parti de la retraite, monsieur le Comte, et vous avez pensé bien sagement que la retraite d'un citoyen distingué par sa fortune et ses talens, ne doit pas être la retraite d'un cénobite; elle le feroit oublier et le rendroit inutile à sa patrie. Comme

Cicéron, il faut se rendre présent aux citoyens dont on n'est pas vu. Il faut se faire un loisir plein de dignité. Il faut montrer qu'on n'a point oublié la république. Cicéron rappeloit aux Romains le souvenir de leur ancienne constitution, et des lois auxquelles leurs pères avoient dû leur gloire et leur puissance. Tantôt il se bornoit à leur apprendre à être hommes, puisqu'ils ne pouvoient être citoyens. De-là, sont nés tous ces traités philosophiques, ouvrages les plus précieux de l'antiquité, et qui instruiront éternellement les hommes de leurs devoirs les plus essentiels.

Vous ne paroîtrez ni dans vos Diètes, ni dans vos Diétines, parce que vous pensez qu'il vous est impossible de lutter contre le roi de Prusse, la Russie et la cour de Vienne. Vous paroîtrez encore moins à la cour, parce qu'elle est l'esclave de vos ennemis, et qu'on ne doit pas acheter des titres, des honneurs, des dignités qui n'ont plus rien de réel, en trahissant lâchement les intérêts de sa patrie. J'aurai une vive satisfaction en voyant que vous imitez fidellement le modèle que vous vous êtes proposé. Vous aimez les lettres; elles sont un asyle contre toutes les adversités. Il y a une philosophie qui, en nous éclairant,

sur les misères de l'humanité, nous rend inaccessibles aux coups de la fortune. Elle nous ramène à nous-mêmes, et ne nous soumet qu'au jugement de notre conscience. Cette philosophie qui nous rend sévères pour nous-mêmes, nous rend indulgens pour les autres : elle nous fait regarder les hommes comme de grands enfans qu'il faut instruire, et qui seroient moins méchans s'ils étoient plus éclairés.

C'est cette philosophie, monsieur le Comte, qui, après tant de tempêtes, vous offre un port assuré ; faites-la connoître à vos concitoyens, et dissipez les préjugés dans lesquels ils sont ensevelis. Vous avez publié sur votre gouvernement un ouvrage qui, malheureusement est venu trop tard, et qui auroit pu être utile s'il eût été fait sous le dernier règne. La Pologne éprouve le sort des peuples les plus célèbres, qui n'ont commencé à discuter les vices de leur gouvernement, que quand il n'étoit plus temps d'y remédier. Consolez-vous, vous ferez ce que Platon et Cicéron ont fait : il est toujours avantageux de connoître la vérité. L'administration de vos terres vous offrira un délassement honorable et utile. Les désordres qu'a produits

votre absence, seront réparés par votre présence. Que ne puis-je être témoin de la sagesse avec laquelle vous gouvernerez votre maison! j'aimerois à découvrir dans votre administration ces principes qui échappent presqu'à tous les yeux, et qu'on n'estime pas assez, quoique ce soient les mêmes par lesquels on conduit les plus grandes républiques et les plus heureuses.

Vous avez, monsieur le Comte, un avantage sur Cicéron. Il n'étoit dans ses possessions qu'un simple citoyen soumis aux lois; il n'avoit aucune juridiction ni aucune autorité sur son canton, et il remplissoit tous ses devoirs en observant les règles de la justice et de la bienfaisance à l'égard de ses voisins. Vous avez l'avantage de pouvoir faire beaucoup plus de bien; les seigneurs Polonais sont des espèces de souverains dans leurs terres, et l'anarchie de votre république vous permet d'y exercer un despotisme arbitraire. Vous êtes trop éclairé pour croire qu'un seigneur puisse gagner quelque chose à étendre ses droits. Vous vous préparez à être législateur, et vous allez former de vos domaines une république naissante au milieu d'une république qui se détruit. L'ame de vos sujets

st

est plongée dans une sorte de stupeur que vous allez dissiper en leur faisant aimer le travail, et en leur donnant de l'industrie. Vous voulez que la terre soit cultivée par des hommes libres, et que l'industrie leur apprenne à profiter de toutes ses productions. Vous ne serez pas l'auteur du seul bien que vous aurez fait dans vos terres; vous aurez produit tout celui que feront ceux qui auront la sagesse de vous imiter. Qu'il eût été heureux, diront tous les gens sensés, que la Confédération de Bar eût exécuté les réformes qu'elle méditoit! Eloigné de vous, j'en apprendrai les nouvelles avec la joie d'un ami qui s'intéresse vivement à votre gloire. Quel que soit le sort que la providence réserve à votre patrie, vous aurez exécuté tout ce que la philosophie prescrit à un sage et bon citoyen.

LE BANQUET DES POLITIQUES.

C'EST un grand plaisir de voyager, mon cher Cléante, quand on a eu le bonheur de faire *le droit public de l'Europe*; car l'Allemagne est encore plus remplie de politiques que Paris, mais plus instruits des intérêts des princes, qui ne croient pas qu'un état puisse être heureux sans règle et sans méthode, et qui veulent bien avoir la bonté d'apprendre ce qu'ils ont envie de savoir. J'ai découvert avec surprise que j'étois un personnage bien plus important que je ne croyois; je me suis vu rechercher par des personnes qui, sans mon heureux droit public, n'auroient point songé à moi. Je riois quelquefois en voyant qu'on me soupçonnoit d'être chargé de quelqu'importante négociation, car le moyen de penser qu'avec toute ma science j'allasse m'enterrer dans un château de la

Volhinie ? Mais il faut mettre des bornes à mon amour propre, et sans vous ennuyer de tous les complimens que j'ai reçus, je ne vous rendrai compte que de mon arrivée à Cracovie.

En quittant la *Silésie* pour entrer sur les terres de Pologne, j'ai cru entrer en Tartarie. Quels chemins ! quels villages ! quelle misère ! Une mauvaise république, me suis-je dit cent fois, est donc aussi mauvaise qu'une mauvaise monarchie. Nous arrivons enfin le soir dans un gîte, où, faute de paille ou de foin pour nous coucher, nous prîmes le parti de voyager toute la nuit : huit bœufs et dix chevaux nous arrachent à peine des sables que nous traversons, et après avoir marché trente-deux heures pour faire douze lieues, nous arrivons enfin à Cracovie. Vous ne vous souciez guère, je crois, de connoître cette ville ; je n'y ai vu de remarquable que la cathédrale, où Dieu, très-superstitieusement servi, a la bonté d'entendre des cantiques qui ne finissent ni jour ni nuit ; un saint Ignace, chez les Jésuites, qui est armé d'un foudre comme Jupiter, emblême de la défunte société ; et l'égoût par lequel nos Français pénétrèrent dans le château, d'où ils chassèrent la gar-

nison russe qui l'occupoit. J'ai commencé ici à voir les Polonais de près, et à m'apercevoir combien ils sont différens du portrait qu'on m'en avoit fait à Paris. Plus j'ai été trompé, plus je suis honteux de ma duperie. J'ai cherché à m'instruire, j'ai voulu connoître ce qu'ils pensoient de leur déplorable situation. Qu'espèrent-ils, que craignent-ils ? ont-ils, ou croient-ils avoir quelque ressource ? quelle est leur politique ? Pour vous instruire de toutes les connoissances que j'ai acquises, je me contenterai de vous rendre compte d'un dîné que j'ai fait chez une personne que sa naissance, sa fortune et ses charges ont mis pendant quelques temps à la tête des affaires de la république.

J'allai lui faire ma cour, et il me dit obligeamment qu'on lui avoit parlé de ma prochaine arrivée en Pologne ; mais qu'il n'a pas osé espérer que j'entreprisse un si long voyage, pour ne voir qu'un pays qui n'étoit plus ce qu'il avoit été autrefois, et qui auroit bien de la peine à se relever après avoir perdu plusieurs palatinats importans. Nous ne sommes plus ce que nous avons été. Quel roi ! quels ministres ! quels hommes pour venir à notre secours ! vous trouverez un pays ravagé. Les

Russes d'une part, quels hôtes ! ils nous prennent déjà pour une de leurs provinces. De l'autre, des bandes de coquins et de brigands qui, sous prétexte de servir la Confédération. nous ont fait autant de mal que les Russes : il n'en falloit pas tant pour nous ruiner. Je suis fâché, ajouta-t-il, que tous ces importuns que voilà, m'empêchent de m'entretenir avec vous ; mais, monsieur l'abbé, vous devriez bien me faire l'honneur de dîner demain chez moi ; nous serons seuls avec un général saxon attaché à notre service, si service y a quand il n'y a plus d'armées ; c'est un homme très-instruit, qu'on a autrefois beaucoup consulté. Nous avons encore un gentilhomme Polonais, qui connoît fort bien nos lois et les intérêts de l'Europe. Je répondis que je me trouvois très-flatté de l'honneur que monsieur le comte me faisoit; ma parole fut donnée, et je me rendis le lendemain chez son excellence, mais sans trop me presser ; car je crus qu'étant question de parler politique, il étoit de la dignité de l'auteur du droit public, de ne pas arriver le premier.

Nous vous attendions, me dit monsieur le comte, et vous voyez deux de mes amis

dont les conseils m'ont souvent été utiles, et qui après vous avoir lu ont la plus grande envie de faire connoissance avec vous. J'allois répondre à cette politesse, lorsque le général saxon s'approche de moi, et tirant de sa poche un livre; connoîtriez-vous par hasard, me dit-il d'un ton ironique, ce mauvais livre que je connois beaucoup, et dont je ne me sépare jamais? Je vois, et je retrouve encore le droit public de l'Europe. Peut-être, répondis-je en souriant, ce livre n'est-il pas très-mauvais, mais il est surement très-inutile. Quel blasphême, s'écria le saxon! On prouva que j'avois tort, on fit la guerre à ma modestie: et pour ne pas disputer trop long-temps, il fallut convenir que depuis que j'avois écrit, l'Europe avoit fait de grands progrès en politique, et que les princes et leurs ministres avoient par-tout des lumières qu'on auroit inutilement cherchées chez leurs prédécesseurs.

Cependant nous étions servis; nous nous mîmes à table; et pour donner un air plus important à notre conversation, on renvoya les gens, dont aucun, selon les apparences, n'entendoit la langue dans laquelle nous allions nous entretenir. Vous ferez mauvaise chère,

me dit son excellence, mon vin de Hongrie est médiocre; voilà les suites des ravages terribles qu'a éprouvés la Pologne. Mais quand la patrie est dans l'affliction, il est juste que les bons patriotes ne nagent pas dans les plaisirs. Cependant on avoit servi un repas fort abondant, et qui peut-être auroit été fort bon, si les Russes et les confédérés avoient exterminé toutes ces herbes aromatiques qu'on prodigue ici comme en Allemagne, la cannelle et la muscade dont on empoisonne les voyageurs. Nous ne sommes plus les maîtres chez nous, continue son excellence. On nous donne ici, à Cracovie, chez nous, pour commandant, un petit officier, ce que vous appelez en France un aigrefin; et pour me servir d'une expression fort douce, il faut que des gens comme nous le ménagent, pour ne se pas compromettre. Qui auroit jamais pu prévoir ce que nous voyons! Notre république, qui s'étoit soutenue avec tant de gloire pendant plusieurs siècles, qui n'a craint ni les Suédois, ni les Russes, ni les Turcs, et qui en délivrant Vienne dans le siècle dernier, a sauvé toute l'Allemagne et peut-être l'Europe entière du joug des infidelles, tombe; mais tombe si

subitement, qu'il n'a pas été possible de prendre des précautions contre cette chûte. Nous sommes dans la décadence, sans savoir comment nous nous y trouvons. On nous traite en vaincus sans nous avoir fait la guerre: cela tient du prodige: pas une misérable bataille pour nous enlever nos provinces les plus belles et les plus florissantes! En vérité, monsieur l'abbé, jamais la politique n'expliquera une pareille révolution, et vous aurez une belle occasion, dans la suite de votre droit public, de parler du pouvoir et des caprices de la fortune.

J'éprouvois, mon cher Cléante, différens sentimens qu'il ne m'est pas encore possible de vous rendre, et ma surprise ne finissoit point en voyant qu'un seigneur polonais qui avoit été chargé d'une partie des plus importantes de l'administration sous le roi précédent, fût lui-même étonné des revers de sa patrie. Dans quel pays, me disois-je, suis-je donc venu, où ceux qui ont été à la tête des affaires ne se doutent pas que l'anarchie doit à la fin produire les plus grands malheurs! Mais il faut, ajoutois-je en reprenant mes esprits, que je sois moi-même un franc badaud, pour être surpris de trouver en Po-

logne ce qu'on trouve par-tout. Avons-nous un ministre en France qui se doute des suites fâcheuses du despotisme : et cependant il n'est pas plus difficile de les démêler que celles de l'anarchie. Il est clair que la Pologne est perdue par les passions de ses grands ; mais il n'est pas moins évident que la France se perd par les passions de ses courtisans, puisque le roi leur obéit malgré lui.

Mais, monsieur le Comte, dis-je enfin tout haut, quelque signe annonce toujours les grandes tempêtes, et il seroit bien surprenant que rien ne vous eût avertis du danger dont vous étiez menacés. Non, rien du tout, monsieur l'abbé ; il est certain que notre gouvernement n'a souffert aucune altération. Tant pis, disois-je tout bas, et voilà la véritable cause de tout le mal. Nous avons les mêmes lois, nous suivons les mêmes usages, on n'a supprimé aucune de nos charges, elles ont toujours les mêmes fonctions, elles exercent toujours le même pouvoir ; nos Diétines et nos Diètes ont conservé le même génie, nos rois ont toujours senti leur foiblesse ; rien, en un mot, n'est changé, et cependant tout l'édifice de la république s'écroule à la fois, quand toutes ses parties paroissent entières.

Oh ! la grande merveille, ajoutois-je à part moi, et son excellence devroit bien plutôt remercier la fortune de sa longue patience, que de se plaindre de ses rigueurs ou de ses bisarreries.

Je demande pardon à votre excellence, dit alors le général saxon, depuis la mort d'Auguste III, tout étoit réellement changé, altéré et corrompu dans la république, quoique les apparences fussent toujours les mêmes. Ne voit-on pas tous les jours de ces arbres dont les branches paroissent pleines de sève et de vie, et semblent, en un mot, devoir défier tous les orages, qui sont renversés au premier coup de vent parce que le cœur en est pourri ? Voilà l'image de la république de Pologne : il ne suffit pas vraiment d'avoir un roi pour être heureux; il faut avoir un bon roi. Ses vertus ou ses vices se communiquent à tout le corps politique, dont il est l'ame, et le rendent vigoureux ou débile. La Pologne a été florissante sous les rois saxons, et cela devoit être ; ils ont adouci vos mœurs, il vous ont donné une sorte d'élégance qui vous manquoit, et vous ne ressemblez pas mal aux autres peuples de l'Europe. Vous alliez avoir de l'industrie, et votre luxe annonçoit

cette révolution, si vous aviez été assez sages pour adopter leur famille, comme vos pères ont autrefois adopté celle des Jagellons : je crois que la Saxe ne vous auroit pas été moins utile que la Lithuanie; vous ne vous trouveriez pas dans l'embarras où vous êtes, et d'où il vous sera bien difficile de sortir; je m'en rapporte à l'auteur du droit public.

Mon parti étoit pris de ne rien contester, car vous savez, mon cher Cléante, que c'est assez ma méthode de ne point disputer, quand je suis assez malheureux, ce qui m'arrive souvent, pour n'avoir aucune espérance de me rapprocher des personnes avec lesquelles je me trouve. Au contraire, je suis assez porté à profiter de leur folie, et je les invite à me la montrer toute entière. On s'amuse ainsi de ce qui affligeroit, ce qui est assez sage; et d'ailleurs cette petite malice n'est point inutile à qui veut étudier et connoître les égaremens de la raison humaine.

Monsieur le Général, lui dis-je, je ne suis point en état de juger de cette grande question. Je présume avec plaisir que les princes de la maison de Saxe auroient fait le bonheur de la Pologne. J'ai passé à Dresde, j'ai cru avoir entrevu combien ils y sont aimés,

et sans doute ils méritent le plus grand attachement. On voit des races, et mille poëtes anciens et modernes l'ont dit, qui paroissent en quelque sorte privilégiées ; les vertus et les talens y sont héréditaires : pourquoi la maison de Saxe ne jouiroit-elle pas de ce précieux avantage ? J'aime même à me persuader, malgré les lois grossières de l'Empire, qui privent les filles des fiefs, que le mérite y tombe en quenouille : nous y gagnerions nous autres Français ; et du mêlange des qualités saxonnes et bourbonniennes, il résulteroit sans doute ce composé admirable que tous les peuples désirent de rencontrer dans leurs souverains.

Je suis fort aise, reprit le Général, qui croyoit que je parlois sérieusement, de vous entendre parler de la sorte ; on ne fait pas assez attention aux bonnes et aux mauvaises races, et la politique cependant ne doit rien négliger : mais pour nous en tenir à des vérités que personne ne puisse contester, il me semble qu'un roi piaste ne fera jamais rien de bon en Pologne. Il portera sur le trône des idées et des préjugés qu'il aura pris dans une vie privée, et la science de régner est si difficile, qu'il faut l'avoir apprise dès le

berceau : il aura toujours je ne sais quoi d'emprunté et de gêné dans ses manières ; s'il veut affecter une certaine dignité, elle ne sera pas naturelle. Sa majesté fera rire, au lieu d'imprimer le respect nécessaire au maintien de la discipline et de l'ordre, et sa cour deviendra une vraie pétaudière. On n'a point oublié qu'on étoit son égal, et malgré qu'on en ait, on ne s'empressera pas à lui obéir, et son autorité, qui craint de se compromettre, ne tarde pas d'être inutile.

Rien de tout cela n'est à craindre avec des rois saxons. Nos amis l'avoient bien compris quand ils formèrent la Confédération de Bar, dont la ruine sera celle de l'état. On n'a jamais vu dans la vie privée un prince de la maison de Saxe. On ne se mesure point avec lui, parce qu'on ne s'est jamais vu son égal. En le comparant avec sa dignité, il ne paroit que bon et humain : quand il sembleroit quelquefois s'oublier et se dégrader, s'il est possible, avec moins de mérite qu'un piaste, il lui seroit supérieur. Comme le dit fort bien son excellence, rien n'est changé dans la constitution de Pologne, mais le principal ressort qui donne le mouvement à tout le reste, n'est plus le même, le gouvernement détraqué

n'a plus produit le bien que nous en attendions. Les passions se sont réveillées, elles ont formé les projets les plus bisarres et les plus criminels; et de-là sont nés tous les maux qui déchirent la république.

Je pouvois me dispenser de répondre à ce bavardage, c'eût été peut-être le mieux; car quelle apparence qu'on m'eût entendu, si, entreprenant d'analyser le gouvernement polonais, son *veto*, ses Confédérations, la discipline de ses Diètes et le pouvoir de ses ministres, j'eusse fait voir qu'il n'en peut résulter qu'une anarchie monstrueuse? mais il falloit parler à mon tour, et prouver que j'étois digne d'avoir fait le droit public. Ayant donc dit à M. le Général qu'il avoit exposé avec beaucoup de capacité les dangers d'une fortune trop grande et trop subite, je convins qu'un simple gentilhomme, en devenant roi, ne peut jamais jouer que médiocrement son nouveau rôle; mais j'ajoutai que ce qu'il avoit dit en faveur de la maison de Saxe, il pouvoit le dire également de plusieurs autres maisons souveraines.

Non vraiment, monsieur l'abbé, et je suis surpris qu'avec vos connoissances vous ne vous disiez pas tout ce que je puis dire. A l'air grave

que prit le Général, et qui alloit rendre notre discussion plus comique, j'eus envie d'éclater de rire ; cependant je fis un effort, et je fus assez heureux pour garder mon sérieux. Faites attention, continua-t-il, que la maison de Saxe est la seule qui convienne aux Polonais. Ils n'iront pas sans doute demander un roi au grand seigneur ni au kan des Tartares ; et ils doivent bien se garder de s'adresser à la Russie, à l'Autriche ou à la cour de Berlin. Tout voisin est suspect, et loin de lui fournir quelque prétexte de se mêler de nos affaires, nous devons être à son égard dans une défiance continuelle. Vous comprenez bien qu'un prince russe ou autrichien ne seroit que le vice-roi du czar ou de l'empereur. L'appeler parmi nous, ce seroit nous préparer et nous façonner à un joug étranger; ce seroit introduire, comme on dit, le loup dans la bergerie; et on ne peut pas en douter après le traité de partage. Autre loup que le roi de Prusse, et plus affamé et plus vorace que les deux autres. Indépendamment de tout voisinage, sa maison est ennemie de la Pologne. Son orgueil est blessé d'avoir relevé de nous pour le pays dont on a fait un royaume; et pour laver cette tache

de vasselage, on voudroit nous asservir : c'est le roi de Prusse qui a imaginé le partage. En un mot, dès que vous supposerez sur le trône de Pologne un prince dont les états héréditaires touchent aux domaines de la république, il sera de son intérêt de nous mal gouverner pour nous affoiblir et se rendre plus puissant. N'espérez pas qu'il se serve de ses forces patrimoniales pour mettre nos armées sur un pied plus respectable. Loin d'établir quelque discipline, il détruira ce qui nous en reste : à la moindre querelle, au moindre trouble qui s'élèveroit parmi nous, il feroit avancer ses troupes pour se mettre en état d'en profiter et de violer notre liberté. La Pologne seroit donc obligée de regarder son roi comme son ennemi, et vous sentez mieux que moi combien il en doit résulter de calamités.

Sans doute, répondis-je, et rien n'est plus sage que d'exclure par une loi fondamentale tout prince autrichien, turc, prussien, tartare ou russe. Mais de ce que vous proscrivez avec beaucoup de raison tous ces princes suspects ou plutôt ennemis, il ne s'en suit pas, je crois, que la maison de Saxe convienne seule aux Polonais. Est-ce qu'il n'y a pas

d'autres

d'autres princes dans le monde qui ne soient pas voisins de la Pologne ! Par exemple, nous en avons plusieurs dont nous ne savons que faire, et que nous vous céderons volontiers si vous voulez vous en accommoder. L'Europe est si grande, et sans sortir de l'Allemagne, qui fourmille de souverains, combien ne pourrois-je pas vous en nommer qui ne pourront jamais causer aucun ombrage à la liberté polonaise !

S'il n'étoit pas question, me repartit le Général, avec un air de bonté qui sembloit m'annoncer qu'il alloit me confondre ou me convaincre complétement ; s'il n'étoit question que de trouver un roi qui ne peut porter aucune atteinte à notre forme de gouvernement, il nous seroit fort permis de choisir quelqu'autre prince que ceux de la maison de Saxe, pour l'élever sur le trône. Un prince de France pourroit sans doute nous convenir, et nous ne craindrions pas que vous lui envoyassiez des troupes pour se rendre tout-puissant. Mais vous savez mieux que moi qu'en bonne politique il ne suffit pas d'élire un roi qui ne puisse faire aucun mal, il faut en prendre un qui puisse faire un grand bien.

Là-dessus il arrange son assiette, son cou-

teau et le mien, sa cuiller et sa fourchette, et me dit ensuite : cette assiette, imaginez que c'est la Pologne; ce que vous voyez en-deçà de ces couteaux et de cette fourchette, c'est la Saxe : voilà donc la Silésie de ce côté, et voici de l'autre la Bohême et la Moravie. Eh bien, que résulte-t-il de cette carte de géographie ? Pardonnez-moi, lui répondis-je, j'ai l'imagination un peu paresseuse, et je ne devine point où vous voulez me faire voyager. Au contraire, dit-il, vous ne voyagerez point. Vous voyez au doigt et à l'œil que la Saxe ne peut jamais faire passer des troupes en Pologne, et qu'ainsi ses électeurs ne peuvent jamais lui donner les inquiétudes que causeroient les autres princes dont je viens de parler; leur plus grand intérêt, ou plutôt leur seul intérêt est donc de nous gouverner avec beaucoup de sagesse, et de ménager si bien les forces de la Pologne, qu'ils en rendent leurs états d'Allemagne plus respectables. Voilà donc les Polonais à l'abri de tout mal, et ils peuvent même espérer de grands avantages d'un roi saxon; mais cela ne me suffit pas; je suis plus difficile à contenter que vous ne pensez, et je vous prie de remarquer qu'il va résulter un grand bien de mon arrangement;

car la Saxe touche de ce côté aux états de la maison d'Autriche, et de l'autre aux [illegible] du roi de Prusse; elle peut donc faire des diversions favorables à la Pologne, elle menace donc les ennemis naturels de la Pologne; elle est donc l'alliée naturelle des Polonais. Vous voyez, monsieur l'abbé, que je sais profiter de vos *Principes des négociations*, et je déclare avec plaisir que je vous dois tout ce que je sais de politique. Cet éloge me fit rougir jusqu'au blanc des yeux, et l'ont dut s'apercevoir combien ma modestie étoit blessée. Or, reprit le Général, quel est le prince de l'Empire, quel est le prince de l'Europe, que ses états mettent ainsi à portée de rendre de grands services aux Polonais, sans pouvoir être tenté de leur nuire? Je vous l'avoue, ce n'est pas une petite satisfaction pour moi de concilier ainsi les intérêts de ma patrie naturelle et de celle qui m'a adopté, et de remplir à la fois mes devoirs de citoyen d'une république et de sujet fidelle de la maison de Saxe.

Tu es mihi magnus Apollo, m'écriai-je, et après ce tribut de politesse, j'en revenois à mes aparté, bien convaincu qu'il seroit inutile de vouloir détromper un homme que de

F 2

demi-lumières, et non pas son ignorance, avoient égaré ; j'admirois comment faute de méthode pour apprécier ces vérités, et les arranger suivant leur ordre naturel, suivant leur étendue ou leur importance, la politique d'un homme, d'ailleurs raisonnable, et dont les Polonais les plus instruits m'ont loué depuis la profonde érudition et l'extrême sagacité, dégénéroit en un vrai délire. Tandis que j'étois occupé de ces sottises et qu'on me croyoit saisi d'admiration, son excellence, qui ne croyoit pas qu'il fût de sa dignité de donner une approbation entière aux raisonnemens d'un simple Général, se tourna de mon côté. Monsieur l'abbé, me dit-il, avec ce certain regard incertain qui annonce qu'on ne pense rien ; on pourroit bien disputer avec M. le Général sur quelques petits articles ; mais il y a du bon et du très-bon dans ses vues. En y faisant quelque léger changement, mais important, et qui ne peut être fait que par les gens qui ont manié les affaires les plus délicates de la république, on en tireroit le parti le plus avantageux. Plût à Dieu que tous les Polonais eussent eu ces principes ! nous n'en serions pas où nous en sommes.

Il n'en fallut pas davantage pour augmen-

ter la confiance de M. le Général. J'aime, dit-il, la vérité, et je ne la sacrifierai point à mon attachement pour mes premiers souverains; *amicus Plato, magis amica veritas.* Je demande des objections à tout le monde, et les amis mêmes de l'administration présente ne m'ont jamais rien opposé de raisonnable. Pour vous satisfaire, lui dis-je, je vais vous faire part de mes scrupules, et je vous prie de m'en débarrasser. Je vois fort bien, continuai-je, que la Saxe est on ne peut pas mieux placée pour faire des diversions en faveur de la Pologne; mais je crains qu'elle n'en veuille pas faire. Pourquoi, monsieur l'abbé? C'est, répondis-je, qu'elle n'est peut-être pas assez puissante pour mesurer ses forces contre la cour de Vienne ou le roi de Prusse: ce sont-là des voisins qu'il faut plutôt ménager que menacer. D'ailleurs, il me semble que votre roi saxon ne seroit que d'une foible ressource contre la Russie, qui est l'ennemie la plus redoutable de la Pologne. Il y a bien loin des couteaux, et de la fourchette de M. le Général, jusqu'au pays qui est par-delà son assiette, et le chemin n'est pas facile. Par où conduirez-vous les troupes saxonnes? et quand elles seront

enfin arrivées en Pologne, je crains qu'elles ne donnent plus d'inquiétude aux bons Polonais que de peur aux Russes. Je vous prie d'examiner si la Russie ne doit pas attirer votre principale attention. Les cours de Vienne et de Berlin seront nécessairement distraites par cent affaires des projets qu'elles ont formés contre la Pologne, et leur position fait que rien de ce qui se passe en Europe ne leur est étranger. La Russie, au contraire, n'a qu'une seule vue d'ambition, c'est de s'agrandir aux dépens des Polonais, pour se rapprocher de l'Europe et avoir une influence plus considérable dans ses affaires, Selon les apparences elle ne sera distraite ou contrariée ni par la Suède ni par la Porte. Cette dernière puissance vient de faire une paix trop honteuse, pour être pressée de recommencer la guerre; elle croupira dans son ignominie, jusqu'à ce qu'une révolution donne par hasard un nouvel esprit au sérail. Pour la Suède, elle sera trop heureuse de conserver la paix. Le roi en a besoin pour accoutumer ses sujets au joug qu'il leur a imposé : il a trop d'esprit pour ne pas sentir qu'une guerre contre la Russie donneroit des espérances aux mécontens, et exposeroit son despotisme à de grands dangers.

J'avois bien raison, dit son excellence en fronçant le front, et il faut nécessairement apporter quelque modification aux principes de M. le Général. Les hommes d'état sont en vérité bien à plaindre, et je m'applaudis d'avoir renoncé au ministère. La politique est une science si conjecturale, si incertaine ! Tout est bien, tout est mal. On ne sait que choisir, on ne sait où l'on va. Pour moi, je ne sais comment son excellence se seroit dépétré de tous ces lieux communs, si le gentilhomme, qui étoit à son côté, n'eût pris charitablement la parole. J'en fus ravi ; il n'avoit encore rien dit, mais il m'avoit prévenu en sa faveur par un certain sourire que M. le Général pouvoit prendre pour une approbation, et que je regardois comme une vraie satyre, parce qu'il me regardoit de temps en temps d'un air mocqueur, et sembloit me demander pardon de toutes les balivernes dont on me fatiguoit.

M. le Général, dit-il, personne n'est plus attaché que moi à l'auguste maison de Saxe, et son excellence m'est témoin combien j'ai fait de vœux pour la Confédération de Bar, qui vouloit rappeler parmi nous des princes qui nous ont gouvernés avec une extrême modé-

ration ; mais quand toutes les branches de la maison de Saxe auroient régné sur la Pologne, soyez sûr qu'elles n'auroient point prévenu les maux dont nous sommes aujourd'hui accablés. N'avons-nous pas fait, humainement parlant, tout ce que nous pouvions faire pour nous rendre heureux ? Mais qui ne sait que la méchanceté des hommes a bien plus de force que leur sagesse, et que la bonne foi est destinée à être la dupe de la fraude ! Nous n'avons aucun reproche à nous faire. Si la providence veut détruire le nom polonais, notre résistance seroit inutile ; adorons sa volonté, soumettons-nous à ses décrets.

C'est un devoir, dis-je assez vivement à mon sermonneur, quand la Providence manifeste sa volonté d'une manière bien claire ; mais peut-être ne veut-elle que vous éprouver. C'est un proverbe parmi nous, que Dieu n'aide que ceux qui s'aident eux-mêmes. Au lieu de céder aux événemens, il vous avertit peut-être en père, de prendre les mesures les plus sages pour vous préparer un meilleur sort. En vous montrant le précipice où vous conduisent vos désordres, il vous invite à corriger vos lois, votre gouvernement, et à vous

faire une nouvelle politique ; car il faut convenir qu'on pourroit accuser vos partis, vos dissentions, vos troubles domestiques, d'être la cause de vos malheurs.

Depuis combien de siécles, monsieur l'abbé, me répondit mon gentilhomme, nos lois, nos coutumes et nos usages ne subsistent-ils pas ? Jamais on ne me persuadera qu'un gouvernement qui étoit excellent pour nos pères, soit mauvais pour nous. Ces troubles qu'on nous reproche ne sont que l'effervescence d'une nation toute noble qui veut être libre. C'est par ses désordres que la Pologne subsiste et doit subsister : quels qu'ils soient, nous avons raison de les préférer à une servitude tranquille. Toutes les parties de notre gouvernement sont admirablement bien faites les unes pour les autres. Vous me direz peut-être que le temps, qui altère et détruit tout, a dérangé cette harmonie ; et que ne l'ayant pas aperçu, nous avons négligé d'y remédier. Je le nierai ; au contraire, notre attention a été extrême à réparer continuellement l'édifice de notre république. Dès que nous avons été menacés d'un danger nouveau, nous n'avons jamais manqué de recourir à une précaution nouvelle. L'usage de nos Confédéra-

tions sembloit suffire pour défendre notre liberté contre les progrès insensibles de la tyrannie, et tout autre peuple à notre place en auroit été la dupe; il se seroit assoupi dans sa sécurité, et ne se seroit réveillé qu'en se trouvant chargé de chaînes. Pour nous, au premier signe d'assoupissement que nous avons remarqué, nous avons craint que l'amour du repos et de la tranquillité ne nous liât les bras. Nous avons craint que le nombre des bons citoyens fût trop petit pour former une Confédération puissante qui fût en état de rétablir l'ordre et protéger les lois. Qu'avons-nous donc fait? Nous avons imaginé le salutaire *veto*. Chaque gentilhomme est devenu un tribun qui peut arrêter et déconcerter les ennemis du bien public. Invention admirable! et d'autant plus sage pour s'opposer à la corruption, qu'il suffit d'avoir un bon citoyen dans la république pour la sauver. La prudence humaine pouvoit-elle aller plus loin, et agir cependant par un moyen plus simple et plus aisé?

Chaque peuple doit être lui-même l'artisan de son bonheur domestique et intérieur : la moindre négligence à cet égard est certainement très-blâmable; mais aussi il seroit très-

injuste de vouloir qu'un peuple répondît des accidens qui lui sont étrangers, et qu'on ne peut ni prévoir ni prévenir. Comment pouvions-nous empêcher que la Russie ne prît une nouvelle forme sous le règne de Pierre I? Etoit-il en notre pouvoir de nous opposer à une révolution qui a changé les intérêts du Nord? Pouvoit-il se faire que la Russie ne fût pas voisine de la Pologne? Quel moyen avions-nous pour qu'une puissance qui se faisoit redouter dans toute l'Europe, restât pour nous seuls dans sa première foiblesse? Falloit-il nous alarmer, lorsque le feu roi de Prusse amassoit des trésors et se faisoit une armée de tous les gens de l'Europe, et les aimoit trop pour vouloir les exposer aux périls de la guerre? Dépendoit-il de nous d'ôter à son successeur ses talens et son esprit, qui ont rendu son ambition si funeste à ses voisins? Comment nous y serions-nous pris pour empêcher l'alliance de la France avec la maison d'Autriche? Nous aurions passé pour des fous, si nous nous étions inquiétés d'avance d'une liaison qu'on n'auroit regardée que comme une chimère. M. le cardinal de Bernis nous a-t-il consultés sur cette belle négociation? Depuis cet événement l'ambition autri-

chienne qui se portoit dans le midi ou le couchant de l'Europe, s'est tournée de notre côté ; et si nous en souffrons, c'est la faute, non pas de notre politique, mais de la situation de nos provinces.

Quelle étoit donc notre ressource dans ces circonstances malheureuses ? Celle de tous les autres peuples. Nous nous sommes reposés sur l'équilibre de l'Europe ; système admirable qui veille à la sûreté générale de tous les états. Depuis plus d'un siècle c'est la base de toute la politique. Les avantages en sont si évidens et si démontrés, que les nations les plus habiles et les plus sages, les Anglais et les Hollandais, ont sacrifié à la gloire de la défendre et de la protéger, leur repos, leurs richesses et leur sûreté. Tout demeure immobile et stable à l'ombre de cet équilibre puissant contre lequel l'ambition doit se briser. Tandis que tant de petits princes qu'il seroit si facile d'écraser, lui doivent leur salut, qu'auroit-on dit, si au milieu d'une sécurité générale, la Pologne avoit laissé voir quelque inquiétude ! En effet, nous avons eu grand tort de penser qu'on ne permettroit pas à trois puissances dont on craint le plus l'agrandissement, de s'agrandir à nos

dépens. Nous nous en fions avec raison à cette sauve-garde de la liberté des nations, et malheureusement l'équilibre de l'Europe nous a manqué au besoin. Est-ce notre faute, si une espèce de vertige a banni le sens commun de toutes les cours? Je le dirai à notre gloire et à la honte de tout le monde, jamais nous n'avons manqué de citoyens assez braves et assez éclairés pour prononcer le *veto* ou confédérer les palatinats quand les circonstances l'ont demandé; et dans toute l'Europe, dans l'Europe entière, il ne s'est pas trouvé un prince, il ne s'est pas trouvé un ministre qui ait voulu s'opposer aux entreprises de nos ennemis, et confédérer tous les peuples en notre faveur. Les sottises des étrangers ne sont pas les nôtres, nous pouvons en souffrir, mais nous ne sommes pas les coupables.

Je souriois pendant tout ce délire politique, comme mon gentilhomme avoit souri pendant le bavardage du Général; mais je n'avois malheureusement personne à qui je pusse faire signe des yeux, développer ma pensée et me soulager. Toujours réduit à mes aparté, je ne savois si je devois rire comme Démocrite, ou pleurer comme Héraclite. C'est donc ici, me disois-je, comme ailleurs: on

y fait donc aussi les ministres par hasard, et ils s'attachent par goût des fous ou des imbécilles. Il suffit de voyager, mon cher Cléante, et de voir des hommes nouveaux pour rencontrer des bisarreries nouvelles auxquelles on ne se seroït jamais attendu. N'est-il pas plaisant que chez un peuple qui n'a jamais pris aucune mesure pour repousser les injures de ses voisins, et qui au contraire a promis à leur ambition les succès les plus sûrs et les plus faciles, on se plaigne des caprices de la fortune, et qu'on croie se justifier en reprochant aux principales puissances de l'Europe la petite faute de l'avoir laissé accabler. Sans doute, ajoutois-je, que je me trouve transporté pour mon malheur dans les petites maisons de Pologne, et que je trouverai ailleurs de ces braves républicains que la liberté a éclairés et non pas enivrés, qui sont capables de discuter sensément leurs intérêts, et qui me feront connoître leurs ressources.

Tandis que je m'abandonnois à ces réflexions, *bravo*, s'écria son excellence avec transport, *bravo* ! vous développez à merveille les idées que j'ai toujours eues ; nous en avons raisonné cent fois. C'est un grand sujet de

consolation dans les malheurs que de n'avoir rien à se reprocher. La raison nous apprend que nous ne répondons point des sottises d'autrui : avec un peu de sagesse, on prend enfin son parti. Je sais bien, continua-t-il, que notre gouvernement n'est pas parfait, et je n'ai point été ministre sans m'apercevoir de plusieurs abus ; mais si nous avons nos défauts, tout le monde a les siens. L'injustice avec laquelle on nous traite impunément, est un exemple qui sera suivi, et l'Europe, qui l'a permise, en sera punie à son tour ; rira bien alors qui rira le dernier. Qu'en pensez-vous, monsieur l'abbé ? Je pense, aurois-je dû répondre, que vous connoissez trop mal les causes de votre foiblesse et de vos malheurs pour vous corriger. Je pense que parlant avec tant de sang froid de vos ennemis et de vos nouveaux maîtres, vous n'avez point contre leur tyrannie cette indignation magnanime qu'inspire l'amour de la liberté, et sans laquelle on s'accoutume bientôt à languir sous le joug le plus rigoureux. Mais au lieu de cette vérité brutale qu'il falloit supprimer, je me raccrochai à quelque lieu commun, et je me contentai de dire vaguement que l'Europe me paroissoit bien malade :

il me semble, ajoutai-je, qu'à l'exception du roi de Prusse, qui profite avec beaucoup d'adresse de l'engourdissement ou des folies de tout le monde pour s'agrandir et former une grande puissance, personne ne voit ses intérêts comme il devroit les voir, et ne soupçonne les dangers dont il est menacé. Ce roi de Prusse lui-même, qui pêche à son aise en eau trouble, laissez-le faire, ou plutôt laissez venir son successeur, et le temps vous vengera. Ces gros poissons qu'il prend aujourd'hui, se trouveront un jour convertis en de bien petits goujons.

Le croirez-vous, mon cher Cléante ? cette espèce de prophétie que j'avois jetée exprès pour faire ressortir l'esprit républicain de mon hôte et de ses convives, ne produisit aucun effet. Sans doute, reprit froidement son excellence, mais d'un ton à faire croire qu'il en savoit beaucoup plus qu'il n'en vouloit dire, la plupart des états de l'Europe, et sur-tout les plus considérables, sont bien malades ; mais, poursuivit-il, après avoir passé à plusieurs reprises la main sur le front, la France est un corps sain et vigoureux, qui peut avoir des indispositions et non pas des maladies dangereuses. Expliquez-moi donc, je vous

prie,

prie, par quelle fatalité elle n'a point tenu dans toutes nos affaires une conduite digne d'elle. Le voilà qui enfile de longs propos, et parle de nous comme si nous étions encore ces mêmes Français dont le nom étoit craint et respecté, et qu'on accusoit, il y a un siècle, d'aspirer à la monarchie universelle. Vous diriez que son excellence ne connoît point les gazettes, et cependant il les lit très-régulièrement. On me jette à la tête des idées qui se détruisent les unes les autres : j'entends louer des choses qui meritent une censure très-sévère ; et parce que notre frivolité, nos grâces, notre élégance, notre luxe, nos mœurs faciles et molles, qui nous rendent si agréables, subsistent encore, on n'a point honte d'en conclure que nous devons être les maîtres ou du moins les arbitres de l'Europe.

Je me gardai bien de répondre que nous étant épuisés par des entreprises au-dessus de nos forces, nous étions condamnés depuis plusieurs années à faire pénitence de l'ambition, du faste, de la gloire, de l'avarice et de la prodigalité de Louis XIV. Que m'auroit servi de dire que par une suite de notre mauvaise administration, nous vivons au jour

le jour, et dans une perpétuelle incertitude de l'avenir ! on ne m'auroit pas entendu. D'ailleurs, voyant qu'ici l'amour de la patrie consiste à déraisonner sur les vices de son gouvernement, je craignis que l'on ne me prît pour un mauvais Français, si je développois les causes qui nous ont fait perdre notre considération : et pour ne pas succomber sous l'ennui dont mes convives commençoient à m'excéder, je m'avisai fort prudemment de m'amuser moi-même par la bisarrerie de mes réponses.

Monsieur le Comte, dis-je donc, votre excellence a bien raison d'attribuer à la fatalité le changement de conduite que vous avez remarqué en nous; et c'est parce que notre nouvelle politique est l'ouvrage de la fatalité qu'il est impossible d'en rendre compte. Jamais siècle n'a été appelé plus souvent que le nôtre le siècle des lumières. Nos philosophes, qu'on trouve par-tout, se vantent d'avoir tout approfondi, et ce n'est pas leur faute si nous ignorons quelque chose. Il faut donc qu'un certain je ne sais quoi, que votre excellence appelle avec beaucoup de sagesse fatalité, se joue de la philosophie et des opérations de nos ministres. Par exemple, l'art

d'attirer de l'argent dans le trésor royal est porté chez nous à son plus haut degré de perfection ; et cette vérité est si certaine, que le roi de Prusse lui-même n'a pas dédaigné de prendre de nos leçons, et d'appeler dans ses états des essaims de nos traitans et de nos commis. Et bien, qu'arrive-t-il ? Notre trésor royal n'a jamais le sou. On voit-là le doigt de la fatalité : il faut qu'un malin esprit perce le fond des caisses, et condamne nos malheureux contrôleurs généraux à travailler aussi inutilement que les Danaïdes.

Je suis quelquefois tenté de croire que la politique n'est qu'un vain mot, et que le parti le plus sage, c'est de s'abandonner à la fortune, dont les caprices confondent si souvent notre prudence, et réparent encore plus souvent nos folies. Nous convenons tous quatre que la Pologne et la France ont tout ce qu'il faut pour faire des états heureux et florissans ; cependant, vous voyez où nous en sommes réduits. Vous vous plaignez de votre sort, et je vous avouerai, sous le sceau du plus inviolable secret, que si nous avions sur les bras les trois puissances dont vous vous plaignez, nous ne nous trouverions pas dans un moindre embarras. Je n'ai rien de

caché pour vous, et si vous voulez que je vous dise jusqu'au bout la vérité, je conviendrai qu'on ne remarque aucune espèce de talens dans les personnes qui sont destinées à occuper les places les plus importantes. La fatalité de son excellence les a placés bisarrement dans quelques hommes obscurs qui ne s'en doutent pas, et qui n'en feront jamais aucun usage. C'est ainsi que les nations passent de la grandeur dans l'abaissement, et par un heureux retour reparoissent encore avec éclat sur la scène du monde.

Monsieur le comte fut assez content de mes réflexions, qui lui expliquèrent si bien le passé, et lui annonçoient un avenir heureux; j'espérai que nous allions enfin changer de conversation, je me trompois; le Général saxon n'y consentit pas. Je n'ai rien, dit-il, à opposer à la fatalité de son excellence, il faut bien y recourir, quand il arrive chez un peuple des événemens que rien ne préparoit, et contraires même à tout ce que promettent ses mœurs, son génie, ses lois et son gouvernement. Sans doute, s'écria le gentilhomme, et telle est la révolution que nous éprouvons; et c'est en effet une espèce de miracle, que les Confédérations faites pour

conserver et défendre la liberté, deviennent aujourd'hui l'instrument de la tyrannie. La fatalité est encore très-bonne, lorsque plusieurs circonstances bisarres, et qui n'ont aucun rapport entr'elles, se réunissent pour produire un effet inattendu : c'est ainsi que nôs alliés naturels se sont trouvés dans l'impuissance de nous secourir, précisément dans l'instant où nous-mêmes, plongés dans la plus grande sécurité par les déclarations et les rescrits de nos ennemis cachés, il nous étoit impossible de songer à nous défendre.

Fort bien, reprit le Général; mais, monsieur l'abbé, ajouta-t-il en m'adressant la parole, permettez-moi de vous représenter que vous étendez un peu trop loin les droits de la fatalité. Si on ne m'a point trompé, elle n'est pas seule coupable du mauvais état de nos affaires. Il y a cinq ans que je fis un voyage à Strasbourg; un de mes amis, homme d'esprit, se plaignoit beaucoup de votre administration. Le roi, disoit-il, étranger dans son royaume et dans son propre conseil, laisse tout gaspiller par ses ministres, ses maîtresses et ses favoris; il fait plus de cas du valet de chambre qui a l'intendance de ses plaisirs, que d'un général d'armée. Tout Paris a pris

les mœurs du prince ; on foule les provinces pour satisfaire des besoins inutiles, la misère s'étend par-tout, et nous courons à notre décadence.

A de pareils propos, peignez-vous, si vous le pouvez, mon cher Cléante, l'embarras de son excellence, qui conserve par dignité la circonspection à laquelle il s'est accoutumé pendant son ministère. Il toussoit, faisoit signe des yeux et frappoit sur la table, tandis que son gentilhomme sembloit triompher de ce que la France ne pouvoit pas, comme la Pologne, accuser la seule fatalité de ses disgraces. Monsieur le Comte, dis-je enfin pour le soulager, nous sommes ici quatre philosophes qui cherchons la vérité, et qui devons avoir le courage de l'aimer, quand même elle ne seroit pas selon notre goût. Je rends grâces à monsieur le Général de sa franchise. Nous autres sujets d'une monarchie absolue, qui allons comme on nous mène, nous ne répondons point des sottises du gouvernement. Nous les blâmons volontiers pour n'en pas être les complices, et nous sommes très-obligés aux personnes qui les remarquent; c'est faire en quelque sorte notre apologie,

ou du moins nous excuser si nous ne valons pas grand'chose.

Pour le gentilhomme ricaneur, qui croit que la Pologne a le gouvernement le plus raisonnable, j'avoue que j'aurois eu quelque plaisir à le désabuser sur le pouvoir de la fatalité. Il m'auroit été bien facile de lui faire voir que les malheurs de sa république, dont il se plaint et qui l'étonnent, sont une suite toute aussi nécessaire de son gouvernement, que notre foiblesse et notre pauvreté des qualités personnelles de Louis XV. Mais il eût été malhonnête de faire connoître à des Polonais que je voyois pour la première fois des torts dont ils ne se doutent pas, et dont, je crois, il leur sera désormais impossible de se corriger.

C'est assez parler du passé, dit son excellence, nous ne le changerons pas. C'est de notre situation présente que nous devons nous occuper, et sur-tout des ressources qui nous restent pour sortir de la situation où nous nous trouvons. Qu'on seroit à son aise, si on pouvoit lire dans l'avenir ! Mais, monsieur l'abbé, ajouta-t-il, connoissant, comme vous faites, les intérêts et les affaires de l'Europe, je voudrois savoir quelles sont à notre

égard vos craintes et vos espérances. Pour connoître, répondis-je, ce que vous devez attendre de l'Europe, il faudroit connoître ce qu'elle peut raisonnablement attendre de vous; car vos meilleurs amis ne tenteront point de vous servir, s'ils craignent de le faire inutilement. Je suis étranger; à peine ai-je mis le pied en Pologne, et je ne la connois peut-être que par des relations infidelles; comment oserois-je donc hasarder des conjectures! Il ne suffit pas de connoître les principaux ressorts du gouvernement, il faudroit être au fait d'une foule de détails qui par eux-mêmes paroissent d'abord peu importans, mais qui, par leur action journalière et constante, décident des mœurs publiques d'un peuple, ont par conséquent une force infinie dans l'administration d'une république, et décident des plus grandes affaires. Je ne cherchois, comme vous voyez, mon cher Cléante, qu'à ne pas m'expliquer pour paroître poli; d'ailleurs, je sentois bien que mes convives avoient trop de préjugés pour entendre les raisonnemens que j'aurois pu faire.

Je m'étendois en lieux communs, lorsque son excellence, frappée de la profondeur de mes réflexions, me tira d'embarras en prenant

la parole. Vous ne sauriez croire, me dit-il, combien nous avons de négligences à réparer et d'abus à réformer. Nous habitons un pays très-riche, dont nous ne savons pas tirer parti. La nature a placé à quelques milles d'ici des mines très-abondantes en argent, et cet argent est perdu pour nous. Nous sommes le grenier de l'Europe ; nous pourrions vendre de tout côté, et suivant le besoin, une quantité immense de grains, et nous n'avons pas un commerçant, nous n'avons pas un misérable navire sur la Baltique, et nous nous contentons de vendre sottement nos bleds aux Dantzickois; ils les achètent comme ils veulent, c'est-à-dire, pour rien, et ils nous revendent très-chèrement les choses dont nous avons besoin. Nos rivières ne sont pas navigables, parce que nous n'avons aucun soin de nos chemins; nous perdons une quantité prodigieuse de terrain, et chaque passant se fraie une nouvelle route aux dépens des terres voisines qui devroient être couvertes de riches moissons. Les juifs, que vous trouverez partout, sont une plaie mortelle pour nous. A force d'avoir hébété le peuple, ils se sont rendus nécessaires, et ils abusent de nos besoins et de notre paresse pour nous domi-

ner, quoiqu'ils ne paroissent que nos esclaves. Nous n'avons aucune manufacture; nos matières premières sont inutiles entre nos mains, et nous les rachetons très-chèrement quand les étrangers les ont façonnées. De-là cette affreuse disette d'habitans dans une république où les choses nécessaires à la vie se donnent presque pour rien. Tous ces abus contre lesquels j'ai crié très-inutilement, sont intolérables. Voilà la source de tous nos maux, et si le conseil permanent ne se hâte pas d'y remédier, je ne sais en vérité ce que nous deviendrons.

En entendant ces propos, mon cher Cléante, je crus me trouver à ces comités mystérieux de nos contrôleurs généraux, lorsque délibérant sur les besoins, la prospérité et la gloire de l'état avec des confidens dignes d'eux, leur politique sublime s'appesantit gravement sur des niaiseries qu'ils ont apprises dans les sociétés de Paris ou dans leurs intendances, et dicte en s'admirant des arrêts du conseil qui bouleversent tout sans soulager nos maux. Je pardonne tout à la plupart des ministres que nous avons vus en place; il faut être raisonnable, et il seroit injuste de vouloir qu'ils vissent ce qui ne leur saute

pas aux yeux; c'est bien assez pour eux de vivre au jour le jour et de sentir ce qui les blesse, et je serois presqu'aussi sot qu'eux si j'exigeois que n'ayant jamais élevé leurs pensées au-dessus des broutilles de la politique, ils s'aperçussent que notre gouvernement se déforme, que toutes les parties de l'état se séparent les unes des autres, que les préjugés mêmes qui ont été si souvent utiles à la monarchie commencent à disparoître, et que la première guerre doit faire pleuvoir sur nous les plus grands malheurs et nous enlever quelques provinces. Mais les disgrâces et les revers que nous sommes excusables de ne pas prévoir, parce qu'ils sont encore éloignés de nous, peut-on pardonner à un Polonais de ne les pas sentir quand il en est accablé? Il est question du roi de Prusse, des Russes et de la cour de Vienne, qui se sont emparés de plusieurs riches palatinats, qui tiennent la république sous le joug le plus rigoureux, et qui soupirent après un nouveau partage; et j'entends parler de grains, de juifs, de chemins et de manufactures. J'espère que dans nos disgraces nous aurons un peu plus d'esprit.

Après ces tristes réflexions que je fis assez

rapidement, je repris le fil de la conversation. J'avouai que puisque l'argent étoit malheureusement en Pologne, comme ailleurs, le nerf de la politique, rien n'étoit plus juste que les remarques de son excellence; et que le mauvais état des finances exposoit les riches et les pauvres à de dangereuses tentations que la sagesse des lois doit écarter. Je dis que les circonstances ne me paroissoient pas favorables pour tenter une pareille réforme; que les trois puissances qui s'étoient enrichies des dépouilles de la Pologne, avoient peut-être trop d'intérêt d'affoiblir la république pour ne pas protéger ses abus. J'ajoutai que les Polonais devoient peut-être commencer par recouvrer leur ancienne indépendance et se rendre les maîtres chez eux; que sans ce préliminaire, toute réforme, tout bien me paroît impossible, et que je voudrois savoir quelles sont leurs ressources à cet égard. Par quels moyens pouvez-vous rendre à votre Diète l'autorité qui doit lui appartenir, et sans laquelle elle ne pourra jamais rétablir vos affaires?

Vous avez raison, me répondit son excellence, et nous en jugerons incessamment, car les Diétines doivent bientôt s'assembler;

nous verrons si le même amour de la liberté, de la justice et de la gloire nous anime toujours. J'ai de la peine à croire que le despotisme dont le roi est entêté, ait déjà fait assez de progrès pour étouffer le courage de la noblesse. D'ailleurs, les grands, qui détestent le conseil permanent qui les dépouille de leur autorité, se serviront de leur crédit pour irriter les Diétines et faire choisir des nonces hardis et entreprenans. Une Diète bien composée forcera le roi à renoncer aux intrigues par lesquelles il est allié avec nos ennemis. On lui fera craindre une Confédération générale; on lui fera peur; il se réunira à la nation, et il doit résulter autant d'avantages de cette union, qu'il est né de maux de nos divisions.

Fort bien, m'écriai-je malgré moi, car je ne pouvois plus garder mon sang froid en entendant déraisonner de la sorte; fort bien, mais qui vous répondra que le roi aura peur? Il est timide, me direz-vous; mais s'il est timide, ne préférera-t-il pas la protection du roi de Prusse, de la Russie et de la cour de Vienne, à l'espérance que vous voudrez lui donner de faire le héros et de grandes choses avec votre secours? Ah! si nous avions

une armée, dit le Général; vous auriez, lui répondis-je, ce qui est indispensablement nécessaire pour secouer le joug; mais *hoc opus, hic labor est.* Quand la Pologne, ajoutai-je d'un ton un peu radouci, quand la Pologne n'auroit pas un peu négligé ses milices, quand elle auroit conservé son génie militaire et qu'on lui rendroit sa première indépendance, comment pourroit-elle se flatter de réunir assez de forces pour triompher du roi de Prusse, de la Russie et de la cour de Vienne? Où sont les généraux, non pas pour représenter dans le sénat ou dans une revue, mais pour commander une armée? Plusieurs de vos gentilshommes ont sans doute de grands talens; mais ces gentilshommes sont inconnus, mais il faut des circonstances et des occasions pour développer leur mérite et leur apprendre à s'en servir; et vos ennemis sont si puissans, qu'ils auroient écrasé la Pologne avant qu'elle eût le temps de se faire un vengeur.

Je crains de me tromper, et ma crainte est d'autant plus raisonnable, que je suis forcé dans ce moment de ne pas penser comme votre excellence. Il faut remonter à la source du mal; les Polonais doivent par conséquent

remonter plus haut que le roi, qui n'est que l'instrument dont vos ennemis se servent pour vous assujettir, vous faire perdre vos idées d'indépendance, et vous préparer à leur obéir. Quand vos prochaines Diétines jouiroient de la plus grande liberté, chose dont je doute, quand elles choisiroient pour leurs nonces les gentilshommes les plus braves et les plus éclairés, que pourroit-on s'en promettre; les Russes seront les maîtres de Varsovie; on menacera d'envoyer les clabaudeurs en Sibérie ou de ravager leurs terres. Que voulez-vous que fassent ces nonces? Ils ne se défieront point les uns des autres, j'y consens. Leur courage sera inébranlable, soit. Mais ils seront des insensés s'ils se perdent sans espérance d'aucun bien, et leur résistance inutile ne servira qu'à porter vos ennemis aux dernières extrémités.

Que répondriez-vous à votre roi, si renonçant à toutes ces belles phrases dont on amuse les enfans, il disoit bonnement à la Diète; messieurs, *ce monde-ci n'est qu'une œuvre comique.* On vous permet de jouer le peuple libre dans des assemblées, et à moi de représenter le roi, pourvu que ce ne soit qu'un badinage : ne vous y trompez pas. En vérité je

suis l'ami de la nation autant qu'on peut l'être. Né simple gentilhomme, croyez-vous que l'amour du despotisme m'ait tourné la tête ? Non, en honneur : mais tenant, je l'avoue, à la décoration de ma place, comme chacun de vous y tiendroit, il faut bien que je me prête à n'être dans le fond que le lieutenant de vos ennemis. Vous ne me ferez pas peur, car vous voyez que j'ai de bons protecteurs. Quand, par impossible, vous parviendriez à me détrôner, vous n'y gagneriez rien; on vous donneroit un autre fantôme de roi qui vaudroit peut-être moins que moi. C'est parce que vos ennemis ne vous craignent point, que je suis obligé d'obéir à tous leurs ordres. Partant, messieurs, dormons, buvons, mangeons tranquillement, en attendant que la fortune amène quelque révolution. Que sait-on ? Il peut renaître des circonstances heureuses qui nous mettront en état de recouvrer notre liberté; mais par un courage étourdi, ne nous opposons pas au retour de la fortune.

Vous voyez, monsieur le Comte, il en faut revenir à cette fatalité dont nous parlions il n'y a qu'un moment. Son excellence portoit sérieusement ses regards sur le Général, sur

son

son gentilhomme et sur moi. Voilà, dit-il, enfin des observations qu'il faut méditer attentivement. Plus j'y rêve, et plus je vois que c'est la France qui doit être l'instrument ou le ministre de la fatalité que nous attendons. Heureusement elle a pris une face nouvelle depuis le nouveau règne. En effet, monsieur l'abbé, votre jeune roi est aussi appliqué et aussi attentif à ses affaires que son aïeul l'étoit peu. Il ne peut pas encore avoir les connoissances les plus profondes en politique, l'expérience lui manque; mais il a les meilleures intentions, et ses ministres sont consommés dans les affaires. Son conseil ne tardera pas sans doute à sentir combien il lui importe d'avoir une grande influence dans le Nord. Il jugera que si la France, qui est notre alliée naturelle, nous laisse écraser, elle perdra beaucoup de son crédit et de sa considération dans le reste de l'Europe. On lui reprochera cette faute, et soit qu'on l'attribue à une impuissance de mieux faire ou à sa négligence pour les intérêts de ses alliés, elle sera moins chère à ses amis et moins redoutable à ses ennemis.

Rien n'est plus juste que les réflexions de votre excellence; et en nous imitant, ajou-

tai-je, les Polonais peuvent se livrer aux plus agréables espérances. Vous ne sauriez croire combien, nous qui voyons les choses de près, nous nous promettons du bonheur. Mais il faut tout dire, cette espérance qui nous est si avantageuse, parce qu'elle nous console du passé et même de ce qui peut encore rester de fâcheux parmi nous, je craindrois qu'elle ne vous devînt nuisible, si vous comptiez sur une révolution trop prochaine. Il n'est pas douteux que la France ne se relève, mais il nous faut du temps. Songez, je vous prie, à la situation déplorable où le feu roi nous a laissés. Il faut reprendre le bâtiment sous œuvre. On le fera, je le sais bien, mais l'opération est longue. Nous voyons avec plaisir que nos ministres ne s'endorment pas: comme le nouveau ministre qu'on appelle au conseil, est toujours plus habile que son prédécesseur disgracié, vous sentez bien que pour paroître digne de la réputation que ses amis lui font, il est extrêmement pressé de tout changer; et tous les jours nous avons la satisfaction de voir éclore au moins une nouveauté. Il est vrai qu'on se trompe ordinairement, et que nous sommes obligés de revenir sur nos pas, c'est-à-dire, de changer

nos changemens. Mais enfin, c'est beaucoup que d'avoir le courage de chercher continuellement le mieux; à force d'enfiler des routes nouvelles, il est impossible que par hasard nous ne trouvions enfin la véritable. Nous irons alors grand train, je vous en réponds, et c'est alors que la Pologne pourra attendre des secours puissans de notre part.

Son excellence fit de longues doléances sur la difficulté de faire le bien, et finit cependant par espérer une révolution heureuse. Le Général me parut pensif, et fâché que la Pologne ne pût pas avoir une armée et battre ses ennemis. Pour le gentilhomme il continua à sourire, et je n'ai point démêlé si c'étoit de ma politique ou de la simplicité de son excellence : nous sortîmes enfin de table; et pensant que notre dîné étoit une image assez vraie de ce qui se passe dans la plupart des conseils de l'Europe, je ne pus m'empêcher de plaindre le sort du malheureux genre humain.

Je crois vous voir, mon cher Cléante, et je gagerois que vous ne lisez qu'à regret la relation de mon dîné. Que signifient, dites-vous, toutes ces balivernes ? C'étoit bien la peine d'aller en Pologne, pour nous appren-

dre qu'on a rencontré à Cracovie un sot ex-ministre, un sot général et un sot gentilhomme. Ces messieurs ne sont rares nulle part. et sans sortir de France, on en trouveroit dix dans un dîné, au lieu de trois. Ce que je voudrois connoître, ce sont ces braves et généreux républicains qui, aidés et soutenus par leur vertu et les ressources d'un génie échauffé par l'amour de la liberté, ont lutté pendant si long-temps contre les extrêmes dangers auxquels les exposoit le plus mauvais gouvernement. Aujourd'hui que la Pologne est écrasée par les forces réunies du roi de Prusse, de la Russie et de la cour de Vienne, je voudrois savoir de quel œil la noblesse voit ses disgraces.

Ces grands seigneurs, qui ont tout à perdre, et qui voient l'humiliation des provinces qui ont été détachées de la république par le traité de partage, doivent frémir d'indignation. Je crois voir des lions furieux qui mordent la chaîne qui les lie, et qui attendent avec impatience le moment où ils pourront recouvrer leur liberté et se venger.

Je loue fort votre curiosité, mon cher Cléante, et dès que je rencontrerai quelque héros en prudence ou en courage, ne doutez

point que je ne vous envoie son portrait. Mais en attendant, voici ce que vous répondra, pour ma justification, un Saxon, homme d'esprit, que j'ai beaucoup vu à Paris il y a deux ans, et que, par le hasard le plus heureux, je rencontrai en sortant de chez son excellence. Je ne vous parle point de la surprise où il fut en me voyant en Pologne; après lui avoir marqué toute ma joie de le rencontrer à Cracovie, et de m'y dédommager du chagrin que j'avois eu de le chercher inutilement à Dresde, j'étois trop plein des propos que je venois d'entendre, pour ne lui en pas parler. Comment, me dit-il, vous avez dîné chez son excellence; vous êtes bien heureux. Vous aurez appris là bien des choses. Comme on a voulu sans doute vous fêter, je gage que vous avez eu un général de mon pays, et un gentilhomme de Volhinie, grand, bien fait, un peu brun, et qui a plus de physionomie que n'en a ordinairement un Polonais. Vous ne débutez pas mal, et ceci est d'un fort bon augure pour votre voyage. Je crus que mon Saxon plaisantoit. En effet, lui dis-je, je viens d'un pays où je croyois que se faisoient les plus mauvais raisonnemens politiques; mais, ma foi, Cracovie

dame le pion à Paris : et là-dessus je lui dis ces raisonnemens que vous venez de lire. J'espère, ajoutai-je, que je serai plus heureux dans la suite.

Comment plus heureux ! me répartit mon Saxon, vous ne savez donc pas que vous avez dîné chez un des hommes qui ait le plus de réputation en Pologne. Son excellence passoit pour le ministre de son temps le plus madré et le plus profond. Il s'est garni la tête de quelques lieux communs, dont on le croit ici l'inventeur, et cela fait qu'on l'admire comme un homme très-savant. Il a le talent de ne jamais contredire personne, et à la faveur de ses maximes, qui se prêtent à tout, il se trouve qu'il a toujours pensé comme vous. Pour M. le Général, il est vrai que nous le regardons à Dresde comme un pauvre homme qui n'a dû sa fortune qu'à la faveur du comte de Brulh, mais les Polonais, attachés à la maison de Saxe, en ont jugé autrement ; à force de faire l'important, de parler avec confiance et de déraisonner avec méthode, il a persuadé à je ne sais combien de gens qu'il faut le consulter. Pour le gentilhomme, qui aime mieux blâmer toute l'Europe que de convenir des torts de son

pays, vous n'empêcherez point qu'il ne soit regardé comme l'oracle de tout le palatinat de Volhinie. Vous en entendrez parler à la tenue de la prochaine Diétine, si les Russes lui permettent de s'y rendre. Il parle avec facilité, et cela suffit en Pologne, où personne ne sait apprécier le prix d'un raisonnement. D'ailleurs, si son éloquence ne persuade pas, il est homme à mettre le sabre à la main, et voilà sa péroraison.

Je connois mes Polonais; mon père, qui étoit attaché au feu roi, s'est chargé imprudemment de plusieurs commissions pour eux; et je suis condamné à faire tous les ans un voyage inutile dans ce pays, pour nous faire rembourser de nos avances. Je connois, vous dis-je, mes Polonais. Vous trouverez partout l'ignorance la plus monstrueuse, les préjugés les plus grossiers, la superstition la plus stupide, et l'entêtement opiniâtre qui doit marcher à la suite de toutes ces belles qualités. Vous rencontrerez souvent des hommes inférieurs à ceux avec lesquels vous avez dîné; mais soyez sûr que personne ne leur est supérieur; vous avez vu la Pologne par son bel endroit. Quoi, repris-je tout étonné, un gouvernement si propre à remuer les pas-

sions et développer tous les talens, n'auroit produit que ce que je viens de voir ! Où se sont donc réfugiés ces républicains, ces ames fortes, ces confédérés qui se sont exposés aux plus grands dangers pour sauver la liberté de la république ? Apparemment, me répondit mon Saxon, que les Russes les ont tous tués. Je puis vous répondre que Varsovie, d'où je viens, n'est pas plus occupée de la liberté que Constantinople. On s'y divertit à merveille. Bal, comédie, gros jeu, un luxe asiatique ; personne ne pense au traité de partage, personne n'est indigné d'y voir régner l'ambassadeur de Russie.

Mon cher ami, repartis-je, on m'a donc bien trompé : on ne vous a donc pas dit, reprit-il, que la Confédération de Bar n'est qu'une affaire d'intrigue et de cabale. On ne pouvoit souffrir de voir le comte Poniatowski sur le trône ; des femmes intrigantes ont irrité l'envie et la jalousie de quelques grands seigneurs. Les partisans de la maison de Saxe ont cru qu'en la rappellant leur fortune seroit faite. Le conseil de Dresde a eu la bonté de répandre quelqu'argent ; et voilà une Confédération si prudemment établie, que sa généralité, à peine formée, n'a rien

fait de plus sage que d'aller tenir ses conseils en Hongrie. Embarqués dans une grande affaire, les Confédérés se sont conduits comme des étourdis. Vous pouvez compter que l'expérience n'instruit point ces gens-ci. Quelqu'accablans que soient devenus leurs maux, vous pouvez compter qu'ils ne sont point parvenus à connoître leur situation.

Je crains, mon cher Cléante, que mon Saxon n'ait que trop raison. J'ai recherché avec empressement les personnes les plus considérables pendant le séjour que j'ai fait à Cracovie. Vous pensez bien que tous les amis de la bonne cause, n'ont pas manqué de faire leur cour à M. le comte Wielhorski. J'ai interrogé tout le monde, et j'ai peur, en vous parlant dans mon banquet de trois personnages passablement bisarres, de vous avoir peint la nation entière. Je vais partir pour Horocow, et je ne manquerai pas de vous faire part des nouvelles observations que je ferai.

DE L'ÉTUDE DE LA POLITIQUE.

JE ne vous ai point encore parlé, mon cher Cléante, d'une folie qui s'est emparée de tous nos jeunes gens : ils veulent tous être ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, envoyés, chargés d'affaires ; on a beau leur représenter qu'il n'est pas trop raisonnable de s'attacher aux négociations, dans un temps où il est impossible de négocier avec succès. Nous ne jouissons plus de notre ancienne considération dans le pays étranger; et tous les négociateurs du monde ne parviendront point à persuader qu'il faut nous craindre et nous respecter; tandis que toute l'Europe, par les gazettes, nos édits et nos ordonnances, est instruite des moyens ridicules que nous employons pour réparer nos torts et notre foiblesse. Tout ce qu'on peut dire est inutile, la mode est à Paris plus forte que tous

les raisonnemens; elle a même fait taire la vanité, qui est bien autrement puissante que la raison. Vous verriez aujourd'hui des gens de qualité demander comme une grâce des emplois subalternes que leurs pères auroient dédaignés. Enfin, quoiqu'on ait supprimé les conseillers d'ambassade, il ne part plus d'ambassadeur, quelqu'ignorant qu'il soit, qui n'amène à sa suite deux ou trois élèves qui vont apprendre dans une cour où il n'y a rien à voir ni à traiter, à devenir de grands politiques.

Hier un jeune homme plein d'ardeur, d'esprit, d'ambition et d'espérance, et dont vous aimeriez surement le caractère ouvert, noble et hardi, vint m'apprendre que ses sollicitations avoient réussi, que tout étoit enfin arrangé, et qu'il se préparoit à son départ. M. de Saint-Germain, me dit-il, m'a donné un congé; la faveur n'est pas grande dans un moment où l'on ne sait que faire de tous les officiers qu'on veut réformer; et je pars avec mon ambassadeur sans regretter mon triste régiment. Monsieur le chevalier, lui répondis-je d'un air un peu sérieux, je souhaite que vous ne vous trompiez pas dans vos espérances, et je voudrois partager votre joie;

mais je vous suis trop attaché pour n'être pas inquiet. Je vois bien des écueils dans la carriere où vous entrez. Si je le pouvois, je vous ôterois, je vous arracherois votre ambition, et je ne croirois pas vous rendre un service médiocre; mais je ne tenterai pas une entreprise que je crois impossible. L'espérance qui est une grande trompeuse, et qui trompe avec beaucoup d'art, vous promet de la gloire, des succès, des dignités, des grandeurs, des titres et mille choses toutes plus agréables les unes que les autres; et moi je ne vous offrirois qu'un repos, qu'un loisir tranquille dont il n'est pas naturel à votre âge de connoître tout le prix. Quoi qu'il en soit, souvenez-vous, je vous prie, monsieur le chevalier, de mon chagrin, et que je vous prédis que votre ambition vous causera de grands dégoûts, et peut-être des mortifications cuisantes. On vous craindra, parce que vous avez beaucoup d'esprit, et cette sorte de fierté que donnent les talens. Vous sentirez, sans vous flatter, que vous valez infiniment mieux que les personnes qui vous donneront des instructions et des ordres. Il faudra cependant obéir; vous vous dégoûterez de votre besogne, vous n'agirez qu'à contre-cœur, et rien au monde

n'est plus triste. Si votre ambition vous fait dévorer ces premières mortifications, si vous y devenez insensible en vous y accoutumant, je crains que vos talens ne vous deviennent inutiles. Il faudra vous faire une routine, je ne dis pas très-mauvaise, mais du moins très-médiocre. Vous ferez mal votre cour à des supérieurs que vous n'estimerez pas, et ils vous serviront très-mal, pour se venger. Enfin le public, qui ne vous connoîtra point, aura l'injustice de croire que vous ne valez pas mieux qu'eux.

Vous êtes trop sage, me répondit le chevalier, et je conviens que dans cette comédie de la vie humaine, il vaudroit mieux siffler dans le parterre comme simple spectateur, que de monter sur les tréteaux et s'exposer à jouer un rôle ridicule. Mais, que voulez-vous ! il faut faire quelque chose : nous sommes tous las de nous-mêmes ; la guerre ne fournit aujourd'hui aucun débouché, notre ministère la craint, et pendant long-temps encore il aura raison de la craindre ; il faut donc se tourner du côté de la politique. Mais ne croyez pas que, content d'intriguer et de solliciter des grâces, je néglige de me rendre digne de la fortune que je désire. Je veux faire des études

très-sérieuses, et j'en aurai tout le temps dans la cour où je vais. Je compte donc sur votre amitié, et c'est sur la méthode que je me propose de suivre, que je vous prie de me donner vos conseils.

Voici en gros ce que j'imagine. Nous comptons partir dans un mois; c'est-à-dire, que dans quatre nous serons encore ici; car un ambassadeur qui en est à sa seconde ambassade n'est jamais pressé de partir. Je m'en console, en pensant que j'emploierai ce temps à lire les différentes instructions qu'on a données à nos prédécesseurs. J'étudierai les dépêches respectives de nos ministres; et vous voyez qu'en arrivant à notre destination, je serai en état de juger de nos intérêts d'une certaine façon. Je vais lire la plume à la main; je ferai mes remarques, et saisissant avec soin tout ce qui me paroîtra de quelqu'importance, je commencerai à me faire une provision de principes qui pourront me servir de règle pendant toute ma vie. Vous pensez bien que j'ai lu votre *Droit public* et vos *Principes des négociations* : je vais les relire, et je les graverai profondément dans ma mémoire. N'est-ce pas la méthode que je dois suivre ? Ensuite quels livres dois-je prendre pour m'instruire

de la manière dont je dois tourner une dépêche ? Faut-il commencer par les lettres de d'Ossat, ou me borner à celles du cardinal Mazarin, ou du maréchal d'Estrades, comme ayant plus de rapport aux affaires qu'on peut traiter aujourd'hui ?

Voilà, répondis-je, un goût pour l'étude qu'on ne peut trop louer; mais, monsieur le chevalier, permettez-moi de vous dire qu'après toutes ces lectures, je crains que vous ne soyez pas plus avancé qu'auparavant. Vous faites bien de l'honneur à mon *Droit public* et à mes *Principes des négociations*; mais qui vous instruira de mes erreurs ? qui vous avertira de ce que vous devez prendre et de ce que vous devez rejeter ? Pour lire avec fruit des instructions et des dépêches, je croirois qu'il faut avoir acquis assez de connoissances pour juger ce qu'elles peuvent avoir de bon, d'excellent, de médiocre et de mauvais. Nos politiques modernes ne sont pour la plupart que des charlatans, et leurs ouvrages sont remplis de sophismes qu'on prendra pour autant de vérités incontestables, si on n'a pas commencé par étudier les premières règles par lesquelles la nature elle-même nous instruit à faire le bonheur des hommes. Comment jugerai-je

qu'une négociation est utile ou non, si j'ignore ce qu'il est utile ou non aux états de demander et d'obtenir ? Je n'imagine point comment des lectures que vous vous proposez, vous pourrez extraire des principes généraux et certains qui vous serviront pendant toute votre vie, ou vous serez beaucoup plus heureux que moi. Combien j'ai d'abord ramassé d'erreurs et de préjugés, dont il a fallu me débarrasser avec peine ! Ce ne fut qu'après avoir étudié le droit naturel et le jeu de nos passions, que je commençai à mépriser une foule de choses que j'avois regardées avec un profond respect. L'image du bonheur ne me parut plus le vrai bonheur. Je pris la liberté de n'être plus la dupe des grandes réputations, et je blâmai plusieurs ministres pour avoir exécuté avec beaucoup d'esprit et d'adresse des entreprises auxquelles ils n'auroient jamais dû penser. Plusieurs de mes plus grands hommes se trouvèrent réduits à bien peu de chose, quand je les eus pesés dans ma nouvelle balance.

J'ai vu quelques personnes qui avoient certainement de l'esprit, mais qui s'étant jetées dans les négociations sans aucune théorie précédente, n'ont été toute leur vie que des hommes

hommes très-médiocres. Entraînés par le courant des affaires, ils n'ont jamais eu le temps de s'élever au-dessus de la routine à laquelle leur ignorance les avoit condamnés. Jamais ils n'ont su calculer leurs craintes ni leurs espérances, et flottant dans une incertitude continuelle, ils ont obéi aux circonstances et aux événemens qu'ils auroient dû prévoir et prévenir. Pour bien faire ce qu'on fait, il faut être instruit de ce qu'on doit faire. On négocie la plupart du temps pour ne pas paroître désœuvré, et parce qu'on n'a pas le bon sens de rester en repos. Connoissez-vous, monsieur le chevalier, quelqu'homme plus à plaindre qu'un ambassadeur qui se tracasse à la suite d'une affaire qui n'aboutit à rien, et dont le succès sera une véritable disgrace ? Il agit au jour le jour. Jamais il n'éclairera de ses conseils le ministre dont il reçoit les ordres. Pour réparer la sottise d'hier, on en fait une aujourd'hui qu'il faudra réparer demain. Une négociation finit, parce que rien ne peut durer éternellement; et on est enfin bien étonné, après avoir signé des traités, des conventions, des pactes, de ne se pas mieux trouver qu'auparavant.

Je ne sais point ce qui se passe dans nos

négociations avec la cour de Londres; je ne connois ni les dépêches de notre ministre des affaires étrangères ni celles de ses agens : cependant, je gagerois, tant je suis persuadé du pouvoir de l'ignorance et de la routine, je gagerois double contre simple, que par une suite de notre habitude à regarder les Anglais comme nos anciens ennemis et la puissance la plus redoutable pour nous, notre conseil s'inquiéte fort inutilement des vues qu'ils peuvent avoir contre notre repos. On fait des vœux pour que l'Angleterre se ruine; on craint que les colonies ne succombent; on voudroit les aider, mais on n'ose pas, et on se tue à imaginer quelque moyen invisible et caché de desservir les Anglais. On attend les moindres détails touchant Boston, avec la plus grande impatience; et au plus petit échec que reçoivent les *insurgens*, on croit que tout est perdu. Si on étoit ici un peu plus instruit des principes d'une politique raisonnable et des causes qui amènent, hâtent ou retardent les révolutions, on se contenteroit de remercier Dieu de l'esprit de vertige par lequel il punit l'injuste et vaine ambition des Anglais. On jugeroit que de long-temps l'Angleterre ne peut nous donner de l'inquiétude. On verroit que

les colonies ont cent raisons et cent moyens différens de secouer le joug de leur métropole; et que si elles succomboient par une suite bizarre d'événemens qu'on ne peut prévoir, l'Angleterre ne triompheroit qu'en s'épuisant; et qu'obligée de se défier de ses colons vaincus, mais non pas domptés, soumis et affectionnés, elle seroit obligée de fixer toute son attention sur l'Amérique, et ne pourroit s'occuper que très-foiblement de l'Europe.

Les affaires, me direz-vous, doivent former un jeune négociateur, s'il y a quelque disposition. J'en conviens, si sa bonne fortune le fait entrer dans les affaires sous les auspices d'un ambassadeur consommé dans la politique, et qui, instruisant son élève des motifs qui le font agir, de ses craintes, de ses espérances, de ses soupçons et de toutes ses opérations, veuille bien lui apprendre à prévoir l'avenir et lui épargner la peine d'une étude très-longue et très-difficile. Mais où trouverez-vous, je vous prie, un pareil ambassadeur? Je n'ai pas l'honneur de connoître le vôtre; mais si par hasard il n'étoit savant qu'à la manière d'un seigneur français, quel secours en tireriez-vous? D'ailleurs, toutes les cours ne sont pas également favorables à l'instruction. Il fau-

droit qu'on y traitât des affaires importantes, et que les négociateurs fussent dignes des affaires ; mais il en faut convenir, à l'exception de la cour de Berlin, toute l'Europe est dans un état de foiblesse et d'inanition qui ne permet de rien tenter de grand et de difficile. Personne ne connoît ses vrais intérêts, personne même ne suit la sorte de politique qu'il s'est faite il y a cinquante ans; tout est changé, et parce qu'on a tout bouleversé sans motif, tout annonce de nouveaux changemens, sans qu'aucune puissance ose ou puisse les prévoir et les prévenir.

Que voulez-vous que devienne mon jeune élève au milieu de ce chaos d'affaires ? Il se plaindra des caprices de la fortune; sans songer que c'est notre ignorance qui la rend si puissante et si capricieuse. Mais je demanderois volontiers à une personne qui fait sa cour à M. de Vergennes, s'il ne veut que faire fortune, intrigailler, se pousser, et gagner par ses complaisances une pension, un gouvernement ou un cordon bleu; ou bien s'il se propose de servir utilement sa patrie, et de mériter la considération et l'estime qui accompagnent les talens et les services les plus distingués. Pour n'être qu'un ambassadeur de

la première espèce, il n'est pas nécessaire de faire de grandes études : pour peu qu'on ait de dispositions à la souplesse, à la flatterie et au bavardage; on fera en peu de temps de grands progrès. Mais si on a l'ambition honnête de mon second ambassadeur, il me semble qu'on aura besoin d'acquérir beaucoup de connoissances, et sur-tout de beaucoup méditer.

Voilà précisément mon cas, me dit le chevalier en me serrant la main, et je suis votre homme. Je ne dis pas, ajouta-t-il, que je veuille faire le Romain et m'oublier, non; mais soyez, je vous prie, bien persuadé que si je veux m'avancer, je ne veux cependant point faire la fortune d'un valet, ni à la manière d'un valet. Je connois assez ce pays pour savoir qu'on n'y fera jamais rien, si on ne songe pas d'abord à plaire. Il faut bien s'insinuer doucement et prévenir les esprits pour s'ancrer; mais je songerai continuellement à me rendre nécessaire. J'y mourrai à la peine, ou je donnerai assez bonne opinion de moi, pour qu'on me croie toujours supérieur aux affaires dont je serai chargé. S'il survenoit quelque négociation importante, ce qui ne peut manquer d'arriver dans la situation où est

l'Europe, il faut, malgré l'effronterie avec laquelle on dispose de nous autres pauvres humains, qu'on ne puisse sans quelque pudeur se dispenser de me choisir pour la traiter.

Ce ne sont point là les discours d'un jeune homme, et pour vous en convaincre, je vous avouerai franchement qu'après avoir exécuté les ordres des autres, je ne vois pas pourquoi je ne songerois pas à en donner moi-même. Vous riez; mais pourquoi ne me proposerois-je pas de devenir ce qu'est devenu M. de Vergennes ? Il m'a encouragé lui-même en me prédisant que j'irois plus loin que lui. Quoi qu'il en soit, ne pensez pas que je voulusse alors être ministre en courtisan, et conserver ma place en craignant toujours de la perdre. Le meilleur moyen d'affermir sa fortune, c'est de ne point employer l'intrigue dont on finit toujours par être soi-même la dupe. On s'ouvre les portes comme on peut; mais quand on est une fois entré, il faut avoir raison et faire estimer ses lumières. Ce n'est pas une chose aisée, et j'en conviens; mais après tout, elle n'est pas impossible dans un pays où personne ne sait le métier qu'il fait. J'aime la manière dont M. de Pombal a établi son pou-

voir : peut-être n'en êtes vous pas instruit, et vous ne serez point fâché de la connoître.

Il s'étoit glissé adroitement dans le conseil d'un prince auprès de qui tout le monde avoit raison, et qui étoit constamment de l'avis de celui qui lui parloit le dernier. Il s'aperçut que chaque ministre chambroit à son tour le roi, et que chacun à son tour jouissoit d'une faveur momentanée. Cette position est désolante pour un homme d'esprit, dont la fortune naissante étonne toute la cour, qui sent sa supériorité, et craint qu'on n'aperçoive son ambition. Las cependant de n'être à peu près ministre que comme notre M. Bertin, il ne mendie point la faveur; il ne songe point à se ménager des conférences plus fréquentes avec le roi. Nul art, nul ruse, nulle fraude pour perdre ses rivaux qui auroient sûrement été aussi habiles que lui en intrigue; mais à chaque mauvaise opération que proposoit un de ses collégues, ce qui arrivoit à chaque conseil, il en faisoit voir les inconvéniens; et après avoir prédit ce qui en résulteroit, il se taisoit modestement. On ne fit pas d'abord grand cas de ses avis, mais il eut le courage de ne point changer de méthode; et l'événement, comme de raison justifiant toujours ses censures ou

ses craintes, les ministres sentirent malgré eux sa supériorité, et furent moins hardis et moins tranchans dans leurs projets. Le roi, de son côté, se défit de son éternelle irrésolution qui le tenoit mal à son aise; il crut que Dieu lui avoit envoyé un prophète pour gouverner ses affaires, et après avoir cru tout le monde, il ne croit plus que M. de Pombal. C'est cette manière d'avoir du crédit et d'affermir sa fortune qui peut seule me plaire; mais il n'est pas permis à tout le monde de s'en servir. Ce n'est pas que je craigne de voir un jour à Versailles des ministres moins ignorans que ceux de Portugal : je n'aurai sans doute que trop de choses à reprendre et à censurer; mais si on n'a pas les connoissances de M. de Pombal, on court risque, en voulant l'imiter, de ne faire que de fort mauvaises prophéties, et de se faire chasser comme un personnage incommode et ridicule. Voilà ce qui fait que je voudrois étudier à fond la science du gouvernement; et je vous prie de me tracer un plan d'étude. Par où faut-il commencer ? Je suis prêt à vous entendre, et je suivrai sûrement vos conseils.

Puisque vous ne pouvez pas, monsieur le chevalier, vous guérir de votre ambition, ce

qui seroit le mieux, je suis du moins fort aise, lui répondis-je, que vous ne ressembliez point à ces petits ambitieux qu'on rencontre partout, qui ne désirent les grandes places que par vanité et par avarice, et qui n'ont d'autres moyens que des bassesses pour les mériter et les conserver. Vous me tirez d'un grand embarras; car j'aurois craint de vous paroître trop difficile et trop bizarre, si, ne voulant que vous préparer à négocier avec succès dans quelque cour étrangère, je vous avois proposé de remonter jusqu'aux premiers principes. Vous n'auriez pas voulu me croire, si j'avois exigé que, commençant par l'étude du droit naturel, vous fissiez un cours entier de politique : le chemin vous auroit paru trop long et trop ennuyeux. Mais à présent que vous ne méditez que de grands projets, j'espère de mon côté que vous me permettrez de ne vous proposer que de grandes études.

Si la politique est l'art de gouverner la société pour son plus grand avantage, vous conviendrez sans doute qu'il faut connoître les hommes : voilà la base de vos méditations; et j'en concluerai que vous devez commencer par l'étude du droit naturel, qui peut seul nous donner une connoissance certaine de nos

devoirs. Si le gouvernement ignore les droits que tout homme tient des mains de la nature, s'il ignore les devoirs qu'elle prescrit aux magistrats et aux simples citoyens, ne marchera-t-il pas continuellement à tâtons ? Dès qu'il ne connoît ni les droits ni les devoirs des hommes, il ne connoîtra point les siens ; dès-lors, n'est-il pas évident qu'au lieu de donner à la société les lois qui lui conviennent le mieux, il ne consultera que des passions injustes ? N'espérez pas d'en voir naître l'ordre et la paix ; l'injustice ne peut produire que la confusion et le trouble.

Les citoyens qui se défient les uns des autres ne tarderont pas à se faire des intérêts opposés. Les magistrats aspireront à la tyrannie. Le peuple esclave aura bientôt tous les vices de l'esclavage. En un mot, comment des hommes avilis par une trop grande fortune ou par un abaissement qu'ils n'auroient jamais dû connoître, seront-ils heureux après avoir oublié leur dignité et leur destination ? Sans se rendre un compte bien exact de ce qu'ils pensent, de ce qu'ils regrettent, de ce qu'ils désirent ou de ce qu'ils devroient être, le malaise qu'ils éprouvent les inquiète ou les irrite ; et de-là sont nés les troubles, les séditions,

les guerres civiles, les révolutions, ou, ce qui est peut-être encore pire, cette indifférence pour la patrie qui énerve les ames et menace la société de sa ruïne. En effet, monsieur le chevalier, quand vous aurez fini le cours d'étude que vous méditez, je suis sûr que vous serez convaincu que toute la politique consiste à obéir religieusement aux loix de la nature, et que l'histoire ne peint tant de malheurs que parce qu'on les a négligées.

Ne suis-je pas un franc sot, si je me flatte de mériter la bienveillance des hommes, en les traitant d'une maniere que la nature réprouve? Malgré toute l'adresse que j'aurai mise à les surprendre, à les éblouir, à les tromper; je suis un mauvais politique. Le moment arrivera bientôt où les yeux s'ouvriront à la vérité; mes succès s'évanouiront, parce qu'il est impossible que j'attache à mes intérêts des citoyens dont j'ai offensé les droits. Dans cette fermentation de haine, de défiance, de jalousie, &c. l'art de séduire, d'imprimer de la terreur ou de faire le mal sans trop s'exposer au ressentiment de ses ennemis, voilà ce qu'aujourd'hui nous appelons politique en Europe, et voilà ce qui rend

également malheureux ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés.

Je suis convaincu de la sagesse de vos réflexions, me dit le chevalier en m'interrompant, et je crois que les hommes auroient mieux fait de ne jamais s'écarter des règles de justice et d'humanité que leur prescrit la nature; ils se seroient épargné bien de la peine: mais il ne s'agit plus de cela aujourd'hui, il faut prendre le monde comme il est. Point du tout, monsieur le chevalier, il faut le rendre meilleur, si nous voulons nous épargner la peine dont vous parlez. Fort bien, reprit-il, mais quand je m'en tiendrai à la plus exacte morale en traitant avec des fripons, ne serai-je pas leur dupe ? La politique ne peut-elle pas se mettre un peu à son aise, en voyant que des états ont fait de grandes fortunes par des voies assez mal-honnêtes, et que ce sont des mal-adresses et des bévues, et non pas des injustices qui les ont renversés ?

Fort bien, monsieur le chevalier, mais je vous prierai de remarquer, que si je suis la dupe d'un fripon, ce n'est point parce que je suis honnête homme, mais parce que ma probité n'est ni assez prudente ni assez éclairée ;

aussi me garderai-je de ne désirer dans mes ministres d'état qu'une probité grossière. A l'égard de ces mal-adresses et de ces bévues auxquelles vous attribuez la décadence des états, permettez-moi de les regarder comme une suite indispensable et nécessaire des moyens criminels qu'on a employés pour faire fortune. Après avoir été injuste, on est nécessairement mal-adroit, parce que c'est le propre de l'injustice de nous jeter dans des embarras dont il est impossible à la prudence humaine de se délivrer. Une première fraude nous oblige d'en faire une seconde; celle-ci en exige une troisième, et bientôt on ne peut plus cacher qu'on est un insigne trompeur. Nous sommes, monsieur le chevalier, sous le gouvernement d'une providence souverainement sage, et qui nous a imposé la loi bienfaisante d'être honnêtes gens si nous voulons être heureux. Nous nous indignons machinalement contre l'injustice et la fraude; nous leur suscitons un monde de difficultés, d'obstacles, de traverses qu'il est impossible au plus grand génie de vaincre tous à la fois. Un rien comble alors la mesure, et l'on est nécessairement accablé par un rien.

Quelle que soit la dépravation de l'Europe,

on pourroit encore espérer de rendre les hommes heureux, ou du moins de diminuer une grande partie de leurs maux, si, en se destinant à la politique, on s'y préparoit par de bonnes études. Il n'est pas possible qu'un gouvernement, qui connoîtroit les droits des citoyens, ignorât ses devoirs; et cette connoissance nous invite à suivre les règles de la justice, à moins qu'on ne soit né avec des passions violentes qui ne connoissent aucun frein. L'ambition elle-même, en s'éclairant, s'associeroit quelques vertus; elle jugeroit que, pour rendre les citoyens capables d'entrer dans ses vues, elle doit leur faire aimer la patrie, elle doit leur élever l'ame. Elle jugeroit que, pour faciliter ses succès au-dehors, elle doit, par sa générosité, mériter d'avoir des alliés, et ne pas se faire des ennemis implacables. Combien n'y gagnerions-nous pas en nous rapprochant ainsi des lois de la nature? Vous auriez le plaisir, monsieur le chevalier, d'être aimé de la nation que vous gouvernez; votre crédit seroit affermi; votre ministère seroit à jamais célébré; vous auriez retardé la décadence de l'état, et on ne reprocheroit point à vos succès d'avoir été la cause

et le principe des maux qui ont affligé la génération suivante.

Mais pour en revenir à notre droit naturel, qui est la base de tout, ce n'est point une étude aussi longue qu'on le croit communément. Je ne demande pas qu'on lise tous les ouvrages qu'on a faits sur cette matière ; à Dieu ne plaise ! mais je voudrois qu'on lût avec une extrême attention, et qu'on relût plusieurs fois le traité de Locke sur le gouvernement civil. Il faut se le rendre propre, et être assez rempli de ses principes, pour réfuter les erreurs mêmes qui lui ont échappé par une suite de ce respect que tout Anglais a pour son gouvernement. Il ne faut jamais perdre de vue quel est le but de la société, quelle en est l'essence, et ce qui la distingue de l'état de nature. Il faut rechercher avec soin quelle est l'origine de la puissance publique, et à quelles conditions on la confie aux princes et aux magistrats. Que doit-on entendre par le mot de tyrannie ? quand le citoyen n'est-il plus obligé d'obéir ? passant ensuite à l'examen de la conduite que nous devons tenir à l'égard des étrangers, Socrate et Cicéron avoient-ils raison, quand l'un disoit aux Grecs et l'autre aux Romains, que la terre entière

n'est qu'une seule république, et que tous les hommes sont concitoyens ? La guerre est-elle permise ? n'est-elle pas quelquefois nécessaire ? Si le droit naturel autorise alors le meurtre, qui est la dernière des violences parmi les hommes, pourquoi met-il des bornes à notre ressentiment, et ne nous permet-il de faire à nos ennemis que le mal nécessaire pour le forcer à rechercher la paix ? Quels sont les droits du vainqueur sur le vaincu ? Pourquoi un peuple est-il obligé d'observer religieusement les traités qu'il a faits en ne cédant qu'à la force ; tandis que moi citoyen, je suis délié des engagemens auxquels la violence m'a contraint de me soumettre ?

Après Locke, on peut lire quelques chapitres de Grotius et de Puffendorf, qui sont relatifs aux questions dont je viens d'avoir l'honneur de vous parler. Vous trouverez dans leurs écrits des vérités qui vous seront utiles et si vous avez étudié Locke avec attention, vous vous préserverez aisément de leurs erreurs. C'est alors que je vous conseillerois de lire quelques chapitres de Sidney. Passez ensuite au *Citoyen* de Hobbes ; c'est l'écrivain qui a écrit avec le plus d'art et de force en faveur de la

tyrannie

tyrannie contre les droits de l'humanité. Il me semble qu'il ne peut persuader que des Néron qui sont déjà convaincus que tout leur est permis, qu'il n'y a ni bien ni mal, ni juste ni injuste dans le monde, ou des hommes assez avilis par le despotisme, pour ne conserver aucun sentiment de leur dignité. J'ai regret, monsieur le chevalier, que vous ne puissiez pas lire un traité manuscrit que je connois sur *les Droits et les Devoirs du citoyen*; mais il n'y faut pas penser, vous prendrez vous-même la peine de rassembler vos idées sur cette matière, et elles se graveront plus profondément dans votre esprit et sur-tout dans votre cœur.

Malgré la peine que vous vous serez donnée, vous n'aurez encore acquis que les connoissances qui vous sont absolument nécessaires pour étudier ce qu'on appelle proprement la politique, c'est-à-dire, les moyens de rendre une nation heureuse au-dedans, et de la faire aimer et respecter de ses voisins. Pour faire cette étude avec fruit, il faut en quelque sorte nous séparer de nous-mêmes et d'une foule de préjugés auxquels nous sommes accoutumés dès notre enfance, et qui ne nous per-

mettent de voir la société et d'en juger par quelque petite partie. Par une suite malheureuse de notre avarice, de notre ambition et de notre vanité, nous nous trouvons tous partagés en différentes classes de citoyens qui se livrent à des fonctions particulières. Clergé, noblesse, gens de lois, peuple, populace, nous n'avons, pour ainsi dire, rien de commun. On croiroit que ces différens ordres forment autant de républiques différentes et ennemies les unes des autres. Cette funeste séparation a été cause que chacun n'a considéré la société que par les intérêts particuliers de son ordre; et de-là cette foule d'erreurs qui ont tant contribué aux malheurs de toutes les nations, et dont il est si difficile de se débarrasser, parce qu'elles nous sont chères.

Je me suis donné quelquefois, monsieur le chevalier, le triste plaisir de raisonner politique avec des personnes de différente condition : j'ai vu constamment qu'un grossier amour-propre ou une basse jalousie dictoit tous les raisonnemens que j'entendois. On pouvoit dire à chacun le mot de Molière : on voit bien M. Josse que vous êtes orfévre. Je n'ai rencontré personne qui songeât à puiser son

bonheur particulier dans le bonheur général. Si vous examinez l'histoire, vous ne rencontrerez pas chez les peuples modernes des hommes taillés à l'antique, c'est-à-dire, qui réunissent toutes les connoissances et tous les talens nécessaires à la société : quand les troubles de l'état ont confondu toutes les conditions, chacun prend alors la place qu'il doit occuper ; et les chefs de parti n'étant plus bornés à une seule fonction de citoyen, ont été obligés, pour le bien de leurs affaires, d'être à la fois guerriers, législateurs, négociateurs, gentilshommes, ecclésiastiques et même paysans. Comme on a besoin alors de tous les ordres, il faut nécessairement ménager leurs intérêts, et il en résulte des connoissances et des vues utiles à la société.

Descartes exigeoit qu'on se séparât de toutes ses opinions pour se mettre dans un doute qui prépare à trouver la vérité ! Je voudrois de même, quand on veut étudier la politique, qu'on pût se détacher de son état. Je voudrois qu'on se défiât de soi. Avant que de bâtir un systême, je souhaiterois qu'on se demandât, si la loi qu'on exige, si l'établissement qu'on désire, ne nous est point inspiré, à notre

vues, sans projets, et qui ne savent rien, que ces hommes qui savent mal, pour qui toute nouveauté est bonne, et qui voulant corriger un ancien abus, en introduiront deux ou trois nouveaux.

Pour ne pas craindre de vous tromper, monsieur le chevalier, je voudrois que vous eussiez une attention extrême à placer les vérités dans l'ordre ou le rang où elles doivent être, suivant leur dignité et l'influence plus ou moins considerable qu'elles ont dans les affaires de la société. Vouloir être politique sans le secours de l'histoire, c'est vouloir être physicien sans interroger la nature par des expériences. Etudiez donc l'histoire ; cherchez-y les causes de la prospérité ou des malheurs des nations. Lisez peu, mais lisez bien ; et sur-tout, gardez-vous de vous trop hâter, et d'imiter ces lecteurs superficiels qui ne manquent point d'attribuer toute la fortune des Grecs ou des Romains à la première bonne institution qu'ils remarquent dans leur république. Jamais un seul bon établissement n'a fait ni ne fera le bonheur d'une nation. Quand vous croirez apercevoir une cause de prospérité, ne vous y fixez donc pas, ne croyez pas que tout soit fait pour vous ; au contraire,

examinez d'abord si cette cause n'est pas elle - même l'effet d'une cause précédente. D'échelon en échelon, remontez jusqu'aux lois fondamentales qui établissent la forme du gouvernement. Voilà l'ame de toute république, c'est le ressort qui la fait agir. Les principes du gouvernement sont - ils bons? plusieurs parties de l'état peuvent être négligées impunément. Ces mêmes principes sont-ils mauvais? vous ne prendrez que des peines inutiles pour réparer une nation délabrée, et dont chaque ordre a nécessairement une maladie mortelle ou un dégoût général pour le bien. Avec ces connoissances, monsieur le chevalier, que vous serez à votre aise, quand faisant un jour le rôle de M. de Pombal, vous voudrez tourner en ridicule vos collégues les ministres, ou leur prouver très-sérieusement que par leurs édits, leurs ordonnances et leurs réglemens, ils ne font, comme on dit, que de la bouillie pour les chats.

L'histoire des Grecs et des Romains, les peuples les plus célébres du monde, vous fournira les instructions les plus importantes: examinez par quelles lois ces républiques se sont mises en état d'exécuter les plus grandes entreprises. Comment la puissance législative

étoit-elle établie ? A quelles règles étoit soumise la puissance exécutrice ? Par quel art tenoit-on le citoyen écarté des vices qui énervent l'ame ? Par quels établissemens lui donnoit-on des mœurs, et lui rendoit-on agréables les vertus les plus sévères ? Dès que vous serez instruit de ces vérités, vous n'ignorerez aucun des secrets de la politique. La décadence même de ces peuples vous fournira les lumières les plus importantes pour votre instruction. Après avoir vu les effets salutaires qu'ont produits certaines institutions, vous verrez quels maux commencent à se glisser dans la société, dès qu'une trop grande prospérité engourdit les esprits, et qu'on néglige ces sages règlemens auxquels on devoit son bonheur. Vous vous confirmerez dans vos principes, et vous apprendrez à connoître le sort qui attend les nations.

Vous trouverez tout dans l'histoire ancienne : il n'est pas besoin d'étudier les modernes pour trouver des sottises, des bévues, des impertinences. Les ennemis des Romains vous apprendront, par leurs défaites, leurs désastres et leur ruine, ce qu'on doit attendre du despotisme, de l'anarchie, de l'amour des richesses et de la corruption qui doit régner

chez un peuple qui méprise ou qui craint les lois, et à qui on à appris à ne plus aimer sa patrie.

Je vous invite donc à lire, ou plutôt à méditer Polybe, Thucydide, Plutarque, Tite-Live, Salluste et Tacite ; je les lis tous les jours, et tous les jours j'y trouve quelque nouvelle lumière que je n'avois pas aperçue. Le traité des lois de Platon et sa république, de même que la politique d'Aristote, méritent toute votre attention. Nous faisons peu de cas de ces grands hommes ; nous les traitons même légérement, parce que nous devons au temps l'avantage d'être meilleurs physiciens qu'eux ; et nous ne savons pas les estimer ce qu'ils valent, parce que nous ne sommes pas même assez bons politiques pour faire cas de la morale. Après tous les grands noms que je viens de vous citer, ne seroit-il pas impertinent de vous conseiller la lecture de ce que j'ai écrit sur l'histoire de la Grèce et les Entretiens de Phocion ? Je vous offrirai du moins une occasion de réfléchir, et en découvrant mes erreurs, vous apprendrez à mieux penser.

Quel dommage que le temps nous ait dérobé la république de Cicéron ? Selon les

apparences, cet ouvrage fait sur un peuple si habile et par un homme si profond en politique, suffiroit seul à notre instruction. N'oubliez pas, je vous prie, son traité des lois. Je vous recommande l'ouvrage de M. le P. de Montesquieu sur les Romains; cette lecture vous sera vraisemblablement plus utile que celle de l'*Esprit des lois*. Je vais faire une seconde impertinence, en vous conseillant mes *Observations sur les Romains*, un traité que j'ai fait pour l'instruction de M. le duc de Parme, et un autre, qu'on imprime actuellement, et qui paroîtra sous le titre *de la Législation ou Principes des lois*. Mais comme je vous ai conseillé de terminer vos études du droit naturel par la lecture du *Citoyen* de Hobbes, je vous inviterois actuellement à lire les discours de Machiavel sur Tite-Live et son *Prince*. Il est nécessaire de connoître un politique dont les leçons n'ont fait que de trop bons disciples dans toute l'Europe. Il étoit né dans un temps où l'Italie voyoit tous les jours s'élever quelque nouveau tyran, et même avoir d'abord quelque succès; et il a voulu faire un art certain de la tromperie, de la fraude et de la tyrannie, qui, par sa nature, ne peut-être qu'un art incertain et ruineux.

Parce que l'Europe étoit agitée par des ambitieux, qui pensoient que pour se rendre puissant il suffisoit de faire la guerre, de piller, de voler, de mentir, de tromper; parce qu'entre des insensés qui se battent, il faut nécessairement qu'il y ait un vainqueur, et que sa victoire paroisse un avantage; Machiavel a cru pouvoir apprendre aux princes à être insensés avec sagesse, et à bâtir un édifice solide sur le sable. Vous ne verrez aucune de ses erreurs, sans connoître davantage le prix de la vérité, et vous y attacher avec plus de zèle.

Mais je souhaiterois, monsieur le chevalier, que dans le cours de vos études historiques vous fissiez une attention particulière à l'origine, au développement, à la marche et aux progrès des passions. Puisqu'elles ont usurpé l'empire du monde sur la raison qui doit gouverner, il faut que la raison, pour rentrer dans ses droits, étudie leur caractère, leur force, leur souplesse, leur ruse, leur artifice; si on ne les connoît pas, ou si on les connoît mal, on les attaquera sans succès. Les anciens connoissoient à merveille le cœur humain, et c'est ce qui rend leurs ouvrages si précieux et si intéressans. Je vous invite,

monsieur le chevalier, à sonder vous-même les replis les plus cachés de votre cœur ; ne vous soyez point étranger à vous-même. Epiez tous vos mouvemens, démêlez les surprises de vos passions, ôtez-leur le masque dont elles se couvrent. Cette étude vous rendra nécessairement meilleur; car il est impossible qu'en vous connoissant, vous n'acquerriez plus de facilité pour vous rendre le maître de vos passions. Quand vous vous serez fait une méthode pour les vaincre et les contenir, vous serez plus propre à exercer le même empire sur les passions des autres, ou du moins il vous sera plus aisé de vous précautionner contr'elles.

J'insiste beaucoup là-dessus; car sans cette connoissance des passions, on ne se fera jamais de justes et vrais principes du droit naturel. Consultez de certains docteurs, ils vous rendront stupide à force de patience. Ils vous diront qu'on ne peut opposer la force à l'injustice des princes et des magistrats que quand elle est extrême; c'est-à-dire, qu'il vous est permis de combattre lorsque vous ne pouvez plus vaincre. Faute de savoir que les passions acquièrent tous les jours une nouvelle force, et qu'un premier abus en rend un

second nécessaire, ils aplanissent le chemin à l'injustice ; ils veulent que nous nous servions de notre raison pour obéir aux passions des autres ; et comme si nous étions nés pour être esclaves, ils nous conduisent pas à pas à la servitude, et nous n'avons rien à dire, pourvu qu'elle n'arrive pas trop précipitamment.

Sans la connoissance des passions, on ne connoîtra jamais le gouvernement et les lois les plus propres à faire le bonheur de la société. Sous prétexte que le plus grand intérêt d'un monarque est de rendre ses sujets heureux, un imbécille qui ne se doute pas des conseils, ou plutôt des ordres impérieux que l'avarice, la crainte, la colère, l'ambition, la volupté, &c. donneront à ce monarque, vous félicitera si vous pouvez avoir un despotisme légal. Un autre, frappé de la justice des droits du peuple, mais qui n'a pas appris que les passions d'un peuple tout-puissant sont toujours extrêmes et atroces, vous invitera à ne gêner la démocratie par aucune règle ni par aucune formalité. Ce ministre ne songe qu'à acquérir des richesses, parce qu'il est assez simple pour espérer de rassasier l'avarice, et comme si le trésor royal n'étoit pas le tonneau des

Danaïdes, il croit remédier à tout en imaginant un nouvel impôt. L'autre, après m'avoir façonné à un luxe recherché, voudra m'arracher à mes plaisirs, en faveur d'une patrie que je ne connois déjà plus.

Je voudrois qu'on distinguât avec soin les passions qui forment le caractère d'un peuple, et celles qui n'étant que l'ouvrage d'un accident passager, disparoissent avec la circonstance qui les a fait naître. Ne tentez point de déraciner les unes, ou du moins ne les attaquez pas de front. Tous vos efforts seroient inutiles. Ne vous laissez pas effrayer par les autres, et ne perdez pas vos peines et votre temps à leur opposer de grands obstacles qui ne sont pas nécessaires. Si vous ne vous faites pas une habitude de calculer leur force et de mesurer leur durée, vous serez souvent trompé dans vos espérances et vos craintes, et vous ne prendrez que de fausses mesures pour arrêter le mal ou pour préparer le bien.

Je voudrois qu'en étudiant la nature de chaque passion en particulier, on distinguât celles que le temps use : telles sont la colère, l'amour, la volupté, et celles qui, comme l'avarice et l'ambition, acquièrent toujours une nouvelle

force. Je voudrois qu'on remarquât les passions qui peuvent s'allier avec quelques vertus, et celles qui ne peuvent s'associer avec aucune. Par-là on apprendroit à se servir des premières pour corriger un peuple, et jamais on n'emploieroit les secondes comme un remède, ou pour réussir dans une entreprise : ce seroit acheter trop chèrement un avantage passager.

Je suis fort content, me dit le chevalier, et la seule chose qui me chagrine, c'est que votre projet d'étude demande beaucoup de temps. Il me semble prévoir qu'en m'y livrant avec beaucoup d'ardeur, je ne serai encore qu'un novice à la fin de ma vie. Je suis charmé, répliquai-je, du petit chagrin que je vous cause, il me prouve la bonté de votre esprit. Les hommes bornés, ajoutai-je, croient toujours être au bout de la science dont ils s'amusent; plus au contraire on a d'esprit, plus on voit s'étendre la carrière qu'on veut parcourir. Je vous conseille de vous consoler. Me voilà si bien consolé, reprit le chevalier, que bien loin de me trouver surchargé par les études que vous m'avez prescrites, je me plains au contraire de ce que vous ne m'avez point encore parlé de la méthode que je dois

suivre pour m'instruire de la partie des négociations, qui est si importante, et qui sans doute me donnera beaucoup de peine.

Je n'ai point voulu, monsieur le chevalier, vous parler négociation, pour mettre plus d'ordre dans mes idées. Avant que de rechercher par quels moyens on peut intéresser les étrangers à son bonheur, j'ai cru qu'il falloit apprendre à faire de bons citoyens. Sans un bon gouvernement, soyez persuadé qu'on négociera toujours mal au-dehors ; un peuple qui ne sait pas être heureux, ne fait ni aimer ni rechercher son alliance. Quand on sait comment il faut agir avec soi-même, on est bientôt instruit de la manière dont on doit se conduire avec les autres. Je le répète, voulez-vous vous préparer des négociations heureuses et faciles avec les étrangers ? tâchez de vous gouverner avec prudence au-dedans. Pour peu que vous ayez étudié comment les passions naissent à la rencontre les unes des autres, s'irritent, se calment et disparoissent, vous jugerez sans peine qu'une conduite juste et modérée vous conciliera l'estime et l'amitié de vos voisins, amortira leurs passions et les préparera à vous servir. Vous jugerez au contraire que des injustices, des fraudes et des

violences

violences vous feront haïr; et des ennemis, bien loin de contribuer à votre bonheur, ne chercheront que les occasions de se venger et de vous nuire. Le grand mystère de l'art de négocier consiste donc à se faire estimer et aimer.

N'êtes-vous pas enchanté en voyant dans l'histoire ancienne la simplicité naïve avec laquelle les républiques négocioient quelquefois pour terminer leurs querelles? alors une seule conference suffisoit pour calmer les esprits et terminer définitivement les affaires les plus importantes. Pourquoi? C'est que ces peuples, auxquels nous nous croyons bien supérieurs en talens et en habileté, étoient en effet beaucoup plus habiles que nous. Un gouvernement qui leur faisoit connoître les droits et les devoirs des hommes, leur apprenoit à les respecter; ils savoient tout en sachant être justes. Les passions firent enfin disparoître cet heureux temps, et dès qu'on n'eut plus assez de sagesse pour ne former que des prétentions raisonnables, on n'eut plus assez d'esprit pour réussir dans ses entreprises. Les politiques se laissèrent conduire par des craintes ou par des espérances chimé-

riques ; et l'art d'un négociateur ne fut que l'art d'un charlatan qui réussit par hasard.

Charles-Quint et Louis XIV ont fait beaucoup de bruit dans le monde, et ont eu une grande réputation. Je crois que les instructions de leurs ambassadeurs étoient dressées avec beaucoup d'art ; je crois que leurs ministres eurent une adresse merveilleuse à manier les esprits, à les éblouir, à les tromper par de fausses espérances ou par des terreurs paniques ; mais si l'objet véritable des négociations est d'unir nos voisins à nos intérêts, et de les inviter à contribuer à notre bonheur, quel cas dois-je faire de l'habileté de Charles-Quint et de Louis XIV ? Au lieu d'acquérir des amis, ils abusèrent de ce qu'ils pouvoient avoir de bon pour se faire des ennemis ; au lieu d'affermir, ils ébranlèrent leur fortune autant qu'ils le pouvoient. Les haines éclatèrent dès qu'elles purent se montrer, et pour ne vous parler que de Louis XIV, vous savez combien la fin de son règne lui fournit d'occasions de connoître les erreurs de son ambition et les faux principes de sa politique. Le roi de Prusse est aujourd'hui le maître de l'Europe ; ses talens pour la guerre et toutes

les autres parties de l'administration, son économie, ses trésors, ses troupes disciplinées avec le plus grand soin, lui donnent le plus grand avantage dans toutes les négociations; mais à quoi aboutiront toutes ces négociations qui pèchent par le point fondamental de la justice? Au lieu de conjurer l'orage, il l'a excité, si je puis parler ainsi; il l'a appelé et rassemblé sur ses états. La haine et l'envie qu'il a fait naître, se montreront sous son successeur, et détruiront peut-être cette fortune élevée avec tant de peine.

Je vous laisse le soin, monsieur le chevalier, de tirer les conséquences qui s'écoulent naturellement des vérités dont je viens de vous entretenir. Mais je vous prie de remarquer que cette justice, cette modération, cette bonne foi dont on ne peut jamais se passer, et qui doivent servir de base à toutes les négociations, doivent prendre, si je puis parler ainsi, différentes formes, suivant la différence des peuples qui négocient entr'eux, et suivant la nature différente des affaires qu'on manie, et des circonstances dans lesquelles on traite. Si je négocie avec une puissance qui aime la justice et qui agisse avec candeur, je suis un mal-adroit si je ne montre pas ma bonne

foi dans toute sa simplicité. En m'enveloppant, je retarde la marche de ma négociation ; je fais naître des soupçons, et ces soupçons ne contribueront pas à rendre plus solides les articles dont je serai convenu. Ai-je affaire à une cour connue par ses ruses, ses finesses et ses fraudes ? ma bonne foi doit être plus circonspecte. Je dois rester immobile, et attendre pour conclure, que mon adversaire n'espère plus de me tromper. Quand les affaires ne sont pas mûres, c'est-à-dire, quand les puissances n'ont pas un intérêt à-peu-près égal de les terminer, il est inutile de s'agiter; plus une partie fait d'avances, moins l'autre marquera d'empressement à conclure. Les esprits peuvent s'aigrir et concevoir des soupçons dangereux. Je dois connoître mes forces pour y proportionner mes demandes ou mes prétentions. Après la bataille de Cannes, il est permis aux Romains de traiter encore avec magnanimité et d'espérer de vaincre Carthage ; mais cette grandeur d'ame ne seroit qu'une folie dans un peuple à qui la sagesse de son gouvernement et de ses lois ne fourniroit pas de puissantes ressources contre les plus grands malheurs. Je voudrois qu'on fût plus difficile dans l'adversité, car la bassesse n'est bonne

à rien; et plus traitable dans la prospérité, parce qu'il est utile et beau de n'en pas abuser. Je n'entre pas, monsieur le chevalier, dans un plus grand détail; ce que j'ai écrit sur les *principes des négociations*, pourra peut-être à cet égard vous être de quelqu'utilité.

Après avoir étudié le caractère, les mœurs, les passions, les forces et les ressources du peuple qu'on gouverne, je voudrois qu'on connût les nations à qui la forme de leur gouvernement donne un caractère particulier. Tels sont les Allemands, les Suisses, Venise, Gênes, l'Angleterre, les Provinces-Unies, la Suède, la Pologne. Ces peuples ont tous une manière d'être, de voir, de penser, de juger et d'agir, qui rend leurs forces plus actives ou qui en embarrasse l'action. Combien de fois n'est-il pas arrivé qu'on a recherché et acheté chèrement l'alliance d'un prince dont on n'a tiré aucun secours, et qui même a été à charge? Ayez quelque teinture de l'histoire de vos voisins; sachez ce qu'ils ont fait depuis un siècle dans les circonstances les plus importantes où ils se sont trouvés. Il seroit inutile de remonter plus haut; ce sont les derniers événemens qui ont la principale influence sur notre esprit : examinez si rien n'a rompu

cette chaîne de routine qui est la raison de la plupart des hommes.

Je ne vous invite point à étudier les vrais intérêts de chaque puissance ; vous les connoissez déjà, si en méditant sur ce qui rend les sociétés heureuses au-dedans, vous en avez conclu qu'elles doivent aimer la paix, et sans ambition, se contenter de leur fortune présente; mais vous devez examiner avec soin les intérêts chimériques et particuliers que chaque état s'est faits, et qu'il regarde comme autant de régles de sa conduite. Ce sont, j'en conviens, des folies ; mais il seroit insensé de les négliger, puisqu'elles gouvernent l'Europe. Connoissez les prétentions des peuples, leurs espérances, leurs craintes et les lois respectives dont ils sont convenus dans leurs traités de paix, d'alliance, de ligue et de commerce. La lecture de Rousset vous sera très-utile. Vous pouvez aussi consulter mon *Droit public*. Il contient toutes les conventions qui avoient force de lois en Europe quand je l'ai publié. Je souhaite qu'une personne plus habile que moi en donne la continuation. C'est une belle matière à traiter que la guerre du Turc et de la Russie, le partage de la Pologne, et la paix qui terminera la guerre que

les Anglais font à leurs colonies. Peut-être même pourroit-on faire un chapitre très-intéressant de notre acquisition de la Corse.

L'histoire vous a instruit des établissemens par lesquels chaque nation doit affermir son bonheur au-dedans : elle vous apprendra encore qu'on ne viole jamais impunément les règles étroites que nous prescrit le droit naturel. Je sais que par une politique différente, quelques princes sont sortis d'embarras, ont même obtenu de grands succès et les éloges de leurs sujets et de leurs contemporains ; mais leur exemple a donné naissance à des abus dont ensuite quelqu'ennemi a profité contre eux-mêmes. Les grands politiques voient bientôt ternir leur gloire. La postérité leur reproche les maux qu'elle souffre, et les accuse d'avoir introduit un nouveau vice dans le monde.

Voilà vos études finies, monsieur le chevalier, si, vous bornant à connoître la politique comme simple citoyen, vous ne cherchez qu'à connoître les droits et les devoirs des hommes, et à vous rendre compte des mouvemens, des sottises et des révolutions qui ont agité le monde, et qui agitent et agiteront éternellement l'Europe. Mais si, contre mes désirs, vous vous destinez à nous gouverner,

si jamais vous êtes ministre, vous aurez une autre étude à faire, et qui ne finira qu'au moment où une disgrace vous rendra à vous-même, et vous apprendra trop tard combien il est imprudent et téméraire, dans un pays sans mœurs, sans lois et sans principes, de se mêler des affaires d'un peuple qui ne veut pas être heureux, et qui est indigne de l'être.

Vous devez commencer par connoître le prince qui vous confiera son pouvoir souverain. Que deviendrez-vous si ce Prothée vous échappe continuellement des mains? si vous tâchez de le dominer en flattant ses passions et en favorisant ses caprices, vous augmenterez de jour en jour les inconvéniens que vous craignez. Rappelez-vous ce que disoit le cardinal de Richelieu, que les petits cabinets de Louis XIII lui donnoient plus de peine que toute l'Europe. J'entends, vous imiterez M. de Pombal; mais je vous plains beaucoup, si vous avez affaire à un esprit dissipé, que les affaires ennuient, qui n'est occupé que des plaisirs frivoles dont il est entouré et rassasié, et qui se moque d'avance de tous les évenemens qui peuvent arriver. Il faudra donc chaque jour, chaque heure,

chaque instant étudier le vent qui souffle sur cette cour, plus mobile et plus agitée que la mer. Je vous prédis que vous ne pourrez point résister à cette agitation. Vous oublierez toutes les belles connoissances que vous aurez acquises, tous vos principes disparoîtront, ou du moins jamais vous ne trouverez le moment favorable pour exécuter les projets que vous aurez préparés.

Mais je veux que vous soyez aussi sûr de votre crédit et de votre faveur que le cardinal de Fleury, tandis que toute la cour sera à vos pieds; ne croyez pas qu'il ne vous reste qu'à jouir tranquillement de votre fortune. Monsieur le premier ministre, vous êtes condamné à promener éternellement vos regards sur toute l'Europe. Songez que la plupart des nations n'ont ni lois, ni règles, ni caractère; ni principes auxquels on puisse se fier. Soumises au pouvoir arbitraire, elles sont toujours prêtes à prendre les mœurs, la politique et les vices des personnes qui les gouvernent. Un prince meurt, et sa mort est une véritable révolution. Les moyens que vous employez aujourd'hui pour réussir à Vienne et à Berlin, quand l'empereur et le prince royal auront succédé à l'impératrice.

reine et au roi de Prusse, ne vous seront plus d'aucune utilité. Vous aurez éternellement à étudier et à méditer pour proportionner votre conduite au caractère des personnes avec qui vous devez traiter, réparer les caprices de la fortune, et les prévenir.

Comme vous avez commencé vos études politiques par l'examen de ce qui s'est passé autrefois, vous devez actuellement examiner ce qui ce passe. Vous serez continuellement aux écoutes ; vous serez un pilote qui ne doit point s'endormir sur la foi du beau temps. Tandis que vous dormiriez tranquillement, vous courriez risque d'être surpris et submergé par la tempête. Il arrive en effet des espèces de phénomènes qui dérangent tout l'ordre des choses. Combien l'histoire ne nous offre-t-elle pas de révolutions subites et imprévues ! Qui auroit pu prédire à Darius qu'un petit roi de Macédoine alloit détruire la puissance des Perses ? Comment prévoir qu'il va naître à Carthage un Annibal, dont le génie fera trembler pendant dix-huit ans la république Romaine ? Et pour venir à notre temps, la Suède, sans considération au commencement de ce siècle, devient subitement la terreur du Nord ; et nous voyons aujourd'hui un prince, que l'on

comptoit à peine au nombre des rois, qui s'est rendu la puissance dominante de l'Europe.

Je ne veux pas condamner les hommes d'état à toujours trembler ; cette situation deviendroit trop pénible, peut-être même les empêcheroit-elle de remplir leurs devoirs : mais je voudrois qu'ils fussent persuadés que les peuples sont exposés à mille révolutions extraordinaires et qu'ils en seront les victimes, s'ils manquent, pour ainsi dire, d'une surabondance de sagesse, et n'ont que les ressources nécessaires contre les accidens communs. Il faut inspirer beaucoup de confiance aux citoyens ; elle multiplie leurs forces ; qu'ils apprenent à tout espérer et à tout attendre d'eux. Mais les hommes qui gouvernent, doivent se préserver de cette présomption vulgaire ; et c'est cette fausse sécurité à laquelle ils s'abandonnent par sottise ou par nonchalance, qui multiplie les caprices et les hasards de la fortune.

Il y a, je crois, un moyen de juger si ces révolutions subites et imprévues dont je parle, sont plus ou moins à craindre. Les républiques avec lesquelles vous avez des relations, sont-elles sagement constituées ? Vous pouvez être tranquille ; elles ne se livreront point

à ces saillies, à ces élans de génie qui produisent des événemens inattendus. Sont-elles par leurs institutions incapables de faire la guerre ? aiment-elles la paix ? sont-elles occupées des soins de leur commerce ? vous pouvez encore être tranquille. Si Carthage avoit eu des lois que chaque citoyen eût été obligé de respecter, ou si elle n'avoit formé qu'une république purement commerçante, jamais Annibal n'auroit eu occasion de développer ses talens, jamais il n'auroit conçu le projet de porter la guerre dans le cœur de l'Italie. Mais Carthage est autant guerrière que commerçante ; mais elle est divisée en partis, et doit par conséquent prendre plutôt le génie des hommes qui la gouvernent, que leur communiquer le sien ; mais Annibal étoit fils du plus grand ennemi de Rome, et son père lui avoit fait jurer une haine éternelle aux Romains ; dès-lors Annibal doit montrer tout le génie et tous les talens que la nature lui a donnés, et je suis étonné que la république Romaine ait eu assez de vertu et assez de lumière pour ne pas succomber.

En examinant la république des Provinces-Unies, avant la guerre que nous lui déclarâmes en 1672, il me semble qu'elle méritoit

encore une attention particulière de notre part. Il est vraï qu'après avoir proscrit pour toujours le stathouderat, elle devoit naturellement incliner vers la paix, en étant gouvernee par des citoyens à qui le commerce étoit plus cher que tout le reste. Il est vrai que la Hollande n'avoit plus ce génie qui l'avoit rendue libre, et que ses milices dégradées étoient négligées. Mais elle avoit dans son sein un parti puissant, qui, ne pouvant respecter des magistrats bourgeois, vouloit une cour et un prince; et il restoit un rejeton de ces Nassau immortels qui avoient secoué le joug de l'Espagne. Il régnoit donc dans les Provinces-Unies une fermentation extrême, et s'il y est né un Annibal, je ne serai point étonné qu'il s'y développe. En effet, le jeune Guillaume parut un grand homme en parvenant au stathouderat, et sa politique nous suscita une foule d'ennemis acharnés, qui nous firent trouver des journées de Trasimène et de Cannes, et dont nous ne fûmes délivrés que par les tracasseries puériles de la cour de Londres.

Les révolutions subites sont moins rares de la part d'une monarchie : cependant, monsieur le chevalier, je ne veux pas vous donner

des terreurs paniques ; et quoiqu'on dise communément qu'un roi entraîne tout par son génie, et se fasse, quand il le veut, une nation nouvelle, je vous conseille de ne pas prendre cette belle maxime au pied de la lettre, et je pourrois vous citer des états dont un Alexandre et un Charles XII ne pourroient rien tirer de bon. Tant qu'un royaume ne travaillera pas à se corriger des défauts qui l'engourdissent et l'empâtent, ne lui faites pas l'honneur de le craindre. On se moquoit du feu roi de Prusse, quand il rassembloit à grands frais de grands soldats, et disciplinoit ses troupes avec un soin extrême, pour n'avoir en quelque sorte que le plaisir de faire de belles revues. On blâmoit son avarice et ses mœurs sauvages. Mais il me semble, que pour faire des plaisanteries, il falloit attendre que son successeur eût vendu ses troupes et mangé son trésor. Car si son successeur étoit un prince habile, économe lui-même, ambitieux et plein de talens, quelles armes n'auroit-il pas entre les mains pour causer une révolution subite et générale dans l'Europe ?

Il y a deux sortes de foiblesse pour les sociétés ; l'une vient du petit nombre des citoyens et de la médiocrité du territoire qu'ils

possèdent. Cette foiblesse qu'on regarde comme le plus grand mal, ne me rassureroit pas entièrement; et je vous avoue que je serois très-attentif à la conduite et aux projets d'un petit prince de l'Empire qui seroit économe, qui se feroit aimer et qui travailleroit à se former d'excellentes troupes. Il ne lui manque qu'une occasion pour jouer un grand personnage, et j'observerois avec plus de soin les progrès de sa fortune, que la décadence d'un grand état. L'autre foiblesse dont je parle, vient de l'engourdissement où se trouvent les ames, quand elles sont corrompues, affoiblies et dégradées par de grandes richesses et par le faste, le luxe, la mollesse, la prodigalité et l'avarice qui les accompagnent. On peut s'épargner la peine d'examiner attentivement une pareille monarchie. On sait, sans être fort habile, qu'on ne se délivre pas aisément de pareils vices qui forment un obstacle invincible aux accidens imprévus et extraordinaires que peuvent craindre des peuples voisins.

Je voudrois, monsieur le chevalier, que; promenant vos regards sur toute l'Europe, vous vous accoutumassiez dès aujourd'hui à calculer vos craintes et vos espérances. Voyez

ce que chaque puissance peut méditer et entreprendre ; étudiez ses ressources, et examinez par quels côtés on peut l'attaquer avec plus d'avantage. Cet exercice auquel vous serez accoutumé de bonne heure, étendra vos vues, et vous délivrera de cette espèce d'étonnement dont il est difficile de se défendre quand on délibère sur des affaires de la plus grande importance, et qui est si pernicieux en empêchant de prendre un parti, ou du moins de se décider aussi promptement qu'il faudroit. Si un peuple se corrige en devenant meilleur, s'il s'occupe principalement de son administration intérieure, s'il veut y mettre plus d'ordre, si dans ses réformes il consulte les règles les plus étroites de la justice, s'il ne veut point faire le bien arbitrairement et d'une manière tyrannique ; vous devez en conclure qu'il ne médite pas des injustices contre les étrangers : encouragez-le, aidez-le si vous pouvez, et sur-tout tâchez de l'imiter. Mais quand une puissance portera son attention sur les objets qui peuvent la rendre plus formidable à ses voisins, craignez qu'elle n'ait des vues d'ambition. Il peut se faire que la prudence seule lui dicte cette conduite, mais je craindrai alors que le succès ne fasse

enfin

enfin disparoître la prudence ; car il est bien difficile d'être puissant sans être ambitieux, et de ne pas abuser de ses forces.

On peut, avec beaucoup d'esprit et beaucoup de travail, avoir acquis, monsieur le chevalier, les connoissances dont je viens d'avoir l'honneur de vous parler, et n'être pas cependant propre à faire un homme d'état : certains personnages que je pourrois vous nommer, que feroient-ils, je vous prie, de toutes les lumières de Platon et de Cicéron? Ils sont incapables de rien vouloir avec force et avec constance, ils cèdent aux moindres obstables, ou se lassent dès qu'ils ont trop long-temps les mêmes objets sous les yeux. Un prince ou un ministre gouvernera plus aisément les hommes par la force de son caractère que par l'etendue de ses lumières : le caractère vous subjugue, et nous sommes la plupart du temps trop sots pour que les lumières fassent sur notre esprit l'impression qu'elles devroient faire. Quand on a un caractère, on veut constamment la même chose, et il faut que je cède moi qui ne sais rien vouloir.

Il est bon de vous avertir, monsieur le chevalier, que vous entrez dans une carrière

presqu'aussi propre à rompre et briser un caractère que la vie de courtisan. Si vous voulez conserver le vôtre et ne pas vous rendre inutiles toutes les connoissances politiques que vous aurez acquises, il est bon que vous contractiez l'habitude de rentrer souvent en vous-même, de vous examiner et de vous fortifier, afin que vous ne contractiez pas enfin l'habitude de porter dans les affaires la mollesse, les condescendances et les complaisances que vous serez souvent obligé d'avoir à l'égard des personnes avec lesquelles vous traiterez.

Le chevalier, que j'aime beaucoup, que je voudrois voir heureux, et dont par conséquent j'aimerois mieux faire un philosophe qu'un ministre, m'a promis, mon cher Cléante, de suivre le plan d'étude dont je viens de vous rendre compte. Mais c'est à vous que je demande s'il fera bien de prendre la route que je lui ai tracée. Examinez, je vous prie, avec soin, ce qu'il faut ajouter à ces premières réflexions, et ce qu'il faut en retrancher. Si vous les approuvez, je ne me reprocherai point la peine que j'ai prise à les écrire, et je les communiquerai avec plus de confiance aux fils de M. le Comte Wielhorski et au jeune

marquis de Barrin, que son goût pour l'étude conduit en Pologne. Je suis à la veille de mon départ ; je verrai bientôt des objets nouveaux, et j'aurai soin de vous en rendre compte.

DES MALADIES POLITIQUES ET DE LEUR TRAITEMENT.

QUELQUE empire que vous ayez sur moi, mon cher Cléante, je ne crois pas que je puisse vous obéir. Avez-vous bien songé à la proposition que vous me faites? Comment oserois-je entreprendre de tracer un tableau historique du dernier règne? Mon esprit se refuse à un pareil ouvrage. Il faudroit me rappeler avec effort, une foule de choses qu'heureusement j'ai oubliées, qui déjà commencent à être moins intéressantes pour nous, et dont sûrement la postérité ne se souciera point. Quand je ne sentirois point cette lenteur paresseuse qui accompagne la vieillesse, et qui nous avertit de ne plus entreprendre de longs ouvrages, je crois que je vous résisterois encore; car, j'ai toujours eu d'autres

idées de l'histoire que Duclos et Marmontel. Le nom de tous les rois n'est pas fait pour être gravé dans le temple de mémoire. L'histoire de toutes les monarchies se ressemble, et pour vous dire librement ma pensée, il ne nous importe de connoître que les princes qui ont retiré leur nation de l'engourdissement où elle languissoit, où qui, par des qualités éclatantes, ont été la cause de sa ruine.

A l'égard de cette foule de monarques sans caractère, qui, allant comme on les pousse, ont tous les vices de leur fortune et obéissent servilement aux circonstances et aux événemens, c'est perdre son temps que de les étudier. A quoi peut-il être utile de peindre un royaume en décadence, qui s'étant fait une longue et douce habitude de ses désordres, court à sa ruine sans remords, sans crainte et sans espérance de se relever? Quelle instruction peut-on tirer du dernier règne, que ne fournisse déjà l'histoire de plusieurs peuples, dont il ne subsiste plus que le nom, ou qui languissent dans une éternelle agonie, parce qu'ils n'ont plus la force de se détruire de leurs propres mains, et que leurs voisins,

aussi lâches et aussi stupides qu'eux, n'ont pas l'habileté de les subjuguer.

En nous instruisant des véritables causes de nos malheurs, nous n'en deviendrions pas plus raisonnables : il n'est, je crois, plus temps de nous corriger. Songez que Louis XIV, au lieu de se défier de la puissance énorme que son père lui avoit laissée, en a abusé de la manière la plus étrange, et à l'égard de ses sujets et à l'égard de ses voisins. Toutes ses entreprises étoient au-dessus de ses forces, et il appauvrissoit son royaume en même temps qu'il lui donnoit le goût du faste. A force d'épuiser ses ressources et de tendre les ressorts du gouvernement, je ne sais quelle prospérité éblouissante nous empêche de voir que nous étions sur le penchant du précipice. Si une fausse sécurité ne nous avoit pas empêchés de faire un retour sur nous-mêmes, nous aurions encore pu, à la mort de ce prince, éviter notre perte. Il subsistoit un reste d'honneur que nous devions à notre vanité ; nous aimions la gloire comme des enfans, et un politique habile pouvoit se servir de ce sentiment pour nous rendre des hommes ; en un mot, une certaine sève d'esprit national se faisoit encore sentir. Tout cela a disparu.

La régence de l'état devoit être confiée à un prince, jaloux du pouvoir arbitraire de Louis XIV, et qui s'étoit consolé dans la débauche, de l'espèce d'oubli et de discrédit où on l'avoit tenu. Un régent qui ne croyoit pas à la probité, nous donna des mœurs pires que les siennes; et sans être avide d'argent, nous apprit à préférer les richesses à tout. Louis XV, né avec une parfaite indifférence pour le bien comme pour le mal, a été emporté par le torrent des mœurs publiques, qu'il a rendues encore plus vicieuses par son exemple. Familiarisés aujourd'hui avec les vices les plus bas, sommes-nous encore capables d'entendre la vérité! c'est en vain qu'elle voudroit s'humaniser pour nous gagner; nous frémirions à ses leçons les plus douces.

Permettez-moi donc, mon cher Cléante, de me livrer à mon oisiveté; ou si vous voulez absolument que je m'arrache à la lecture de mes chers anciens pour écrire, souffrez que je me borne à rendre compte des entretiens que j'ai quelquefois avec des personnes qui aiment à approfondir une matière. Par exemple, si vous avez le temps de lire une longue relation, je vais vous parler de la visite que me fit hier un homme de qualité

qui arrivoit de Fontainebleau. Je ne vous le nommerai pas, mais j'espère vous le peindre assez bien, pour que vous puissiez le reconnoître sans peine. C'est un colonel de trente à trente-deux ans, et qui, je crois, auroit eu beaucoup de mérite dans un pays où l'on sauroit élever et former des hommes. Gâté malheureusement par des flatteurs et par la comparaison qu'il fait de lui avec les gens de son ordre, il croit trop aisément savoir ce qu'il ne s'est pas donné la peine d'apprendre; parce qu'il parle avec plus de facilité et de grâce que ses pareils, il croit avoir ce génie que donnent les arts et les sciences, et qui, dans les plus grands hommes, n'est pas le fruit tardif de l'étude et de la réflexion. Faisant bonne chère à son régiment, non point par faste, mais, comme il le dit, pour gagner les esprits et faire le bien plus aisément; jetant les yeux sur trente livres à la fois sans en finir aucun; tracassant son état-major, et n'étant jamais content ni des chapeaux, ni des culottes, ni des manœuvres de ses soldats; vous pensez bien que plus il se rend difficile et minutieux, plus il se croit supérieur aux autres. Sans oser le dire, il se flatte secrétement de nous mettre en état de battre

les Prussiens ou la cour de Vienne; si on veut lui permettre de faire les changemens qu'il médite, et qui sont approuvés des jeunes femmes qui le trouvent bien fait, et même par quelques beaux esprits qui tâchent de le décorer du titre de philosophe.

Monsieur le Comte, lui dis-je, je vous fais mon compliment; au lieu d'un robin qui auroit appris dans quelqu'intendance à faire la guerre, vous aurez pour ministre un homme vraiment militaire et qui saura apprécier vos talens. J'imagine que tous les courtisans ne sont pas aussi contens que vous du choix qu'on vient de faire. De quel œil ont-ils vu arriver M. de Saint-Germain? A travers leur joie affectée, vous avez sans doute démêlé leur mécontentement secret. Pour nous autres bonnes gens de Paris, et qui ne voudrions que le bien, nous avons été terriblement étonnés qu'on se soit souvenu à la cour qu'il y avoit un M. de Saint-Germain au monde. Nous avons perdu notre humeur ordinaire; nous avons applaudi très-sincèrement. Ceci fait connoitre que nos ministres ont de meilleures intentions que nous ne croyons, et vous ne sauriez croire combien le public leur sait gré de n'avoir point eu peur de la

réputation que M. de Saint-Germain doit à ses talens, et sur-tout d'une certaine roideur de caractère qui doit le rendre encore plus incommode que le maréchal du Muy.

Votre public de Paris, me répondit le Comte, est en vérité trop bon; pour vous, monsieur l'abbé, je ne vous croyois pas assez dupe pour penser que l'amour de la patrie et du bien public ait inspiré nos ministres dans cette occasion. Si on les avoit laissé faire, soyez sûr que nous aurions un M. Taboureau ou un la Galaisière qu'on auroit gouvernés comme on auroit voulu. On n'a eu recours à M. de Saint-Germain, que parce que le roi étoit presque résolu à vouloir un militaire, et qu'on craignoit que le protégé de la reine, soutenu de ce crédit, ne se rendît le tyran du conseil. On a craint une femme de la cour, voilà tout le mystère. On s'est flatté de tirer meilleur parti d'un soldat que ses disgraces doivent avoir corrigé, et qui, las de s'exiler, voudra enfin mourir tranquillement dans une fort bonne place. L'âge change nos caractères; d'ailleurs, l'ambition est la passion des vieillards, et toute seule elle est capable de faire d'étranges métamorphoses. Quoi qu'il en soit, et sans vouloir lire dans l'avenir,

je gagerois presque que nous n'avons rien gagné à la mort du maréchal du Muy.

Ce seroit beaucoup, repartis-je, que de n'y avoir rien perdu. Comment, me dit vivement le Comte! vous me surprenez, et à vous parler franchement, je ne m'attendois pas que le grand mérite du maréchal vous fît illusion au point de croire que ce fût un grand bonheur pour l'état que de le remplacer dignement. C'est peut-être, repris-je, que je ne connois ni le maréchal du Muy ni M. de Saint-Germain. Je puis fort bien me tromper, mais je vous avoue que M. du Muy, que j'aurois vu à la tête d'une armée avec quelqu'inquiétude, me paroîssoit on ne peut pas plus propre au ministère de la guerre. Ses connoissances s'étendoient sur toutes les branches du gouvernement; nos antiquités mêmes ne lui étoient pas inconnues. Il avoit sur-tout étudié avec beaucoup de soin tout ce qui regarde les troupes, leur discipline et le service. C'étoit un homme ferme, sage, droit, religieux, et aussi fortement attaché à ses principes d'ordre et de règle, qu'il l'étoit peu à sa place. Enfin, nous avions commencé, pour tout dire en un mot, à voir dans le conseil un homme qui avoit véritablement

la contenance d'un ministre. Si à ses talens militaires, dont tout le monde convient, M. de Saint-Germain joint, comme M. du Muy, les qualités essentielles à un ministre; s'il est prêt à quitter Versailles aussi gaillardement qu'il a quitté Coppenhague; si, après avoir habité des palais, son jardin et sa petite métairie d'Alsace ne lui paroissent pas ridicules; s'il ne songe point à succéder à M. de Maurepas, dont la santé se délabre de jour en jour, et si cette espérance n'amollit point son caractère un peu sauvage, nous n'aurons rien perdu : il faut attendre, et nous jugerons.

Oh! pour moi, je n'attends pas, reprit le Comte, et je juge dès aujourd'hui que votre maréchal qui n'a rien fait pendant plus d'un an, tandis que nous avons besoin de tant de réformes et de tant de changemens, ne valoit pas mieux comme ministre que comme général. M. de Saint-Germain a certainement plus d'audace dans l'esprit et des vues plus étendues, tout le monde en convient; et si je ne me défiois pas de l'air flasque et sans ressort qu'il va respirer à la cour, je m'attendrois, avec tout le public, à voir bientôt éclore une foule de nouvelles ordonnances. Il est question d'établir, et

d'établir très-promptement, dans le militaire, un ordre, une discipline, un génie dont nous ne pouvons plus nous passer, si nous ne voulons pas être battus à plate couture dans la première guerre.

Mais ce qui me fait trembler, c'est que M. de Saint-Germain aimera sa place, car il est beau de décider du sort de toute la noblesse. S'il imagine qu'il y a dans nos intrigues plus d'art et d'habileté qu'il n'y en a en effet, il ignorera qu'avec un peu de fermeté on peut dissiper les cabales, et il sera beaucoup plus circonspect qu'il ne faut l'être avec nous. Après cela, peut-on compter sur la constance et les résolutions d'un roi jeune, sans expérience, et entouré de tant de gens dont les intérêts sont si différens des siens! Il faudra plaire à M. de Maurepas, qui n'aime dans le ministère que la piaffe du ministère, qui veut régner tranquillement, et croit que le temps arrange tout, et que les affaires se finissent toutes seules en n'y songeant pas. Et puis ne faut-il pas craindre de se faire trop de réputation, avant que de s'être bien affermi. On doit se rendre nécessaire avant que de le paroître; sans cela, M. de Saint-Germain s'exposera à la

jalousie et à toutes les tracasseries de ses confrères les ministres ; et voilà ce qui m'empêche d'espérer, avec le bavard public, un nouvel ordre de choses. Je n'avois, je crois, que trop raison de vous dire que nous n'avions rien gagné par la mort du maréchal du Muy.

Avec votre permission, monsieur le Comte, je ne partagerai point votre chagrin ; et si vous voulez que je parle avec liberté, je dirai que ces changemens, ces réformes, ces ordonnances que le public espère comme un bien, je ne puis m'empêcher de les craindre comme un nouveau mal. Avant que de me prendre pour un fou, souffrez que je m'explique. Si M. de Saint-Germain commence les opérations que vous désirez, sans avoir étudié le pays où il veut agir ; si, trompé par le grand pouvoir du roi, il ignore que nous n'avons qu'une espèce singulière de despotisme, qui n'est qu'une véritable foiblesse, où tout se fait par compères et par commères ; s'il ne sait pas qu'un ministre qui fait tout trembler, tremble souvent lui-même pour un rien ; s'il n'a pas prévu d'avance et prévenu les obstacles innombrables et toujours nouveaux que les grands valets et les

petits valets de cour lui opposeront; n'est-il pas évident comme le jour, qu'obligé de n'exécuter qu'une petite partie de ses projets, il ébranlera plutôt qu'il ne détruira les abus? Qu'arrivera-t-il de-là ?

Qu'il n'aura pas fait, me répondit le Comte, tout le bien qu'il vouloit faire, mais qu'il en aura fait du moins une partie; nous sommes mal, et nous serons moins mal; ce sera toujours autant de gagné. Le gain, repartis-je, n'est pas sûr; car il est prouvé, par une foule d'expériences, qu'en attaquant sans succès les vices d'un état, on ne fait que les multiplier et les rendre plus hardis, en leur faisant connoître leur propre force. Dès que le ministre est obligé de mutiler ses projets, et de ne donner, pour ainsi dire, qu'une ébauche de réforme, parce qu'il faut céder aux sollicitations, à la faveur et à la crainte de déranger sa fortune, je serai forcé, malgré l'envie que j'ai de tout interpréter en bien, de juger que le réformateur a lui-même besoin de réforme, qu'il a des vues très-courtes, ou deux poids et deux mesures, et il ne me paroîtra plus qu'un ministre tel que les autres.

Mais tandis que je me bornerai dans mon

coin à me plaindre de son erreur, et me moquer des éloges que lui prodigueront ses amis, ne vous attendez pas que les gens qui lui auront été sacrifiés ou qu'il aura menacés inutilement, se tiennent tranquilles. Il se fera une ligue puissante de tous les mécontens : de-là, des cabales, dont les auteurs se montrent à visage découvert, parce qu'ils sont étourdis ou puissans, et des intrigues sourdes, dont on sent les coups, sans voir la main qui les porte. Quand le ministre chancelant est réduit à trembler, il n'a plus le courage ni la force de défendre ses ordonnances. On les élude sans peine, pourvu qu'on ne soit pas une de ces ames viles sur lesquelles on peut faire sans danger une expérience; et ce n'est qu'un scandale de plus dans le royaume. On sollicite la dispense de faire son devoir, et on l'obtient. Si on obéit, on obéira mollement et sans fruit, parce qu'il se répandra des bruits que le réformateur sera lui-même bientôt réformé, c'est-à-dire, disgracié; et que ce n'est pas la peine de se faire à une nouvelle allure qu'il faudra abandonner sous un nouveau ministre qu'on désigne, qu'on nomme, et qui, sous main, anime les frondeurs, et débite

chaque

chaque jour de nouveaux mensonges, pour grossir le nombre de ses amis.

A ce propos, monsieur le Comte, je veux vous parler du ministre que nous avons vu le moins indigne de la place qu'il occupoit; vous sentez qu'il est question du cardinal de Fleury. Un jour il s'abandonna devant quelques personnes qui ne le gênoient point, à des propos assez plaisans sur le gouvernement et l'administration du royaume; et quand l'abbé Quesnel, de qui je tiens cette anecdote, se trouva seul avec lui, monseigneur, lui dit-il, vous faites fort bien d'être premier ministre. Peut-être, répondit le cardinal, mais quelle est votre pensée? C'est que votre éminence, qui fronde si bien tout ce qui se passe, se feroit mettre à la Bastille, et en vérité, ce seroit dommage. Le cardinal rit de cette plaisanterie. Mais, monseigneur, lui dit l'abbé, (à qui bien des choses étoient permises) puisque votre éminence voit si bien le mal et jouit d'un si grand pouvoir, que ne corrige-t-elle donc les abus et les vices dont elle prend la liberté de se moquer? C'est, mon cher abbé, répondit le cardinal, qu'il faut bien se garder de montrer le bout du crédit et de la puissance du gouvernement, si on

ne veut pas le faire mépriser et encourager la licence. Je serois moins vieux que je ne le suis, que je ne tenterois pas la réforme dont vous parlez. Il y a des masures où il ne faut pas mettre le marteau. Remuer certains cloaques, ce n'est que corrompre l'air qu'on va respirer. Des abus dont les grands se trouvent mal, il est aisé de les détruire; mais il n'en est pas ainsi des vices anciens, doux, agréables et commodes, dont il n'y a que le peuple qui souffre. Je m'oppose tant que je puis aux progrès du mal; et la peine inutile que je prends très-souvent, ou plutôt tous les jours, m'avertit que le roi n'est pas assez puissant pour faire le bien qu'il desire.

Il faut avoir vu les choses de près, ou du moins avoir beaucoup réfléchi sur la nature du cœur humain et les ressorts des divers gouvernemens, pour sentir toute la sagesse du discours du cardinal de Fleury. Plût à Dieu que les successeurs de ce ministre eussent imité sa conduite! Mais, au contraire, la manie de tout changer et de ne rien laisser à sa place, semble être devenue pour nous une maladie incurable. C'est-là un de nos plus grands malheurs et la source de beaucoup

d'autres. A peine un secrétaire d'état est-il en possession de son département, que pour faire parler de lui, pour achever de décréditer son prédécesseur, pour écarter un homme qui lui déplaît, pour faire la fortune d'un protégé obscur, il ne médite que des changemens et des réformes. Chaque jour voit éclore un nouveau projet, et notre conseil n'est en effet que l'instrument de quelques étourdis, ou de ces hommes pervers qui doivent languir dans l'obscurité et la misère, s'ils n'ont pas l'esprit de se faire un emploi, en imaginant une nouvelle sottise.

Ce sont ces caprices d'une politique insensée, qui, malgré notre penchant à toujours espérer et à tout croire, nous ont appris à ne compter sur rien. On a tant défait, refait, changé, altéré et bouleversé toutes les parties du gouvernement et de l'administration, que nos mœurs, nos usages ni nos pensées n'ont jamais eu le temps de contracter des habitudes, de suivre une allure certaine et de se consolider. Aussi, Dieu merci, nous flottons dans une incertitude perpétuelle. Personne n'est sûr de sa fortune, personne n'est sûr de son état; et nous sommes parvenus avec beaucoup de troupes et après deux guerres

laborieuses, qui auroient dû développer des talens, à n'avoir ni soldats ni généraux, à force de tout changer; nous avons avili la magistrature, et malgré tous nos traités, nous n'avons pas un allié sur lequel nous puissions compter.

Peut-on se déguiser ce qui doit résulter d'une pareille situation? Le citoyen même le plus vertueux ne se détache-t-il pas insensiblement de sa patrie? L'opinion, les préjugés, les vices mêmes ont quelquefois préservé une nation de la ruine qui la menaçoit; c'est que cette opinion, ces préjugés et ces vices donnoient un caractère aux citoyens, et qu'il reste toujours des ressources à un peuple qui a un caractère. Nous n'avons plus le malheureux avantage de pouvoir espérer quelque chose de nos opinions, de nos préjugés et de nos vices. L'inconstance de notre gouvernement a tout détruit sans rien établir. Nous n'avons plus de caractère, et dès-lors n'est-il pas aisé de prévoir le sort qui nous attend? Nous ressemblons à ces malades imprudens qui croiroient mourir, s'ils passoient un seul jour sans prendre quelque drogue qui aggrave leurs maux en affoiblissant leur tempérament.

Permettez-moi, monsieur le Comte, d'en revenir à M. le maréchal du Muy. Je ne puis m'empêcher de louer très-sincèrement cette inaction dont vous le blâmez. Il est allé au plus pressé ; ce n'est pas de nouvelles ordonnances que nous avons besoin, mais de faire respecter et observer les anciennes, de donner un même esprit aux troupes, et sur-tout de bannir l'incertitude où tant de ministres capricieux ont jeté tous les ordres de citoyens.

Notre conseil, dit-on, est aujourd'hui rempli de grands philosophes; je le crois : mais quelle est donc cette étrange philosophie qui ne leur apprend pas qu'ils ne doivent rien attendre de nous ni de leurs nouveautés, tant qu'ils n'auront pas commencé par donner à l'administration une marche uniforme et constante ? Pensent-ils en savoir davantage que tous ces hommes célébres de l'antiquité dont nous admirons le génie et les grandes actions, et qui croyoient que les républiques ne sont solidement affermies, qu'autant qu'elles sont attachées à leurs lois, à leurs usages et à leurs mœurs? Voilà ce que savoit fort bien M. le maréchal du Muy. Je crois, puisque tout le monde me le dit, que ce n'étoit pas un grand général ; mais les personnes qui

l'aimoient le moins, doivent aussi convenir qu'il étoit sans doute assez instruit de tout ce qui regarde la partie militaire, pour être choqué du désordre que ses prédécesseurs y avoient mis; mais il a pensé sagement qu'il ne falloit pas irriter le mal en voulant le guérir. Il a cru que le grand vice du militaire étoit le découragement, la lassitude et même le dégoût où il étoit tombé en voyant que rien n'étoit fixe. Qu'on le prenne tant qu'on voudra pour un homme sans esprit, parce qu'il n'imaginoit aucune nouveauté, mais je vous avertis qu'il y a encore quelques personnes qui ne seront pas de l'avis de ces censeurs.

Il vous est aisé, mon cher Cléante, d'imaginer combien mes propos durent paroître sauvages à un homme, qui ne rêve que de vastes projets, et qui ne balançoit à accorder à M. de Saint-Germain la plus haute estime, que parce qu'il n'osoit se flatter de lui voir faire toutes les réformes et tous les changemens dont il est persuadé que nous avons besoin. Vous êtes désolant, me dit le Comte d'un ton un peu chagrin, et je ne comprends rien à votre doctrine : soyez donc d'accord avec vous-même. Il ne faut pas beaucoup

vous presser, pour vous faire avouer que l'état se perd, qu'il court à sa ruine, que plus de la moitié du chemin est fait, et qu'il est temps de le préparer philosophiquement à cette catastrophe, en réfléchissant sur la fragilité et la destinée des choses humaines. Vous voyez l'orage suspendu sur nos têtes, et cependant vous prétendez qu'il ne faut faire aucun effort, aucune tentative pour le détourner. Nous convenons vous et moi que les maux sont grands; et il me semble que j'ai raison d'en conclure que les remèdes sont nécessaires, et qu'on ne peut trop se hâter d'y recourir. Vous, au contraire, vous prétendez qu'il n'en faut faire aucun; voilà une étrange politique, je n'y conçois rien. Voulez-vous qu'on reste les bras croisés en attendant la mort? Pourquoi non, répondis-je? Il me paroît assez raisonnable d'épargner des opérations pénibles et douloureuses à un malade dont on ne peut espérer la guérison. Cependant, monsieur le Comte, si vous avez encore la patience de m'entendre, je tâcherai de vous expliquer ma pensée. De tout mon cœur, me répondit-il; j'en serai quitte pour manquer à deux ou trois rendez-vous. Et je repris la parole.

Je vous demande pardon d'abuser de votre

bonté. Je vais remonter un peu haut; car pour mieux juger des remèdes que la politique emploie, et sur-tout de la manière dont elle les prépare, et des circonstances où elle doit les administrer, il me semble qu'il faut connoître l'origine et la nature des maladies de la société. Quelque bon que soit un gouvernement, avec quelque sagesse que toutes ses parties soient disposées pour agir de concert et se prêter une force mutuelle, il est sûr qu'il s'y prépare toujours quelque désordre, parce que nos passions, toujours inquiètes, toujours agissantes, toujours prêtes à nous séduire et à nous tromper par la sorte d'éloquence et de charme qui les accompagne, sont dans une fermentation continuelle. Elles regardent les lois comme une contrainte dont elles cherchent à se débarrasser. Tant que leurs efforts sont impuissans, et qu'elles se contentent de menacer la société, je croirois qu'il faut se garder avec soin de prendre ce qu'on appelle des remèdes de précaution. Peut-être irriteriez-vous les passions, au lieu de les calmer. Après l'effort qu'elles auroient fait pour s'affranchir, peut-être n'en seriez-vous plus le maître; vos remèdes ne serviroient, selon les apparences, qu'à affoiblir

le tempérament de la république, et peut-être que tout ce que vous feriez pour le fortifier, retarderoit et embarrasseroit le jeu de toutes les parties du corps politique.

Paroît-il quelque dérangement dans cette république bien constituée? Je vous conseille de ne point vous alarmer, comme une mère qui croit que tout est perdu, parce que son enfant n'a pas bien dormi. Il faut attendre, il faut se persuader qu'un bon tempérament trouve en lui-même de quoi se rétablir, sans secours étranger. Les symptômes fâcheux se multiplient-ils ? Il suffira encore de prendre quelque calmant, ou de donner du ton à des nerfs et à des fibres qui se relâchent. Un politique qui, dans ces circonstances, voudroit administrer de grands remèdes et les multiplier, je le comparerois à ce charlatan de Silva, que tout Paris a connu. Pour donner une grande idée de sa capacité, il feignoit de croire que tous les malades qui l'apeloient, étoient menacés d'une maladie très-grave, et qu'il étoit question de prévenir les accidens qu'annonçoient des symptômes fâcheux. Pour un rien, il commençoit donc par ordonner cinq ou six saignées et bourrer son malade de drogues. Il est vrai que la maladie dont

il vous avoit menacée ne paroissoit pas, mais il vous laissoit dans un état de foiblesse et de langueur qui devenoit quelquefois une maladie incurable.

Combien ne pourroit-on pas vous citer, monsieur le Comte, de ces Silva politiques, qui, pour se rendre nécessaires et faire les importans, ont bouleversé leur patrie? Si vous considérez avec soin les causes qui ont altéré la constitution des républiques les plus sages, vous remarquerez qu'elles ne doivent presque jamais leur décadence à des vices qui leur fussent propres, mais aux remèdes qu'on leur a donnés imprudemment, pour arrêter un petit mal ou produire un plus grand bien. L'histoire des Spartiates et des Romains vous en fournira plusieurs exemples. Vous verrez que pour fortifier une partie, on en a quelquefois affoibli une autre. Il n'y a plus eu d'équilibre dans tout le corps pour réparer le mal qu'avoient fait les premiers remèdes; il en a fallu donner de nouveaux, et ils ont achevé de ruiner le tempérament d'une république qui auroit pu vivre éternellement.

Mais supposons des gouvernemens qui n'étant, comme le sont la plupart, que l'ou-

vrage des circonstances et de nos passions, ont plusieurs vices qu'on ne peut se déguiser, et qu'il seroit utile de corriger; dans ce cas-là même, il me semble que je ne devrois pas me hâter d'opérer. Je me rappellerois que selon les plus habiles médecins, il y a des maladies qu'on ne doit pas vouloir guérir; il faut apprendre à vivre avec ses ennemis. Je songerois qu'il y a dans le corps humain des mystères qui confondent la médecine, et qu'il y en a peut-être de pareils dans le corps politique; et que tel vice qui me choque est peut-être la cause secrète d'un bien dont j'ai raison de m'applaudir. Si j'avois l'honneur d'être ministre, je payerois bien cher un premier commis de confiance qui m'avertiroit tous les matins de prendre patience, d'avoir beaucoup de circonspection, et sur-tout de résister à mon amour inconsidéré pour le bien public. Monseigneur, seroit-il chargé de me dire, ayez la bonté d'examiner si, en corrigeant cet abus qui est léger, vous n'en ferez pas naître un plus grand. Pour donner plus d'activité et de force à une partie, vous en rendrez peut-être une autre paralytique ou du moins très-paresseuse. Rien n'est parfait dans le monde, et ce seroit bien mal

connoître les hommes, que de vouloir leur donner des lois qui ne fussent sujettes à aucun inconvénient. Il peut se faire que ce vice qui vous déplaît, soit ce fiel ou cette bile qui incommodent quelquefois, mais qui sont nécessaires à la santé du corps humain. Ne desirez pas d'être plus sage que la Providence; elle-même elle ne nous a point donné de bien sans mélange, et elle a ordonné que le mal devînt une cause de bonheur.

J'imagine que ces avertissemens me rendroient sage, et qu'au lieu de me livrer à la manie de changer tout ce qui pourroit me déplaire, je me bornerois à un régime doux, et ma politique ne seroit point inquiète; je prendrois des précautions contre les accidens de la société, comme on en prend contre les incendies ou les inondations. Je songerois plus aux suites que peut avoir un mal qu'au mal même. Enfin, s'il faut tout vous dire, je ne voudrois ressembler en aucune façon à ces ministres empiriques, qui, sous prétexte d'établir une constitution parfaite, qui n'est que l'ouvrage de leur imagination déréglée, ont tout détruit, et n'ont laissé après eux que le despotisme le plus intolérable ou l'anarchie la plus insensée.

Fort bien, me dit le Comte, en m'interrompant, et je vous passe votre léthargie politique et votre aversion pour les remèdes, quand les maladies de l'état sont médiocres et supportables, c'est-à-dire, quand les citoyens ne se plaignent pas assez de leur condition pour se séparer de la chose publique, et qu'on a des forces qui peuvent imposer à des voisins inquiets et avides. Mais quand ces maladies ont fait de tels progrès, qu'elles annoncent une mort prochaine, quand toutes les parties de la république sont désunies, languissantes et sans action, voudrez-vous encore épargner les remèdes? Quand tout est désespéré, voilà, si je ne me trompe, le cas d'apeler les empiriques, et de hasarder les opérations les plus dangereuses : il n'y a plus rien à ménager, et la sagesse que doit vous prêcher tous les matins votre commis favori, pourroit bien alors n'être bonne à rien.

Je distingue, monsieur le Comte : si les parties nobles de l'état et qui lui donnent la vie, sont saines, et que les maladies ne se manifestent que dans quelques parties non importantes du corps politique, il n'est pas douteux que le ministre, chargé d'y veiller, ne doive y remédier promptement. Mais dans

ce cas-là même, j'ordonnerois encore à mon commis de me représenter que je dois me hâter lentement, et que ma grandeur pourroit bien se rendre ridicule en traitant une bagatelle avec beaucoup d'appareil. Examinez avec soin, me diroit-il, ce que vous allez entreprendre, car rien n'est plus dangereux que de faire des remèdes inutiles, ou d'en employer de bons mal à propos; au lieu de rendre la santé, ils l'affoiblissent nécessairement. Ne sacrifiez pas le malade, c'est-à-dire, l'état, à votre réputation; tandis que les sots, dont les louanges ne durent guère, loueroient votre activité, votre prévoyance et votre génie, les gens d'esprit, dont l'opinion subsiste, prendroient la liberté de se moquer de vous.

Mais si un venin secret, monsieur le Comte, circule dans toute la masse du sang qu'il a corrompu; si les poumons ulcérés ne respirent qu'avec peine; si l'estomac se refuse à ses fonctions; si un relâchement général des nerfs et des fibres ne laisse en quelque sorte aucune liaison ni aucun rapport entre toutes les parties; je dis qu'il n'est plus temps alors de recourir à la médecine, parce qu'elle

ne connoît aucun remède capable de ranimer ce cadavre.

Il s'en faut bien que je pense comme vous, me dit le Comte, et j'apelle de votre conversation à vos écrits qui sont médités avec plus de soin. Je me souviens à merveille, ajouta-t-il, que dans l'ouvrage que vous avez fait pour l'instruction du duc de Parme, et que vous m'avez permis de lire, vous dites que les états peuvent être immortels, et qu'il n'en est pas du corps politique comme du corps humain, que le temps seul, sans accident, doit détruire. Un médecin n'est pas un créateur; mais, au contraire, un législateur savant peut créer des organes nouveaux à la société, et lui donner une vie nouvelle. Vous conveniez donc autrefois qu'un cadavre pouvoit, pour ainsi dire, ressusciter; je crois que vous serez un peu embarrassé à me répondre.

Point du tout, monsieur le Comte, car je n'aurois qu'à vous dire qu'ayant réfléchi depuis avec plus d'attention sur ces matières, j'ai changé d'avis, et vous voyez que j'échapperois très-aisément à votre objection. Mais je conviens que j'ai eu raison de parler à M. le duc de Parme comme j'ai fait. Je suis convaincu que la politique peut créer des

organes nouveaux à la société quand elle en a besoin, et l'histoire vous offre l'exemple de plusieurs peuples qui, étant prêts à mourir, ont retrouvé une nouvelle vie; mais ce miracle est rare, et ne sera jamais l'ouvrage de ministres tels qu'on en voit dans toute l'Europe. Ne pensez pas, je vous prie, qu'en voulant contrefaire ridiculement le dieu, on n'ait qu'à dire, que la lumière soit, pour que la lumière sorte du néant. Malgré la haute idée que j'ai de la toute-puissance d'un secrétaire d'état ou d'un contrôleur-général, je crois qu'il éprouvera qu'il n'est qu'un étourdi, quand il disposera des hommes comme des meubles de son sallon, et croira qu'il suffit de leur assigner une place pour les arranger.

Supposons que le malade auprès duquel vous êtes appelé, ne veuille faire aucun remède. Voici, lui direz-vous, un élixir, un baume admirable qui vous rendra un nouveau sang, une nouvelle poitrine et un nouvel estomac: prenez. Je n'en veux point, je ne me soucie point de guérir, laissez-moi en repos. La gangrène, ajouterez-vous, gagne déjà la cuisse, et se portant bientôt aux parties qui sont le siége de la vie, vous mourrez certainement,

si

si je ne vous coupe pas aujourd'hui la jambe. Nous verrons, je n'ose pas, il faut attendre, il m'est impossible de m'y résoudre. Que ferez-vous avec de pareils malades ? Vous me parlez d'un fou, repartit le Comte, ou d'un poltron qui n'ose pas se guérir ; je les planterai là, et les laisserai mourir.

Voilà, repris-je, où je vous attendois ; nous sommes précisément comme ces malades que vous abandonnez à leur folie et à leur mauvais sort. Nos maladies politiques, monsieur le Comte, sont d'autant plus incurables qu'elles nous sont chères. Nous y sommes attachés ; nous ne les voulons point abandonner ; nous ne les abandonnerons pas ; vous voyez même que nous sommes dans une situation plus fâcheuse que les malades dont je viens de vous parler : notre raison est troublée, elle nous cache notre mal, et nous ririons du medecin qui nous proposeroit de nous guérir.

J'ai vu de près Versailles, dans un temps où la cour, à peine débarrassée du cardinal de Fleury, conservoit encore quelqu'apparence d'honnêteté, et n'étoit point étonnée en entendant les mots de règle, de loi, d'ordre et de bienséance. J'ai vu cependant

que tout alors se faisoit par intrigue, qu'avec un peu de protection, on pouvoit s'affranchir de tous ses devoirs, et que le bien public étoit sacrifié sans remords au moindre intérêt particulier. J'ai vu des ministres qui n'avoient qu'une ambition de valets, partager entr'eux le pouvoir du cardinal de Fleury, s'en servir pour se perdre mutuellement, et pour usurper le principal crédit sur un prince qui ne pouvoit point se passer d'un premier ministre, et que sa maîtresse dominoit impérieusement. J'ai vu ces ministres qui décidoient de notre destinée, être les esclaves de toutes les personnes dont ils croyoient avoir besoin pour n'être pas disgraciés. Ils achetoient, aux dépens du trésor royal, des amis, ou plutôt des créatures qui les servoient mal. Leurs ridicules intrigues, en décélant toute leur petitesse, imprimoient au gouvernement une foiblesse capricieuse qui détraquoit toute l'administration du royaume, et débauchoit tous les esprits.

Ce fut pis encore lorsque la femme d'un bourgeois de Paris, devenu miraculeusement une grande dame, eut détrôné les femmes de la cour, et porté dans le lit du roi, et par conséquent dans son conseil, le caille-

tage, le manége tracassier et les vues sublimes des sociétés de Paris. C'étoit-là l'aurore du beau jour qui a lui sous le règne de madame Dubarry; et je vous laisse à penser ce que devinrent les ministres, le roi, le gouvernement et la cour. Je sais bien que la scène a changé de face ; mais permettez-moi de le dire, si nous n'avons plus sous les yeux cette crapule dégoûtante qui a révolté les gens à qui il restoit quelques mœurs ou quelqu'idée des bienséances les plus communes, nous avons encore tous les vices qu'elle a fait naître, et pour comble de malheur, nous les avons sans en rougir, et sans même nous en apercevoir. C'est la même intrigue qui règne entre des ministres jaloux et divisés, et que suivent la même irrésolution et la même anarchie ; c'est la même avidité et la même prodigalité, quoique produites par des besoins différens ; c'est en un mot la même foiblesse et la même incertitude dans les ressorts du gouvernement. Venez actuellement, monsieur le Comte, proposer à ce pauvre malade, qui ne connoît pas son mal, de lui donner un nouveau cerveau, un nouvel estomac, une nouvelle poitrine ; apportez avec vous les élixirs les plus salutaires, les baumes les plus

souverains, et les bistouris tranchans que vous fournira la politique la plus sûre et la plus sage; et je vous réponds que, reçus avec dédain, on ne daignera peut-être vous écouter que pour s'amuser un moment de vos folies.

Vous voulez donc, me dit le Comte, que nos ministres ne puissent faire aucune réforme salutaire dans leurs différens départemens? Moi, monsieur le Comte! je voudrois, au contraire, qu'on pût nous donner un gouvernement parfait; et je vois avec douleur que nos ministres suent sang et eau pour imaginer des minuties que nous méprisons, et qui ne changeront rien à notre situation. Soit, monsieur l'abbé, et je conviens avec vous que nos ministres devroient, pour leur honneur et notre bien, s'occuper d'objets un peu plus importans; mais je ne conçois pas pourquoi vous vous plaisez à ne rien espérer. Pourquoi supposez-vous que nous rejetterons un remède salutaire dont on nous démontreroit la bonté? Tous hommes veulent être heureux; et dès qu'on nous aura prouvé évidemment, ce qui est facile, que telle loi, telle coutume et tel établissement nous sont pernicieux, pourquoi ne les chan-

gérions-nous pas? Pourquoi n'y renoncerions-nous pas? Aussi suis-je persuadé que nos maux tiennent beaucoup plus à notre ignorance qu'à des vices de notre cœur; et je désirerois, de tout mon cœur, qu'on commençât les réformes en nous éclairant.

J'y consens, repris-je, et je serois fort aise qu'on nous fît de beaux traités sur la nature du gouvernement et sur les lois les plus propres ou les seules propres à faire le bonheur des sociétés. Mais n'en déplaise à l'évidence des économistes; si Socrate et Cicéron renaissoient aujourd'hui parmi nous, ils nous trouveroient aussi indociles à leurs leçons que le furent les Athéniens et les Romains. Monsieur le Comte, ajoutai-je, vous faites trop d'honneur à la raison humaine. Cette raison dont nous sommes si fiers, et qui a produit tant de miracles dans le monde, en formant la société, n'a peut-être été que le partage d'un millier d'hommes depuis la création du monde. Dans tout le reste, ce n'est, pour ainsi dire, qu'un instinct un peu moins grossier que celui des animaux, et qui adopte sans choix toutes les opinions qu'on lui présente. Il n'est que trop prouvé que c'est le sort de la raison d'être battue à plate cou-

ture par les passions. Combien n'avons-nous pas d'excellens argumens qui démontrent, de la manière la plus évidente, que l'avarice, l'ambition, le luxe, la mollesse, &c. perdent les nations! Cependant jamais vous n'avez entendu parler des conversions opérées par ses argumens.

Je ne me rappelle pas trop, monsieur l'abbé, ce que j'ai lu à cet égard dans l'histoire; mais il me semble que nous voyons tous les jours changer de caractère. On rencontre très-souvent des avares qui font des actes de prodigalité; et quelquefois des poltrons retournés ont une contenance fort brave. Il ne s'agiroit, pour ainsi dire, que de prendre ces métamorphoses sur le temps; et pourquoi ne pourroit-on pas les fixer par quelqu'établissement solide? Pourquoi, monsieur le Comte? C'est qu'on ne sort de son caractère que par un effort, et qu'un effort nous gênant toujours et nous tenant mal à notre aise, nous ramène malgré nous à l'état que nous avons abandonné.

Je voudrois bien que le ministre fût assez simple pour compter sur un de ces engouemens qui, comme un tourbillon, traversent quelquefois Paris et bouleversent toutes les

têtes, et bâtit un systême sur ce fondement; comme nous ririons bientôt de sa folie et de la nôtre! De-là, je conclus qu'on ne peut rien attendre de bon ni de vraiment utile des lois ou du gouvernement d'un peuple dont la vie privée a corrompu les mœurs. Ce sont nos habitudes et nos passions domestiques qui composent ce venin secret et subtil qui, circulant dans tous les membres de l'état, affecte, carie et ulcère les parties nobles du corps politique, et rend tout remède impraticable. Pourriez-vous, monsieur le Comte, me citer l'exemple d'un peuple qui, étant abîmé dans ces vices agréables qui nous plaisent tant, et qui nous annoncent un avenir si malheureux, ait été capable de se prêter à une discipline austère, et de faire de grandes choses?

C'est-à-dire, me répondit le Comte, que pour espérer quelque chose de nous, vous voudriez que nos ministres commençassent par s'embarrasser de la vie que nous menons chez nous, et que le conseil d'état délibérât sur nos mœurs. Je l'avoue, je ne puis m'empêcher de trouver plaisant, et d'en rire, avec votre permission, quand vous voulez ériger nos ministres en pédagogues. Tant

mieux, repartis-je, qu'une conversation qui, naturellement devroit être triste et mélancolique, vous amuse et vous fasse rire. Puisqu'il en est ainsi, vous m'enhardissez; et si vous avez encore un moment à perdre, je vous développerai ma pensée avec plus de soin. De tout mon cœur, monsieur l'abbé; mais, repris-je, tandis que j'aurai l'honneur de vous parler, n'allez pas vous représenter les grimaces que feroient nos ministres, en tâchant de prendre la contenance et la gravité de Caton. Cette idée grotesque vous feroit éclater de rire, et moi-même alors j'aurois bien de la peine à penser quelque chose de sérieux.

Mais revenons. Vous conviendrez, continuai-je, que les hommes sont portés à agir suivant leur caractère; parce qu'il faudroit se donner beaucoup de peine pour se comporter autrement, et, comme j'ai pris la liberté de vous le dire, faire un effort sur soi-même, tandis qu'il est si doux de s'abandonner à son penchant. Or, d'où résultent nos caractères? Ce n'est, si je ne me trompe, que des idées avec lesquelles nous nous trouvons familiarisés, qui nous conseillent avant que nous les consultions;

et des habitudes que nous avons contractées. Je viens de me confirmer dans cette manière de penser, en réfléchissant sur Juvénal, dont je lisois la quatrième satyre quand vous êtes entré. Les goûts, les pensées, les habitudes qui forment d'abord notre caractère, et qui le confirment ensuite, où les puisons-nous? où les contractons-nous? C'est sans doute dans la vie privée. Toutes les personnes qui voudront un peu réfléchir sur elles-mêmes, s'apercevront sans peine que les idées qui leur sont les plus familières se présentent les premières à leur esprit, et que les objets nouveaux ne les frappent et ne les arrêtent qu'autant qu'ils ont quelqu'analogie ou quelque rapport avec ces idées. C'est en conséquence que nous raisonnons et que nous agissons. Par exemple, monsieur le Comte, vous vous trouveriez bien mal logé dans mon appartement dépourvu de toute élégance, et composé de trois petites pièces. Vous croiriez manquer d'air pour respirer, tandis que si on me donnoit votre hôtel, votre monde de valets, et tout l'attirail de votre fortune, je me trouverois empêtré de ma grandeur; comme le savetier de la fable, je regretterois la médiocrité de ma première

fortune. D'où vient cela ? C'est que nous menons une vie différente dès notre enfance, et qu'une éducation différente nous a donné une manière différente de sentir, de juger, de vouloir et d'agir.

Que penseriez-vous de moi, si, trouvant aux champs élysées, une bande d'enfans libertins qui se font des niches, qui jouent, qui folâtrent très-sérieusement, et comme s'il s'agissoit entr'eux de l'affaire la plus grave, je m'avisois de les sermonner, en leur montrant que ce jeu de barres, ces toupies, ces ballons, ne sont que des niaiseries indignes de les occuper, et les invitois à prendre dès ce moment la contenance et la conduite de leurs régens ? Vous me prendriez certainement pour un fou, et je le mériterois. Pourquoi donc cependant, approuveriez-vous, pourquoi loueriez-vous un ministre qui auroit précisément avec nous la même conduite que je me suppose avec mes écoliers des champs élysées ? Les riens qui nous ont toujours occupés, ne nous ont-ils pas retenus dans une éternelle enfance ? Sommes-nous capables d'entendre et de goûter des vérités un peu relevées ?

Examinez, je vous prie, quelles sont nos

idées et nos habitudes. Vous connoissez les gens de la cour: jaloux de frivoles distinctions qui ne distinguent point, occupé de titres qui les rendent ridicules, parce qu'ils ne les ont pas mérités; avides sur-tout d'acquérir de l'argent pour le prodiguer par leur faste ou dans une sourde crapule; que trouvez-vous là qui puisse sympathiser avec les principes mêmes d'une médiocre politique? De quelles pensées est-on occupé journellement à Versailles? De devoirs et d'offices de valetage, de faste, de luxe, d'un rival qu'on feint de ménager et qu'il faut perdre, de ses titres de noblesse, de bal, de comédie, de parure, de bonne chère. Combien on est content de soi, quand on a dit un mauvais bon mot, ou fait une méchanceté encore plus plate? Combien on est glorieux, quand on peut renchérir sur les commodités ordinaires, ou qu'on a trouvé une manière nouvelle de rendre la mollesse plus molle, la volupté plus voluptueuse, et la vanité plus folle et plus vaine? De-là, ce vide affreux qu'on trouve dans l'ame des grands, cette oisiveté fatigante qu'on promène de tout côté, pour chasser l'ennui qui l'accompagne, cette lassitude éternelle de ce qu'on

fait, cette langueur qui fait bailler au milieu des plaisirs qui ne paroissent agréables que de loin, et qui se fanent dès qu'on y touche.

Autant que nous l'avons pu, nous avons imité à Paris ce que vous appelez bon air, grâces et élégance; et nous avons cru nous élever au-dessus de notre état bourgeois, en prenant des vices de qualité. Il y a eu entre la cour et la ville une noble émulation. Les courtisans ont pris notre exactitude à les imiter pour une approbation, et Dieu sait combien ils ont varié, accru et multiplié leurs sottises pour mieux mériter notre estime. Vous ne riez plus, monsieur le Comte, et vous avez raison: C'est la misère, ce sont les désordres, les turpitudes ou les niaiseries de notre vie privée qui nous rendent incapables de recevoir les conseils ou les ordres du réformateur dont nous avons besoin. Les anciens n'avoient pas comme nous la folie d'espérer que des hommes qui n'auroient été que de jolis colifichets dans leur vie privée, devinssent d'excellens citoyens, des magistrats intègres, de braves soldats et des capitaines expérimentés, quand il plairoit à un secrétaire d'état de leur ordonner d'avoir de la probité et des talens. Ils savoient que

le mérite ne se développe pas dans la pratique ordinaire du vice. De-là, l'attention particulière qu'ils donnoient à l'éducation des enfans, et la vigilance avec laquelle ils veilloient aux occupations domestiques des pères.

Pour ma propre satisfaction, j'ai pris quelquefois le plaisir d'observer ce qui se passe dans un homme qui est appelé à un nouveau genre de vie ; et malheureusement j'ai toujours vu qu'il y transporte ses premières idées et ses premières habitudes. Un homme de qualité qui aime la musique est-il fait ambassadeur? je ne serai point surpris qu'il demande à Jelliot un bon violon, pour en faire un mauvais secrétaire d'ambassade. S'est-on élevé par des bassesses ou des étourderies? on continue dans les plus grandes places à être bas ou étourdi. L'homme qui sait faire fortune par son faste, croira éternellement que ses équipages, ses livrées et sa table sont ses plus grandes affaires. Quelles sont les pensées d'un commandant et d'un intendant qui partent pour gouverner une province? Tous les deux sont également éblouis et enivrés de leur pouvoir; mais remarquez que l'un l'exercera en homme de condition et l'autre

en bourgeois. Que croyez-vous qu'il se passe dans la tête d'un abbe, pendant la retraite qu'il fait pour se préparer à son sacre? Ce n'est point certainement de l'importance de ses devoirs qu'il est occupé, ni du salut de ses futurs diocésains; car il sort de sa retraite tout aussi mondain qu'il y étoit entré; et dans le prélat encore tout plein du Saint-Esprit, se retrouve l'ancien abbé, c'est-à-dire....

Vous êtes insupportable, me dit le Comte en riant, avec votre manière de voir les choses. Pardonnez-moi, lui répondis-je, ce n'est pas moi qui suis insupportable, mais les choses que je vois. Soit; mais, mon cher abbé, reprit-il d'un ton très-sérieux, si vous avez raison, où en sommes-nous donc réduits? Cette monarchie si ancienne, et qui avec un peu de sens commun, pouvoit se rendre immortelle, ne court-elle pas visiblement à sa ruine? Si nous sommes capables de penser, ne devons-nous pas craindre le sort de la Pologne? Je ne sais plus où j'en suis, vous avez dérangé toutes mes espérances et tous mes projets de réforme. Vous m'avez presque prouvé que nous ne changerons point, quoiqu'il plaise à un ministre de tout changer.

Votre politique ne peut-elle point s'accommoder de principes un peu moins sauvages! à force d'y rêver, on peut imaginer quelque chose d'utile, et sans bouleverser toute notre vie privée, on peut encore appliquer des remèdes salutaires aux parties les plus malades de l'état; et en les guérissant successivement, on parviendroit à rendre une certaine vigueur à tout le gouvernement.

Monsieur le Comte, je vais avoir l'honneur de vous répondre par une histoire. Dans ma jeunesse, j'ai connu deux jeunes débauchés qui, moitié grandes dames et moitié filles de l'opéra, se trouvèrent enfin très-sévèrement punis de leur libertinage. Les symptômes de la maladie devinrent très-graves, et il n'est plus temps de reculer. L'un appelle un docteur de bonne compagnie, doux, plaisant et le meilleur homme du monde, qui ne cherche qu'à plaire à son malade. Un indice se montre-t-il au bras ou à la cuisse? on applique quelque petit emplâtre, ou par quelque fomentation on le repousse en dedans, et on se borne à ôter au venin la force nécessaire pour se porter jusqu'à la peau. L'autre malade, au contraire, tombe dans les mains d'un docteur qui le traite avec

toute la sévérité de l'ancienne discipline. Il néglige les symptômes pour attaquer en grand capitaine, le siége du mal et sa source. Le patient souffre beaucoup, promet bien de n'y être plus repris, et deux mois après se porte beaucoup mieux que jamais. Pour son compagnon qu'on avoit fort ménagé, savez-vous ce qui lui arrive! tandis qu'il se flatte d'être bientôt guéri, le venin qui ne pouvoit pas se porter au-dehors, fait des ravages intérieurs. Chaque partie noble est à son tour affectée, et il meurt enfin, après deux ou trois ans de langueur, parce qu'il n'est plus possible de le faire vivre.

L'application de ma parabole est aisée à faire. Le venin politique qui infecte à mon gré toute la masse de l'état, c'est le vice de notre vie privée. C'est-là le foyer de tous nos maux, parce que les idées et les habitudes avec lesquelles nous sommes familiarisés, nous rendent incapables, ainsi que j'ai pris la liberté de vous le prouver, de remplir, avec une certaine énergie et une certaine constance, les devoirs que nous devons à la patrie. Quand les symptômes du mal se manifestent d'une manière trop sensible dans une partie du gouvernement, si le

le secrétaire d'état qui en est chargé ressemble à mon docteur débonnaire; il peut sans doute pallier le mal et obliger les symptômes à se cacher; mais le venin qui n'est pas détruit, circule toujours avec la même force; il se montrera sous une forme nouvelle; il produira un nouveau mal. Croyez-moi, monsieur le Comte, il n'y a de salut et de véritable santé qu'avec mon autre docteur.

Le Comte, mon cher Cléante, garda le silence pendant quelques momens, et je crus que ma parabole lui faisoit faire quelque retour désagréable sur lui-même; j'aurois peut-être mieux fait de tirer ma comparaison de quelqu'autre maladie; mais il faut me pardonner cette malice. Vous êtes désolant, me dit-il enfin, en reprenant la parole; on vous demande un remède, et vous me répondez qu'il n'y en a point; car, c'est me le dire d'une manière assez claire, que de vouloir commencer notre traitement par nous faire changer le train ordinaire de notre vie privée. Comment s'y prendroit on? quelle espérance raisonnable de réussir pourroit-on concevoir? quelle inquisition voulez-vous établir à Paris? nous ne changerons point. Nous autres gens d'un certain état, nous nous

moquerons et des réglemens salutaires que fera le gouvernement, et des espions de police; les magistrats fermeront les yeux ou feindront de ne rien voir, pour ne se pas faire des ennemis puissans ; et l'impunité sera établie, parce que nous serons tous coupables.

Je le crois comme vous, monsieur le Comte, et même je suis persuadé que si on parvenoit, par un miracle, à nous convertir, l'état n'en seroit pas mieux. Nous aurions beau vous prêcher d'exemple, vous autres courtisans, vous êtes trop endurcis dans le mal pour nous imiter. Je gagerois même que vous nous pervertiriez en peu de temps, car les vices agréables se communiquent avec une vîtesse extrême, et tout reprendroit son cours ordinaire. Ce ne seroit pas par Paris qu'il faudroit commencer; ce n'est pas là qu'est le siége du mal, il est à la cour. Oh! oh! reprit le Comte avec étonnement, c'est sur la cour que vous voulez opérer? Je vous avertis très-sérieusement que tous les missionnaires du monde y perdroient leur éloquence et leur morale. Aussi, répartis-je, n'est-ce pas sur leur secours que je fonde mes espérances. Je ne demanderois qu'un roi qui, connoissant le prix des vertus,

des talens et de la véritable grandeur, eût le courage de pratiquer constamment tous ses devoirs.

Il faudroit bien, sous ce nouveau régime, que les courtisans s'accoutumassent à cacher quelques-uns de leurs vices, et à prendre le masque de quelques vertus. La souplesse merveilleuse à laquelle ils sont accoutumés les serviroit utilement; après avoir été hypocrites, ils deviendroient enfin gens de bien, par ennui, par désespoir, et pour n'être pas éternellement en contradiction avec eux-mêmes. Dès que la cour sera convertie, ne soyez plus en peine de Paris. La manie que nous avons de nous élever au-dessus de notre état, et de vous copier bien ou mal, doit vous répondre que nous renoncerions sans beaucoup d'efforts à nos ridicules, et ensuite à quelques vices qui nous gênent et que nous n'avons que parce qu'ils sont à la mode. Après cette première réforme, il ne s'agiroit plus que d'empêcher une rechute; et il ne seroit pas impossible d'imaginer des réglemens et des lois qui, en liant le bonheur de chaque particulier au bonheur public, fixeroient en quelque sorte le bon ordre.

Dieu soit loué, s'écria le Comte avec

transport, on a bien de la peine à obtenir ce qu'on vous demande; malgré votre penchant à désespérer de tout, vous êtes donc forcé de convenir qu'il nous reste une ressource, et il ne faut plus que s'instruire de la nature de ces réglemens qui, comme vous le dites, fixeront à jamais le bon ordre. Voyons donc les lois qu'il faudroit porter. Je vous demande pardon, monsieur le Comte, et avant que d'entrer là-dessus dans quelques détails, il ne seroit pas inutile d'examiner quelques questions préliminaires; par exemple, ce roi dont nous parlons, quand viendra-t-il! Quand la nature aura fait en votre faveur les frais d'un Socrate; notre situation actuelle ne l'empêchera-t-elle pas de se développer? La vertu et le génie d'un homme peuvent-ils n'être pas écrasés par une fortune qui est au-dessus de toutes les forces humaines?

Si Dieu m'avoit mis à la place du roi, il me semble qu'avec mille fois plus d'esprit que je n'en ai, jamais je n'imaginerois que tout va mal dans mon royaume, tandis que je me trouverois si fort à mon aise. Comment voulez-vous, monsieur le Comte, qu'un prince, dont le berceau a été entouré de

flatteurs, à qui on répète tous les jours qu'il est le plus grand roi du monde, que ses ressources sont inépuisables, et que ses sujets, à toutes les grâces, joignent tous les talens, puisse se défier de la prospérité qui l'entoure? Nous autres simples particuliers, instruits dès notre enfance par la contradiction, qui sentons continuellement notre foiblesse, et que le plus léger caprice de la fortune peut détruire sans effort et dans un seul instant, n'aimons-nous pas à nous flatter, et ne savons-nous pas nous faire illusion? Nous ne voulons point troubler notre repos en prévoyant les malheurs de trop loin. Quel intervalle immense un roi ne doit-il donc pas voir entre l'abondance, les plaisirs et les flatteurs qui l'entourent, et la ruine, ou du moins l'humiliation et les disgraces qui l'attendent? Nous dépendons terriblement de notre fortune et de la décoration qui nous environne. Je me demande quelquefois ce que je serois devenu, si j'étois né un très-grand seigneur, et je vois avec étonnement que peut-être je ne vaudrois pas mieux que tel mauvais sujet que je prends la liberté de mépriser.

Les Charlemagne ont été rares et seront

toujours très-rares dans le monde. Peut-être même que ce prince se seroit endormi sur le trône, s'il eût succédé à une longue suite de rois ses aïeux ; et qu'au lieu de commander à des hommes qu'il falloit craindre, respecter, ou du moins ménager, il n'eût vu autour de lui que des esclaves qui aiment leur servitude. Il ne faut pas nous repaître de chimères. Jamais un roi, voulant faire des réformes dans son état, ne commencera par se réformer lui-même ; il dira comme madame de la Ferté, faisons jeûner nos gens ; mais il se gardera bien de nous donner l'exemple du jeûne et de l'abstinence. Il croira, au contraire, et par des raisons que l'ignorance et la dépravation des mœurs ont rendues assez vraisemblables, que son luxe, son faste, sa prodigalité et ses plaisirs sont autant d'attributs de sa dignité, et nécessaires par conséquent au bien public. N'ayant pas le temps de penser, parce qu'il est continuellement ennuyé par la multitude innombrable d'affaires qu'on lui fait passer sous les yeux et qu'on lui cache, comment pourroit-il soupçonner que ses bienfaits rendent ses courtisans insatiables, et qu'il ne peut attendre aucun service ni aucun avantage réel des hommes qu'il

a corrompus et avilis? Jamais il ne découvrira par quels liens, par quels rapports secrets les vices des plus petits bourgeois de Paris tiennent à la pompe royale; et que si le prince mettoit à la mode dans sa cour la modestie, la simplicité et l'économie, nous serions débarrassés de toutes ces coquineries journalières qu'on fait pour briller dans son quartier et cacher à son voisin sa superbe indigence.

S'il est comme impossible qu'un prince trouve par lui-même les vérités dont il a besoin pour remédier aux maux de son état, j'ai bien peur, monsieur le Comte, que ces vérités ne lui déplaisent si on prend la liberté de les lui présenter. Mais je consens qu'elles lui soient agréables, et qu'il soit capable de sacrifier ses passions les plus chères au bien public, aura-t-il la force de résister aux plaintes de sa famille? Les murmures et les flatteries de ses courtisans ne viendront-ils pas à bou d'amollir sa fermeté? Tout homme est homme et les princes sur-tout.

Mais je vais plus loin encore, et je crois ne me point tromper, en disant que personne ne donnera à un roi les conseils salutaires dont il a besoin. Supposons qu'il y ait dans le

royaume un homme qui ait fait de profondes méditations sur l'art de gouverner, et étudié avec soin ces différentes maladies politiques, et les remèdes qu'on doit y appliquer. Il verra infiniment mieux que moi tout ce qu'il faudroit faire, et tout ce qu'il n'est pas même permis de tenter. Quelle sera donc sa conduite? Il fuira le grand jour, il ne s'enrôlera point dans les cabales des philosophes clabaudeurs pour se faire prôner et étendre sa réputation; il évitera le commerce des grands, en un mot, il se tiendra à l'écart. On n'ira point le chercher dans sa retraite, ou si on l'y déterroit par hasard ou par la suite d'une intrigue de cour, il se refuseroit à la fortune qui le seroit venu chercher. S'il persiste constamment dans son refus, cet honnête homme sera pour nous comme s'il n'étoit pas, et je ne crois pas qu'il s'avise de donner des conseils. S'il consent, malgré sa modestie, à se charger d'un fardeau supérieur à ses forces, je juge qu'il est capable d'une grande foiblesse, que sans le savoir, il est la dupe de son ambition; et je prévois que cette ambition secrète qui va se développer, le mènera très-loin. Sa place, qui commence à lui plaire, l'a déjà corrompu, et il croit encore se sacri-

fier à l'état, en la conservant. Si je la quitte, dira-t-il, elle tombera entre les mains d'un homme moins habile et moins bien intentionné que moi, tout sera perdu, et quels reproches n'aurois-je pas à me faire! Mon sage s'accoutume donc à ne conseiller et à ne faire que la moitié de ce qu'il juge nécessaire. Au lieu de remèdes, il n'emploie que des palliatifs; et vous voyez évidemment que ce ministre merveilleux, réduit à négocier avec nos vices et traiter avec les abus, n'est pas loin de faire une fort mauvaise besogne.

Mais nous n'en sommes pas là, monsieur le Comte, et vous voyez malgré vous que j'ai raison. Nous savons tous depuis long-temps comment se fait le choix des ministres dans un pays où avec beaucoup d'intrigue, de souplesse, d'effronterie et sur-tout d'opiniâtreté, tout le monde peut avoir impunément de l'ambition et parvenir à tout. Quelques bonnes intentions qu'ait un roi, il ne peut choisir ses ministres que parmi les personnes qu'il connoît et avec lesquelles il vit; ou bien il faut qu'il s'en rapporte à ses favoris, qui lui donneront un de leurs protégés. Nous verrions un courtisan devenir ministre et secrétaire d'état; je ne crois pas

que dans sa colère Dieu puisse affliger une nation d'un plus terrible fléau. Je veux que votre courtisan ait assez d'esprit pour voir ce qu'il faudroit faire ; mais je vous réponds qu'il n'aura jamais assez de probité ni assez de courage pour hasarder sa faveur, en donnant des conseils salutaires mais désagréables. Tout ce que nous gagnerons sous l'administration d'un ministre grand seigneur, ce sera de voir périr le royaume d'une manière un peu plus gaie que sous la morgue pédantesque d'un homme de robe....

Si nous n'avons pour ministres que quelques-uns de ces hommes qui pourroient n'être rien, qui se poussent par des emplois subalternes, et pour qui la cour est un pays nouveau, soyez sûr que le grand pouvoir qui les a étonnés dans leurs prédécesseurs, les étonnera encore davantage, quand ils en seront eux-mêmes revêtus, et qu'ils pourront à leur tour renvoyer et confondre d'humbles cliens, en disant sèchement : *Nous verrons, le roi le veut.* Nous avons vu le despotisme de ces ministres parvenus ; personne n'est plus esclave qu'eux de la fortune. Ils tiennent à leur place, parce qu'ils en tirent tout leur lustre, et qu'une disgrace les feroit rentrer

dans le néant ; vous croirez que ces gens-là étudieront les besoins de l'état et consoleront la misère du peuple ? Bien loin d'ouvrir des avis salutaires dans le conseil, ils ne songeront qu'à servir les foiblesses du prince, et ils l'enhardiront au mal pour augmenter leur crédit et peut-être les profits de leur place.

Rappelez-vous tout ce que nous avons vu et ce que nous voyons de bizarre dans les choix de la cour. On prendra pour le ministère de la marine, un homme qui n'a jamais vu que les batelets de la Seine. Pendant combien de temps n'a-t-on pas confié la guerre à un maître des requêtes, pour avoir su lire au conseil un rapport que lui avoit fait un avocat ? Un pauvre secrétaire d'état ne sait-il où donner de la tête ? c'est une raison pour lui donner un second département. De la finance, on transportera M. Amelot aux affaires étrangères, dont il ne se doute pas, parce qu'il faut donner une place de finance à M. de Fulvy. Où n'ira-t-on pas chercher des contrôleurs-généraux ?

Mais, me direz-vous, monsieur le Comte, on ne fera plus de ces choix bizarres ; et je prendrai la liberté de vous demander sur quel

fondement vous établissez cette espérance. Mais soit, et je consens que désormais chaque ministre dans son département soit aussi habile, que l'est M. de Saint-Germain dans le sien. Je consentirai à tout ce que vous voudrez, et cependant il ne me sera pas encore possible de partager votre joie. Si vos quatre ou cinq ministres ne sont pas autant de Socrate, il y aura nécessairement entr'eux quelque principe de défiance, de désunion, de mépris, de jalousie et même de haine. Le roi ne les regardera pas tous du même œil, parce qu'il est impossible qu'il ait le même goût pour tous, et il n'en faut pas davantage pour les diviser. Les passions une fois éveillées et mises en mouvement par un grand intérêt, ne connoissent plus de bornes; et des amitiés une fois blessées et replâtrées, sont éternellement accompagnées de soupçons. Aucun ministre ne voudra souffrir que le département de son collégue soit en meilleur état que le sien. Bien loin de seconder celui qui fait le mieux, il se formera une conjuration contre lui. A peine commencera-t-il une entreprise, qu'on lui suscitera en public et en secret mille obstacles capables de l'arrêter. Un secrétaire d'état médite-t-il une

folie ou une sottise? on l'encourage à la faire, pour paroître moins fou et moins sot que lui.

Je voudrois bien deviner comment d'un pareil conseil il peut résulter des résolutions salutaires pour le peuple. Soyez donc persuadé, monsieur le Comte, que les hommes destinés à nous gouverner sont nos plus grands ennemis. Vous avez entendu parler cent fois des rivalités de M. de Louvois et de M. Colbert, et de tout ce qu'ils ont fait pour se perdre mutuellement. Un mauvais plaisant a dit qu'ils se portoient de grands coups d'épée au travers du corps de l'état. Cependant c'étoient des hommes qui auroient voulu faire le bien, mais ils ne faisoient que le mal par une suite nécessaire de notre malheureuse constitution. On a vu depuis les ministres se faire des malices de laquais; ce n'étoit pas leur faute s'ils ne faisoient pas mieux : et avec ces méchancetés subalternes, l'état étoit encore plus mal.

Mais en votre faveur je veux bien faire les suppositions les plus extraordinaires et les plus bizarres. Malgré la disette de connoissances, de talens et de probité que nous éprouvons, je consens donc que vous ayez

trouvé pour chaque département un homme très-vertueux et très-instruit des affaires dont vous lui donnerez l'administration. Me trouvez-vous enfin assez complaisant? eh bien, malgré les peines que vous aurez prises pour déterrer ces espèces de prodiges, je ne serai pas encore pleinement rassuré. Qui me répondra que vos quatre ou cinq merveilleux secrétaires d'état seront de bons ministres? Avec votre permission, mon cher abbé, quel galimathias me faites-vous là, me dit le Comte? et comment voulez-vous que je me figure d'excellens secrétaires d'état qui ne seroient que de mauvais ministres?

Je vais tâcher de m'expliquer, monsieur le Comte; j'entends par excellent secrétaire d'état, un homme de bien qui connoît parfaitement la partie dont il est chargé, et qui emploie les moyens les plus sages pour la porter au plus haut degré de perfection. Par excellent ministre, j'entends encore un homme de bien qui ne se bornant point aux détails et à l'administration d'un département en particulier, connoît tout l'ensemble et le jeu du corps politique, qui sait comment toutes les parties en sont unies, comment elles doivent s'aider par une action réciproque, et

qui doit sur-tout empêcher que l'une ne fleurisse et ne s'accroisse aux dépens des autres. Quatre très-bons secrétaires d'état, en ne songeant en particulier qu'à perfectionner leur département, pourroient rendre un gouvernement très-ridicule et très mauvais, parce qu'ils en détruiroient toutes les proportions.

Dès que votre excellent secrétaire, qui ne connoît que sa partie, y apercevra un défaut, il se hâtera sans doute de le corriger en faisant une faute; si mon excellent ministre ne lui apprend qu'il y a des vices politiques qu'il faut tolérer, que les plus grands avantages tiennent toujours à quelques inconvéniens, et qu'un petit mal produit quelquefois un grand bien. Il n'y a point de secrétaire d'état qui ne veuille attirer à lui toutes les forces du corps politique; et si vous l'écoutez, il vous éblouira en vous démontrant tous les avantages qui en résulteront. Mais un sage ministre voudra partager également les forces entre toutes les parties. Il sent qu'il lui importe fort peu d'avoir des bras forts et nerveux, tandis qu'il ne pourra pas se soutenir sur ses jambes; ou d'être en état de faire de longues courses, si ses bras, ses oreilles ou ses yeux le condamnent à une vie sédentaire.

Vous commencez, je crois, à m'entendre, monsieur le Comte, et c'est parce que nous n'avons eu que quelques bons secrétaires d'état, et jamais un excellent ministre, que nous nous trouvons dans la triste situation dont nous nous plaignons. Avec plus de remèdes qu'il n'en auroit fallu pour guérir l'Europe entière de tous ses maux, nous sommes tombés dans un marasme effrayant; c'est-à-dire, qu'avec mille fois, dix mille fois plus d'établissemens, de réformes et de changemens que n'en doit éprouver la république la plus parfaite, nous n'avons enfin réussi qu'à composer un corps monstrueux dont toutes les parties, bien loin d'être unies par un intérêt commun, sont ennemies les unes des autres, et ne croient plus faire un seul tout. Je crois être transporté au temps dont parloit Ménénius Agrippa, où tous les membres du corps humain conjurèrent contre l'estomac, et faillirent à être les dupes de la guerre qu'ils lui avoient déclarée.

Nous avons sans doute besoin de faire de grands changemens et de grandes réformes; mais il faut les faire dans de grandes choses, dans des choses importantes, capitales, et qui sont comme la source et le foyer de tout le

le bien et de tout le mal. Pauvres gens ! il est bien question de messageries, de coches d'eau et de cent autres niaiseries pareilles. Vous songez à me guérir de mes cors aux pieds, et j'ai une fièvre maligne dont le dépôt se fera peut-être demain dans mon cerveau ou dans ma poitrine. Que voulez-vous, monsieur le Comte, notre sort est d'être gouvernés par des sots qui ont les meilleures intentions du monde, ou par des gens d'esprit qui sont résolus à être des fripons quand il le faudra. *Hoc placet, ô superi, cùm vobis vertere cuncta propositum, nostris erroribus addere crimen.* J'espère beaucoup de M. de Saint-Germain ; j'espère que le ridicule dont se couvrent ses collègues, le préservera de la manie contagieuse de tout bouleverser. Ne se bornant point à être secrétaire d'état de la guerre, Dieu veuille qu'il voie nos besoins en ministre.

DU
COMMERCE
DES GRAINS.

Instar ego perpetui congiarii reor affluentiam annonæ.

Plin. Panegyr. Cap. 28.

Ne grondez pas, mon cher Cléante, si dans ma dernière lettre je ne vous ai dit que deux mots de notre aventure du 3 de ce mois. Un pillage fait avec gaieté, qu'on pouvoit prévenir sans beaucoup de peine, et qui n'a eu aucune suite fâcheuse, ne méritoit pas de longs détails. Mais puisque dans votre solitude vous aimez les longues lettres, vous allez être satisfait, et je vais vous rendre compte d'un entretien que j'ai eu avec Eudoxe. Vous le connoissez ; c'est de la meilleure foi du monde qu'il est économiste ; car il n'a pas un pouce de terre ni un grain

de bled à vendre. Il voit enchérir avec joie le pain, parce qu'il imagine que c'est le plus grand bien de l'état. Il ne conçoit pas comment le peuple est assez sot pour vouloir vivre à bon marché; et fou de son despotisme légal, il ne veut de liberté que dans le commerce, et sur-tout dans le commerce des grains.

Je le rencontrai hier dans notre allée écartée du Luxembourg. Il marchoit gravement, les mains derrière le dos, et paroissoit partager tous les soucis de M. le maréchal de Biron et du pauvre lieutenant de police que nous venons heureusement de perdre. Mon cher Eudoxe, lui dis-je en l'abordant, quel air pensif et sérieux! vous êtes abîmé dans de profondes réflexions; on vous prendroit pour un boulanger ou pour un ministre. Il n'est pas temps, me répondit-il, de plaisanter, après le spectacle que nous avons eu sous les yeux. Les émeutes et les brigandages commis dans les environs de Paris, à Saint-Germain, à Versailles même, presque sous les yeux du roi, sont la preuve d'une insolence qui ne connoît point de bornes. On a eu l'audace d'annoncer qu'on pillera les marchés de Paris le mercredi 3 de mai,

et on l'exécute à la barbe des mousquetaires, des gardes françaises et du guet. Voilà notre police dont tout le monde admire la vigilance et la perspicacité. Pour moi, je vous avoue que je ne saurois être tranquille. Que ne peut-il pas arriver quand on ne réprime pas avec force dans sa naissance l'entreprise d'un peuple insolent et furieux ? On va nous dévoiler de grands mystéres d'iniquité. Après avoir pillé les marchés et les boulangers, on peut piller nos maisons et nous égorger.

Vous vous faites, répondis-je, des images trop terribles d'un événement qui n'a presque pas troublé le repos de Paris, quoiqu'il fût question pour beaucoup de bourgeois de manquer de pain à leur dîner. Rassurez-vous en voyant le caractère des Parisiens; ils sont si débonnaires ! Je serois volontiers leur caution. Depuis notre prétendue révolte, nous n'avons pas parlé d'autre chose; et ce rabachage éternel m'auroit bien ennuyé, si je n'avois pas eu le bon sens d'en tirer parti pour connoître le caractère et les sentimens de tous les différens ordres de citoyens. J'ai vu que les personnes distinguées par leur état méprisent trop la populace, quand elle n'assiége pas la porte de leur hôtel, pour daigner la

craindre. Elles croient qu'il leur suffiroit de se montrer pour la faire rentrer dans son néant et sa patience. Nos grands sont terriblement braves quand ils se croient en sûreté. Dans une classe inférieure on a peur de bonne foi; et comme la peur est toujours injuste et cruelle, on voudroit qu'on dressât de tout côté des potences, et que sans forme de procès on y accrochât tous les coquins qui voudroient s'attrouper : ce sont les femmes sur-tout qu'il faut entendre. Le petit bourgeois qui sent, en étant obligé d'épargner, combien il lui seroit agréable de vivre à bon marché, est plus humain; il plaint le peuple; mais comme il craint qu'on ne pille ses boutiques, il trouve qu'il seroit plus sage de payer le pain quatre sous que de se révolter. Pour le reste de la canaille qui a fait le désordre, vous savez combien elle est accoutumée à trembler. Je l'ai vue au milieu de ses exploits; elle avoit de la gaieté et non pas de la fureur : un rien a suffi pour tout calmer. On pourroit, je vous assure, ôter sans danger à Paris l'air martial qu'on lui a donné, et je vous conseille, Eudoxe, de vous tranquilliser.

Que je me tranquillise! reprit-il, je m'en garderai bien, le feu est caché sous la

cendre. Les Parisiens seront d'aussi bonnes gens que vous voudrez, mais les campagnes ne seront pas tranquilles, leurs habitans ne sont pas civilisés. On commence à piller les fermes, pourquoi ne pilleroit-on pas bientôt les châteaux ? Seroit-ce pour la première fois qu'on verroit une jacquerie en France.

Permettez-moi, mon cher Eudoxe, de ne pas m'inquiéter sur la foi de vos prophéties. Ces paysans dont vous parlez, et qui ont causé le désordre dans les marchés des villes, ne volent pas; ils paient argent comptant ce qu'ils prennent, et ils veulent seulement acheter le bled à bon marché. Ce reste de morale que je vois en eux me rassure. Il est bien vrai que si on ne les réprimoit pas, ils s'accoutumeroient peu à peu à la licence la plus effrénée, et deviendroient des brigands, parce qu'on seroit obligé de les traiter comme tels. Mais on y mettra bon ordre. Notre ministère est si précautionné dans les petites choses; pourquoi craindre qu'il se néglige dans les grandes ? Il approche des troupes de tout côté; cavalerie, dragons, hussards, tout est en mouvement. Un maréchal de France, des lieutenans-généraux,

des états majors; il y auroit-là de quoi battre une armée d'Anglais ou de Prussiens.

Je penserois comme vous, me dit Eudoxe, si ces paysans mutins étoient les premiers auteurs, et non pas les simples instrumens du désordre. Mais, ajouta-t-il, n'avez-vous pas entendu dire qu'ils ont été excités à la révolte par des personnes riches et puissantes, qui ne peuvent souffrir les bons principes par lesquels on commence à se gouverner, et qui voudroient causer une révolution dans le ministère? Sans doute, répondis-je, mais mon parti est pris de ne rien croire de tout ce qu'on dit. Cependant, si de certains faits qu'on rapporte sont vrais, par exemple, des placards imprimés et de faux arrêts du conseil répandus dans les provinces, il faut avouer que la populace ne s'avise guère de ces subtilités, et que tout cela doit être l'ouvrage d'un autre ordre d'hommes. Quoiqu'il en soit, il seroit assez raisonnable de penser que le peuple s'est rendu le maître du prix des marchés, parce qu'il manquoit d'argent, et qu'ensuite les ennemis du ministère ont imaginé ces arrêts du conseil pour entretenir et exciter la fermentation des esprits. C'est sans doute pour remonter jusqu'à la source

de ce prétendu complot qu'on prend tant de précautions, en apparence inutiles, que le gouvernement s'arme de rigueur, et que la Bastille se remplit de prisonniers. On sera bien honteux, quand on verra que tout cela n'aboutira à rien. Enfin quand les émeutes de nos marchés subsisteroient encore pendant quelques semaines, et qu'on pilleroit quelques setiers de bled, y a-t-il là de quoi faire craindre une guerre civile ?

Eh ! non vraiment, me répondit Eudoxe d'un ton chagrin. Je sais bien que ce n'est pas là le signal d'une guerre civile, et que les coquins qui ont imprimé des placards et des arrêts du conseil, sont actuellement plus occupés du soin de se cacher que du prix du bled; mais qui me répondra que tout ceci ne ruinera pas la liberté du commerce des grains ? Le ministre de la finance est ferme, courageux, et parfaitement convaincu de la vérité de ses principes; mais on ne peut se déguiser que sa doctrine, dont il ne nous a encore donné qu'un essai, n'ait de grands adversaires, tant de gens se trouvent bien d'une mauvaise administration ! et je crains qu'on ne fasse valoir comme une puissante objection les troubles dont nous parlons :

on est si sot dans ce monde-ci : on est si méchant. Peut-être ne permettra-t-on pas à M. Turgot de suivre ses projets ; peut-être sommes-nous à la veille de retomber dans la barbarie et l'ignorance de Colbert.

A ces mots, mon cher Cléante, je ne pus m'empêcher de faire un éclat de rire. Figurez-vous, si vous le pouvez, le scandale que je donnai à Eudoxe : il me reprocha de n'aimer ni la patrie ni le bien public. Oh, oh ! repris-je en plaisantant, il ne tiendroit qu'à moi de me fâcher, mais, avec votre permission, je n'en ferai rien : raisonnons un peu de sang froid. Si par hasard, ou plutôt par gaucherie d'esprit, j'étois persuadé que la liberté du commerce des grains est une chose très-funeste à l'état, pourquoi, je vous prie, serois-je un mauvais citoyen en ne partageant pas vos inquiétudes ? Vous regardez comme un bien ce que je regarde comme un mal ; ainsi, en aimant également notre pays, vous détestez des émeutes qui peuvent ébranler la fermeté du ministère et renverser son système et ses projets ; et moi je puis les excuser et même les aimer, parce qu'il n'est pas impossible qu'elles soient la cause et le principe d'une heureuse révolution.

Vous perdez la tête, me dit Eudoxe en me regardant fixement. Apparemment que vous allez regarder ces paysans qui pillent les campagnes, et qui viennent dans les villes ameuter la canaille, comme les sauveurs de l'état. Elevez des statues à ces auteurs des placards et des arrêts du conseil qui les ont invités à se soulever. C'est dommage qu'ils cachent leurs noms, car vous ne manqueriez pas sans doute de célébrer par de grandes louanges des hommes, des Curtius, qui se dévouent généreusement au salut de la patrie.

Pas tout-à-fait, répondis-je, car je n'aime pas à prodiguer les louanges. Pour les mériter, il ne suffit pas d'avoir fait un bien; il faut avoir eu intention de le faire; et je gagerois que dans toute cette multitude dont vous vous plaignez, soit voleurs de bled, soit fabricateurs d'arrêts, il n'y a personne qui ait agi par principe d'honnêteté, ou qui soupçonne même le service qu'il a rendu à l'état. Il n'est pas rare que d'un mal il naisse un bien. Tous les jours, dans la vie privée, n'éprouve-t-on pas des événemens qui affligent, qui désolent, et dont bientôt on remercie le ciel, parce qu'ils sont devenus la

cause de quelque grand bonheur ? Il en est de même des états, et je pourrois vous citer cent exemples.....

Laissons votre érudition, me dit Eudoxe d'un ton chagrin. J'y consens de bon cœur, répondis-je. Mais, reprit-il, pour que vous pussiez avoir raison, il faudroit que la liberté du commerce des grains fût une politique dangereuse pour l'état. Or, je vous le demande, répondez-moi de bonne foi. Si le commerce des grains n'est pas libre, que voulez-vous que devienne l'agriculture, qui est l'ame de tout, et sans laquelle un état ne fleurira jamais ? On sera tour-à-tour tourmenté par la disette et par l'abondance. Gênez les fermiers, mettez des entraves à leur industrie; ils abandonneront leurs charrues, et ne se donneront point la peine de travailler pour recueillir des richesses inutiles. L'état, qui aura sottement tari la source de ses revenus en appauvrissant les cultivateurs, comment acquittera-t-il les charges dont il est grêvé? Tout le monde ne sera-t-il pas dans la misère ? C'est la liberté de vendre, d'acheter et de transporter à son gré les grains, qui va tout vivifier. Les terres ne seront plus couvertes de friches. De proche en proche

l'abondance se répandra de la classe des propriétaires dans tous les autres ordres de citoyens. Le roi et l'état pourront suffire à leurs besoins. Plus de banqueroute à craindre pour les rentiers : vous verrez tomber le prix de l'argent. Ce ne sont pas là des espérances chimériques, et je ne conçois point comment des vérités si démontrées, si claires, si évidentes, n'ouvrent pas les yeux à tout le monde.

Je ne vous contredirai point, Eudoxe. Je me fie, continuai-je, à vos promesses. Mais à votre évidence qui nous annonce un avenir si heureux, prenez-y garde, le peuple oppose une évidence qui regarde le moment présent, et ce moment est bien fâcheux pour lui. Comment voulez-vous qu'il se repaisse des belles espérances des économistes, tandis qu'il a faim, et n'a d'argent que pour acheter la moitié du pain dont il a besoin ? Il faut avoir de quoi vivre et n'être pas à jeûn trop tard, pour goûter la politique et la philosophie. Ces hommes sont si peu faits pour entendre raison quand la subsistance manque, ou qu'elle monte à un prix trop haut pour leurs facultés, qu'ils s'en prennent touiours au gouvernement, qui quelquefois n'est point cou-

pable, et violent alors toutes les lois de la subordination et de la propriété.

Quoiqu'un million d'exemples prouve que la conduite du peuple a été constamment la même dans la trop grande cherté des vivres, je blâmerai, si vous le voulez, notre canaille d'avoir pris de l'humeur. Mais n'y aura-t-il aucun reproche à faire au gouvernement ? Pourquoi le ministre, grimpé au sommet de la philosophie, dédaigne-t-il de se prêter à la foiblesse et aux folies de la misérable humanité ? Il ne suffit pas en politique d'imaginer de belles choses ; il faut encore trouver les moyens de les exécuter avec facilité. Nous sommes tous des enfans ; il faut nous traiter en conséquence, et ce n'est qu'à ce prix qu'on acquiert la réputation d'un grand ministre. Quelles mesures a-t-on prises pour que le peuple attendît avec patience et sans mourir de faim, ces richesses et cette abondance qu'on nous promet ?

Mais sans parler de cette populace qui n'a rien, qui pense peu, qui n'est occupée que de sa subsistance journalière, qu'on peut mépriser, mais qu'il faut cependant ménager, parce qu'elle a des bras que le désespoir peut enfin armer; pourquoi vous persuadez-vous,

mon cher Eudoxe, que votre système sur le commerce des grains soit d'une évidence à laquelle il est impossible de résister ? Je connois des gens d'esprit, et que je nommerois philosophes si les *encyclopédistes* n'avoient rendu ce nom ridicule, qui croient, par d'assez bonnes raisons, que vous êtes dans l'erreur. Songez-vous combien est nombreuse la classe des rentiers, qui n'étant point propriétaires, n'ont point de bled à vendre ? Seroient-ils fort déraisonnables, s'ils pensoient que le doublement du prix des denrées leur ôte la moitié de leur fortune, et qu'on les réduise à une économie qu'ils ne connoissoient pas ? S'ils se plaignent, sont-ils coupables ? pourquoi ne désireroient-ils pas de voir rétablir les anciens règlemens qui rétabliroient leur ancienne abondance ?

Libre à eux, me répondit Eudoxe, de désirer tout ce qu'ils voudront, pourvu qu'ils conviennent bien nettement que leurs intérêts personnels leur sont plus chers que l'intérêt public, et que la prospérité de l'état leur est indifférente. Ne suis-je pas aussi rentier ? Rien n'est plus bas que de songer toujours à soi, ni plus sot que de ne voir que le moment présent. Tant pis pour les rentiers, si leur

cupidité leur ferme les yeux, et les empêche d'appercevoir tous les avantages dont je viens de vous parler, et qui ne se feront pas attendre long-temps.

Vous êtes un Romain, Eudoxe, et cela est d'autant plus beau qu'on se pique bien plus à Paris d'avoir de l'argent qu'une patrie. Tous les rentiers penseroient comme vous, s'ils pouvoient se persuader qu'il suffit de se gêner pendant quelques années, pour voir enfin réaliser vos belles espérances. Mais qui ne sent pas, disent-ils, que tout ce systême de liberté n'est qu'une conjuration du ministère et des propriétaires contre les autres classes de citoyens? Les ministres veulent que les grains soient chers, parce qu'en les ramenant à un prix proportionné à la misère du peuple, il faudroit diminuer les tailles et les vingtièmes qu'on a rendus des dixièmes. Cette liberté n'est qu'un nouvel impôt, et qui rend plus onéreux ceux qu'on payoit sans trop murmurer. Ces propriétaires sont les dupes de cette politique frauduleuse, et les bonnes gens sont contens de voir augmenter leurs revenus, sans songer que cela ne durera pas toujours, et qu'enfin, ils partageront la misère publique.

Les rentiers que vous accusez de ne savoir pas lire dans l'avenir, vous imitent et font aussi leurs prophéties. Ils prétendent que la dépopulation suivra la misère occasionnée par la cherté des grains, et qu'avant que les propriétaires se déterminent à augmenter le salaire des manouvriers et des artisans, leur cupidité aura dévasté les campagnes. S'il faut les en croire, ces terres qu'on se hâte de défricher, deviendront bientôt de nouvelles friches; et les propriétaires, alors d'autant plus malheureux qu'ils se seront accoutumés à un luxe et à des dépenses excessives, verront enfin, mais trop tard, que le peuple étoit plus raisonnable et voyoit mieux qu'eux, quand il blâmoit la liberté du commerce des grains. Dans cette situation fâcheuse, ajoutent les rentiers, que voulez-vous que nous devenions? Où il n'y a rien, dit le proverbe, le roi perd ses droits. Ses dettes subsisteront, et la source de ses revenus sera tarie; comment donc éviterons-nous une banqueroute inévitable? Pour surcroît de maux, soyez sûr que les particuliers profiteront de ce malheureux exemple pour ne pas payer ce qu'ils doivent.

A vous parler franchement, mon cher Eudoxe,

doxe, je vous dirai que, prophéties pour prophéties, celles de vos adversaires me paroissent assez raisonnables. Je conviens avec vous que pour rendre un état heureux, il faut faire fleurir l'agriculture; mais je croirois que cette prospérité des campagnes tient à d'autres principes qu'à ceux des économistes. Les peuples les plus célebres par leur sagesse, et dont nous envions le bonheur, croyoient avoir tout fait, quand ils avoient affermi l'empire des lois et assuré la liberté des citoyens; qu'ils leur avoient donné des mœurs, du courage et de l'économie, et les avoient mis à portée d'amasser un pécule par leurs épargnes. Après cela la république, servie par des citoyens qui l'aimoient, trouvoit sans effort en elle-même la force et les ressources dont elle avoit besoin. L'agriculture étoit florissante, sans qu'on y eût songé, et sans le secours du législateur et des magistrats.

Nous avons changé tout cet ordre; causes et effets, nous confondons tout. Une agriculture florissante est la suite et non pas le principe d'un bon gouvernement. Vous aurez beau imaginer cent moyens pour donner aux campagnes une sorte de vigueur, je les croirai très-mauvais, tant qu'ils exciteront des plain-

tes et des murmures dans la partie la plus nombreuse des citoyens, et qu'ils étoufferont l'attachement, l'affection et les autres sentimens honnêtes qui sont la principale force d'un état. O l'admirable politique, qu'il faut défendre et soutenir par des mousquets et des baïonnettes ! Je suppose que vos nouveaux règlemens produisent le bien que vous en attendez ; je vous avertis de n'y pas compter. Ne voyez-vous pas qu'il y a dans le gouvernement un levain ou plutôt un poison qui altère et vicie toutes les branches de la société ? Tout le monde ne comprend-il pas que l'opulente prospérité des propriétaires et des fermiers ne peut être que passagère, tant que l'état aura des besoins insatiables et le ministère le pouvoir de lever des impôts arbitraires ? Vous voulez enrichir les propriétaires en ruinant tout le monde ; rien n'est plus ridicule. Ne faut-il pas que des vendeurs trouvent des acheteurs à leur aise ? Plus ceux-ci seront hors d'état d'acheter, moins les autres pourront vendre. Si on vouloit faire fleurir l'agriculture d'une manière durable, on devoit commencer par assurer la fortune ou du moins l'aisance de ce que vous appelez *la classe stérile* : il falloit qu'elle pût assez con-

sommer pour encourager les travaux et l'industrie de l'agriculture. Je ne suis point étonné que des ministres qui agissoient au jour le jour, qui vouloient de l'argent à quelque prix que ce fût pour se maintenir dans leur place, et qui ne s'embarrassoient point de ce que deviendroit le royaume après eux, ayent sacrifié la multitude et les rentiers aux propriétaires et aux fermiers, pour augmenter les tailles et doubler les vingtièmes. Mais je suis confondu, en voyant que le nouveau ministre des finances, dont je connois la probité et les lumières, suive des principes destructeurs. Il nous sacrifie à la postérité; mais que dira la postérité, quand elle éprouvera à son tour les suites funestes de la politique à la mode?

Il me parut, mon cher Cléante, que mes raisonnemens avoient fait quelqu'impression sur l'esprit d'Eudoxe, du moins prenant un ton plus radouci, il ne me parla plus avec la même confiance. Il y auroit cent choses à vous répondre, me dit-il, mais cette discussion nous mèneroit trop loin. Vous allez voir bientôt comment nos écrivains ministériels vont réfuter le galimatias de M. Necker. N'a-t-on pas déjà pulvérisé l'abbé Galliani?

Quand on vous aura fait toucher au doigt et à l'œil les avantages qui résultent de la liberté du commerce des grains; quand on vous aura développé les ressorts secrets de la concurrence qui peut seule produire des richesses et fixer un prix convenable à tous les ordres de citoyens, alors vous verrez qu'on n'a à combattre que des préjugés qui se dissiperont peu à peu; et vous cesserez peut-être de craindre pour l'avenir.

Nous verrons, répondis-je, si vos écrivains ministériels donneront enfin de meilleures raisons qu'ils n'ont fait jusqu'à présent. S'ils sont sensés, il me semble qu'ils parleront moins du bien que la doctrine des économistes a fait, que de celui qu'on en attend. Actuellement qu'ils sont en force, je leur conseillerois de se taire pour ne se pas compromettre. S'ils continuent à me citer tant d'arpens défrichés et mis en valeur, tant de millions rentrés dans le royaume par l'exportation des grains, et les baux de toutes les terres considérablement augmentés, je parlerai à mon tour de toutes les provinces où des hommes qui gagnoient dix ou douze sous par jour, étoient obligés d'acheter le pain plus cher que nous ne le payons actuelle-

ment à Paris, qui est le centre et le gouffre de toutes les richesses du royaume. Je dirai que des malheureux ont été obligés pour vivre de vendre leurs chemises, leurs draps, leurs couvertures et tous les ustensiles de leur chaumière. Je parlerai de l'augmentation des impôts : je dirai que dans l'abondance, on a éprouvé les inconvéniens de la disette : je dirai que la charité des paroisses ne peut plus suffire à la multitude des pauvres. De cette misère, sont nées trente émeutes, qu'on n'a calmées qu'en menaçant les citoyens d'une espèce de guerre où des pendus ont été les trophées de la victoire. Je croirois, mon cher Eudoxe, ne pas rendre justice au ministère actuel, si je ne regardois pas les désordres dont nous venons d'être témoins, comme une très-forte objection contre la liberté du commerce des grains. Pourquoi tout cet appareil de guerre, pourquoi toutes ces troupes en l'air, si les esprits ne sont pas agités? S'il n'y a rien à craindre, pourquoi arrêter tant de monde? pourquoi remplir les prisons? J'aime mieux croire au mécontentement du peuple qu'à la sévérité trop dure et déplacée du ministère. Se flatte-t-on de persuader par une pareille conduite? croit-on par-là remé-

dier aux maux? La terreur peut imposer silence, mais elle n'est qu'un mal de plus; et quand on aura contraint le peuple à mourir patiemment de faim, croira-t-on que le royaume sera bien administré?

Vous voulez donc, me dit Eudoxe, qu'on en revienne aux principes de M. Colbert, et qu'on remette en vigueur tous ses réglemens prohibitifs! Vous ne me répondez point, parlez donc, que voulez-vous enfin? Ce que je veux, repartis-je, c'est qu'on se donne la peine d'examiner en détail les réglemens de ce ministre avant que de les condamner en gros. Je voudrois, continuai-je, que nous séparant de notre étourderie française et présomptueuse, qui croit tout apercevoir, tout connoître, tout approfondir d'un coup d'œil, on recherchât avec soin si le commerce des grains ne doit pas être soumis à de toutes autres règles que le commerce des autres marchandises. Pour moi, je crois que c'est pour avoir confondu tout cela, que les économistes remplissent leurs écrits de sophismes et de mauvais raisonnemens.

La simple raison me dit qu'aucun de mes besoins n'est aussi pressant, aussi constant, aussi journalier que celui que j'ai de manger.

Si mon habit, mes chemises, mes bas et mes souliers ne valent rien, j'ai le temps d'attendre; et jamais on on n'a lu dans l'histoire qu'il soit né de-là quelque sédition. Mais je ne puis me passer un jour de pain sans avoir la mort devant les yeux; et les esprits se portent alors aux dernières extrémités. Notre subsistance journalière est une chose trop précieuse et trop importante, pour l'abandonner aux entreprises, aux spéculations, aux espérances et à l'avidité des commerçans. Plus nos besoins sont de première nécessité et urgens, plus ces hommes avides du gain nous feront une loi dure et impérieuse. A tous autres égards je ne crains point leur monopole; ils seroient les dupes de leur complot et de leur avarice, parce que j'aurois le temps de tirer de l'étranger les choses dont j'aurois besoin. Mais la faim est impatiente, et je serai mort avant qu'il soit arrivé des bleds de Dantzick ou de Barbarie.

M. Colbert a eu tort de soumettre les manufactures à des inspecteurs et à des contrôleurs inutiles, et je regarderai sans peine cet établissement comme une suite de la malheureuse manie qu'ont tous les ministres de créer des places, sans autre objet que de

procurer un emploi à quelqu'ami ou à quelqu'arrière-protégé. La gêne des fabricans n'étoit d'aucune utilité pour le commerce; mais s'il pensa que pour être humain, ne pas exciter des émeutes, des révoltes, et ne pas éprouver des révolutions, les bleds devoient être un objet de conservation économique et non pas de commerce, je crois qu'il eut la plus grande raison du monde. Il comprit que plus il y a dans une nation d'hommes qui ne sont pas propriétaires et qui n'ont que leur industrie pour vivre, plus le gouvernement doit être attentif à les préserver du monopole, et à ne pas laisser monter les denrées de première nécessité à un prix qui ne seroit pas proportionné avec leur fortune.

Voulez-vous, mon cher Eudoxe, vous convaincre de l'importance de cette vérité? vous n'avez qu'à réfléchir un moment à ce qui arrivera dès que votre liberté de commerce sera établie. Sur-le-champ des espèces de marchands, qui ne seront ni propriétaires ni fermiers, formeront de grands magasins de bled; ils auront intérêt de le vendre le plus cher qu'il leur sera possible, et par conséquent de le faire renchérir par cent manœuvres qu'il est très-facile d'imaginer; à moins que vous

nedis iez avec les économistes, qui sont les meilleures gens du monde, qu'on se contentera d'un profit honnête et médiocre, et que personne n'a l'ame assez dure pour vouloir faire fortune aux dépens des pauvres. En effet, je leur ai ouï dire un million de fois que quand le setier seroit monté à vingt-quatre livres, on se hâteroit de se défaire de ses grains. Rien ne paroît absurde, quand on soutient une opinion par esprit de cabale et de parti. Ils rioient de tout leur cœur de la sottise de notre édit qui, en permettant l'exportation chez l'étranger, avoit ordonné que les ports seroient fermés dès que le bled monteroit dans les marchés voisins à dix écus. Ils se moquoient de la simplicité de nos ministres, qui, prenant des précautions contre des accidens chimériques, n'avoient pas l'esprit de voir qu'il étoit impossible, de toute impossibilité, que le bled montât à trente francs.

A moins que de n'avoir aucune idée de l'ordre, de la marche et du progrès de nos passions, il faut convenir que l'avarice dédaigne les gains qu'elle fait dès qu'elle espère d'en faire de plus grands. Soyez-en sûr, vous verrez quelques commerçans plus entrepre-

nans et plus hardis que les autres, qui arrheront les grains de tout un canton, et seront les maîtres en ne fournissant pas abondamment les marchés, de faire augmenter à leur gré le prix de cette denrée. Il s'établiront une espèce d'empire sur les marchés qui les environnent, et ils y domineront despotiquement. Pourquoi ? C'est que les commerçans des pays voisins, sentant l'excellence de cette savante manœuvre, l'imiteront. Ils comprendront qu'en voulant aller au secours du peuple vexé, ils mettroient des entraves à leur propre industrie, et la cupidité formera une espèce de ligue offensive et défensive entre tous ces honnêtes gens. Me direz-vous que le gouvernement fera transporter des grains de quelque province éloignée ? Je répondrai que votre gouvernement, sur lequel je ne compte pas trop, se charge d'un emploi qui lui coûtera beaucoup d'argent, et dont le peuple ne tirera qu'un avantage passager. On sera instruit de la marche de ces bleds, et la veille ou le jour de leur arrivée, les marchés se trouveront abondamment garnis. Les blatiers que le gouvernement aura fait voyager à ses dépens, riront sous cape de sa sottise; et pour peu que ce bel arrangement politique subsiste, vous

verrez que le roi se ruinera à vouloir inutilement soulager ses sujets ruinés.

Je dis donc que, par sa nature, le commerce des bleds ne doit se faire que par la voie des laboureurs et des fermiers. Ce sont ordinairement des hommes simples, dont les vues ne s'étendent qu'à quelques lieues de leur habitation. N'ayant point l'ambition sublime et vaste des commerçans et des financiers, ils se contenteront d'un profit proportionné aux facultés des acheteurs. Ils sont sans cesse obligés de faire de l'argent pour payer leur maître et les impôts; et la médiocrité de leur fortune ne leur permettra pas de faire de grands amas de bled qui les rendroient les tyrans de leur canton. J'ajoute que les bleds ne doivent se vendre que dans les marchés; et si pour prévenir des transports inutiles vous permettez aux possesseurs de grains de faire des ventes dans leurs greniers, la loi en doit régler la quantité et la mesure. Ce commerce privé ne doit pas aller au-delà d'un setier ou deux, parce que les marchés publics représentant seuls l'abondance publique, il est de la dernière importance qu'ils soient richement pourvus.

J'ai quelque peine à vous entendre, me dit

Eudoxe en m'interrompant, car de toutes les entraves que vous mettez au commerce des grains, il me semble que je suis en droit de tirer des conséquences que vous ne voudriez point avouer. En prescrivant des bornes très-étroites à l'industrie, vous enfouissez, vous détruisez les richesses, vous en tarissez la source. Que nous importe d'habiter le pays le plus fertile de l'Europe, si vous nous défendez de tirer parti de cette fécondité en vendant aux étrangers le superflu de nos denrées? Je puis même croire que par votre arrangement vous voulez couper tout commerce entre les provinces, et ne pas permettre que celle qui regorge de grains, et qui ne sait qu'en faire, aille au secours de celle qui meurt de faim. Peut-on imaginer une pareille doctrine? Comme on traiteroit les pauvres économistes, s'ils avoient dit quelque chose de pareil! D'ailleurs, pourquoi attentez-vous à mon droit de propriété? car c'est y attenter que de m'empêcher de disposer à mon gré de ce qui m'appartient, et de vendre mes grains dans l'endroit qui m'est le plus commode.

Je fis remarquer à Eudoxe qu'il entassoit objections sur objections, et que pour me faire entendre, il falloit que je misse un cer-

tain ordre dans mes réponses. Peut-être, ajoutai-je, ne me soupçonneriez-vous pas d'empêcher les provinces de se secourir mutuellement, si vous m'aviez écouté avec un peu plus de patience. Moi qui voudrois qu'on traitât les étrangers en amis, je ne consentirois certainement pas à traiter nos compatriotes en ennemis. Mais avant que d'examiner par quels moyens nos provinces peuvent s'aider, je voudrois leur apprendre comment elles peuvent se passer de tout secours. Je demanderois donc qu'on établît des greniers d'abondance dans les principales villes de chaque district; et c'est de là que je tirerois mes ressources en temps de disettes, ou quand, par quelque manœuvre imprévue, des fermiers tenteroient de faire hausser le prix des grains. Ce moyen est le seul capable de prévenir les maux que je crains le plus. Sans ces greniers publics, le peuple ne sera jamais certain de sa subsistance; il faut le mettre en garde contre les terreurs de son imagination, si on ne veut pas qu'à la moindre augmentation des grains, il sente plus vivement le poids de sa misère, et qu'il en résulte des agitations dangereuses.

Je chargerois les officiers municipaux des villes, de la régie de mes greniers. Ils les ou-

vriront, dès que les bleds seront montés à un certain prix qu'il est aisé de fixer. Ils feront les achats dans un temps convenable; et pour ne point passer par les mains des commerçans que je crois aussi funestes que la famine, et qui ne manqueroient pas de se rendre nécessaires, les officiers des provinces qui ont éprouvé une mauvaise année, s'adresseront à ceux des provinces qui auront eu une récolte abondante. Vous voyez donc, mon cher Eudoxe, qu'en évitant les maux de la disette, on ne sera exposé à presqu'aucun des inconvéniens de la trop grande abondance. La correspondance qui s'établira entre toutes les provinces du royaume, empêchera qu'il n'y ait quelque part un superflu inutile et perdu. Après tout, j'aime mieux qu'il se perde un peu de grain, que de hasarder la vie des citoyens et la tranquillité publique.

Je prévois les objections que vous pouvez faire contre l'arrangement que je propose, et tout ce que vous me direz de nos officiers municipaux; mais croyez-vous qu'avec nos mauvaises mœurs, notre passion effrénée pour l'argent, et notre adresse à nous établir des profits ou des honoraires, je me flatte de remédier à un mal par des moyens qui ne soient

sujets à aucun abus ? Je n'ai pas la bonhomie des économistes. Je vous dirai toujours : Pesez les inconvéniens qui sont inévitables dans l'administration actuelle, et ceux qui suivront ma régie; et vous verrez que tout l'avantage est de mon côté. Il ne faut pas se le déguiser, nous en sommes venus à ce point, que ce n'est plus le bien que nous devons nous proposer, mais le moindre mal; et qu'un ministre qui pensera autrement, se repaîtra, comme Caton, de vaines chimères, en voulant établir la république de Platon sur la lie de Romulus.

Après avoir donné, pour de bonnes raisons, tout le commerce des grains aux seuls laboureurs et fermiers, voudriez-vous que pour arranger une communication de secours entre les provinces, j'eusse recours aux intendans, et que ces pères de leur généralité fussent chargés de la pourvoir de bleds étrangers dans les mauvaises années ? Je l'avoue, j'aurois une répugnance extrême pour cet arrangement. Ces messieurs, accoutumés à faire un petit rôle à Paris, perdent la tête quand ils se voient subitement métamorphosés en monarques absolus dans leur province. Leur table et les jolies femmes du pays ab-

venus d'un partage, je sais qu'il n'y a point de loi plus sacrée que celle de la propriété. Je dois sans doute jouir de ma fortune, et toute la force publique doit être le garant de ma jouissance, si on veut affermir la tranquillité publique. Mais il seroit bien étrange de penser que mon droit de propriété est entamé, si on veut me soumettre aux lois de la raison, et gêner mon avarice ou ma prodigalité. Bien loin que par un faux respect pour la propriété, le législateur doive permettre aux riches d'abuser de leur fortune pour l'accroître encore au détriment de la chose publique, il doit s'y opposer, au contraire, de toutes ses forces. Si les pauvres sont citoyens comme les riches, si de trop grandes richesses d'une part, et une trop grande pauvreté de l'autre, multiplient les vices d'une société, et la plongent dans les plus grands malheurs, quel sera l'homme assez peu raisonnable pour prétendre qu'une saine politique ne peut prescrire aux riches les conditions auxquelles ils jouiront de leur fortune, et les empêcher d'opprimer les pauvres ?

Messieurs, disois-je aux propriétaires, je vous prie de faire attention qu'en vous défendant de vendre vos grains autre part que dans

les marchés, je ne fais que prévenir le monopole, et empêcher que vos richesses particulières ne deviennent la cause de la misère publique. Mettez la main sur la conscience, et convenez de bonne foi que vous ne seriez point si jaloux de cette liberté dont vous parlez en enthousiastes, si vous ne vouliez pas en abuser. Si vous êtes persuadés que tout vous appartient, que la société est faite pour vous, et que vous devez seuls en recueillir les avantages, vous ne méritez pas qu'on daigne vous écouter, et il faut vous traiter comme des ennemis publics. Si vous êtes assez justes et assez raisonnables pour penser que tous les citoyens doivent être également chers au législateur, pourquoi exigez-vous qu'il porte atteinte à la fortune des rentiers pour augmenter la vôtre, et qu'il immole à votre cupidité cette multitude innombrable qui n'a que ses bras et son industrie pour subsister ? Puisque les lois de nos pères n'ont pas eu la prudence de préparer une sorte d'égalité, et d'empêcher que toutes les propriétés ne devinssent le partage d'un petit nombre d'hommes ; puisque les riches n'ont laissé aucun héritage aux pauvres, ce qui est un grand mal ; faut-il pour le rendre encore plus grand, leur per-

mettre de pressurer le peuple, et d'en tirer plus qu'il ne peut gagner à la sueur de son front ?

Messieurs, ajouterois-je, prenez garde que vous ne trouvez quelque avantage à faire renchérir les grains, que parce que vous avez la dureté et l'injustice de ne pas proportionner le salaire des manouvriers aux prix des denrées que votre avarice à établis. Mais vous flattez-vous que cet heureux temps durera toujours ? Pour vous désabuser, tâchez de voir quelles seront nécessairement les suites de cette liberté que vous réclamez avec tant de bruit. Si vous ne voulez pas changer de conduite, et que le gouvernement vous favorise, il faut que bientôt les pauvres craignent d'avoir des enfans, et que les pères et les mères les laissent mourir faute de pain. Avant qu'il soit vingt ans, le royaume aura perdu un tiers de ses habitans. La consommation diminuant, le prix des bleds doit aussi diminuer ; et la misère publique vous fera enfin la loi, comme vous la lui faites aujourd'hui. Que deviendront alors toutes ces belles espérances dont vous vous repaissez ? Bien loin de défricher de nouvelles terres, vous verrez qu'il vous sera inutile de cultiver celles que

vous mettez aujourd'hui en valeur, et que vous voulez si sottement qu'on regarde comme le plus grand des biens. Votre situation sera d'autant plus fâcheuse, après cette révolution, que vous vous serez accoutumés à une plus grande abondance.

Mais en supposant que vous vous laissiez toucher par les larmes des malheureux, avant que la population soit diminuée, ce que je ne crois pas; et que vous ayez consenti à donner aux hommes qui travaillent pour vous des salaires proportionnés au prix nouveau des denrées; ayez la bonté de me dire quel sera le résultat avantageux de votre injustice et de toute la peine que vous vous donnez. Vous aurez doublé vos revenus, soit; mais vos dépenses auront aussi doublé. Avec cent mille livres de rente, vous ne serez pas plus riches que vous ne l'êtes aujourd'hui avec cinquante; parce que vous ne pourrez faire que les mêmes choses et avoir les mêmes vices. Je vous pardonne d'être les dupes de votre cupidité: elle trouble et aveugle la raison; mais je ne pardonnerois pas au législateur qui a des devoirs sévères à remplir, d'avoir pour vous les complaisances d'une mie qui passe tout à un enfant gâté.

Il ne tiendroit qu'à moi, mon cher Eudoxe, de le prendre sur un ton encore plus sérieux. Je pourrois dire que les émeutes dont nous venons d'être témoins n'étoient rien ; mais qu'elles peuvent annoncer et préparer des événemens plus importans. Les mutins, il est vrai, ont à peine fini leur pillage, qu'ils ont montré de la crainte et du repentir. Les uns ont restitué ce qu'ils avoient pris, les autres ont fui et se sont cachés dans les bois. C'est la conduite que devoient naturellement tenir des hommes accoutumés à trembler devant un cavalier de la maréchaussée et au nom de monsieur l'intendant ; mais soyez sûr qu'une seconde fois ils seront moins timides et par conséquent plus entreprenans. S'ils ne voient plus de ressource, si le désespoir les irrite, ils brûleront les fermes et les châteaux, et le gouvernement, qui n'aura pas prévenu ces désordres, ne pourra peut-être pas y remédier.

A l'égard de l'argent que le commerce extérieur des grains feroit entrer dans le royaume, et dont vous trouvez si mauvais que je vous prive, je vous demanderai, mon cher Eudoxe, à quoi nous sert tout cet argent et si nous n'en avons pas assez ; on en a toujours trop

quand on a pas l'art de l'employer avec sagesse. N'avons-nous pas éprouvé que la misère peut subsister à côté des plus grandes richesses? Ignorons-nous encore que l'abondance de l'or augmente les besoins, et que la multitude des besoins, compagne du luxe et de la pauvreté, produit tous les vices et tous les abus qui perdent les états, et pour comble de maux nous fascine les yeux et nous empêche de connoître notre situation et d'y remédier? Avec votre argent, donnerez-vous de la modération au prince et au gouvernement, des mœurs aux grands, de la modestie aux bourgeois; et de l'ame, en un mot, à tous les citoyens?

Mais c'est trop vous entretenir de ces propos platoniques et trop vrais pour être aujourd'hui entendus. Je ne vous prierai pas même de vous désabuser de cette erreur qui fait regarder le commerce comme la source, le principe et la cause de la prospérité des sociétés. Je consens, pour vous faire plaisir, que l'argent soit une chose excellente, qu'on ne puisse jamais en avoir trop, et que notre ministère pour en attirer beaucoup ne doive négliger aucune branche de commerce. Je pars de cette politique à la mode, et j'en

conclus que l'exportation des grains doit être défendue. Pourquoi? c'est que le commerce étranger ne peut fleurir dans un pays qu'autant que la main-d'œuvre y est à bon marché ; c'est-à-dire, que les vivres doivent n'être pas chers. Cette observation n'est pas de moi, elle est de l'homme du monde qui a examiné et suivi l'ordre ; les progrès, le cours et les révolutions du commerce avec le plus de sagesse et de génie. En effet, il est évident que le peuple, où les salaires et les journées des ouvriers sont les moins considérables, peut donner ses marchandises à meilleur marché, et que les acheteurs les préféreront toujours à tous les autres commerçans.

Dites-moi donc, je vous prie, si on peut imaginer une politique plus ridicule et plus inconséquente, que celle d'un gouvernement qui se proposeroit à la fois de faire fleurir son commerce avec les étrangers, et de faire renchérir les vivres et la main-d'œuvre. Vous devez même sentir qne cette conduite fera déchoir votre commerce intérieur. Plus les subsistances et les alimens sont chers, plus on est obligé de porter l'esprit d'épargne et d'économie dans les autres dépenses ; l'augmentation du prix des grains fera donc l'an-

guir le travail de vos manufactures. Par quel miracle prétendrez-vous que la décadence de votre commerce intérieur étendra et multipliera les branches de votre commerce étranger ?

En méditant plus profondement sur ces objets, les novateurs qui nous persécutent, auroient compris qu'il y a des commerces qui doivent nécessairement se nuire quand on veut les faire fleurir à la fois. Au lieu de vouloir forcer la nature des choses, ils s'y seroient soumis avec prudence ; et pour attirer dans le royaume cet argent dont ils attendent de si grands avantages, ils auroient vu qu'il falloit conserver religieusement nos grains dans nos greniers et nos marchés. Nous habitons un sol fécond en toutes sortes de productions, qui ne sont pas des productions de première nécessité, et dont nous pouvons trafiquer avec les étrangers, sans hasarder la vie des pauvres citoyens et la tranquillité publique. Grâces au talent que nous avons de perfectionner les niaiseries, et à la sottise de nos voisins qui se font un honneur de nous imiter et de vouloir paroître Français, nos modes, nos caprices, nos colifichets, nos folies, seront toujours d'un assez

grand produit, pour faire pencher la balance du commerce en notre faveur. Permettez-moi de préférer à notre nouvelle doctrine celle de M. Colbert.

A ces mots, mon cher Cléante, représentez-vous, si vous le pouvez, l'étonnement ou plutôt l'indignation d'Eudoxe, c'étoient des exclamations, des mots jetés au hasard, des phrases entrecoupées; et comme tout cela dans le fond ne signifioit rien, il ne m'est pas possible de m'en souvenir et de vous en rendre compte. Mon cher Eudoxe, lui dis-je enfin après avoir joui de son embarras, tâchez de vous calmer. Vous vous tromperiez beaucoup, si vous pensiez que je regarde M. Colbert, comme un ministre parfait qui se soit proposé le plus grand bien du royaume, et dont tous les établissemens doivent être superstitieusement respectés. Je conviens avec toutes les personnes qui distinguent la politique de la charlatanerie, que l'ambition de ce ministre et sa passion de plaire au plus fastueux des princes, ont porté un coup mortel au royaume dont il devoit préférer le bonheur à tout. Il étoit plus jaloux de parvenir à ses fins que de s'en proposer de vraiment utiles. Je sais qu'il a trop favorisé les arts inutiles et les manufactures de

luxe, et nous pouvons lui reprocher aujourd'hui de nous avoir donné plusieurs de nos vices qui perdront peut-être la monarchie.

Je ne lui pardonne point les gênes et les contraintes auxquelles il a soumis les fabricans ; et ses inspecteurs et ses contrôleurs me paroissent bien plutôt faits pour placer et récompenser des protégés, que pour favoriser le progrès des manufactures et empêcher que le public ne fût trompé par de mauvaises marchandises. Il vouloit trop se mêler de tout, parce qu'il étoit jaloux de son autorité. Il aimoit mieux gouverner par des ordres particuliers, maladie commune à tous les ministres, que par des lois générales ; et sa protection devoit quelquefois incommoder les commerçans. Voilà certainement de grands torts, et je ne les dissimule pas ; mais se proposant pour son objet principal de suffire aux besoins toujours renaissans de Louis XIV, aux dépenses presque continuelles de la guerre, et au faste encore plus ruineux de la paix, comment n'auroit-il pas vu tarir à chaque instant ses ressources, s'il eût voulu se conduire par les principes que nous adoptons ? S'il n'avoit pas compris que le commerce ne doit se faire que des marchandises superflues,

et jamais des denrées de première nécessité auxquelles la vie des citoyens est attachée, et dont on ne peut se passer un seul jour; s'il n'avoit pas eu le bon esprit de fournir au peuple une subsistance facile et à bon marché, jamais ses manufactures et le commerce étranger n'auroient apporté dans le royaume l'argent dont il avoit besoin. On auroit fait la guerre, parce que le roi étoit ambitieux; mais on l'auroit faite malheureusement, parce qu'on auroit manqué d'argent. Enfin, pour tout dire en deux mots, Louis XV, en montant sur le trône, auroit trouvé la France aussi déserte et aussi pauvre que l'Espagne.

Nous avons les mêmes torts que M. Colbert. Nous croyons, comme lui, que l'or est le nerf de la guerre et de la paix; nous croyons comme lui, que nous ferons fleurir le royaume à force d'argent, et qu'il ne doit être question que d'augmenter les revenus du roi; mais il s'en faut beaucoup que nous raisonnions aussi bien que lui pour parvenir à la même fin. Il s'étoit fait de mauvais principes, mais du moins il raisonnoit conséquemment, et il ne détruisoit pas d'une main ce qu'il élevoit de l'autre. Pour nous, nous ne nous proposons pas une fin plus raisonnable et plus sage que M. Colbert,

et nous n'avons pas seulement l'esprit de prendre la route qui nous y conduiroit, et d'employer les moyens les plus analogues à nos vues. Tout dépend, disons-nous, d'un riche commerce et d'une nombreuse population; voilà les bases du bonheur et de la force; fort bien : et après avoir établi cet axiome, nous ne manquons pas d'adopter la politique la plus propre à ruiner les manufactures et à faire mourir le peuple de faim.

On voit bien, me dit Eudoxe en tâchant de sourire, qu'on a raison de dire qu'il y a fort peu de choses qui ayent le bonheur de vous plaire. Vos raisonnemens paroissent assez spécieux, mais je crois que ce sont de purs sophismes, et il ne seroit pas impossible de vous le prouver. Vous vous arrêtez dans de petits détails qui ne décident de rien; et il faudroit remonter à ce grand principe de la liberté qui doit tout vivifier, et qui sera véritablement la corne d'abondance pour tous les ordres de citoyens. Mais ces discussions qui demandent une extrême exactitude, ne peuvent point être traitées comme il faut dans un simple entretien. D'ailleurs une affaire que je ne puis remettre, il s'agit d'obliger un malheureux, me force malgré moi de vous quitter, et j'es-

père que vos objections ne dérangeront point la liberté du commerce des grains.

Mes objections, répondis-je, ne sont rien, il n'y a qu'à n'y pas songer pour n'en être pas embarrassé; et c'est assez communément le parti que prennent les ministres. Mais il n'est pas tout-à-fait aussi facile d'esquiver les difficultés que fait la canaille en pillant les boulangers, les marchés et les fermes : malgré qu'on en ait, cette sorte d'argument se fait entendre. Le ministère a pris de si grandes précautions pour réprimer et contenir les mutins, qu'on pourroit, je crois, gager sans témérité qu'il a eu quelque peur. Si ce n'est pas pour rire qu'on a fait marcher précipitamment tant de troupes; qu'on leur a délivré plus de cartouches que s'il s'agissoit d'aller à une bataille; qu'on a tenu un lit de justice et dérangé l'ordre judiciaire; qu'on remplit la Bastille de tant de gens dont on ne tirera vraisemblablement aucune lumière; on pourroit encore gager qu'on ne veut point de nouvelles émeutes, et que pour tranquilliser le peuple, on fait donner des ordres secrets aux fermiers de porter des grains aux marchés. Voilà une belle occasion pour se rétracter sans qu'il y paroisse. En feignant de se prêter

par sagesse aux caprices, à l'entêtement et à la folie du peuple, ce qui dans le fond est très-nécessaire et très-prudent; on sauvera l'honneur de la doctrine économique, on en abandonnera tout doucement les principes, et dans un an vous verrez qu'on n'y pensera plus. Je connois assez les lumières de notre ministre des finances, pour juger que son erreur ne sera pas éternelle; il se trompe de bonne foi, et sa probité me répond que par engagement de système il ne voudra point se perdre avec l'état. Je l'espère aussi, me répondit Eudoxe en me quittant, et je compte qu'il aura assez de fermeté pour ne pas abandonner la vérité connue. La politique est faite pour conduire les fous et non pas pour les suivre; vous verrez qu'on nous forcera à devenir heureux malgré nous, et bientôt la félicité publique fera cesser tous ces raisonnemens qu'on sera bien honteux d'avoir faits.

L'humeur d'Eudoxe me réjouit, et je vous avoue, mon cher Cléante, que je ne fus pas fâché de voir que mes raisonnemens l'embarrassoient. Les hommes, dans les matières même les plus intéressantes, se soucient bien peu de la vérité; ce qu'ils aiment, c'est de voir régner leurs opinions. Pourriez-vous me dire

ce qu'on entend par ce grand principe de liberté qui doit nous procurer tant d'avantage ? grand mot, je crois que des enthousiastes ont mis à la mode, que mille échos répètent, qui n'offre aucune idée, et qui couvre beaucoup d'ignorance. Veut-on dire que chacun doit être le maître de faire le commerce comme il l'entend, sans être soumis à d'autres règles que celles que lui dictent son intérêt et son industrie ? Si c'est cette liberté qu'on demande, jamais on n'a rien imaginé de plus insensé. Qui ne sait pas que la cupidité est le principe, la fin et l'ame du commerce ? Il faut donc le soumettre à des lois d'autant plus rigides, que l'avarice est capable de produire les plus grands maux. Sans parler des mœurs publiques qui ne tarderoient pas à se dépraver, il me semble qu'une liberté sans bornes, bien loin de faire fleurir le commerce, le détruiroit entièrement. Ne sent-on pas que quelques hommes plus industrieux et plus riches que les autres profiteroient de leurs avantages pour mettre entre leurs mains tout le commerce ? Cependant il est clair qu'on n'attirera tout cet argent qu'on désire tant, qu'autant que le commerce sera partagé en différentes branches, qui ne faisant que de petits profits n'en négligeront aucun, et

vaudront

vaudront par conséquent des sommes immenses à l'état. En suivant ce grand principe de liberté on pourra avoir quelques commerçans fort riches, mais on n'aura certainement qu'un très-pauvre commerce.

On me répondra que je me livre à des terreurs paniques, que je ne sais ce que je dis, et que la France fera le commerce le plus avantageux. Soit, j'ai tort, j'y consens; et je félicite le ministre de se vautrer sur des monts d'or et d'argent. Mais je crains bien que sa prospérité ne soit pas de longue durée. Vous êtes un étourdi, lui dira brusquement M. Cantillon, et il faut que vous ayez la vue bien courte pour vous applaudir d'un succès qui vous annonce une prompte décadence. Lisez mon ouvrage; ne vous y ai-je pas dit, ne vous y ai-je pas prouvé que le commerce produit d'abord la richesse et ensuite la pauvreté ? Lisez vous-même, mon cher Cléante, dans l'ouvrage de M. Cantillon la manière dont il développe et démontre cette révolution. Si, comme je n'en doute pas, il a raison, je prierai le ministre de songer au jugement que la postérité portera de lui, quand même, avec sa liberté sans règle, il seroit parvenu pendant son administration à combler le royaume de

richesses. Ne pourra-t-on pas lui reprocher d'avoir été bien borné dans ses vues, s'il n'a pas compris que sa prospérité ne seroit que passagère; ou bien méchant, s'il a sacrifié les générations suivantes à la sienne. Ne serois-je pas en droit de conclure de toutes ces réflexions que le bien de l'état exige que le commerce soit soumis à des règles très-sévères, que la liberté des économistes nous seroit funeste, quand même elle pourroit d'abord produire tout le bien qu'elle promet?

Vous êtes peut-être las, mon cher Cléante, de lire tout ce que je viens de vous écrire; mais je compte sur votre patience, et je ne finirai point cette lettre sans vous parler de l'origine et des progrès de la politique à la mode. Vous vous rappelez sans doute, qu'il n'y a que vingt à vingt-cinq ans qu'on observoit avec une sorte de religion les réglemens de M. Colbert sur l'administration du commerce. A l'exemple de Voltaire, dont vous connoissez le jugement, et qui sert d'oracle aux personnes qui ne sont ni tout-à-fait sottes ni tout-à-fait gens d'esprit, l'habitude étoit prise de l'appeler le grand Colbert. Il jouissoit de toute sa gloire, lorsqu'un homme de beaucoup de génie et qui avoit fait le

commerce à Cadix avec succès, ayant acheté une charge d'intendant du commerce, dérangea toutes les idées de son bureau, et porta la première atteinte à la réputation de M. Colbert. Il avoit éprouvé cent fois par lui-même, que les réglemens de ce ministre gênoient l'industrie des commerçans et s'opposoient au progrès du commerce; il parla avec beaucoup de liberté contre les lois prohibitives, et mit d'autant plus de force et de constance dans ses discours, qu'il ne pouvoit convertir ses confrères; et qu'il étoit écouté avec avidité par une foule de petits maîtres des requêtes qui se destinoient à être intendans ou ministres, et croyoient tout savoir en criaillant : *liberté, liberté; il ne faut que laisser faire, et se tenir tranquille.*

Voilà donc une secte formée. On ne balance point à se moquer de toutes les vues de M. Colbert, telles qu'elles soient, car il auroit été trop long et trop pénible d'étudier et de méditer ses établissemens, pour les blâmer ou les louer à propos : j'ai vu tel sot acquérir subitement la réputation d'homme de mérite, parce qu'il étoit plus impertinent que les autres. Mais je vous prie de remarquer que pendant que cette bande d'enthou-

siastes se livroit à sa présomption et à son engouement, M. de Gournay, éclairé par son génie et les nouvelles circonstances où il se trouvoit, se déshabituoit de considérer le commerce en commerçant, et prenoit l'habitude de le regarder en homme d'état. Il comprit que le commerce n'est pas l'état, mais seulement une partie de l'état; que toutes les classes de la société tendent à avoir des intérêts opposés, et que l'habileté du politique est de les consolider, pour que l'une ne fleurisse point aux dépens de l'autre. Il jugea qu'il peut y avoir des gênes salutaires dans le commerce, et que son intérêt, bien entendu, doit être quelquefois bien différent de celui des commerçans. Dès-lors, il fut plus circonspect; il modifia ses principes, et mit des bornes à la liberté indéfinie qu'il avoit prêchée.

Vous connoissez assez les hommes, pour deviner ce qui devoit résulter de là. Pour suivre M. de Gournay dans sa nouvelle doctrine, il auroit fallu beaucoup d'esprit, d'étude, de sagacité et de méditation; et ses disciples, qui n'étoient plus capables de l'entendre, prirent le parti de se croire supérieurs à lui. Ils le regardèrent comme un homme

qui n'avoit pu se dégager de tous ses préjugés, qui avoit ouvert, il est vrai, la carrière, mais qui n'avoit pas la force de la parcourir toute entière. Cette secte n'ayant plus de chef qui la contînt et la guidât, faisoit de belles réflexions sur la foiblesse de l'esprit humain; et en plaignant M. de Gournay de n'oser descendre dans toutes les conséquences du grand principe de la liberté, se préparoit à donner dans les écarts les plus bizarres et les plus insensés. C'est à cette manie qu'on doit la ruine de la compagnie des Indes. Qu'on la laisse faire, elle nous mènera loin; c'est en détruisant tout, qu'on croira édifier et réparer.

M. de Gournay alloit faire ce que n'a pas fait M. Cantillon; il se proposoit d'examiner quelles lois la politique doit se prescrire à l'égard du commerce, et personne n'étoit plus capable que lui de nous éclairer sur cette partie importante du gouvernement, de faire connoître quelle sorte de protection on lui doit, et le point où un commerce trop riche commence à devenir un mal général. Malheureusement, il fut prévenu par la mort, laissant beaucoup de disciples de ses erreurs, et pas un de sa sagesse.

J'ai été témoin de la révolution qui se fit dans les sentimens de M. de Gournay. L'ayant prié de me communiquer son commentaire sur Child, qu'on ne lui avoit pas permis d'imprimer, parce qu'il étoit, disoit-on, trop hardi ou trop contraire à la pratique du conseil, il m'accorda cette faveur, en m'avertissant que je trouverois dans son ouvrage plusieurs choses que je n'approuverois pas, qu'il condamnoit lui-même, et qu'il se proposoit de changer. J'ai eu tort, me dit-il, de regarder le commerce comme la partie principale du gouvernement. Le manque d'argent est un mal, mais j'ai eu tort de croire qu'on ne pouvoit jamais en trop avoir. J'effacerai tout ce que j'ai écrit sur le crédit public; je le regardois comme un avantage; mais en le considérant plus attentivement, j'ai jugé qu'on en abuseroit toujours. J'aime la liberté dans le commerce, mais je ne veux pas qu'elle dégénère en licence. Ce ne sont pas là, mon cher Cléante, les propres paroles de M. de Gournay, mais je puis vous répondre qu'elles rendent exactement sa pensée.

Tandis que la doctrine d'une liberté sans bornes s'accréditoit et acquéroit de jour en jour de nouveaux partisans, un homme qui

n'avoit jamais songé qu'à des opérations de chirurgie et à des ordonnances de médecine, auxquelles il avoit joint par amusement une métaphysique assez embrouillée, acheta une terre dans le Bourbonnois, dont il donna la régie à un de ses fils. Voilà donc M. Quesnay entièrement occupé de ce nouvel objet. C'étoit certainement un homme d'esprit, et on le jugeoit tel quand on avoit le bonheur de le comprendre; mais il ne voyoit jamais que devant lui et le seul objet qu'il avoit sous les yeux. Ce n'étoit point M. de Gournay dont la vue embrassoit un long espace autour de lui, qui comparoit les objets et qui en saisissoit les rapports. D'ailleurs, M. Quesnay étant merveilleusement ignorant en politique et peut-être en administration domestique, il étoit tout simple qu'il prît pour d'admirables découvertes les premières trivialités qui se présenteroient à lui, et ne fût pas en état d'examiner et de réfuter les erreurs qu'il auroit imaginées, pourvu qu'elles eussent quelqu'apparence de vérité.

Sa première découverte fut que si les productions de la terre augmentoient de prix, les revenus de ses nouveaux domaines augmenteroient également, et qu'il se trouveroit avoir

fait une excellente acquisition. Un premier succès encourage. Si le *produit net* des propriétaires, dit M. Quesnay, est doublé, les richesses de l'état seront une fois plus considérables qu'elles ne l'étoient; et le roi, dont le revenu ordinaire ne peut suffire aux besoins de l'état, pourra sans effort, et en faisant le bien de tout le monde, lever jusqu'à six cents millions sur ses sujets. Quelle ressource! quel trait de lumière! s'écrièrent les partisans de la liberté indéfinie du commerce, qui, jusques-là n'avoient été occupés que de manufactures, de péages et de douanes. C'est alors qu'on crut avoir une démonstration complète du radotage pusillanime de M. Colbert, et un argument pour persuader et gagner le ministère. Nous n'y avions pas songé, M. Quesnay est le plus grand homme du monde, le commerce des grains vaut mieux que le Pérou, et l'on n'est plus embarrassé que de l'emploi des richesses immenses qui viennent au-devant de nous.

M. Quesnay se trouve donc chef de la secte que M. de Gournay avoit formée. On court à lui, on l'entoure, on le consulte. Ce ne sont plus des estropiés ou des malades qui remplissent sa chambre, mais des appren-

tis politiques, parmi lesquels il se glisse quelques intrigans qui n'auroient pas été fâchés de plaire à un homme qui avoit du crédit sur l'esprit de madame de Pompadour. *L'ami des hommes* fut sa première conversion. Il lui souffle son esprit, et le charge d'éclaircir sa doctrine et de la rendre sensible aux esprits ordinaires. L'obscurité que j'ai déjà reprochée au docteur, ne nuisit point au nouveau titre d'oracle qu'on lui conféra. Au contraire, ce défaut est souvent utile, et tandis qu'il ne cache que de l'ignorance et des idées confuses et à peine ébauchées, on croit souvent qu'il est le fruit d'une profondeur admirable de génie. Dès qu'on a des disciples, on ne manque pas de commentateurs; et ces disciples croiront tout entendre, parce qu'ils font dire à leur maître tout ce qui leur plaît. Enfin, *l'économie* accoucha laborieusement d'un grimoire qu'on appelle le *Tableau économique*, que beaucoup de grands hommes ont commenté, mais que personne n'a réfuté; car on ne réfute point un ouvrage qu'on ne se flatte pas de pouvoir entendre.

Cependant la troupe économiste grossit, et le public est inondé de ses brochures. Les propriétaires, qui entendent dire qu'on veut faire augmenter le prix de la denrée dont ils sont les

vendeurs, ne doutent point que M. Quesnay et ses disciples ne soient les hommes du monde les plus intelligens et les plus sages. L'engouement gagne : des jeunes gens qui ne savent rien, et qui voudroient passer pour gens d'esprit, se joignent à la secte, et la louent pour en être loués. Ce qu'il y a de fâcheux en tout ceci, mon cher Cléante, c'est que cette doctrine ait infecté le ministère.

DE LA

SUPERSTITION.

Nous arrivâmes, Cléante et moi, en même temps, au Luxembourg; et Ariste qui nous attendoit avec impatience, se plaignit de notre paresse, quoique ce ne fût pas encore l'heure de notre rendez-vous. Vous êtes injuste, lui dis-je, en lui montrant ma montre, et nous n'aurions pas tort quand nous n'arriverions que dans vingt minutes. A la bonne heure, reprit-il, mais mon impatience est bien excusable. Vous n'avez point encore traité de sujet aussi important que la superstition, et je compte sortir d'ici beaucoup plus instruit que quand j'y suis entré. Cette malheureuse graine de superstition que des fripons ont répandue dans le monde, et que d'autres fripons font cultiver avec tant de soin par les sots, a jeté de si profondes racines, qu'il est presqu'impossible de l'extirper. Rien ne dégrade davantage les hommes que ces ter-

reurs et ces espérances insensées que leur donne la superstition. Nous nous tourmentons de gaieté de cœur, nous adorons des fantômes, nous respectons ce que nous devrions mépriser. Nos philosophes ont rendu un grand service à l'humanité, en entrant dans le détail de tous les maux que la superstition a produits. Ils ne se lassent point de répéter la même chose, parce que les hommes ont la tête très-dure, et que nous ne sommes point assez braves pour voir fixement la vérité. S'ils pouvoient nous communiquer le courage qui accompagne leurs lumières, je suis persuadé que le monde changeroit de face. Nous abandonnerions sans peine une foule de pratiques inutiles, pour remplir nos véritables devoirs, et la vie ne seroit point aussi triste et aussi sauvage qu'elle l'est pour la plupart des hommes.

Je rends justice, dit Cléante en souriant, aux lumières de vos amis les philosophes; car, sans eux, qui se seroit jamais avisé de penser que dans tous les temps et dans tous les pays, l'ignorance, l'ambition et l'avarice réunies ont mis à la mode de très-ridicules et de très-barbares superstitions. Je louerois, comme je le dois, cette importante décou-

verte, si, par leurs éternelles répétitions, ils ne nous excédoient d'ennui. Pour leur courage que vous nous souhaitez, je vous prie de vous rappeler qu'à l'approche du moindre danger, la rétractation la plus humiliante ne leur coûte rien. J'ai connu de ces philosophes qui font les braves; je vous réponds que ce ne sont que des poltrons retournés. Ils ne criailleroient point tant contre la religion, si elle ne leur faisoit pas peur; ils cherchent à s'aguerrir, ils veulent s'étourdir. S'ils ne se sentoient pas merveilleusement enclins à la superstition, ils ne seroient point si fiers de la mépriser. On se montre en toute occasion comme un esprit fort, parce qu'on voudroit se déguiser sa foiblesse. Croyez-m'en, mon cher Ariste, la superstition s'associe fort bien avec la philosophie de nos jours. Nous avons tous entendu parler d'un prince qui ne vouloit pas croire en Dieu, et qui croyoit très-volontiers au diable de mademoiselle Thetard. On est matérialiste, mais on croit aux miracles et à la magie; on ira voir en habit gris les convulsions des jansénistes, ou consulter une devineresse.

Quoi qu'il en soit de nos philosophes, je vous avouerai, poursuivit Cléante, que

la superstition ne mérite pas tout le mal qu'on en dit : elle est toujours une erreur, j'en conviens ; mais cette erreur est souvent excusable, elle est même quelquefois louable, je veux dire utile. Je vis le moment où Ariste, déchu de toutes ses espérances, alloit nous quitter. Quoi, dit-il, en revenant à nous, après avoir fait huit ou dix pas, vous osez dire que la superstition peut avoir de bons côtés ? vous direz que fermant nos yeux aux lumières les plus brillantes de la vérité, elle ne nous conduit pas aux erreurs les plus monstrueuses ? Quand les hommes sont assez sots pour tout diviniser, vous voulez que leur raison leur soit inutile ? Vous prétendrez que la superstition n'a pas répandu des torrens de sang ? vous prétendrez qu'elle n'a pas allumé les haines les plus odieuses ? vous soutiendrez qu'elle n'a pas favorisé les passions les plus brutales, et porté des coups mortels aux mœurs ? voulez-vous des exemples ? voulez-vous des faits ?

Il n'en est pas besoin, reprit Cléante, car je conviens que la superstition a produit et produira encore de grands maux. Mais tâchons de conserver quelque sang froid dans notre entretien. Quand vous vous serez bien mis en

colère, mon cher Ariste, vous n'en aurez pas plus raison, et moi je n'en aurai pas plus tort. Si la superstition, comme vous l'assurez, est toujours funeste, il faut me rétracter et convenir qu'elle ne peut jamais être utile. Mais permettez-moi de vous demander quel grand malheur il est arrivé aux hommes, quand l'admiration et la reconnoissance ont élevé à la dignité de Dieu les bienfaiteurs du genre humain, comme Hercule, Castor, Pollux, Cérès, Bacchus, Esculape, &c! Cette erreur, toute grossière qu'elle étoit, ne fut-elle pas propre à inspirer l'amour de la gloire et la bienfaisance? Quelle pouvoit être, je vous prie, la suite funeste de la superstition des Romains, quand ils élevoient des autels à la bonne-foi, au courage, à l'honneur, à la vertu, à la prudence? Ce ne sont pas là des Dieux, mais quel inconvénient pouvoit-il résulter des honneurs divins qu'on leur rendoit? Il y a donc des superstitions qu'il seroit injuste de blâmer, quand on ne fait attention qu'à l'influence qu'elles ont dans la société politique: et c'est à quoi nous devons nous borner, puisque nous ne sommes pas théologiens. Il y a long-temps que toutes ces divinités de Rome ne sont

plus des dieux pour nous, et je ne vois point ce que nous avons gagné à renoncer à ce culte.

C'est une superstition abominable, que celle qui nous persuade qu'il y a des êtres supérieurs à nous qui travaillent sans relâche à nous rendre malheureux, et dont on ne peut apaiser la rage qu'en les repaissant de notre sang. Cette erreur privera Athènes de Codrus, et Rome des deux Décius. Mais remarquez combien ces pertes sont avantageusement compensées. Premièrement, les sacrifices de ces généraux inspirèrent à leurs armées une confiance qui leur donna la victoire, et ils épargnèrent beaucoup de sang. En second lieu, combien ce généreux dévouement ne dût-il pas élever l'ame des Athéniens et des Romains ?

Imaginez tout ce qui vous plaira, reprit Ariste avec vivacité, et vous verrez toujours que la superstition des Décius a privé la république des services qu'ils auroient pu lui rendre; et que ce n'étoit après tout, que des hommes médiocres, puis qu'ils n'avoient que ce triste moyen pour assurer la victoire à leur armée. Voilà, j'en conviens, deux batailles gagnées par la superstition; mais, si ces deux avantages

avantages fortifient les préjugés des Romains, et si l'erreur n'est jamais bonne à rien, ne faut-il pas convenir que la générosité stupide des Décius a eté un mal pour la république? Elle a retardé les progrès de la raison. Au lieu de penser que les succès sont dus à l'art avec lequel on les prépare, on aura perdu son temps à chercher des moyens de se rendre favorable je ne sais quelle divinité qui n'existe nulle part. Ces consuls si vantés seront soumis à leurs poulets sacrés; et notre raison, qui fait notre grandeur, obéira à l'instinct des plus vils animaux.

Vous ne me répondez pas, reprit Cléante, car, quand je dis que la superstition ne produit pas toujours un mal, vous convenez qu'elle a gagné deux batailles. Plût à Dieu que cette maladie de l'esprit fût toujours accompagnée de quelque malheur! nous n'aurions point résisté à une expérience continuelle; nous aurions à la fin ouvert les yeux, et les hommes se seroient corrigés. Mais quand il seroit vrai que la superstition n'est jamais bonne à rien, il faudroit du moins convenir qu'elle peut s'associer avec les plus grandes lumières et les plus grandes vertus. Ces Romains, dont votre philosophie fait peu de

cas, et dont la raison devoit être si ténébreuse, ont triomphé du monde entier, malgré leurs poulets et leurs augures. Ils joignoient donc à leur superstition le courage, la fermeté, la patience, la sagesse et la prévoyance qui étoient nécessaires pour former un si grand empire.

Je voudrois convenir avec vous que la générosité des Décius a été funeste à leur république; mais je ne puis me prêter à cette extrême complaisance. Vous ne voyez que la superstition dans le dévouement des Décius; mais voyez-y avec moi l'amour de la patrie, de la gloire et de la liberté qui les anime; et jugez combien ces exemples de magnanimité durent frapper les Romains. Qui ne servira pas avec zèle la patrie, en voyant les éloges qu'on prodigue aux Décius? Cet esprit se perpétuera dans la république; les Décius continueront à vaincre par les consuls qui leur succéderont, et les poulets sacrés n'empêcheront point que la science militaire ne fasse des progrès continuels. N'en soyez pas étonné, mon cher Ariste; bien loin que la superstition rabaisse toujours notre ame, elle en étend et multiplie quelquefois les facultés; et je vous en rapporterois mille

exemples, s'ils n'étoient pas connus de tout le monde.

Mais, sans parler des héros que le fanatisme peut faire, vous connoissez les Stoïciens. Permettez-moi de vous demander si vous les croyez honnêtes gens, et si leur doctrine est propre à porter à la vertu. Quelle demande, répondit Ariste, me faites-vous là? à quel propos me tenez-vous ce discours? Il ne peut pas y avoir deux sentimens là-dessus. Comment des hommes qui regardent la vertu comme le souverain bien, ne seroient-ils pas vertueux? Peut-être les Stoïciens ont-ils eu tort de se proposer une perfection qui n'est faite que pour une espèce d'êtres supérieurs à nous; n'importe, je ne puis m'empêcher de les admirer : et en nous invitant de courir après une chimère, ils nous ont fait parvenir au plus haut degré de perfection dont nous soyons capables.

Fort bien, reprit Cléante; convenez donc que la plus haute vertu où les hommes puissent s'élever, peut s'associer avec les superstitions les plus grossières. Vous rappelez-vous *le traité de la divination de Cicéron?* Voyez comme son frère Quintus, qui aimoit les Stoïciens, expose leur doctrine sur les sorts,

les pronostics, les songes, les oracles, &c. Avec quelle bonne foi ces sages croyoient à toutes ces folies! Cela seul ne devroit-il pas suffire pour éclairer vos amis les philosophes, et leur apprendre à débiter avec moins de confiance leurs fastidieuses déclamations. L'erreur qui a eu le malheur de leur déplaire plus que les autres, c'est celle à laquelle ils attribuent tous les maux du monde. Je les crois très-savans, mais, en vérité, ils ne connoissent pas les hommes: ils ne savent pas à combien de contradictions notre malheureuse foiblesse nous expose. Nous sommes entourés d'erreurs; il n'y a aucun de nous qui n'obéisse à quelque préjugé qu'il prend pour une vérité. Ces erreurs et ces préjugés se balancent et se tempèrent mutuellement; et de la manière dont nous sommes faits, un peu de superstition ne gâte rien dans le monde.

Mais je voudrois encore, Ariste, que vous eussiez la bonté de me dire quelle est la peinture que vous vous faites du genre humain à sa naissance. Je ne vois pas, répondit Ariste, où vous en voulez venir. Où nous pourrons, dit Cléante, mais je vous prie de satisfaire ma curiosité. Soit, reprit Ariste, et quoique

je ne sois pas fort habile en antiquités, et que je soupçonne même que vous me tendez quelque piége, comme avec votre demande sur les Stoïciens, je vous dirai librement ce que j'imagine d'après ce que j'ai entendu dire des traditions les plus anciennes.

Il me semble donc que les hommes épars dans les forêts, sans arts, sans connoissances, et ne sachant pas encore se servir de leur raison, vivoient à la manière des brutes, ou du moins étoient beaucoup plus barbares que les sauvages d'Amérique et d'Afrique, chez lesquels nous avons trouvé un commencement de société et l'ébauche de quelques arts grossiers. Voilà les péres des peuples les plus illustres. Pour nous instruire de notre néant et mortifier notre vanité, il n'est pas besoin de remonter si haut; et l'on voit par les monumens de l'histoire, qu'il n'y a point de nation qui ne tire son origine de quelque bande de brigands qui ne connoissoient d'autres lois que leurs passions, ni d'autre droit que la force. Les Egyptiens et les Babyloniens sont les seuls peuples qu'on trouve d'abord policés; mais c'est la faute de l'histoire : ou plutôt si les monumens l'avoient aidée à remonter jusqu'à la naissance de ces

empires, je ne doute point qu'elle ne nous eût peint des hommes aussi grossiers et aussi barbares que les premiers habitans de la Grèce. Mais je ne vois point ce que vous pouvéz conclure de tout cela. Permettez-moi à mon tour de vous demander si vous êtes content de mes idées.

Fort bien, répondit Cléante, et nos pères ont été tels en effet que vous venez de les représenter : mais ces hommes sauvages avoient des yeux ; tous les jours, ils voyoient le soleil se lever, parcourir une certaine carrière, et céder le ciel à la nuit. Ils voyoient tous les ans la terre frappée, pour ainsi dire, de stérilité pendant tous les hivers, se féconder au printemps, et se couronner des fruits qui leur étoient nécessaires. Ils virent des orages, des tempêtes, des tonnerres, et le spectacle merveilleux de la nature leur apprit à faire usage de leur raison, en remuant leur curiosité. Ils observoient, mais ils n'avoient pour guides dans leurs observations que leur curiosité, qui est présomptueuse, parce que nous sommes vains, et je ne sais quelle crainte vague qui accompagne toujours l'ignorance, et que les phénomènes de la nature augmentoient. Je vous laisse à penser quelles durent être les

superstitions de ces premiers hommes, quand ils commencèrent, je ne dis pas à soupçonner un être nécessaire et le principe de toutes choses, ils n'en étoient pas encore là, mais à entrevoir une puissance supérieure à la leur, et qui tour-à-tour répandoit sur eux des biens et des maux.

De-là sont nées toutes ces fables dont nous nous sommes tant moqués dans notre première jeunesse. Actuellement, j'en respecte les auteurs; il a fallu un effort de génie pour inventer ces explications ridicules, et si ceux qui les ont trouvées fussent nés dans notre siècle, ils seroient vraisemblablement supérieurs à ces gens si prônés, qui ne savent que défendre la philosophie à la mode. Vous savez, mon cher Ariste, que les plus grands hommes des temps héroïques se sont servis de cette superstition naissante, pour policer les hommes et jeter les fondemens de la société. Au lieu de les regarder comme les bienfaiteurs du genre humain, aurez-vous l'audace et l'injustice de les traiter comme des imposteurs, ou comme des sots, parce qu'ils n'avoient pas des lumières qu'il leur étoit impossible d'avoir? Je l'avoue, j'approuve Numa quand il feint des entretiens avec la

nymphe Egérie, pour civiliser les Romains, dont Romulus n'avoit fait que des brigands, et qui ne pouvoient obéir à des lois qu'en craignant les Dieux. Je lui sais gré de la superstition par laquelle il divinise les bornes des champs. J'ai du respect pour un culte qui apprend à chaque Romain à respecter la propriété de ses voisins.

Vous êtes le maître de votre estime, dit Ariste; libre à vous d'avoir beaucoup de vénération pour Numa et ses pareils : mais vous nous permettrez aussi, ajouta-t-il avec un sourire malin, de ne louer que la vérité, et de ne pas excuser le mensonge, sous prétexte qu'il a servi à faire quelque bien.

J'aime cette roideur stoïcienne, répartit Cléante, et je félicite notre siècle d'avoir une morale si sévère et si inflexible. Je sais bien que les philosophes dont vous fréquentez l'école, ont une probité à toute épreuve; je les en loue de tout mon cœur. Cependant, s'ils veulent nous être utiles, conseillez-leur de s'humaniser un peu et de se mettre à notre portée. Des imbécilles comme nous! il est souvent utile de les tromper pour leur bien. Faites remarquer à vos sages que la vérité révolte et déplaît quand on la présente à des

esprits qui ne sont pas préparés à la recevoir; et que si Numa eût paru à Rome avec la philosophie dont nous sommes si fiers, on ne l'eût pas entendu, et les Romains n'auroient pris aucune vertu nouvelle. Je crois que vos amis goûteront ce conseil, car, je les ai entendus se plaindre quelquefois de notre sottise, qui met des entraves à leur génie, et les empêche de faire tout le bien qu'ils voudroient. Ils ont raison de dire que pour être utile à son siècle, il ne faut pas lui être trop supérieur.

Mais dites-moi, je vous prie, Ariste, depuis que Locke nous a fait connoître l'origine de nos idées, la marche de notre esprit, et que l'abbé de Condillac a répandu une nouvelle lumière sur tous ces objets, et semble avoir trouvé et marqué les bornes de notre raison, ne devions-nous pas être moins fiers de nos connoissances? Nous appelons notre siècle, le siècle de la lumière; et peut-être que dans cent ans, on nous jugera bien ignorans. Qui me répondra que la philosophie de Newton n'éprouvera pas la même révolution que celle de Descartes? Quoi qu'il en soit, il est prouvé que toutes nos idées viennent par nos sens, et que l'essence des choses

ne frappant aucun de ces sens, les hommes sont condamnés à ignorer éternellement la mystérieuse composition de la nature. Pardonnons donc à des hommes qui n'étoient pas éclairés par le flambeau de la révélation, de s'être trompés quand ils ont voulu pénétrer des secrets impénétrables. L'expérience a encore prouvé, à l'égard des vérités qui sont à notre portée, qu'on ne s'élève de l'une à l'autre qu'avec une extrême lenteur, et qu'on ne les connoît, comme disoit Fontenelle, qu'après avoir, pour ainsi dire, épuisé toutes les erreurs : ayons donc quelque reconnoissance pour les rêveries de nos pères; elles nous ont frayé le chemin à la vérité, et épargné bien des sottises.

Il faut être juste, mettons-nous à la place des premiers hommes. En voyant le cours périodique et régulier des êtres, puis-je n'être pas étonné de cet ordre constant? Ces êtres ont donc une volonté, comme moi, qui les fait agir, ou ils obéissent à la volonté de quelqu'intelligence qui les conduit. N'est-ce pas un grand effort de génie, si, après avoir beaucoup rêvé, je me sers de ce que je vois pour expliquer ce que je ne vois pas? La terre, l'eau et l'air sont peuplés de différens

êtres, et je commence à soupçonner que le ciel a ses habitans. Je les devine, parce que je vois leur action, comme je devine que des hommes ont bâti une cabane que je trouve déserte. Ce qui n'est d'abord qu'un doute, devient bientôt une vérité évidente, dès que je suis sûr de l'existence de ces êtres célestes auxquels je donne le nom de divinités; je me demande quel est leur caractère. Les dieux qui gouvernent le soleil, la lune et le firmament, me paroissent pleins de bonté; je juge de même de celui qui nous amène des nuages et des pluies salutaires : mais la divinité qui mêle à ces nuages des grêles et des tonnerres, me paroît un être malin et méchant.

Cette idée s'empare entièrement de moi, je ne puis lui résister; elle me subjugue, et je cède d'autant plus volontiers, qu'elle me sert à expliquer ce mélange de bien et de mal que j'ai remarqué dans le monde. Je rends compte de tout avec ma philosophie, et bientôt je me demande comment sont fait ces dieux que j'aime ou que je crains. Que voulez-vous que je me réponde? Rien ne me paroît plus beau que l'homme; il faudra donc accorder aux dieux la figure

humaine, mais en l'embellissant et en l'ornant de qualités supérieures aux nôtres. Ces dieux ont un corps comme nous, ils ont donc nos besoins. Ils me demandent des femmes, je leur accorderai des déesses : dès que je fais tant que de leur donner une passion, pourquoi ne les leur accorderois-je pas toutes?

Avec le secours de ces passions divines, rien ne m'embarrasse plus, et je me rends raison du mal que j'éprouve et du plaisir que je sens. J'arrange ma philosophie le plus commodément du monde. Suis-je embarrassé? il ne m'en coûtera rien de créer un Dieu qui aplanira toutes les difficultés ; de-là, toutes ces fables que vous lisez dans Homère et les autres poëtes. Avec cette foule de dieux ennemis, jaloux les uns des autres, qui ont tous des caractères différens et un pouvoir inégal, et qui semblent s'être attribué divers départemens dans l'administration du monde; ne serois-je pas insensé, si je n'étois pas superstitieux? Après avoir fait les dieux semblables aux hommes, il faut, en suivant toujours la même analogie et en m'élevant du connu à l'inconnu, que ma religion ressemble à la conduite que j'ai avec mes pareils. Par

des complaisances, des flatteries, des prières et des dons, je me fais ici bas des amis et des protecteurs, ou je désarme la colère de mes ennemis; pourquoi donc les mêmes moyens n'auroient-ils pas le même succès auprès des dieux?

Vous voyez, continua Cléante, qu'à force de philosophie, je me trouve conduit à la superstition la plus grossière; si vous ne voulez donc pas louer les erreurs de nos premiers pères, vous devez du moins être très-indulgent à leur égard. Qu'auriez-vous fait à leur place, mon cher Ariste? n'auriez-vous pas suivi la même méthode que moi?

Je m'en serois bien gardé, répondit Ariste, et dans ce que vous venez de nous dire de votre philosophie, vous ne vous êtes point rendu justice. Sûrement vous auriez été, mon cher Cléante, plus précautionné dans la recherche de la vérité, et plus difficile à admettre des principes. Je me serois défié de mon imagination, je me serois dit que la vérité ne se trouve que très-difficilement, et que le mensonge en prend aisément le masque. Je n'aurois pas marché avec autant de célérité que vous, et au lieu de parvenir promptement

à l'erreur, je serois enfin arrivé, quoique lentement, à la vérité.

Voilà certainement beaucoup de sagesse, et je vous en félicite, reprit Cléante; mais prenez garde qu'en vous supposant si avisé et si prudent, vous ne vous mettez pas dans la situation où étoient nos pères. Supposez, je vous prie, que vous sortez, comme eux, des mains de la nature, et que vous êtes encore dans la plus profonde ignorance : je voudrois bien savoir pourquoi vous vous défieriez alors de votre imagination, et pourquoi vous la distingueriez de votre raison. Pour se défier, il faut s'être trompé et avoir reconnu son erreur. Tout votre discours, mon cher Ariste, est celui d'une personne qui a étudié les sottises des hommes, et qui, en voyant leurs chûtes et leurs méprises réitérées, s'est instruit par l'expérience du passé à être plus précautionné. Vous vous seriez bien gardé, à la place de nos pères, de faire ce que nos philosophes ne font pas même aujourd'hui. La moindre analogie, la moindre vraisemblance, le raisonnement le plus équivoque ou le plus obscur, ne leur suffisent-ils pas pour bâtir un systême chimérique auquel ils croient comme à l'évidence même?

Ne sentez-vous pas que dans cette ignorance des choses, votre raison ne vous auroit été d'aucun secours contre l'erreur? Quelle règle auriez-vous eue pour distinguer le vrai du vraisemblable? Dans quelle balance auriez-vous pesé les différens degrés de la vraisemblance? Tandis que rien ne défendoit nos pères contre l'erreur, vous y auriez été poussé comme eux, par les passions qui sont communes à tous les hommes. Bien nous en prend qu'on n'ait pas eu d'abord votre sagesse; à force de raison, le genre humain n'auroit fait aucun progrès, ou n'auroit avancé qu'avec une extrême lenteur.

Voyez cet enfant qui se livre aux caprices de son imagination, qui affirme, ne doute de rien et se joue de son intelligence naissante; un précepteur habile craindroit d'étouffer les étincelles de son génie, en se hâtant de le soumettre à des règles austères de sagesse et de circonspection qui ne sont pas encore faites pour lui. Ses erreurs annoncent le talent qu'il aura un jour pour découvrir la vérité; et il faut attendre que l'âge ait fortifié ses organes, pour le mettre dans la route qui l'y conduira. Quand le genre humain étoit dans son enfance, il falloit lui donner

l'éducation convenable à un enfant, et ne pas l'attiédir, l'opprimer et le mettre hors d'état de trouver la vérité, en l'empêchant de se tromper.

Ces hommes lents, paresseux, dont l'ame, enveloppée de sens engourdis, pense peu et ne désire aucune connoissance, auroient pu se contenter de votre méthode, et le monde auroit vieilli dans son enfance. Mais les gens d'esprit qui sentent en eux cette activité qui les force à s'occuper de tous les objets qui les entourent, par quel miracle voudriez-vous qu'ils résistassent à la curiosité qui les entraîne? Ne portons-nous pas en nous-mêmes une vanité qui nous persuade tout ce que nous désirons? Nous sommes ivres de nous-mêmes. Ayons une idée nouvelle, elle nous paroîtra vraie, et nous ne soupçonnerons pas que nous puissions nous tromper.

Avec de pareilles dispositions, serez-vous encore étonné, mon cher Ariste, que la superstition ait régné impérieusement sur nous? A force de se livrer à de nouvelles idées et de faire des romans, les erreurs sont moins grossières, et on semble s'être rapproché de la vérité. Au lieu de cette anarchie monstrueuse dans laquelle on supposoit tous les dieux, parce

parce que nos sociétés informes n'avoient encore aucune loi certaine : on commence à établir quelque règle dans le ciel, parce qu'on en voit déjà un commencement sur la terre. Dès que les villes ont un premier magistrat dont on se trouve bien, on ne manque pas d'imaginer un premier dieu le père et le maître de tous les autres. Après ces premiers pas la philosophie fait des progrès plus rapides, et elle parvient enfin à parler de Dieu avec la sagesse où la raison peut s'élever, en n'étant aidée que de ses seules lumières.

Tandis que Socrate instruit ses disciples, et leur fait connoître les rapports que Dieu a daigné établir entre lui et nous, et d'où naîtront toutes les règles de nos devoirs et de la morale ; attendez-vous à voir la superstition l'accuser d'impiété, et le condamner à boire la ciguë. Athènes est pleine à la fois de philosophes et de citoyens superstitieux. Rome adore un Dieu souverainement bon et souverainement puissant, *Deo optimo, maximo* ; et cependant les Romains, après la bataille de Cannes, enterrent vifs un Gaulois et une Gauloise, un Grec et une Grecque, et par cette religion impie croient apaiser la colère

de je ne sais quel génie mal-faisant qu'ils redoutent.

Je ne suis point surpris que la philosophie, en parvenant au plus haut degré de perfection qu'elle puisse atteindre, ne soit pas cependant un remède contre la superstition des peuples. Plus ses raisonnemens nous donneront une idée sublime de la bonté, de la puissance et de la justice de Dieu, moins ils seront propres à être goûtés par cette multitude ignorante et grossière dont la vue et les pensées sont attachées à la terre. N'étant faite que pour les hommes capables de s'élever au-dessus de leurs sens, et de remonter jusqu'à l'auteur de la nature, en admirant la sagesse de ses ouvrages, elle est et sera éternellement étrangère et inutile à tout le reste. C'est cette tourbe superstitieuse qui fera la loi dans le monde, elle se fera respecter, elle se fera craindre; et pour lui laisser les sentimens de religion qui lui sont nécessaires, il faudra que les sages lui laissent sa superstition.

Deux passions attachent fortement les hommes à leurs erreurs superstitieuses, c'est la crainte, c'est l'espérance. L'une ne nous

abandonne point, parce que nous sentons continuellement notre foiblesse, et qu'elle se nourrit, pour ainsi dire, et se fortifie par les terreurs, les fantômes et les chimères qu'elle se plaît à enfanter. L'autre vient heureusement à notre secours; elle nous présente dans une perspective heureuse des objets agréables, et fait tous ses efforts pour nous arracher à la crainte. Ce sont ces deux passions qui ont imaginé et accrédité toutes les opinions et toutes les pratiques superstitieuses auxquelles nous nous sommes abandonnés. Si la crainte nous persuade qu'il y a des jours heureux et malheureux, et que nos malheurs nous sont annoncés par des signes certains; ne doutez point que l'espérance n'imagine de son côté quelque sacrifice, quelqu'expiation, quelque cérémonie qui nous préservera du danger dont nous sommes menacés. Ce sont ces deux passions qui luttent avec avantage contre la philosophie; jugez de leur pouvoir, puisqu'il n'est que trop certain que de grands philosophes sont quelquefois étonnés et émus par des misères auxquelles ils ne croient pas.

Nous aimons le merveilleux, et nous avons besoin de faire un effort sur nous-mêmes,

pour n'y pas croire. On est si avide de bonheur qu'on ajoutera foi aux prédictions d'une devineresse, sans croire à son art. J'ai entendu parler d'un homme de qualité, que je ne veux pas vous nommer, qui ne croit rien quand le ciel est serein, mais quand il tonne, il fait un signe de croix en se cachant; c'est que la crainte réveille en lui une superstition qu'on lui a donnée dans son enfance : quand on a peur on se raccroche à ce qu'on peut. Ajoutez à tout cela cette vanité puérile qui nous persuade le plus aisément du monde que nous valons bien la peine que la Providence veille sur nous d'une manière particulière. Chacun de nous pense presque qu'il est digne que quelque Dieu, comme sur le théâtre des anciens, vienne débrouiller ses affaires et le tirer d'embarras.

A ce propos, je vous raconterai une histoire que je tiens de l'abbé Vatry, homme d'esprit, et qui n'étoit point superstitieux. Il avoit connu, disoit-il, deux jeunes abbés plus occupés de leurs plaisirs que de leur sorbonne. Ils étoient amis. L'un se livroit à ses goûts sans aucune réflexion; et l'autre, avoit quelquefois la sagesse de se reprocher sa conduite, quand sa passion étoit, pour

ainsi dire, lasse et fatiguée. Celui-ci fut obligé de garder la chambre pendant trois semaines ou un mois, car le plaisir a ses inconvéniens; il fit de profondes réflexions, et se persuada que ce n'est pas la peine de s'incommoder dans ce monde pour se damner dans l'autre. La grâce le toucha, et il alla s'ensevelir dans une chartreuse. Après avoir tout convenablement disposé pour son salut, il songea enfin, à celui de son ami; et du fond de sa retraite, ce nouvel apôtre lui écrivit les lettres les plus touchantes, pour l'inviter à faire un retour salutaire sur lui-même. Ce n'étoit pas une affaire aisée. Ce commerce de zèle et de charité continua pendant quelques années. Mais enfin, un silence de deux mois succède aux sermons, et notre abbé libertin rêve une belle nuit que son chartreux lui apparoît avec cette sérénité céleste qui accompagne les bienheureux, l'avertit de travailler enfin à son salut, et de ne pas rendre inutile le miracle que la Providence faisoit en sa faveur. Cette vision n'eut pas d'abord un succès plus heureux que les sermons; mais ayant reçu quelques jours après une lettre qui lui apprenoit que son ami étoit mort la nuit même où il avoit cru

le voir, toute sa philosophie fut mise en déroute. La crainte de l'enfer commence à l'ébranler, l'espérance lui présente et lui ouvre le ciel. Comment résister à ces deux impressions, tandis que tout fier des bontés de Dieu, et croyant valoir la peine d'un miracle, sa vanité lui persuade qu'il ne peut être trop reconnoissant? Le libertin devient homme de bien, d'abord on est très-austère, on s'humanise ensuite, et la dévotion s'évanouit enfin avec les traces qu'une aventure singulière avoit faites dans son imagination.

Par tout ce que je viens de vous dire, vous voyez, mon cher Ariste, comment nous sommes assiégés de toute part par la superstition, ou plutôt comment nous la portons en nous-mêmes. Je vous ai parlé de la foiblesse de notre raison qui doit toutes ses connoissances à nos sens, et pour qui la nature des choses sera un éternel mystère. Je vous ai parlé de notre curiosité, de notre crainte, de notre vanité et de notre espérance. Que seroit-ce si je vous entretenois de la tristesse, de la colère et des autres passions qui peuvent faire d'un simple superstitieux un homme emporté, furieux et fanatique? Ne jugeriez-vous pas qu'avec le secours

de la philosophie les hommes n'échapperont jamais à la superstition ; si je vous faisois voir que dans les sociétés les plus éclairées une multitude innombrable de citoyens est condamnée par ses richesses ou par sa misère, à ne pas cultiver sa raison, et croupit encore dans une ignorance égale à celle de nos premiers pères? Ce n'est pas tout, et que ne pourrois-je pas ajouter sur l'avarice et l'ambition qui, tantôt confirment les superstitieux dans leur superstition, sans qu'ils s'en doutent, et tantôt invitent les hommes les plus instruits à se servir des erreurs publiques, à les multiplier, à les accroître, et les employer comme autant d'instrumens utiles à leur fortune ?

Que nos philosophes ne se flattent donc pas de nous délivrer de nos erreurs : ils ont beau déclamer ; que dis-je ? ils ont beau aboyer contre la superstition, nous resterons superstitieux, tant qu'on ne nous donnera pas un autre esprit et un autre cœur. Veut-on véritablement être utile aux hommes ? il faut traiter leur manie avec une certaine méthode. Agissez avec eux comme avec des enfans : vous leur laisserez tous leurs défauts, si vous ne voulez leur en laisser aucun. Toutes

les erreurs sont fâcheuses, mais toutes cependant ne sont pas également nuisibles. Il est triste de s'inquiéter d'un rêve, ou parce qu'on a rencontré sur son chemin quelque objet auquel on n'est pas accoutumé. Je suis fort aise de ne croire ni aux jours malheureux ni aux jours heureux, ni aux augures, ni aux sorts, ni au vol des oiseaux, ni aux entrailles d'un bœuf ou d'un mouton; et je plains les Romains, s'ils sont inquiets et s'agitent parce que leurs poulets sacrés n'ont pas appétit, ou en apprenant que le tonnerre est tombé sur un temple ou sur la porte de quelque ville. On croira que tout est perdu, si la courroie à laquelle les boucliers sacrés sont suspendus, se rompt; ou si des souris prennent la liberté de ronger ceux qu'on gardoit à Lanuvium. On assemblera le sénat en grande hâte, et en vertu d'un sénatus-consulte, on consultera les livres des sibylles. Voilà des folies ridicules, j'en conviens; mais ces folies n'empêchèrent pas les Romains d'être les hommes les plus prudens et les plus vertueux. Elles méritent donc quelqu'indulgence; et les philosophes qui n'en veulent point avoir, me paroissent aussi

puérils que les niaiseries qu'ils attaquent avec tant de zèle.

Ne voit-on pas qu'on n'aura pas plutôt détruit ces erreurs qu'il en naîtra d'autres? On croira aux astrologues et aux diseurs de bonne fortune : on ne voudra pas se trouver treize personnes à table : une salière renversée annoncera un grand malheur. On n'osera point aller seul, parce qu'on craint les revenans ; et vous verrez les femmes, au lieu de l'oracle de Delphes, consulter très-sérieusement les cartes après leur partie, et paroître gaies si elles leur annoncent le retour de leur amant et le départ de leur mari.

Ce n'est pas la peine d'attaquer ces superstitions ; si elles ne donnent qu'une inquiétude médiocre, elles se décréditeront elles-mêmes ; car, il est impossible qu'après un certain temps l'expérience n'en fasse pas connoître la fausseté. Si elles nous troublent au point que nous croyions devoir prendre des mesures pour détourner le malheur que nous voyons suspendu sur nos têtes, soyez sûr que les hommes auront assez d'esprit dans leur sottise, pour imaginer un remède digne du mal qu'ils redoutent : on en sera quitte pour ordonner une fête ou une procession ; on enfoncera

un clou dans la muraille d'un temple, et plutôt du côté gauche que du droit: dans telle occasion on immolera une vache blanche, et dans telle autre une truie. Quelquefois il faudra donner à souper dans le capitole à tous les dieux de la première classe, et on n'aura pas plutôt obéi à ces rites, que la sécurité renaîtra dans tous les esprits, et on sera aussi content que si on n'étoit point superstitieux.

Mais les superstitions que je crains, ce sont celles qui tendent à rendre les hommes injustes, durs, barbares, et qui, déguisant le vice sous une apparence de devoir ou de piété, ruinent tous les principes de la morale. Je l'avoue, j'ai beau jeter les yeux de tout côté, je ne découvre rien qui me permette d'espérer que nous nous débarrasserons de ces funestes erreurs. Qu'attendre de nos philosophes, qui, n'ayant que les mœurs du temps, détruisent tout sans rien établir? Que peut-on même attendre de la philosophie la plus sage? Fût-elle plus exacte que celle de Socrate; fût-elle plus sublime que celle du songe de Scipion, je ne devine point quel en seroit le fruit; ou plutôt je vois évidemment que ces leçons ne toucheront que les

ames assez grandes pour les trouver en elles-mêmes, et tout le reste continuera à languir dans des erreurs dont le vice se trouve très-bien.

En doutera-t-on, en voyant le peu de succès de notre religion elle-même? Elle nous présente un Dieu infiniment bon, infiniment sage, infiniment juste, infiniment puissant; il n'est point de vertu qu'elle ne nous prescrive; et vous voyez ce que tout cela produit. Dieu est infiniment bon, et nous le servons comme s'il nous ordonnoit d'être inhumains: nous persécutons des hérétiques que Dieu souffre avec bonté, et les bûchers de l'inquisition nous paroissent des actes de piété. Dieu est infiniment sage, et nous le traitons comme un étourdi qui tourne à tout vent: on diroit qu'il sera assez dupe pour nous juger, non pas par nos intentions, mais sur de vaines formalités, et qu'on peut le tromper avec les sophismes de nos casuistes. Il est infiniment juste, et nous espérons de le corrompre par des présens dont il n'a pas besoin: nous nous le représentons comme un monarque embarrassé de sa puissance, au milieu de sa cour, et qui obéit aux caprices et aux fantaisies de ses favoris. Dieu est

tout-puissant, et cependant il ne sera pas le maître chez lui; avec des indulgences et des jubilés, on le forcera d'abroger les châtimens que sa justice avoit infligés; et il sera obligé de punir un honnête homme, qu'une excommunication injuste n'a pas empêché de faire son devoir.

Après avoir ainsi altéré l'idée que nous devons avoir de Dieu, la superstition ne doit-elle pas dénaturer et confondre toutes les vertus et tous les vices? La tempérance, par exemple, qui nous est ordonnée, parce qu'elle prépare notre raison à conserver plus aisément son empire sur nos sens et nos passions, deviendra une manie de se mortifier et de se tourmenter. Où en serons-nous réduits? A croire que Dieu se joue de nous, et qu'après nous avoir donné le plaisir et la douleur pour nos guides, nous devons rendre ses bienfaits inutiles et n'en jamais jouir? L'admiration qu'on a pour de fausses vertus, détruit le respect qu'on doit avoir pour les véritables. Que deviendra la morale? quelle sera la règle de nos devoirs? comment la société subsistera-t-elle, si l'homme de bien qui sait retenir ses vertus dans leurs bornes légitimes, ne passe que pour un mondain,

en comparaison de ce cénobite qui étale dans sa cellule tous les instrumens de sa pénitence? N'en doutez pas ; on attribuera à ces pratiques inutiles, et par conséquent insensées, un mérite qu'elles n'auront jamais. Ce ne sera plus la vertu qui purifiera les ames, mais une haire, une discipline, un visage pâle et des mets insipides.

Il seroit trop long, mes amis, continua Cléante, de vous faire l'analyse de chaque vertu, et de vous faire voir comment la superstition a réussi à leur substituer un vain simulacre. Si j'en crois certains docteurs enthousiastes, ma modestie sera trop orgueilleuse, si je crois avoir plus d'esprit qu'un sot, ou si je préfère ma probité à celle d'un fripon au jeu : il faudra, pour bien faire, me croire le dernier des hommes. Après avoir ainsi bouleversé l'ordre des choses, et appris aux hommes à se mépriser eux-mêmes, n'est-il pas certain que vous détruisez toute élévation d'ame? et s'il subsistoit encore quelque vertu, combien ne seroit-elle pas foible, timide; tranchons le mot, combien ne seroit-elle pas méprisable! Vous ne sortirez de cette stupidité que quand le fanatisme, se mettant à la place du respect

et du zèle que nous devons avoir pour la religion, donnera à la superstition un courage qui lui est étranger.

Le plus grand mal qu'elle ait produit, et qui est la source de tous les désordres, c'est que, toujours déguisée sous le voile de la religion, elle feint d'en étendre les droits, pour augmenter elle-même son propre empire. On ne parviendra à se débarrasser des malheurs dont on se plaint, qu'autant qu'on parviendra à distinguer par des signes certains, et à séparer par des bornes fixes, la religion et la superstition, qui, quoique naturellement ennemies, cherchent et travaillent toujours à se confondre.

Ayons pour la révélation le respect le plus profond. Je suis téméraire, je suis insensé, si j'ose douter de ce que Dieu m'a appris; mais ma raison est toujours en droit de réclamer contre tout ce que les hommes ont ajouté à l'ouvrage de Dieu, et je ne croirai point à l'erreur, parce qu'on aura eu l'art de la coudre habilement et par quelque coin à la vérité. Mais, me direz-vous, comment est-il possible de faire cette distinction? comment découvrir cette couture faite avec tant d'adresse? Ne voyez-vous pas que les théolo-

giens ont étendu leur autorité sur tout, et qu'aussi décisifs que les philosophes, la révélation ne leur manque jamais, quand ils en ont besoin pour faire respecter leurs rêveries? De-là vient la facilité extrême avec laquelle ils damnent leurs adversaires, en leur prodiguant les noms injurieux d'impies et d'hérétiques.

Je sais tout cela, mon cher Ariste; mais je suis persuadé que la révélation n'étend son ressort que sur les objets auxquels je ne puis atteindre par les lumières de ma raison naturelle. Quand Dieu me parle, ce ne doit être, ce ne peut être que pour m'apprendre des vérités qui me seroient inconnues sans ce secours. Comment puis-je soupçonner qu'il y a trois personnes en Dieu, et que de certaines paroles, prononcées dans telle ou telle circonstance, produiront l'effet miraculeux que j'en attends? Je m'humilie devant la bonté de Dieu qui daigne m'instruire de ces mystères impénétrables : mais la même raison qui m'ordonne alors de croire, ne me permet pas de penser que les vérités que je puis découvrir par moi-même, soient un objet digne de la foi. Pourquoi nous révéleroit-il ces vérités, dont la philosophie abandonnée

à ses propres forces, peut nous instruire? Pourquoi ce double emploi? Le don que Dieu m'a fait de la raison, n'est-ce pas une révélation? Pourquoi ne croirois-je pas à celle-là? Ce principe est si incontestable, que les théologiens mêmes, quoiqu'extrêmement jaloux de leur autorité, conviennent que les vérités révélées sont au-dessus de la raison, mais ne peuvent jamais lui être contraires.

Le point de raison du P. Cannaye, au maréchal d'Hocquincourt, est admirable et très-sage, quand il s'agit des mystères de la foi; mais il devient un principe de sottise et de superstition, dès qu'on l'applique aux objets que ma raison peut connoître. Si vous me défendez de croire à la révélation des lumières naturelles, quelle règle aurai-je pour ne pas croire superstitieusement toutes les rêveries qu'on voudra me conter? Quand ma raison m'ordonne d'être humain, et qu'un grave inquisiteur me déclare que Dieu me commande de brûler un malheureux qui ne pense pas comme moi, qui dois-je croire? Prenez garde à ce que vous allez me répondre; car, si vous ordonnez à ma raison de se taire, il n'y aura plus d'injustice que je ne doive

commettre;

commettre; et pour comble de maux, ce sera par piété que je serai injuste.

Ne craignez pas que je vous contredise, dit alors Ariste, j'adopte votre pensée; et on ne réussira à terminer les querelles des théologiens et des philosophes, qu'autant qu'on obligera ceux-ci à ne pas s'élever au-dessus des vérités naturelles, et que les autres consentiront à ne traiter que des mystères qui nous sont révélés. Mais, à vous parler franchement, cette modération de part et d'autre me paroît la chose du monde la plus impossible. Sous le nom d'amour de la vérité, je ne sais combien de passions impérieuses portent les théologiens et les philosophes à franchir les bornes que vous leur avez prescrites. Les théologiens veulent être les maîtres de toutes les vérités, parce qu'ils nous instruisent de celles qui sont d'un ordre supérieur; et plutôt que de convenir des bornes de leurs connoissances, les philosophes contrediront tout, et voudront parler de l'essence de Dieu et de ses opérations, comme s'ils pouvoient les connoître.

Je vois que votre principe sera utile aux personnes qui voudront s'en servir, et il ne les jettera point dans l'impiété, sous prétexte

de les dérober à la superstition. Mais que le nombre de ces sages sera petit! et quelle influence peuvent-ils avoir dans le monde? Presqu'aucune, ou plutôt point, répondit Cléante; et j'en reviens à ce que j'avois l'honneur de vous dire au commencement de notre entretien : les hommes sont condamnés à vivre dans une éternelle superstition, et les siècles qui nous succéderont, n'en seront pas plus exempts que ceux qui nous ont précédés. Il en sera de nos erreurs comme de nos modes, on en quittera une pour en prendre une autre. Ne craignez point qu'elles viennent à se tarir, malheureusement elles sont inépuisables. Que doivent faire des philosophes? Tenteront-ils de désabuser les esprits des superstitions qui nous surchargent de devoirs aussi inutiles qu'incommodes, et qui nous remplissent de terreurs? Non. L'homme qui pense doit être sage pour lui-même; convaincu de l'inutilité de tous les efforts qu'il feroit pour rendre la vérité commune, il adorera la Providence, croira avec Leibnitz que malgré tous les vices, le monde, tel qu'il est, est le plus parfait qui ait pu exister, et se croira heureux s'il peut résister à la contagion qui l'environne.

Je serois assez content, mon cher Cléante, de votre apathie philosophique, reprit Ariste, si l'homme étoit destiné à vivre comme un solitaire de la Thebaïde; mais nous l'avons dit tant de fois dans cette même allée, nous devons être citoyens, nous devons nous intéresser à la société; il ne suffit donc pas d'être sage pour soi. Fontenelle disoit que s'il avoit la main pleine de vérités, il se garderoit bien de les laisser échapper : ce sentiment est barbare. Ne faudroit-il pas travailler sans cesse à extirper l'erreur? Qu'on répande la vérité, elle produira enfin quelque fruit : du moins on devroit attaquer avec courage les superstitions à la mode, épier celles qui commencent à naître, et les empêcher d'acquérir des forces.

Voilà les vœux d'un homme de bien, dit Cléante, mais avant que de vous dire ce que je pense, permettez-moi de vous faire l'apologie de Fontenelle que j'ai connu, et dont je respecte la mémoire. Il a dit le mot que vous appelez barbare; mais en le disant, il laissoit lui-même échapper une vérité : que vouloit-il dire en s'exprimant ainsi? Que les hommes se soucient fort peu de la vérité, que c'est la perle de la fable que trouve un

coq, et qui auroit mieux aimé rencontrer un grain de millet. Il vouloit faire entendre que nous sommes destinés à nous repaître éternellement d'erreurs et de chimères; que nos sottises ont de puissans protecteurs à qui on ne déplaît pas impunément; que, qui veut vivre traquillement, doit être sage pour soi, et permettre au genre humain d'être la dupe des folies qu'il aime, et dont il ne permettroit pas qu'on le désabusât.

Est-ce là penser d'une manière barbare? A quoi sert l'esprit, à quoi sert la raison, à quoi sert la philosophie, si, à son école, nous n'apprenons pas d'abord à connoître les hommes? Avec quelle circonspection ne faut-il pas leur présenter la vérité, si on veut qu'elle ne soit pas indignement repoussée! Les gens qui ne la connoissent pas, disent qu'elle est belle, qu'il suffit de la montrer, et que son éclat doit triompher de tous les obstacles : les gens les plus éclairés, et mieux instruits par l'expérience de tous les temps, savent qu'elle est triste, refrognée, épineuse, parce qu'elle combat toujours quelques passions qui nous sont chères. Le sage que vous désirez, Ariste, ne seroit qu'un étourdi qui gâteroit tout, en ne saisissant pas l'à-

propos des choses; en se faisant beaucoup de mal à lui-même, il ne feroit aucun bien aux autres. Combien n'y a-t-il pas d'hommes dans le monde qui n'ont point d'yeux pour voir cette beauté tant louée de la vérité! Combien n'y en a-t-il pas dont le goût est dépravé, et qui lui préféreront l'erreur!

Mais revenons, mon cher Ariste, à ce que vous exigez d'un bon citoyen. Il est vrai que nous sommes convenus dans nos promenades, que tout homme doit être citoyen, c'est-à-dire, s'occuper du bien de la société, et y contribuer autant qu'il le peut. Mais si je me trouve placé par hasard dans un état en décadence, et dont la ruine paroît certaine, à moins que les principes de la politique ne soient tous faux, si tous les remèdes qu'on propose sont rejetés, et s'ils deviennent en effet impraticables, exigerez-vous que votre honnête homme se tracasse inutilement? Exigerez-vous qu'il s'occupe à guérir une maladie incurable? Appliquons cette règle aux superstitions, et je vous demande si un philosophe qui ne pourroit pas avoir des espérances plus raisonnables que mon citoyen, doit prendre les armes et combattre tout ce qui lui paroît une erreur.

Ce ne sont point quelques philosophes, presqu'inconnus dans le monde, s'ils sont raisonnables, qui corrigeront les hommes de leurs superstitions. Pourquoi? C'est qu'ils se contentent d'exposer modestement ce qu'ils pensent, et qu'ils se garderont bien de disputer avec l'erreur la plus opiniâtre, et qui sera vaincue sans vouloir convenir de sa défaite. La philosophie parleroit à des sourds, car il y a bien peu d'esprits capables de suivre ses raisonnemens. Elle parleroit trop tard, car dès qu'une fois on est superstitieux, on s'applaudit de résister aux lumières de la raison; et plus on est foible, plus on se croit courageux.

Rappelez-vous ce que je viens de vous dire des passions qui nous attachent à la superstition; rien ne peut les détruire, elles subsisteront éternellement, et la superstition qui en est le fruit subsistera donc éternellement avec elles. Permettons à l'ignorance et à l'erreur d'habiter parmi nous, puisque nous ne pouvons pas nous y opposer; mais tâchons de civiliser ces hôtes dangereux, et de les empêcher de nuire beaucoup à la société : que leurs fureurs du moins ne désolent plus la terre, et qu'on ne les compte plus que parmi

ces foiblesses inséparables de notre nature, et propres à réprimer notre orgueil.

Un bon gouvernement, mon cher Ariste, peut seul produire cet effet salutaire sans le secours de la révélation : il n'empêchera pas, j'en conviens, qu'on ne se fasse des idées fausses et grossières de Dieu ; mais il empêchera que cette doctrine erronée ne trouble le bonheur de la société. Voyez combien la religion ridicule des Grecs et des Romains étoit favorable à leurs républiques, parce que toutes les institutions du gouvernement tendoient à faire des hommes vertueux. Avant que les lois fussent corrompues, on n'abusoit que très-rarement des oracles, des augures, des sorts et des pronostics; plusieurs grands hommes s'en sont même servis quelquefois avec avantage pour inspirer de la fermeté au peuple, ou pour réprimer ses emportemens. On diroit, si je puis parler ainsi, qu'un bon gouvernement épure et sanctifie la superstition. Les Grecs et les Romains, dans leur décadence, eurent raison de la regretter ; elle auroit encore contenu les passions à qui le relâchement des lois laissoit une carrière trop libre.

Un mauvais gouvernement, au contraire,

ouvre l'entrée aux superstitions les plus absurdes, et les rend plus cruelles et plus dangereuses. Les chrétiens ont le secours de la révélation; que ne devoit-on pas en attendre! Cependant la plupart de ces vérités qui nous ont été enseignées, ne se sont-elles pas dénaturées sous le mauvais gouvernement des empereurs et des peuples barbares qui se sont établis sur les ruines de l'Empire? On est étonné en voyant ce que devient la religion chrétienne à Rome, à Constantinople et chez les Goths, les Vandales, les Francs et les Bourguignons. Dès que les lois politiques, au lieu d'opposer une barrière impénétrable au vice, le favorisent et l'encouragent, la religion doit s'affoiblir. En cessant de dominer, elle se prête à des ménagemens qui peuvent retarder sa décadence, mais qui la rendent plus certaine. La contagion cependant devient de jour en jour plus forte, les traces de la vérité s'effacent, tout se confond, et les pratiques les plus superstitieuses se mêlent à une religion presqu'oubliée.

Je crois que vous serez de mon avis, si vous faites attention à la manière différente dont la vérité s'altère, suivant qu'elle est

portée chez des peuples dont les lois accréditent des abus différens. A Rome, la religion contractera une certaine souillure, en adoptant l'ambition qui formoit le caractère des Romains; et elle perdra de son crédit, à mesure que le souverain pontife fera de nouveaux progrès, et s'approchera davantage de cette autorité trop grande sous laquelle il succombera. Vous verrez les erreurs favorables à l'ambition devenir presque des dogmes. La morale des apôtres sera oubliée, et pour défendre et protéger des prétentions injustes, il faudra se livrer à cette superstition barbare qui a fait répandre des torrens de sang.

A Constantinople, la théologie aura le sort qu'y avoit eu la philosophie. A force de disputes, de sophismes et de subtilités, on ne saura plus ce qu'on pense ni ce qu'on doit penser. La religion prend le caractère des Grecs, l'empereur règnera comme un moine, tandis que le pape voudra régner comme César, et une superstition molle se joindra à un gouvernement sans force pour affoiblir la Grèce.

D'un autre côté, remarquez comment les barbares unissent à la religion tous les vices

que leur donne leur gouvernement. On leur enseigne que Dieu est bon, qu'il est juste, qu'il est grand, qu'il veut être servi; mais ils se gardent bien d'en conclure qu'il faut donc obéir à ses commandemens, aimer son prochain et pratiquer en un mot tous les devoirs de l'humanité. Ils interprètent l'évangile par les idées et les sentimens que leur inspire la licence de leurs lois. La justice de Dieu ne leur sert qu'à autoriser la superstition des épreuves et du duel judiciaire. En conséquence de ce que Dieu est tout-puissant, on croira tous les miracles qu'on débitera; Dieu est bon; et de-là, on conclura qu'il doit nous instruire de l'avenir, qu'il y a des sorts, et on recevra comme un oracle les premières paroles qu'on aura entendues en entrant dans une église. Dieu veut être servi; mais n'importe de quelle manière, pourvu qu'il le soit; et comme si on pouvoit faire son salut par procureur, on fondera des monastères où l'on chantera soir et matin l'office, tandis qu'on continuera à être un brigand.

Un peuple ne peut tenir son caractère et ses mœurs que de son gouvernement, ou de sa religion. Si l'un nous invite au mal, com-

ment voudriez-vous que l'autre nous fît pratiquer le bien ? Nous sommes des animaux terriblement courbés vers la terre. Nous obéissons trop à nos sens, pour nous élever souvent jusqu'à Dieu, et les devoirs de la religion ne sont pas assez journaliers pour nous faire contracter des habitudes. Nous sommes enveloppés, au contraire, des mœurs publiques; elles agissent continuellement sur nous, sans que nous nous en apercevions, et nous sommes entraînés par l'exemple et par l'habitude, avant que d'y avoir pu réfléchir, avant que d'y avoir donné notre consentement.

Dans cette situation malheureuse, que deviendront les personnes qui nous instruisent des devoirs de la religion ? Ils prêchent, mais nous ne sommes pas préparés à les entendre, et nous restons où nous nous trouvons, parce qu'on nous invite à franchir un trop long intervalle. Il n'y a point de zèle qui ne se réfroidisse, quand il est contraint de renoncer à l'espérance du succès; et telle est la malheureuse pente du cœur humain au relâchement, qu'on se pervertit bientôt, quand on ne convertit plus personne. Mettons-nous à la place des évêques, des

prêtres et des moines destinés à nous instruire de nos devoirs; nous avons beau déclamer contr'eux, nous aurions fait ce qu'ils ont fait. Nous aurions d'abord élargi la voie de la morale pour les autres, et nous en aurions ensuite profité pour nous-mêmes.

Si le gouvernement a été assez sot pour corrompre les ministres de la religion par de grandes richesses et une grande puissance, il est dans la règle de la prudence humaine qu'ils altèrent et déguisent cette religion qui les condamne, et qu'ils substituent à la vraie morale des pratiques superstitieuses. On trouvera des recettes pour tromper Dieu, et faire le mal impunément. On purifiera l'ame par des cérémonies. Voyez le *Pédagogue chrétien* du P. Brignon, c'est un excellent livre pour vous apprendre mille moyens faciles de gagner le paradis, en faisant tout ce qu'il faut pour se damner. Comment avez-vous l'injustice de vouloir que de pauvres prêtres et de pauvres moines qui comparent leur vie à la nôtre, ayent le courage de ne pas profiter de notre superstition, pour se procurer quelques douceurs. S'ils le peuvent, ils imagineront quelque miracle, quelque fête, quelque dévotion nouvelle pour faire couler les offrandes et les aumônes avec plus d'abondance.

Quand des prélats, accoutumés au faste, aux voluptés et à l'ignorance de leurs devoirs, se seront bien persuadés que les apôtres n'y entendoient rien avec leur modestie et leur tempérance, et qu'il importe à la gloire de Dieu et au bien de la religion de nous éblouir par leur luxe; attendez-vous à être traité d'hérétique et d'impie, si vous osez dire qu'il faut les réformer. La superstition qui vous condamnera, sera barbare, parce qu'elle est inspirée par des passions intraitables. A vous parler franchement, je ne suis point étonné qu'on ait brulé les luthériens et les calvinistes, puisque l'avarice et l'ambition dictoient les arrêts : il falloit conserver ses richesses, et ne pas permettre à des brebis rebelles de se soustraire aux ordres de leur berger.

Quand le gouvernement aura été assez simple pour faire naître la superstition et la favoriser par scrupule, serai-je moi assez bon pour penser qu'il ne continuera pas à la protéger? Souvent il aura peur de passer pour impie, s'il ne consent pas à être fanatique : et de-là ces guerres de religion par lesquelles on a cru honorer Dieu. Comment voulez-vous que Louis XIV ne révoque pas l'édit de Nantes, tandis qu'on lui persuade que Dieu lui pardonnera à ce prix ses injustices, ses conquêtes et ses maî-

ment, dit-on, doit proposer de faire aux calvinistes, un sort moins rigoureux que celui sous lequel ils gémissent. Je ne sais point ce qu'il en sera, mais si on entame cette négociation, j'oserois presque prédire qu'elle n'aura aucun succès. Depuis quelque temps, les philosophes se vantent d'avoir des protecteurs et des amis dans le ministère et le clergé : rien n'est plus faux, sans doute; mais par ce bavardage, ils ont jetté l'alarme dans le camp ennemi. Les haines se réveillent, les soupçons se multiplient, et ce n'est point sur de pareils préliminaires qu'on peut travailler à une paix solide. Les habiles gens que nos philosophes! On prend leur éloge pour des injures, on les repousse comme des calomnies. Qu'en arrivera-t-il? Les ministres, dans la crainte de se rendre suspects, n'oseront pas commencer une entreprise que la raison leur conseille; et les prélats indévots, pour se justifier, seront plus fanatiques que ceux qui le sont de bonne foi.

NOTE

NOTE DE L'ÉDITEUR

De l'édition de 1790.

On nous a communiqué les deux lettres suivantes; nous nous empressons de les rendre publiques. On y trouvera un nouveau motif d'estime de la personne et des ouvrages de M. l'abbé de Mably, qui a si bien mérité des peuples et des lettres.

Copie de la lettre de MM. les abbés Chalut, Mousnier et Arnoux, exécuteurs testamentaires de M. l'abbé de Mably, adressée à M. le président de l'assemblée nationale.

Paris, le 30 août 1790.

Monsieur le président,

Permettez aux exécuteurs testamentaires de M. l'abbé de Mably, d'offrir, par vos mains, à l'assemblée nationale, les manuscrits autographes des droits et des devoirs du citoyen, et de la suite des observations sur l'histoire de France, de cet auteur célébre, dont les principes sont consacrés dans vos décrets. Cette offrande est digne de l'assemblée que vous présidez; nous lui présentons avec tout le peuple de l'empire français, celle de notre amour, de notre reconnoissance et

de notre respect pour les siècles de bonheur que la justice et la sagesse de ses décrets lui préparent.

Nous sommes avec un profond respect,

Monsieur le président,

Vos très-humbles et très-obéissans serviteurs,

Signés, Chalut, Mousnier, Arnoux.

Copie de la réponse de M. le président de l'assemblée nationale, à la lettre précédente.

Paris, le 8 septembre 1790.

L'assemblée nationale a été fort sensible, Messieurs, au don que vous lui avez fait des manuscrits autographes de M. l'abbé de Mably. Tous les ouvrages écrits de sa main sont d'un grand prix, pour toutes les collections; mais les droits et les devoirs du citoyen, tracés par un auteur si justement célèbre, sont précieux, sur-tout pour les archives de l'assemblée nationale, qui a consacré ces droits et ces devoirs dans ses décrets; c'est-là qu'ils doivent être déposés: c'est un hommage dû au génie de M. l'abbé de Mably; il en eût, sans doute, formé le vœu, c'est une obligation que Messieurs ses exécuteurs testamentaires remplissent envers lui. L'assemblée nationale m'a chargé de vous témoigner toute sa satisfaction.

Je suis, Messieurs,

Votre très-humble et très-obeissant serviteur,

Signé, Henry Jessé.

NOTRE GLOIRE

OU

NOS RÊVES.

JE n'en reviendrois point à vous parler politique, mon cher Cléante, si Ariste, qui est de retour depuis deux jours de sa province, n'etoit venu me relancer, et me tirer de ma morale, pour me faire raisonner sur des objets dont nous autres particuliers nous nous occupons assez mal à propos. Vous aurez, s'il vous plaît, la bonté de me lire, quelque long que je sois, car j'ai eu jusqu'à présent celle de vous épargner tous les mauvais raisonnemens que chacun débite ici avec gravité pour le supplice des oreilles sensées. Sachez donc qu'Ariste arriva hier chez moi. Je gage, me dit-il, après les premiers complimens, que vous êtes un peu réconcilié avec la politique. Ravi, sans doute, de la tournure qu'ont prise les affaires, vous

vous résoudrez, malgré votre paresse, à nous donner la suite de votre *Droit public*. Avez-vous déjà ramassé beaucoup de matériaux? Je conviens que le triste rôle que nous faisions sous le dernier règne, avoit dû vous décourager. Nous n'avions pas alors le sens commun; chacun nous faisoit la loi; mais, Dieu merci, tout a changé de face. J'arrive précisément quand nous apprenons la nouvelle d'une grande bataille navale: les Anglais ne sont plus les tyrans de la mer; ils ont fui dans les ténèbres, tandis que nous allumions tous nos fanaux, et bien leur en a pris. Ce qui me plaît sur-tout, c'est cet esprit patriotique qui éclate avec tant de zele au Palais-Royal et à l'Opéra. Un succès qui en annonce beaucoup d'autres, suffit pour ranimer tout le génie français. L'auriez-vous cru, si on vous eût prédit, il y a six ou sept ans, que nous serions aujourd'hui les maîtres de la mer? Ce n'est pas tout; qui auroit jamais pu penser que sortant de l'humiliation profonde où nous nous trouvions alors, nous serions aujourd'hui les arbitres de l'Europe, et que le nom de la France seroit si illustre dans les quatre parties du monde?

Je ne sais si jamais elle s'est trouvée dans

une situation plus brillante. Sous Louis XIV on nous craignoit, mais on nous haïssoit, et notre fortune ainsi mal affermie étoit plutôt l'ouvrage de quelques généraux excellens que les circonstances nous avoient donnés, que de notre politique. Sous Louis XVI, nous manquons, il faut l'avouer, de talens militaires; c'est donc à notre politique seule que nous devons le respect qu'on nous témoigne. Ariste insista sur ce mot de respect qu'il répéta plusieurs fois, en voyant que je souriois. Il ne faut pas, poursuivit-il, vouloir blâmer à tout propos. En s'adressant à nous pour obtenir les secours dont ils ont besoin, les insurgens, ces braves gens, ces hommes si éclairés, ne déclarent-ils pas à tout le monde qu'ils nous regardent, malgré l'éclipse que nous avons soufferte, comme la puissance dominante de l'Europe? On sait en Amérique, aussi bien qu'en Allemagne, que nous avons repris notre dignité. Convenez-en, la France, inépuisable en talens et en ressources, sera toujours la première puissance du monde, quand nous serons gouvernés par d'habiles gens. Mon cher Ariste, répartis-je, vous avez raison; et puisque nous n'avons besoin que de nos ministres actuels

pour nous faire respecter, on peut espérer sans trop de présomption, que nous conserverons long-temps cette réputation et cette supériorité dont vous êtes si fier.

Vous êtes toujours le même, reprit Ariste, et un trait de satyre ne vous coûte rien : mais que faut-il donc pour vous satisfaire? Vous voyez que quoiqu'embarrassée avec raison, de l'Angleterre et de sa vieille réputation, notre politique embrasse tout, depuis les Appalaches jusqu'aux Dardanelles. Deux puissances considérables en Europe, plus considérables encore en Asie et en Afrique, sont prêtes à reprendre les armes; et notre médiation force la Porte et la Russie à s'en tenir aux conditions de la paix qu'elles ont conclue il y a trois ou quatre ans. A notre considération, le grand-seigneur veut bien oublier les disgraces de sa dernière guerre; et la Russie, malgré l'esprit romanesque de son impératrice, sent qu'il faut avoir des complaisances pour nous, et n'ose point abuser de son dernier traité de paix, pour menacer Constantinople même: la tentation cependant, est assez séduisante.

Si vous n'êtes pas content, monsieur l'abbé, je vous mènerai en Allemagne : une guerre

est prête à s'y allumer au sujet de la succession de Bavière; elle doit décider du sort de l'Empire, et renverser ou confirmer tout le systême de la paix de Westphalie. L'alarme est générale : tandis que la cour de Vienne, fière de notre alliance, se fait craindre et nous caresse pour nous engager à sacrifier la vieille politique du cardinal Mazarin à celle du cardinal de Bernis, le roi de Prusse, qui est le politique le plus habile de l'Europe, nous a dépêché courriers sur courriers pour nous attirer à lui : qu'arrive-t-il? En ne disant rien, nous suspendons tout, parce qu'on sait de quel poids nous sommes dans la balance des événemens. Le roi de Prusse aime la guerre, et vous voyez qu'il hésite à prendre les armes. Il menace, mais il se prête à des négociations. Après cinq mois perdus pour sa gloire, la patience lui échappe, il entre en Bohême; les hostilités commencent, et cependant on entame de nouvelles négociations, parce qu'on craint que la reine ne nous fasse aller au secours de sa mère et de son frère. Notre silence répand l'inquiétude et suspend les coups : on diroit que nous voulons en quelque sorte, tenir le monde entier en paix, pour le rendre té-

moin de la honte des Anglais et de notre gloire.

En effet, l'Amérique nous devra son indépendance, elle est notre ouvrage. Nos commerçans, encouragés par le gouvernement, ont fourni aux Etats-Unis, toutes les choses dont ils ont besoin. Les Anglais le voient, ils en sont indignés; mais dans la crainte d'avoir à la fois deux guerres également difficiles, ils dissimulent et n'osent, malgré leur ancienne haine, se plaindre de nous. Croirez-vous que tout cela soit le fruit du hasard? On nous accusoit autrefois d'abuser en étourdis, de notre courage; aujourd'hui, nous l'employons de la manière la plus sage, et pour mieux humilier nos ennemis, nous voulons les forcer à nous déclarer une guerre qu'ils craignent, et dont nous avons besoin pour faire oublier le dernier règne. Avez-vous remarqué ce persiflage de notre déclaration, après notre alliance avec les insurgens? Vous n'imaginez pas, sans doute, que ce soit sérieusement que nous ayons dit à la cour de Londres que notre traité avec ses colonies, est une nouvelle preuve de notre disposition constante et sincère à la paix, et que nous espérons que le roi d'Angleterre, pour entre-

tenir la bonne harmonie entre les deux cours, ne troublera point notre commerce avec les insurgens. On a senti cette plaisanterie à Londres, on s'est mis en colère mal à propos; mais tout bien considéré, la crainte a succédé à la colère, et on s'est repenti d'avoir rappelé milord Stormond trop précipitamment.

Voilà le tableau que vous avez à peindre. Notre gloire est rétablie, car nous avons secoué toute crainte, et nous avons déjà tous les avantages de la guerre, quoiqu'elle ne soit pas encore déclarée. Cette prospérité durera, elle n'est point bâtie sur le sable. Tandis que tout autre conseil que le nôtre, absorbé par les affaires du dehors, négligeroit l'intérieur de l'état, il suffit à tout. Je vous connois, vous êtes enchanté de cet arrêt qui établit dans le Berri un nouvel ordre de choses. On voit bien que notre finance est gouvernée par un homme qui sait que l'argent est le nerf de la guerre et de la paix, et qui a tetté le lait de la liberté dans une république. Nous voilà délivrés pour toujours de la tyrannie de nos intendans et des financiers qui ont été et qui sont nos plus redoutables ennemis. La prospérité du Berri se répandra dans tout le reste

du royaume. L'amour de la patrie prendra de nouvelles forces dans le cœur des citoyens heureux. Je voudrois que vous eussiez vu comme moi, ce que c'est que ces hommes qui habitent nos provinces. Occupés désormais de la chose publique, ces automates deviendront des hommes d'état, et le ministère éclairé par cette lumière, dirigera ses opérations avec plus de certitude.

Eh bien, poursuivit Ariste, que me répondez-vous? il me semble que vous m'avez écouté avec un air froid et glacé qui me chagrine. Ce n'est pas ma faute, répondis-je, si je ne puis, mon cher Ariste, voir les choses du même œil que vous les voyez. Où vous admirez la profondeur de notre politique, je ne vois par malheur qu'une conduite indécise, incertaine, et les jeux ordinaires de la fortune. Je vous promets donc de continuer ce *Droit public* qui vous tient si fort au cœur, dès que je serai convaincu que nous avons repris la place où vous nous mettez, et que nous la devons à notre sagesse. Sans doute, il seroit agréable pour un Français, de parler de notre résurrection, et d'exposer les causes et les fondemens de notre future et éternelle prospérité; mais je résiste,

autant qu'il m'est possible, à l'engouement qui s'est emparé de Paris, et qui, je le vois bien, a gagné votre province. Dussé-je passer pour un mauvais citoyen, des espérances frivoles ne me paroîtront jamais raisonnables. Peut-être que tous vos éloges, mon cher Ariste, trouveront place un jour dans l'oraison funèbre de M. de Maurepas, ou en attendant, dans une harangue de l'académie; mais dans une discussion politique, il faut un peu de vérité. Si vous le voulez, je répondrai une fois pour toutes, à vos raisonnemens, et j'espère qu'ensuite nous laisserons aller les quatre parties du monde comme il leur plaît: trop heureux qu'on veuille bien ne se point mêler de nos affaires!

Vous trouvez donc fort beau que deux puissances qui dominent dans l'Asie et l'Afrique, se taisent en notre présence. Vous croyez entendre les Asiatiques et les Africains qui se demandent d'où leur vient cette paix inattendue, et qui se répondent qu'elle est un bienfait de la France. Mais pour parler en termes moins magnifiques, vous voulez dire que nous avons bien fait pour notre gloire, de contribuer par nos négociations, à conserver la paix entre la Porte et la Russie,

Mais en premier lieu, êtes-vous bien sûr de cette paix? car si elle est incertaine et chancelante, notre gloire est douteuse. Passons outre. Je conviendrai que notre ministre a eu raison de négocier cette paix, si elle est avantageuse au grand-seigneur, qui est notre allié naturel. Mais il me semble que la Porte a fait si mal la guerre en faveur des Polonais, et l'a terminée d'une manière si folle et si lâche, que bien loin de nous opposer à son ressentiment, nous aurions dû l'exciter à se venger.

Pourquoi, je vous prie, notre savante politique s'entremet-elle pour confirmer la honte des Turcs nos amis, les dégrader et les tenir dans un repos qui les accoutumera enfin à leur honteuse situation? Quelle étrange conduite que d'humilier une puissance que nous aimons et que nous devons aimer! à qui la sacrifions-nous? à la Russie dont ne pouvons attendre aucun bien, qui ne nous aime pas, qui affecte l'empire du Nord, et que nous devons par conséquent abaisser ou du moins ne pas servir, s'il est vrai, comme vous le dites, que nous soyons redevenus la puissance dominante de l'Europe. La Russie a autant besoin de la paix, pour réparer ses forces

épuisées, que le grand-seigneur, de la guerre, pour connoître les siennes, laver sa honte et reprendre la politique qui lui convient; et c'est dans ces circonstances que notre ministère fait habilement tous ses efforts pour calmer les esprits du divan.

Il est beau sans doute, de promener sa politique des Appalaches aux Dardanelles, mais il est encore plus beau de bien observer ce qui se passe autour de soi, et de ne pas imiter l'astrologue qui tombe dans un puits en observant les astres. Pour mériter une véritable louange, il faut sur-tout n'être pas tellement occupé du moment présent, qu'on néglige de prévoir ce qui doit en résulter dans quelques années. Je crains qu'on ne nous reproche un jour, comme une bévue, cette négociation que vous admirez. Elle auroit été très-sage de la part de la cour de Vienne, qui n'ayant pas oublié ses projets d'ambition dans le midi et le couchant de l'Europe, trouveroit un grand avantage à voir les Turcs s'accoutumer à leur engourdissement. Mais nous, nous qui malgré M. le cardinal de Bernis devons regarder la maison d'Autriche comme notre ennemie naturelle, tant que l'ambition ne sera pas passée de

mode, de quoi nous avisons-nous? Pourquoi voulons-nous qu'une puissance qui peut faire en notre faveur des diversions utiles, ne puisse même plus nous servir d'épouvantail en Hongrie? Nous nous repentirons un jour de la négociation que vous louez, mon cher Ariste, et je la blâme dès aujourd'hui, parce que je prévois que l'empereur nous redemandera la Lorraine, l'Alsace et tout ce qui lui plaira.

C'est toujours une grande faute de sacrifier les intérêts constans d'un état à un avantage passager. Je me rappelle fort bien qu'il y a environ vingt ans qu'on donna au traité du cardinal de Bernis les mêmes éloges que vous donnez aujourd'hui à notre prétendue pacification de la Porte. Mais à peine cette alliance de Versailles, qui devoit affermir le repos de l'Europe, fut-elle signée, que la cour de Vienne se promettant tout de notre duperie, songea à profiter de nos forces qu'elle craignoit, pour recouvrer la Silésie et renverser la fortune naissante de la maison de Brandebourg, qui lui faisoit ombrage dans l'Empire. Où en serions-nous aujourd'hui, si nous avions malheureusement réussi dans l'objet de notre dernière guerre? Embarrassés des Anglais, qui ne laissent pas dans leur

parfaite décadence de nous faire peur, nous aurions laissé dépouiller la maison Palatine, que personne n'auroit secourue, et la cour de Vienne, maîtresse de l'Empire, après s'être moquée de notre bonhomie, s'allieroit aujourd'hui avec les Anglais; et vous n'auriez pas eu occasion, mon cher Ariste, de faire les rêves agréables dont vous m'avez entretenu.

Je ne suis pas surpris qu'après avoir ruiné notre crédit en Allemagne, la cour de Vienne fasse tous ses efforts pour nous associer à ses projets sur la Bavière. Il lui seroit agréable, sans doute, de nous jeter dans le dernier épuisement, pour triompher de nous sans peine, quand notre tour viendra d'être ses ennemis déclarés. A l'égard du roi de Prusse, j'ignore les ordres que les courriers dépêchés au baron de Goltz et à M. de Sandez leur ont apportés; mais je gagerois que ce prince qui nous connoît bien mieux que nous ne nous connoissons, n'a point espéré de nous joindre à lui. Ne croyons pas, mon cher Ariste, que notre mystérieuse indécision suspende l'activité de ce prince, et qu'il ait peur de nos troupes et de M. le maréchal de Broglie. Pour élever la haute fortune de sa

maison, il a dû avoir la politique qu'il a eue; mais à présent qu'il est craint et respecté dans toute l'Europe, ne craignez point qu'il emploie pour conserver la même conduite que pour acquérir. Ce n'est pas nous qui le forçons à se prêter à de longues négociations, c'est sa dignité. C'est lui qui fait véritablement le rôle de puissance dominante, tandis que l'Empire, qui ne sait que penser de nous. nous accuse ou de ne pas connoître nos intérêts, ou de n'avoir pas le courage de les suivre.

Il nous manque en effet bien des choses pour régler, modérer ou arrêter les opérations de nos voisins. L'argent fait tout chez nous, et nous n'en avons point. Malgré nos emprunts multipliés, nous avons bien de la peine à suffire aux dépenses de la marine; comment pourrions-nous donc prendre part à une guerre de terre? On se seroit moqué de nous, si, entrant imprudemment sur la scène, nous avions proposé quelques articles d'accommodement, et menacé de notre indignation, la puissance qui les auroit rejetés. Je blâme la conduite indécise ou louche de nos ministres, parce qu'en nous éloignant de la maison d'Autriche à qui nous serons sus-
pects,

pects, elle ne nous rapprochera pas des princes de l'Empire. L'empereur nous accusera d'être des alliés infidelles, et croira que nous lui avons nui ; tandis que ses ennemis nous mépriseront peut-être, en voyant que nous n'osons pas les servir : ainsi nous aurons perdu nos vrais alliés, pour n'offenser qu'à demi, une puissance dont l'amitié nous trompe et qui veut s'agrandir à nos dépens.

Pour avoir une politique digne de vos éloges, mon cher Ariste, il auroit fallu profiter de la succession de Bavière pour nous débarrasser des malheureux engagemens que le cardinal de Bernis nous a fait contracter; car il n'y a point de publiciste qui ne vous dise que de droit, le traité de Versailles est subordonné à celui de Munster ; et le plus petit politique vous prouvera, que quand on a fait une sottise, il est bon de profiter de la première circonstance pour la réparer. Voulez-vous savoir, mon cher Ariste, la véritable cause de notre mystérieuse indécision ? la voici. Nos ministres qui sentent à merveille que nous ne pouvons pas avoir deux guerres à la fois, n'osent, dans la crainte de déplaire à la reine, et de perdre leur place, se déclarer ni en faveur de la cause du roi

de Prusse, ni de celle de l'empereur. Cette situation me paroît extrêmement dangereuse. Je crains toujours que la reine n'obtienne par ses sollicitations de nous faire consommer l'ouvrage de M. le cardinal de Bernis. Si nos ministres vouloient m'en croire, au lieu de politiquer avec les puissances étrangères, ils négocieroient avec des musiciens, des poëtes et mademoiselle Bertin. Ils les inviteroient à imaginer tous les jours de nouvelles fêtes et de nouvelles modes, pour faire une diversion à l'intérêt que la reine prend aux affaires de sa maison, et venir au secours du roi qui ne doit résister qu'avec peine aux prières d'une princesse qui lui est plus chère que jamais.

Au lieu d'admirer notre sagesse, je loue, mon cher Ariste, et je bénis la bonté de cette providence, qui, dit-on, est venue si souvent à notre secours. Je compte beaucoup que le roi de Prusse, qui n'a pas besoin de notre consentement pour faire la guerre, ne négligera pas cette occasion pour forcer l'empereur à respecter les lois et les libertés de l'Empire, que nous devons protéger de toutes nos forces. Il ne peut se dissimuler que s'il n'humilie pas la cour de Vienne et

ne brise ses forces, elle prendra les armes à sa mort, pour recouvrer la Silésie et détruire la grande puissance qu'il a formée, et dont les parties, qui n'ont point eu le temps de s'unir étroitement, ne forment pas encore une masse solide. En combattant pour lui, le roi de Prusse va combattre pour nous : en conservant sa Silésie, il mettra notre Lorraine et notre Alsace en sûreté, et peut-être comprendrons-nous un jour que nous devons le regarder comme notre allié naturel, et que sa puissance nous doit être chère, jusqu'à ce qu'un nouvel ordre de choses s'établisse en Europe.

Je suis fâché, mon cher Ariste, de troubler vos plaisirs par mes tristes réflexions. Je vois avec chagrin que l'Asie, l'Afrique et l'Europe même, ne formeront point un concert de louange à notre gloire. Mais l'Amérique nous reste, et j'avoue que c'est là que nous nous montrons de la manière la plus avantageuse. Il est vrai qu'en s'adressant à nous, les colonies Anglaises semblent en effet reconnoître notre supériorité sur les autres puissances de l'Europe ; mais entre nous, pourquoi en serions-nous si vains ? vouliez-vous que les insurgens s'adressassent à des

princes qui n'ont point de forces maritimes, et qui, par conséquent, ne pouvoient porter aucun secours en Amérique, ni faire une diversion favorable en Europe, en attaquant les Anglais ? Il falloit recourir à nous ou aux Espagnols, aux Hollandais, aux Suedois et aux Danois; et le mérite n'est pas grand d'avoir été préferés aux puissances que je viens de nommer.

Vous n'avez pas oublié combien l'Espagne, depuis si long-temps incommode à ses alliés, s'est décriée dans la dernière guerre, et sur-tout dans l'expédition qu'elle fit, il y a, je crois, deux ans, sur les côtes d'Afrique : rien de tout cela n'est ignoré en Amérique. D'ailleurs, la manière dont elle gouverne ses colonies, doit la rendre odieuse aux insurgens. Ils soupçonnent que le conseil de Madrid ne voit pas sans inquiétude que des hommes qui ont souvent fait un commerce de contrebande dans le Mexique, se forment en république dans le voisinage des colonies Espagnoles. On diroit que l'Espagne, gouvernée par trois ou quatre esprits différens, ne peut se décider à rien, ou ne prend qu'un parti qu'elle est incapable de suivre. En un mot, plus nous nous plaignons des Espagnols

qui nous ont excités à la guerre et qui nous manquent au besoin, plus vous jugez que nous ne devons pas beaucoup nous glorifier que les colonies Anglaises ayent preféré notre alliance.

Les Provinces-Unies ont été comptées pendant long-temps parmi les puissances maritimes; pendant long-temps elles ont été le centre des négociations de l'Europe, on les regardoit comme les arbitres de la paix et de la guerre; il est même vrai qu'elles désirent ardemment que l'indépendance des colonies leur ouvre une nouvelle branche de commerce. Mais cette république, que personne n'a recherchée dans la dernière guerre, parce qu'elle avoit laissé voir toute sa foiblesse dans la précédente, n'est plus qu'un assemblage de marchands, dans qui l'avarice a étouffé tout amour de gloire, de patrie et de liberté. Les Hollandais se sont fait une politique convenable à leur situation et à leur génie; et l'expérience leur a appris que le commerce ne doit pas fleurir et s'étendre par les armes. Pour les Suédois et les Danois, je conviendrai volontiers que les intérêts des insurgens leur doivent être chers : mais vous avouerez à votre tour, qu'ils ne sont pas en

état de les favoriser utilement. La Suède est un corps sans ame, depuis que la dernière révolution a rendu le prince odieux aux bons citoyens, et que la nation, qui n'a ni l'esprit républicain, ni l'esprit monarchique, est suspecte à un prince qui ne veut pas se contenter d'être un premier magistrat, et qui ne sait pas être roi. A l'égard des Danois, ce n'est pas la peine d'en parler : et si l'une ou l'autre de ces puissances avoit été assez téméraire pour tenter une diversion en faveur de l'Amérique, c'eût été l'affaire d'un moment pour l'Angleterre que de les réduire.

Il n'y avoit donc que nous sur qui les insurgens pussent fonder quelque espérance. Dès qu'ils n'osèrent pas se fier à leurs propres forces, et qu'ils croyoient nécessaire d'implorer des secours étrangers, c'étoit un parti forcé que de nous envoyer M. Franklin. Mais pour rabattre votre caquet, poursuivis-je en riant, je voudrois, mon cher Ariste, que ce taciturne M. Franklin pût vous faire une relation fidelle de sa négociation avec nos ministres. J'ignore tous les faits, mais à en juger par les apparences, je gagerois qu'il a trouvé dans notre ministère beaucoup de haine contre les Anglais, beaucoup d'envie

de leur nuire, mais encore plus d'incertitude dans ses vues et ses projets. Si les traces de la dernière guerre étoient effacées, si nous ne craignions pas les Anglais, pourquoi auroit-on fait un mystère de notre négociation avec M. Franklin, et pourquoi n'auroit-on communiqué avec lui qu'en secret? En encourageant les insurgens, avons-nous osé leur donner publiquement des secours?

Nous nous sommes comportés, mon cher Ariste, d'une manière peu digne de la puissance qui domine en Europe, ou qui aspire à y dominer. Ne me dites pas que j'exagère notre crainte; si elle n'eût pas été extrême, nous n'aurions pas regardé le combat de la Belle-Poule comme un prodige; on n'auroit pas récompensé la valeur de cette frégate avec tant de profusion. Si nous ne nous étions pas attendus à des disgraces, songerions-nous à faire valoir notre canonnade de Keppel comme un grand triomphe? Si vous voulez que je vous dise nettement ma pensée, je crois que si M. de Sartines eût moins songé à se rendre recommandable auprès du roi, et qu'il n'eût pas pensé qu'une guerre de mer étoit nécessaire pour lui faire prendre l'ascendant sur ses collégues, et suc-

céder ainsi à M. de Maurepas, dont il espère que le règne ne sera pas long, nous ne nous serions, en aucune façon, mêlés des affaires d'Amérique. Par combien de mensonges ou de subtilités n'a-t-il pas fallu répondre aux inquiétudes et aux soupçons de mylord Stormond! Combien n'a-t-on pas donné d'assurances positives de notre amour pour la paix, tandis que nous désirions et préparions la guerre! Nous avons armé, sans savoir bien précisément ce que nous ferions de nos vaisseaux. Flottans dans une incertitude continuelle, nous avons toujours été ou trop lents ou trop précipités; et tandis qu'on fait accourir à grands frais une armée inutile sur nos côtes, on laisse le temps aux Anglais de rassembler leurs forces éparses dans tout le monde, et nous perdons le moment le plus favorable pour agir.

Il est difficile de vous contenter, me dit Ariste d'un ton chagrin. Mais puisque vous n'approuvez rien, qu'auriez-vous donc voulu qu'on eût fait? J'aurois voulu, répondis-je, que pour ne pas s'exposer à ce flux et ce reflux d'espérances et de craintes qui n'annoncent qu'un plan mal dirigé et par conséquent des disgraces, on eût plus fait attention

à nos intérêts, qu'aux embarras où se trouvent les Anglais. Ils s'étoient jetés de gaieté de cœur dans un précipice, il étoit donc inutile de les y pousser. Voilà, si je ne me trompe, ce que la politique prescrivoit, et cette politique nous étoit d'autant plus nécessaire, que notre marine avoit peu de réputation, que nos finances sont dans un état fâcheux, qu'on ne peut les rétablir qu'à la faveur de la paix, que le continent doit principalement nous occuper, et que des succès sur mer, qui nous empêcheroient de pouvoir faire la guerre sur terre, seroient de véritables malheurs. En voulant soumettre l'Amérique par la force des armes, l'Angleterre s'engageoit, je crois, dans une entreprise dont elle ne pouvoit sortir avec honneur. Il falloit l'abandonner aux mauvais conseils de son ambition et de son avarice, bien persuadés que ces deux passions ont perdu des peuples plus florissans que les Anglais.

L'Angleterre avoit fait trop de sottises, pour que nous dussions craindre qu'elle se comportât subitement avec assez de sagesse pour subjuguer ses colonies révoltées, et fondre ensuite sur nous avec tout le poids de sa gloire. Il falloit s'apercevoir que dégénérée

en quatorze ans de ce qu'elle étoit à la dernière paix, elle n'offroit plus à toute l'Europe que le spectacle d'un peuple qui ne sait plus être libre, et forcer son gouvernement à se conduire avec circonspection. Il n'étoit pas difficile de voir que la nation avoit perdu ses droits, et que les membres du parlement, en se vendant sans pudeur, avoient remis toute l'autorité publique entre les mains de quelques ministres qui tromperoient le prince et feroient approuver leurs folies et leurs méchancetés par le parlement devenu leur pensionnaire. Il falloit s'attendre que les insurgens, qui sont peut-être encore étonnés de la hardiesse de leur entreprise, acquerroient du courage à mesure que leurs ennemis multiplieroient leurs fautes. En faisant la guerre chez eux, ils ont un avantage infini sur les Anglais qui sont obligés de transporter à deux mille lieues leurs armées, leurs munitions, leurs subsistances, et de commencer par essuyer tous les hasards de la mer. A moins que de supposer les Américains les plus inconsidérés et les plus lâches des hommes, pourroit-on croire qu'ils ne réussissent pas dans une entreprise qui n'étoit

point le fruit d'un mouvement tumultuaire et subit !

Ce que j'ai vu, pourquoi des ministres plus éclairés que moi, et infiniment plus à portée de connoître la révolution qui s'est faite dans le caractère de l'Angleterre, et les intérêts bas des cabales et des partis qui la divisent, n'ont-ils rien aperçu? Si vous me dites, mon cher Ariste, que rien ne nous a échappé, et que nous avons voulu profiter d'une circonstance favorable d'acquérir de la gloire sans peine, et nous réhabiliter aux yeux de l'Europe, je prendrai la liberté de vous répéter que nous ne nous sommes pas conduits avec la dignité convenable à une puissance considérable qui n'emploie jamais la ruse et l'artifice sans se dégrader. Je vois, auroit-on pu dire à milord Stormond, une guerre ouverte entre vous et vos colonies ; et sans décider de la justice de vos plaintes respectives, toute l'Europe est témoin que de part et d'autre, on s'est soumis aux lois que le droit des gens a établies entre des nations indépendantes qui se font la guerre. De ce que les insurgens vous ont forcés à ne les pas traiter en coupables de lèse-majesté, je ne dis point que leur indépendance

soit établie ; mais je dis que se comportant avec vous en hommes libres, les puissances étrangères ne blessent en rien les règles les plus étroites de la justice, si elles les regardent en ce moment comme des hommes libres. Ils ouvrent leurs ports à tous les peuples de l'Europe, et sans être les ennemis de l'Angleterre, nous profiterons d'un commerce qui nous est ouvert.

Je ne dois pas empêcher mes sujets, aurois-je ajouté, de fréquenter les ports de vos colonies. S'ils ne se soumettent pas aux règles dont tous les peuples sont convenus au sujet du commerce qu'on fait avec une nation en temps de guerre ; s'ils portent aux insurgens des marchandises de contrebande, vous pouvez les saisir, et je n'en demanderai point la restitution quand vos cours de l'amirauté les auront jugées de bonne prise. J'arme, et je vous donne les assurances les plus positives que mon unique but est de protéger le commerce légitime de mes sujets. Je ne veux point la guerre, mais je la ferai de toutes mes forces, si on insulte les vaisseaux qui portent mon pavillon.

Par cette conduite noble, ouverte et généreuse, nous aurions mis l'Angleterre dans

le cas de n'oser se plaindre, ou de ne faire que des plaintes qui ne nous auroient fait aucun tort. Nous aurions augmenté notre réputation, et ce sont nos dettes que nous avons augmentées en voulant avoir des forces que nous ne pouvons pas entretenir, et sans faire attention que ce n'est pas le nombre des vaisseaux, mais le mérite des marins qui fait la puissance maritime. Nous ne serions pas sortis de nos ports en tremblant. Notre bonne foi nous auroit fait honneur, et au contraire, il n'y a point d'état aujourd'hui qui puisse compter sur nos déclarations. Nous nous sommes dégradés; et en recourant à une politique qu'on ne peut excuser que dans une puissance du troisième ordre, notre ministère a déclaré lui-même qu'il ne mérite pas les éloges que vous lui prodiguez.

Après avoir parlé à peu près en ces termes à Ariste, j'allois ajouter quelque chose sur ces états de Berry, dont il se fait avec tout Paris une image si agréable. Mais il m'interrompit assez brusquement. Fort bien, me dit-il, vous pérorez à merveille. Aujourd'hui que l'Angleterre épuisée envoie des commissaires en Amerique pour y négocier la paix, il est aisé de voir ce qu'il étoit impossible

d'appercevoir il y a deux ou trois ans. Ces colonies qui, selon vous, devoient être invincibles chez elles, étoient à la dernière extrémité quand nous avons signé notre traité d'alliance. Elles alloient faire leur accommodement, et l'Angleterre nous auroit attaqués avec les forces réunies de l'Amérique. Notre ministre ne néglige-t-il aucune des mesures propres à assurer ses succès? On l'accuse d'être minutieux ou timide. Se comporte-t-il d'une maniére plus leste? il passera pour étourdi ou téméraire: comment faire?...

Comment faire? repartis-je. Saisissez dans chaque affaire le point décisif, et vous verrez que votre politique s'épargnera beaucoup de peine. Je sais que dans toutes les entreprises il faut faire sa part à la fortune et s'attendre à ses caprices; mais on en triomphera, si on a soin de ne rien tenter au-dessus de ses forces, et qu'on se soit en général préparé à souffrir quelques disgraces, sans en être accablé. Vouloir suppléer à cette politique seule raisonnable, la fraude, l'artifice, le mensonge, les finesses, on en est tôt ou tard la dupe, et on se trouve embarrassé dans ses propres piéges.

Mais pour vous répondre plus en détail,

mon cher Ariste, il n'est pas tout-à-fait vrai qu'on ait eu besoin de savoir tout ce qui s'est passé depuis deux ou trois ans en Angleterre et en Amérique, pour blâmer la conduite de notre ministère. A l'égard de l'indépendance des Américains que je crois certaine, je puis vous assurer, sans vouloir trop louer ma pénétration, que je n'ai point cru, après la prise de Newyorck et même de Philadelphie, que les insurgens alloient se soumettre à M. Howe. Je puis vous produire des témoins qui vous assureront que j'ai toujours cru que les Anglais ne réduiroient point les vastes provinces qui se sont révoltées, à moins que le congrès et les officiers qu'il emploie, ne manquassent à la fois de sens commun et du courage le plus ordinaire. J'ai cru que n'étant point exercés à la guerre, les insurgens se réduiroient à une défensive nécessaire, et que leur crainte même lasseroit, épuiseroit et vaincroit enfin les Anglais. Il ne falloit pas beaucoup d'esprit pour prévoir que des commerçans et des hommes jusqu'alors occupés de la culture seule de leurs terres, n'auroient point les préjugés de ces braves Romains accoutumés à vaincre, gâtés par des triomphes continuels, et qui ne con-

noissant pas Annibal, désaprouvoient Fabius et croyoient que leur gloire seroit ternie s'ils ne chassoient par force les Carthaginois de l'Italie. Tandis que les Anglais n'auroient que des succès inutiles, il étoit impossible que les insurgens ne s'accoutumassent pas à leurs armes et au bruit du canon. Ils devoient devenir soldats malgré eux, et de jour en jour les soldats Anglais devoient au contraire tomber dans un plus grand découragement. Si notre levée de bouclier n'étoit pas nécessaire il y a deux ans, elle l'étoit encore moins depuis que Burgoyne et son armée ont été forcés de se rendre prisonniers de guerre.

A cela, vous me répondez, mon cher Ariste, que dans le découragement où se trouvoient les colonies, notre traité et notre déclaration étoient indispensables. Je consens, pour vous faire plaisir, qu'on ait jeté quelques propositions de paix: mais je puis vous répondre que si les Anglais ne sont pas les plus modestes et les plus sages des hommes, leur orgueil et leur tyrannie n'auroient pas manqué de rendre aux mécontens quelque colère et quelqu'indignation. D'ailleurs, ce n'est pas un si grand mal, qu'un peuple qui veut être libre apprenne à supporter de grandes

traverses,

traverses, et achète sa liberté par sa patience, son courage et sa persévérance; vertus sans lesquelles il n'est pas possible de former une bonne république.

Les insurgens n'auroient manqué ni de bas, ni de souliers, ni d'habits; le besoin auroit aiguisé leur industrie. Mais je suppose que ces bourgeois vaincus par leur mal-aise, eussent fait leur accommodement: quel grand malheur en seroit-il résulté pour nous? Ne voyez-vous pas qu'étant impossible de trouver aucun point de conciliation entre l'Angleterre et l'Amérique, une paix plâtrée ne pouvoit que faire naître de nouveaux soupçons, de nouvelles défiances, et nourrir une haine secrète qui n'auroit cherché qu'à éclater? Tandis que l'avarice et l'orgueil des uns n'auroient songé qu'à rétablir leur ancienne tyrannie, les autres, qui avoient eu un avant-goût de la liberté, se seroient regardés comme des esclaves, s'ils ne recouvroient pas leur indépendance. Dans cette situation, les Anglais ne jouissant en Amérique, que d'une autorité incertaine et chancelante, n'auroient-ils pas fixé de ce côté toute leur politique? Tremblans pour une partie de leur empire, auroient-ils osé avoir en Europe la fierté qui

les y fait craindre? S'ils nous avoient attaqués, nous aurions trouvé dans leurs sujets des hommes prêts à faire une diversion. Ils nous auroient d'autant mieux servis, qu'ils auroient eu alors plus de qualités propres à faire des républicains. Au contraire, en venant, comme nous avons fait, mal-à-propos à leur secours, nous les avons en quelque sorte abâtardis. Jamais ils n'auront les vertus qui leur sont nécessaires, parce qu'ils n'auront pas acheté assez chèrement leur liberté pour l'estimer ce qu'elle vaut.

Pauvres gens que nous sommes, qui ne savons pas que le temps est nécessaire pour conduire les affaires comme les fruits de la terre à leur maturité! mais pardon, mon cher Ariste, j'allois vous parler de la politique des Romains, lorsqu'il n'est question que de la nôtre. Puisque c'est pour la dernière fois que nous nous entretenons aujourd'hui de nos folies, il faut, mon cher Ariste, que je vous dise tout. Par la conduite que je vous ai proposée, nous ne laissions à l'Angleterre aucun prétexte de nous attaquer, et nous jouissions de sa défaite. Je crains, au contraire, qu'avertie par nos ministres de nos mauvaises intentions, elle ne commence à

ouvrir les yeux sur ses intérêts. Qui me répondra que se livrant à son ancienne haine contre nous, elle ne consentira pas à l'indépendance des insurgens pour nous attaquer avec toutes ses forces? Cette crainte me paroît d'autant plus fondée, que les ministres Anglais n'ont peut-être point d'autre moyen de faire oublier et pardonner leur faute. S'ils peuvent nous battre et conduire nos vaisseaux dans leurs ports, on ne fera pas attention, au milieu des réjouissances publiques, à la perte des colonies, et le parti de l'opposition ne sera pas entendu.

Peut-être que grâce à l'opiniâtreté Anglaise, nous n'éprouverons pas cet inconvénient, et que l'Angleterre ne fera sa paix avec les insurgens, qu'après s'être mise dans l'impossibilité de nous faire la guerre. Mais dans ce cas, je vous prédis une haine d'autant plus forte, qu'elle ne pourra éclater. Je vous le prédis encore, attendez-vous alors à voir les Anglais s'allier avec la première puissance qui nous fera la guerre sur terre. Obligés de porter de ce côté-là nos principales forces, et d'être par conséquent inférieurs sur mer, nous perdrons nos îles, mon cher Ariste; et si vous voulez alors remonter jusqu'à la cause de

cette disgrace, vous la trouverez dans la conduite inconsidérée que je prends la liberté de blâmer dans nos ministres. Je ne crains pas de me tromper; car, quoique je ne lise pas les gazettes pour me tenir au fil des affaires, il me semble qu'il est très-clair que la maison d'Autriche n'est pas fortement attachée à notre alliance, parce qu'elle n'a point renoncé à son projet de s'agrandir à nos dépens. Dès ce moment, elle ménage les Anglais, et se prépare à profiter de leur ressentiment.

Nous, simples particuliers, qui ne jugeons qu'en gros de la situation des états, et par les bruits incertains que sème la renommée; nous, dont les mauvais raisonnemens ne font tort à personne, nous serions peut-être excusables, si nous avions eu la politique de nos ministres. J'aurois pu croire que l'Angleterre, qui a fini la dernière guerre d'une manière si brillante, et à qui on ne pouvoit en effet, contester alors d'être la puissance dominante de l'Europe, méritoit qu'on fît contr'elle les plus grands efforts et avec l'art le plus raffiné et le plus frauduleux, pour soustraire ses colonies à son empire, et préserver l'Europe de son joug. Mais les ministres ne sont pas en droit d'exiger la même indulgence que les

nouvellistes du Palais-Royal et des Thuileries. Tous les événemens d'un état sont liés les uns aux autres par une chaîne qu'il est difficile d'apercevoir, et qui doit cependant servir de règle à la politique. Je me garderai donc bien de louer des succès passagers qui annoncent et préparent une longue suite de calamités.

Je conviens que malgré son mauvais gouvernement et son ambition, la maison d'Autriche a été à la tête des affaires de l'Europe, depuis Charles-Quint, jusqu'au cardinal de Richelieu; je conviens encore que, malgré une conduite également vicieuse, nous avons pris et conservé, depuis la paix de Westphalie, jusqu'à la dernière guerre, la prépondérance dont les Autrichiens avoient joui. J'avoue même, mon cher Ariste, qu'il étoit vraisemblable qu'avec un gouvernement beaucoup meilleur que le nôtre et celui de Vienne, plus de caractère et d'amour de la patrie, l'Angleterre conserveroit plus long-temps que nous et les Autrichiens, son empire et sa dignité : mais il me semble que je ne me serois point décidé sur une simple vraisemblance; si j'avois été ministre, j'aurois voulu m'instruire s'il ne s'étoit rien passé d'extraor

dinaire dans cette nation. Je me serois défié de mes conjectures, j'aurois voulu m'instruire. J'aurois soupçonné que les Anglais pouvoient avoir abusé de leur fortune, et que la liberté, qui est si propre à produire de grandes choses, hâte la corruption d'un peuple; quand elle ne s'est pas opposée à sa naissance.

Que font donc nos ambassadeurs à Londres? Ont-ils des yeux pour ne pas voir? Pourquoi n'ont-ils pas eu assez de sens pour profiter des lumières que leur donnoit le parti de l'opposition, en désapprouvant comme une folie le projet de réduire les colonies par la force? Ils devoient apprendre à nos gens de Versailles, qui ont bien autre chose à observer que les révolutions qui se font dans le caractère et les mœurs des peuples, que ce commerce, ce crédit, cette finance que nous regardons comme les causes de la grandeur des Anglais, avoient jeté dans leurs ames, une dépravation qui ruinoit leurs forces, et ne leur préparoit que des disgraces. Il me semble que si j'avois eu l'honneur d'être chargé des intérêts du roi à Londres, j'aurois découvert que les Anglais touchent au moment fatal que le docteur Brown leur

annonçoit il y a vingt ans. J'aurois vu que les mœurs Anglaises sont changées, et qu'il ne subsiste qu'un vain simulacre de l'ancien gouvernement. Les ministres, aurois-je dit dans mes dépêches, sont ici comme ailleurs, l'ouvrage de la cabale et de l'intrigue. Ils ne sont plus obligés d'avoir du mérite et des talens pour se soutenir; il leur suffit de braver effrontément le parti de l'opposition, et de s'assurer de la pluralité des suffrages dans les deux chambres du parlement; chose aisée depuis que le gouvernement a appris à tous les citoyens de quelque distinction, que les talens, le mérite et les vertus ne servent, sans les richesses, qu'à rendre un homme inutile, et peut-être ridicule.

Si nos ministres n'avoient pas été détournés d'une sage politique par quelques intérêts particuliers, il me semble qu'ils auroient pu profiter de ces instructions; car, je n'aurois point manqué de leur dire que cette affreuse corruption dont je viens de vous parler, n'est point encore descendue jusques dans le peuple qui conserve ses anciennes mœurs. J'aurois ajouté que même elle ne s'est pas encore glissée dans les armées navales, dont les institutions sont plus sages que les nôtres. J'au-

rois averti notre ministère de craindre l'habileté et l'expérience de la marine Anglaise. J'en aurois conclu qu'au lieu de nous mesurer sur mer avec l'Angleterre, nous devions achever de l'épuiser, en soutenant secrètement les colonies; et que, pour reprendre plus sûrement notre supériorité, nous devons nous garder de rien faire qui puisse, en irritant les Anglais, leur faire reprendre pour quelques momens leur ancien caractère, ce qui suffiroit peut-être pour nous faire éprouver quelque disgrace humiliante.

Mais c'est assez critiquer, mon cher Ariste, et je dois vous dire, pour la justification de nos ministres, que rien n'est plus difficile que de former un plan raisonnable de politique dans une nation qui a la vanité de se croire capable de faire de grandes choses, mais en effet incapable de tout effort généreux; et qui rira de ses disgraces, pourvu qu'on ne fasse point cette banqueroute qui est comme suspendue sur nos têtes. L'entreprise la plus aisée devient alors difficile. Quelle folie de s'exposer aux hasards de la guerre, quand on ne sait pas jouir des avantages de la paix! Dans ces circonstances, de bons administrateurs doivent temporiser, et sur

toutes choses se garder de commencer une guerre dont les préparatifs épuiseroient leurs dernières ressources.

J'ajouterai que dans un moment où nous voyons que l'Europe détraquée, n'a plus de maxime, ni même de routine constante, où toutes les alliances sont incertaines, parce qu'elles ont été follement contractées ; où toutes les puissances se méprisent avec justice, ne connoissent point leur propre foiblesse, et sont fieres de celle de leurs voisins ; j'ajouterai, que c'est alors que pour ne pas s'abandonner à des espérances insensées, un état doit être plus circonspect que jamais, et ne compter que sur ses propres forces. Pourquoi avons-nous espéré que les Espagnols se joindroient à nous ? Vous me citerez le pacte de famille : mais ne l'avons-nous pas violé nous-mêmes en refusant de prendre part à la guerre contre le Portugal ; et pourquoi avons-nous cru que l'Espagne seroit plus fidelle à ses engagemens ? Mais, ajouterez-vous, elle nous avoit excités à faire la guerre aux Anglais. D'accord : mais les ministres d'une cour aussi inconstante et aussi orageuse que la nôtre, étoient-ils bien sûrs que les cabales et les intrigues qui gou-

vernent celle de Madrid, auroient des intérêts constans et durables? On nous a donné, me direz-vous encore, les assurances les plus positives : je le crois, mais si j'avois donné les mêmes assurances aux Anglais, en ne songeant qu'à les tromper, il me semble que ma fraude même auroit servi à me rendre plus soupçonneux et plus défiant. D'ailleurs, qui est assez peu instruit de ce qui se passe en Europe depuis cinquante ans, pour ne pas savoir qu'on se joue de la religion, des traités et des sermens?

Par une suite de la politique ruineuse à laquelle l'Europe s'est abandonnée, elle est dans une parfaite anarchie, et ressemble à la Grèce, quand Sparte et Athènes eurent perdu l'empire qu'elles y avoient, et que chaque république voulut y dominer. La décadence de la maison d'Autriche, de la France et de l'Angleterre a fait naître de tous côtés des espérances insensées qui augmentent les incertitudes de la politique et l'agitation des peuples. Les troubles des Grecs élevèrent la Macédoine; les nôtres ont donné occasion à un nouveau Philippe d'élever une nouvelle puissance. On le craint, on a déjà à son égard les déférences que dicte la crainte;

mais, soit préjugé, habitude ou vanité, on refuse de reconnoître sa supériorité, on espère sa décadence, et on forme encore des projets de conquête et d'agrandissement. L'Europe restera dans cette fluctuation continuelle, jusqu'à ce qu'il s'élève une puissance dominante et une puissance rivale, qui soient bien reconnues, et dont les intérêts prépondérans décident de ceux des autres états : un empire que le poids de sa prospérité a fait déchoir, ne cherchera à se relever que pour tomber plus lourdement et plus bas, parce que sa vanité, son luxe, sa mollesse et son inertie le rendent incapable de faire et de soutenir les établissemens qui lui rendroient ses forces et sa considération. Le règne de la France, de la maison d'Autriche et de l'Angleterre est passé. Pour le bien de l'Europe, il faut désirer que la puissance Prussienne, que nous avons vu se former, se soutienne et soit incontestablement reconnue. Mais je ne m'aperçois pas, mon cher Ariste, que je ne fais que des vœux inutiles en connoissant les mœurs de l'Europe. Peut-on raisonnablement espérer qu'une nouvelle puissance dominante n'abusera pas de ses forces, comme celles qui l'ont précédée, et avec

les mêmes vices, n'éprouvera pas la même décadence ? En effet, nous sommes plus près qu'on ne peut croire de la révolution qu'a éprouvée l'Asie, et le temps peut-être n'est pas loin où l'Europe languira sous le faste et dans la misère du despotisme et de l'esclavage.

Dieu nous en préserve, me dit Ariste avec vivacité, et je compte bien que nos neveux ne verront point l'accomplissement de votre prophétie. Vous vous livrez, continua-t-il, à de tristes idées, parce que vous supposez que les états sont incapables de se corriger de leurs vices. Je conviendrai que c'est une chose difficile, mais non pas impossible. Vous n'avez donc pas fait attention à ce que je vous ai dit des états nouveaux qu'on établit dans le Berry, et qui bientôt seront portés avec le même succès dans toutes les provinces du royaume. Voilà ce qui s'appelle remonter à la source du mal, et reprendre l'édifice sous œuvre. Ne voyez-vous pas dans cet établissement, le principe de la plus sage administration ? Vous devez convenir, je crois, que la France, bien administrée, reprendra sans effort la supériorité qu'elle a voulu acquérir par la force des armes, et que nous

serons bientôt cette puissance dominante que vous désirez de voir s'élever. Il est naturel, qu'éclairés alors par notre expérience, nous ne nous livrerons pas une seconde fois à la politique ambitieuse de Louis XIV. Ayant recouvré notre empire par des moyens de sagesse et de modération, nous voudrons incontestablement le conserver par les mêmes moyens. Ne vous paroît-il pas que je n'ai que des espérances raisonnables? Car, après tout...

Tout ce qui vous plaira, mon cher Ariste, répartis-je avec froideur, car j'étois las d'entendre pour la millième fois, toutes ces folies, dont le nouvel arrêt de M. Necker a rempli nos têtes. Puisque vous vous rendez à la raison, reprit Ariste, qui prenoit mon ennui pour un consentement, je n'insiste pas sur le Berry; passons donc, s'il vous plaît, en Amérique. Vous voyez sous quels heureux auspices s'est formée la confédération des insurgens: ce n'est point par un mouvement de colère qu'ils ont pris les armes. Ils ont négocié pendant plusieurs années avec l'Angleterre, et c'est de sang froid qu'ils ont formé le dessein de ne vouloir pas être esclaves. Vous savez tout ce qu'on nous marque de

leur courage : sans avoir les choses nécessaires à la guerre, ils se sont exposés aux plus dures extrémités pour acquérir cette indépendance à laquelle il n'est plus possible, selon vous-même, de les faire renoncer. Dans les treize colonies, on a vu le même zéle et la même constance : on a eu la force de se priver des choses dont il sembloit qu'une longue habitude ne permettoit pas de se passer. l'espérance de la liberté a développé subiiement les talens et les vertus dont on avoit besoin. N'admirez-vous pas que des commerçans ou des hommes occupés de la culture de leurs terres, soient devenus tout d'un coup de profonds législateurs et de grands capitaines; ils ont trouvé un Fabius, et les Anglais des Fourches-Caudines. Pour le coup je crois que vous serez plus content de l'Amérique que de l'Europe. En voyant tant de sagesse, nous ne pouvons nous empêcher de l'admirer, et cette admiration doit produire un effet salutaire. C'est peut-être à ce qui se passe chez les insurgens que M. Necker doit la première idée de ses états de Berry. Que vous dirai-je enfin ?

Tout ce qui vous praira, répartis-je encore. Vous me répondez nonchalamment, me dit

Ariste, que je vois bien que vous ne vous êtes point laissé entraîner par l'admiration de Paris. Mais enfin, je vous prie, qu'augurez-vous de cette nouvelle république? S'il lui arrive, répondis-je, de grandes prospérités, j'en serai d'autant plus ravi, que je m'y attends moins. Si cette république, que vous prenez sous votre protection est au contraire mal administrée, ce qui, selon les apparences arrivera, vous serez exposé, mon cher Ariste, à un grand chagrin. Soit, reprit-il; mais si la vraie politique, bannie des trois anciennes parties du monde, ne trouve pas un asyle en Amérique, où voulez-vous qu'elle se réfugie? Quelles sont vos raisons de douter? Pourquoi vous plaisez-vous à rejeter les espérances agréables qui se présentent à vous? Pourquoi craignez-vous pour le bonheur des Américains? Quels sont vos motifs de crainte? Je vous prie de me les faire connoître; car si je me trompe, c'est de la meilleure foi du monde que je suis dans l'erreur.

Vous le voulez donc, mon cher Ariste, eh bien, j'y consens; mais avant que d'aller en Amérique, permettez-moi, poursuivis-je, de faire un tour dans le Berry, et de vous demander d'abord sur quoi sont fondées les magni-

fiques espérances que l'arrêt de M. Necker vous a fait concevoir. Ce malheureux arrêt ne dit rien : on dit seulement que tous les deux ans il s'assemblera, dans le palais archiépiscopal de Bourges, quarante-huit Berrichons de tout ordre, pour délibérer sur les moyens de soulager leur généralité, en fournissant au roi tout l'argent qu'il démandera. Si cette belle pièce avoit malheureusement établi, avec quelque détail, une police, une forme, une discipline dans cette assemblée; si elle eût assigné les bornes de ses droits, de ses prérogatives et de sa liberté, tout le monde auroit crié contre M. Necker, et son arrêt auroit succombé sous les objections. Mais l'avisé génevois, qui nous connoît, qui se moque de nous, et qui n'a voulu que faire tomber des bruits contraires à sa faveur, n'a rien dit que de vague; et chacun de nous se mettant à la place des Berrichons, personne n'a douté que le plan de politique qu'il imagine, et qu'il regarde comme un chef-d'œuvre, ne soit bientôt établi. Voilà nos têtes françaises livrées à leur imagination; on applaudit au projet à peine croqué de M. Necker, et parce que tout va très-mal, nous croyons que tout va aller très-bien.

Mais,

Mais, mon cher Ariste, cet arrêt qui vous donne de si douces espérances, inspire les plus vives alarmes à messieurs les intendans, qui sont avec leurs subdélégués, les yeux, que dis-je, les yeux? qui sont les cinq sens des ministres et du conseil. Que deviendra leur pouvoir arbitraire, si ces états acquièrent quelque crédit? Et messieurs les maîtres des requêtes, qui, sous un faux air de magistrats, cachent un grand fond d'intrigue, et en espérance dévorent déjà quelque province; quels efforts ne feront-ils point pour qu il ne s'élève pas un simulacre de liberté dans les généralités? Les élections et les cours des aides souffriront-elles patiemment leur décadence? Que deviendra leur juridiction, si l'établissement de M. Necker a lieu? Les parlemens renonceront-ils volontiers à l'enrégistrement des impôts, qui leur donne un faux air de souveraineté, et occasion détaler leur éloquence; car la cour, en traitant avec les nouveaux états, n'aura plus besoin du consentement du parlement. Ce n'est pas tout : que pensera, je vous prie, le corps de la finance? s'il est attentif, comme je le crois, à ses intérêts, ne se soulèvera-t-il pas contre un établissement qui ne laisse subsister que les cinq

grosses fermes, et dont on se défera même bientôt, si les états, en s'affermissant, prennent le parti de traiter à cet égard avec le roi. Dans un royaume comme le nôtre, où tout se fait et s'administre par intrigue et par sollicitation; dans un royaume où l'argent est l'ame des intrigues et des sollicitations, ne présumez-vous pas que pendant que nos magistrats publieront gravement et avec une sorte de terreur, que les principes de la monarchie sont ébranlés, ou plutôt renversés, les financiers agiront sous main, et que nos grands seigneurs et nos grandes dames leurs pensionnaires, lasseront la constance de M. de Maurepas? Ce que peut faire de mieux M. Necker dans ces circonstances, c'est de retirer tout doucement son arrêt, et de le laisser oublier. S'il s'opiniâtre à le maintenir, sa disgrace avertira ses successeurs d'être plus sages que lui.

Mais supposons que tous les personnages dont je viens de vous parler, sacrifient leurs intérêts particuliers au bien public. Voilà donc M. l'archevêque de Bourges, qui, sans doute, a tous les talens et toutes les lumières qui ont distingué les ministres de son nom qui nous ont gouvernés, chargé de faire

réussir ce grand établissement. Ne pouvant pas tout faire par lui-même, il aura besoin de coopérateurs choisis dans le clergé, la noblesse et le tiers-état des villes et de la campagne. Je ne suis point en peine qu'il ne trouve sous sa main onze ecclésiastiques dignes de lui. Rien n'est plus commun, comme nous savons tous, que des abbés commendataires et des chanoines qui s'occupent du bien de leur province; ainsi point de difficulté là-dessus. Mais ce qui m'embarrasse, ce sont vos douze gentilshommes. S'il prend fantaisie à quelques-uns de nos seigneurs, qui possèdent des terres dans le Berry, de vouloir figurer dans ces états, ils y porteront l'esprit que vous savez : en parlant du roi, des ministres, de la cour, de leurs titres et de leur fortune, ils imposeront à cette noblesse provinciale, que son excessive vanité n'empêche pas de regarder les grands avec une excessive soumission, et à leur table, elle avalera à grands traits leur sottise. Mais, pour ne pas multiplier mal-à-propos les difficultés, laissons les grands à Paris, et contentons-nous pour nos états de la noblesse du pays. Que je plains, mon cher Ariste, vos douze gentilshommes! Les voilà exposés

à tous les traits de la satyre la plus amère. Fussent-ils justes comme Aristide, à force de leur donner de l'humeur, on lassera leur justice, et dès qu'ils se conduiront par des considérations particulières, ils seront incapables de faire le bien général.

Le clergé restera toujours fidellement attaché à ses devoirs : mais pour faire prévaloir son opinion sur celle de la noblesse, il faudroit qu'il pût communiquer ses lumières et son courage aux douze bourgeois des villes et aux douze habitans du plat pays. Malheureusement on ne croit plus trop à la vertu de nous autres ecclésiastiques, on en plaisante même, et les états y perdront beaucoup. D'ailleurs, ces vingt-quatre hommes de la commune n'ont aucune idée de l'administration générale à laquelle ils sont apelés : les uns ne verront que leur boutique, les autres ne verront que leur ferme ; ceux-ci s'attacheront à la noblesse et ceux-là au clergé. Au milieu de ces petites intrigues et de ces petits partis, on ne songera qu'à rejeter sur un autre ordre ou sur ses voisins et ses ennemis une partie du fardeau qu'on doit porter. J'écrirai à mon cousin M. le comte de Maurepas et à M. Necker, criera

M. l'archevêque de Bourges, et cette menace paroîtra rapprocher les esprits. Cependant l'antichambre de M. l'intendant sera à moitié vide, tandis qu'il verra avec douleur les portes de l'archevêché suffire à peine aux flots de la multitude qui s'y portera. La division est donc prête à éclater entre les deux principales puissances; et si M. l'archevêque étoit un homme ordinaire, comme la plupart de ses despotiques confrères, vous verriez que la province ne gagne rien à passer sous son joug en secouant celui de l'intendance. M. l'intendant, devenu humain dans sa décadence, feindra de plaindre les malheureux, pour les engager à se plaindre. Adressez-vous au conseil, leur dira-t-il, il s'est réservé la connoissance de toutes les contestations qui s'élèveront dans les états. Les requêtes, les placets, les plaintes viennent de toutes parts. On écrit aux ministres, on les assomme de mémoires, qui feront la fortune ou la désolation de leurs commis. M. de Maurepas se plaindra de M. Necker, M. Necker du Berry, et M. l'archevêque de tout le monde. Les mal-intentionnés feront semblant d'être fâchés, et vos états, mon cher Ariste, s'évanouiront avec M. Necker et son arrêt.

Mais je veux bien que, par une destinée plus propice, vos états qui doivent s'assembler, si je ne me trompe, le 5 d'octobre prochain, parviennent, pendant les courtes séances d'un mois, à former leur constitution et régler les affaires et les opérations que leurs commissaires seront chargés de poursuivre. Vous voyez que je ne vous chicane pas, et que je pourrois vous prouver qu'en supposant tous les représentans du Berry très-sages et très-éclairés, il leur seroit impossible de régler en si peu de temps toutes les parties de cette nouvelle administration, et qu'il suffit d'en négliger une ou deux, pour que toute la machine devienne inutile. Je ne m'arrête pas à cette difficulté. En formant une seconde assemblée en 1780, *il faudra donc*, pour la préserver des inconvéniens dont j'ai menacé la première, trouver encore dans le Berry quarante-huit, ou du moins trente-six excellens citoyens; car nous sommes déjà convenus que les douze ecclésiastiques ne donneront aucune peine, quand même on excluroit des états les curés, gens trop accoutumés aux minuties pour être propres aux grandes choses. Or, je gage que, d'après l'idée que je me fais, non pas d'un excel-

lent citoyen qui doit réunir de grandes lumières à une grande probité, mais d'un citoyen passable et tel, par exemple, que je puis être, vous n'en trouverez pas vingt-cinq dans tout le Berry; nombre cependant dont vous aurez besoin pour empêcher que les fripons et les sots, en se rendant les maîtres des délibérations, ne rendent inutile la politique de M. Necker.

Si vos députés en 1780 sont les mêmes que cette année, je vous prédis qu'ils trouveront encore plus de difficulté à faire le bien. La jalousie plus irritée lancera des traits encore plus envenimés. Pourquoi ces messieurs sont-ils préférés? Valent-ils mieux que nous? et pour réparer leurs premières bévues, n'aurions-nous pas dû avoir de nouveaux représentans? Vous verrez une conjuration de la province entière contre ces états; en les accusant d'être injustes et tyrans, on leur donnera envie de le devenir. Laissons crier, diront les députés, faisons généreusement le bien, et apelons de ces calomnies à la postérité que nous aurons rendue heureuse. Mais, mon cher Ariste, c'est un métier bien ingrat que celui d'honnête homme, et je vois qu'on s'en dégoûte avec une extrême facilité.

Les Berrichons qui se plaindront, paroîtront si ignorans des choses de l'administration, que pour faire leur bien malgré eux, il faudra soumettre la province à une véritable oligarchie. A quelles violentes tentations ne sera pas exposée la vertu des représentans ! Ils voudront que le Berry soit heureux, non pas comme il le désire, mais à leur manière. Bientôt on sera plus jaloux et plus fier du mal que du bien qu'on pourroit faire. Je connois les fragilités du cœur humain, surtout dans ce siècle; et je vous l'avouerai de bonne foi, il s'en faut peu que je ne tremble alors pour M. l'archevêque de Bourges même et ses coopérateurs ecclésiastiques. Si par hasard de sentimens humains en sentimens plus humains, c'est-à-dire, de foiblesse en foiblesse, ils étoient conduits à favoriser leurs fermiers qui ont une nombreuse famille ou souffert une grêle; s'ils se persuadoient que le patrimoine de Dieu et de l'église mérite une protection particulière, quels désordres n'en verrez-vous pas résulter dans toute la province!

Si on avoit pris, dans l'arrêt du conseil, les mesures les plus efficaces pour donner du ressort aux ames, les élever en leur inspirant

l'amour de la liberté, de la gloire, du bien public, et un désintéressement fondé sur un juste mépris de l'argent, je ne vous réponds pas, mon cher Ariste, que j'eusse pensé comme vous; car j'entends tous les jours parler de notre extrême avidité, et je sais combien nous tenons à nos habitudes. Mais faites attention, je vous prie, que par leur institution, vos états ne seront occupés que de calculs de finances et des moyens de procurer plus commodément aux ministres tout l'argent qu'ils demanderont. Et vous voulez qu'au milieu de ces occupations financières, les citoyens acquièrent des sentimens nobles et relevés! Chimère, pure chimère, mon cher Ariste! n'avez-vous pas remarqué dans toute l'histoire que les moyens que les peuples ont employés pour se rendre heureux, ont tous été constamment inutiles, quand on n'a pas commencé par établir le bonheur sur le fondement de la vertu et de la liberté. Qu'il est lourd le poids de ces passions qui nous inclinent à la servitude, et nous familiarisent insensiblement et malgré nous avec tous les vices qui l'accompagnent! Les Spartiates et les Romains ont vu disparoître leur sagesse, quoiqu'ils eussent l'appui des plus sages régle-

mens et l'exemple de leurs pères; et nous, corrompus depuis l'établissement de Clovis dans les Gaules, vous voulez que de la fange où nous sommes plongés, les Berrichons prennent leur vol, et qu'inspirés comme par une divinité, ils offrent au reste du royaume le modèle d'une société raisonnable!

C'est une folie, n'en déplaise à M. le directeur-général des finances, de vouloir *corriger* l'administration des provinces et les soulager, avant que d'avoir corrigé celle du gouvernement, et appris à la cour de se *contenter de* peu. Tant que le prince, ses ministres et ses officiers, toujours pressés par de nouveaux besoins, nous inviteront par leur luxe à *être* aussi avides qu'eux, soyez bien sûr que le bonheur public ne sera jamais qu'un vain nom. Si par impossible, vos états parvenoient à substituer une certaine abondance à la misère actuelle du peuple, vous verriez le gouvernement pressurer ce peuple comme une éponge et le dessécher : n'en doutez pas, car l'arrêt de M. Necker fait selon l'esprit du conseil, et qui ne prononce rien sur tout le reste, s'exprime très-nettement pour conserver la puissance arbitraire du ministère. On s'opiniâtrera peut-être à vouloir soutenir cet éta-

blissement, on y emploiera toute l'autorité royale; soit : mais je vous annonce que ces états ne vaudront jamais les anciens qui nous restent dans quelques provinces qu'on a humiliées et qu'on humiliera encore, parce qu'un gouvernement incorrigible s'ennuie d'entendre des remontrances. Tôt ou tard les ecclésiastiques, lassés de travailler inutilement au bien public, se réduiront à faire le leur : ils seront d'autant plus généreux à l'égard de la cour, qu'ils ne la gratifieront pas à leurs dépens. On récompensera leur zèle et leur désintéressement, par quelque grosse ou quelque petite abbaye. D'une main on présentera à la noblesse des lettres-de-cachet, et de l'autre, des croix de St. Louis, une place à St. Cyr ou à l'école militaire, une lieutenance, une compagnie ou une patente pour ériger un village en marquisat : le choix n'est pas difficile à faire. Ajoutez à cela que tous ces personnages seront les espions et les délateurs les uns des autres, et que les plus grandes récompenses seront données aux hommes les plus méprisables.

Je suis peut-être trop prompt à espérer, me dit Ariste, qui étoit las de m'entendre, mais il faut aussi convenir que de votre côté

vous êtes trop constant, il vouloit dire opiniâtre, à ne prévoir que des malheurs. Plein de je ne sais quelles idées de perfection dont vous vous êtes nourri dans l'étude de Platon et de Cicéron, tout ce qui n'en approche pas, tout ce qui n'y est pas conforme, vous paroît misérable. Oh! oh! m'écriai-je, voici une étrange critique, et je consens volontiers, en m'égarant à la suite de ces grands hommes, de partager tous leurs torts. Mais, dites-moi, je vous prie, puisque le régime austère que les Spartiates et les Romains ont d'abord pratiqué, n'a pu empêcher leur ruine, n'étoit-il pas naturel que ces deux philosophes cherchassent à former une politique encore plus sage, et élevassent, s'ils le pouvoient, une barrière insurmontable contre les abus qui avoient perdu les Spartiates et les Romains? Ils auroient été de francs imbécilles, si, en caressant les vices ils avoient prétendu les apprivoiser, et les faire servir au bonheur public.

Fort bien, dit Ariste, mais il n'en est pas des républiques comme du Parnasse, où si l'on n'est assis au sommet à côté d'Homère et de Virgile, *on rampe dans la fange avec l'abbé Depure*. Il y a différens degrés de

sagesse et de bonheur, et on ne les franchit pas tous en un instant; et c'est sans doute beaucoup que M. Necker nous mette dans une place plus favorable et plus commode pour faire le bien. Ne vous y fiez pas, mon cher Ariste; je vous ai fait voir, si je ne me trompe, qu'on vous a mis dans un poste dont le terrain est très-glissant, et plus vous vous y croirez en sûreté, plus vous serez prêt à faire une culbute effroyable. Tant qu'on n'est point parvenu au plus haut degré de perfection, le pied manque nécessairement. Si je voyois des hommes qui tendissent sincèrement à cette perfection; si les lois leur donnoient le courage et la force nécessaires pour triompher des obstacles qui se présentent sur leur passage, et diminuer le volume et l'activité des passions qui les invitent à reculer ou à retarder leur marche; j'applaudirois de tout mon cœur à ce peuple généreux, et je lui prédirois la plus heureuse destinée. L'arrêt de M. Necker ne nous donnera point les heureuses dispositions que je désire; je vous l'ai prouvé, pardonnez-moi donc mon incrédulité.

Mais du moins, reprit Ariste, nos états provinciaux produiront le bien de nous pré-

server des rapines et des vexations des intendans et des financiers. C'est-à-dire, répartis-je, que pour accréditer leur administration, les nouveaux administrateurs ne feront que la moitié ou le tiers du mal que faisoient les anciens. Mais à peine notre ignorance stupide leur aura-t-elle donné quelque considération et quelque crédit, que vous verrez le Berry pillé et vexé par les hommes mêmes qui devoient l'enrichir: vous n'y faites pas attention. Ne sentez-vous pas que dans toute nation qui regarde l'argent comme sa divinité, il faut nécessairement qu'il y ait des voleurs? Tout homme qui dispose des deniers publics, quels que soient son nom, son titre, son habit, sa décoration, deviendra un franc financier. J'en suis fâché, mon cher Ariste, mais on ne se corrige point de sa poltronerie; je tremble pour M. l'archevêque même, en prenant la place de M. l'intendant, je crains qu'il n'en prenne les mœurs. Les ecclésiastiques d'un ordre inférieur n'auront pas l'audace de valoir mieux que leur prélat. Pour la noblesse et la commune, ce n'est pas la peine d'en parler.

Soit, reprit encore Ariste, tout ira mal d'abord; mais qui vous dit que les états étant enfin établis dans tout le royaume, ils ne

s'éclaireront pas mutuellement? Leurs lumières leur apprendront à connoître leur force; au lieu de n'être que les instrumens de la volonté arbitraire des ministres, ils les contraindront à se conduire avec plus de circonspection. Plus le conseil sera prudent, moins les états trouveront d'obstacles à faire le bien. Alors....

Alors, mon cher Ariste, interrompis-je avec impatience, vous n'avez plus besoin que de deux ou trois châteaux en Espagne, pour nous ramener au siècle d'or. Mais quelque chimérique que soit cette espérance, on s'en servira pour effrayer les ministres et s'opposer à l'établissement que vous désirez. Le projet de M. Necker n'est point nouveau. Rappelez-vous que sous M. le duc de Choiseul il en fut question; et que cette valetaille qui ne peut faire fortune que sous le despotisme, le fit avorter. Je consens qu'elle soit aujourd'hui moins heureuse; et je vous demande quel sera le pouvoir de ces états répandus dans toutes nos provinces. Vous flattez-vous que M. Necker né Génevois veuille sérieusement nous rendre libres! il s'y seroit pris tout autrement qu'il n'a fait. S'il aimoit la liberté, il n'abandonneroit pas son pays pour être ici une espècé de ministre, et se charger

et soin d'escamoter notre argent. Autrefois nos états-généraux n'ont point cru, dans leur puissant empressement, qu'ils eussent d'autre droit que celui de faire des doléances et des représentations qui n'ont pas empêché, et qui ont même hâté leur ruine. Comment donc les petits états provinciaux s'aviseroient-ils de vouloir prendre part à la puissance législative? Si, en reconnoissant toute cette puissance dans les mains du roi, ils prétendent avoir droit de n'y pas obéir, dans quelle monstrueuse anarchie ne jetterez-vous pas le royaume? Mais nos ministres y mettront bon ordre : vos états, mon cher Ariste, auront beau se répandre dans toute la France, jamais ils ne franchiront les bornes étroites que M. Necker leur prescrit. Ils seront sans pouvoir, parce qu'on ne manquera pas de leur assigner des temps différens pour leurs assemblées. Ainsi, chaque état ne sera jamais à portée d'implorer le secours d'une autre province, et de former une confédération pareille à celle dont les parlemens s'avisèrent sous le dernier règne.

Pour apaiser un murmure naissant, aura-t-on oublié l'art si trivial de répandre à la fois des grâces et des lettres-de-cachet? D'ail-

leurs,

leurs, nous porterons dans vos états l'esprit que nous avons actuellement, et cet esprit, mon cher Ariste, ne me paroît en aucune façon propre à produire la révolution que vous attendez. Passe encore, si, après de longues plaintes, la colère et l'indignation, long-temps réprimées des sujets, avoient forcé le gouvernement à nous accorder des états. Fiers de notre triomphe, l'indignation pourroit nous tenir lieu d'Apollon. Il se seroit fait un soubresault dans notre caractère, et il ne seroit pas impossible que nous fissions quelque règlement favorable à notre liberté : mais des états qu'on nous offre, qu'on nous jette à la tête, ne serviront qu'à préparer nos têtes françaises qu'à plus de mollesse et d'indifférence pour le bien, et notre reconnoissance pour un bienfait inutile, nous rendra plus dociles que jamais.

Je vous tiens, me dit Ariste, en reprenant sa gaieté, et si vous persistez à ne rien espérer de nos états, que je n'abandonne pas cependant, et auxquels nous reviendrons une autre fois; je crois du moins que vous serez content de la république qui s'est formée en Amérique, et qui nous sera de la plus grande utilité. Les colonies étoient affectionnées à

l'Angleterre, et tant qu'on les a ménagées, elles ont été dociles; leurs richesses ont tenté enfin l'avarice des Anglais, et en faisant leurs efforts pour dépouiller les colons, ils leur ont inspiré les sentimens qui doivent animer des hommes libres. On a lassé leur patience, et après de longues négociations, qui ne pouvoient établir aucune paix solide, on a pris les armes. La colère et l'indignation ont fait naître l'amour de la liberté et de la patrie, et ces deux vertus ont déjà développé mille talens. Vous avez lu sans doute les codes par lesquels plusieurs provinces ont réglé leur constitution particulière, et les conditions auxquelles elles s'unissent toutes pour ne former qu'une seule république, à l'exemple des Provinces-Unies des Pays-Bas. S'il reste encore quelque chose à refaire et ajouter à ces lois, vous présumez sans doute que les insurgens, exercés par la guerre et les dangers auxquels ils ont été exposés, porteront leurs établissemens au plus haut degré de perfection.

Hélas! mon cher Ariste, répondis-je, je me suis trompé si souvent en jugeant sur les premières apparences, que j'ai contracté l'habitude de cette maudite circonspection

qui me chagrine presqu'autant que vous, et dont, en vérité, je ferois bon marché à nos ministres, s'ils la croyoient bonne à quelque chose. Je me suis si lourdement trompé sur le compte des Polonais, que je n'affirmerai jamais rien sur des ouï-dires. On m'avoit assuré que la Confédération de Bar étoit l'ouvrage de l'amour de la liberté et de la patrie, et je l'ai cru, parce que je pensois qu'il falloit en effet deux ressorts aussi puissans que la liberté et la patrie, pour donner aux ames la force et l'énergie qui les soulevoit contre un gouvernement protégé de toutes les armées de la Russie. Je me trompois, comme vous vous trompez peut-être en pensant trop favorablement des insurgens. En arrivant en Pologne, j'ai vu qu'on n'y avoit même pas l'idée de la liberté et de la patrie. Tous mes héros ont disparu, et je n'ai trouvé que des espèces de Sarmates, qui ne savent ni réfléchir, ni combiner leurs actions; capables de tout dans un moment, mais incapables de rien suivre pendant deux jours, et de songer au lendemain. C'est une routine chez la noblesse Polonaise de se confédérer, et les Confédérations sont pleines de poltrons. J'ai vu que la vanité des grandes

maisons n'avoit pu voir, sans un dépit extrême, qu'un homme nouveau fût monté sur le trône. Quelques femmes que j'ai connues, et qui, en vérité, ne valent pas les nôtres, ont été l'ame et le lien de la Confédération de Bar. Me voilà corrigé de ma duperie, et peut-être, mon cher Ariste, que si vous faisiez un voyage à Boston ou à Philadelphie, vous en reviendriez bien corrigé des magnifiques espérances que vous vous êtes faites.

Dites plutôt, me répondit-il, que je serois tenté d'y passer toute ma vie. Quoi, lui répartis-je, vous seriez capable d'oublier nos petits états! Je croyois que notre longue conversation alloit finir, mais Ariste est opiniâtre, mon cher Cléante, et quoique je l'eusse bien assuré que je n'étois pas en état de porter un jugement certain sur les affaires des Américains, il fallut, pour me débarrasser de ses importunités, lui expliquer pour quelle raison je ne pouvois point me résoudre à penser aussi favorablement que lui sur le compte de nos chers amis les insurgens.

Mon cher Ariste, lui dis-je donc, j'ai toutes les peines du monde à oublier l'origine de ces colonies d'Amérique. J'y vois arriver des hommes qui fuient la persécution des dis-

putes théologiques, et qui ne désirent que la liberté de servir Dieu à leur fantaisie. A ces illuminés, se joint une foule de gens qui ne savoient que devenir en Europe, et qui vont chercher fortune sous un autre ciel. C'est un ramassis de toutes les nations, et de ce mélange de mœurs, d'opinions et de préjugés différens, il me semble qu'il étoit bien difficile qu'il se formât un caractère national propre à former un peuple libre. Remarquez que tous ces hommes expatriés ne sont d'abord occupés que de leurs habitations et de leur subsistance. Ils n'imaginent point de faire des lois; ils vivent sous la protection de l'Angleterre: si elle les eût traités durement en sujets, ils seroient aussi soumis aujourd'hui que les habitans de l'Amérique méridionale; car les colons ne songeoient qu'à défricher, et ces hommes, sans force et sans vigueur d'ame, s'en remettoient aux Anglais du soin de les défendre contre leurs ennemis. Cependant ces colonies sont devenues florissantes, le nombre de leurs habitans s'est beaucoup multiplié; et si l'avarice anglaise avoit pu ménager l'avarice américaine, nous n'aurions point entendu parler des divisions qui ont éclaté et allumé la guerre.

Que vois-je donc dans les insurgens? Des hommes qui, jusqu'au moment de la révolution, n'ont été que des cultivateurs et des commerçans qui auroient supporté un joug moins rigoureux que celui de l'Angleterre, qui les avoit condamnés à souffrir son dur monopole. A cette première injustice, on a voulu ajouter des impôts arbitraires, et je suis persuadé qu'ils n'auroient point songé à se rendre indépendans, s'ils n'avoient été avares. Comptez donc, mon cher Ariste, que leur avarice formera le fond de leur caractère. A peine jouiront-ils de la paix, que toute leur politique se tournera du côté du commerce, et vous verrez disparoître toutes ces belles qualités que vous leur supposez, et dont le germe n'a pas encore eu le temps de se développer. Cette vérité me paroît d'autant plus certaine, qu'avec nos mœurs, notre politique est déjà passée en Amérique; mais, comme nos mœurs et notre politique seroient capables de détruire la république la plus sage et la mieux constituée, comment voudriez-vous qu'elles missent les insurgens en état d'en former une qui fût digne de l'estime des gens sensés? Je ne vous dis pas des choses vaines, et vous savez que quand la nouvelle

de notre alliance a été portée en Amérique, ces braves républicains étoient prêts à faire leur accommodement, parce qu'ils manquoient des choses auxquelles ils étoient accoutumés, et dont ils n'avoient plus la force de se passer. Les insurgens, si vous le remarquez, ne triomphent pas des Anglais par leur patience, leur courage, leur valeur et l'élévation de leur ame, mais parce que le ministère d'Angleterre a formé un projet impraticable par lui-même, et n'a employé que les plus mauvais moyens pour réussir. C'est un malheur pour les insurgens que l'Angleterre n'ait pas été plus habile; elle les auroit fortement secoués, et peut-être que la nécessité leur auroit donné des qualités qu'ils ne trouveront jamais dans le calme de la paix. Ils terminent trop promptement leur querelle, ils triomphent trop tôt; quatre ans de guerre ne sont pas capables de donner à un peuple un nouveau caractère. Ils n'estimeront pas la liberté ce qu'elle vaut, parce qu'ils l'auront achetée à trop bon marché; ils n'auront pas eu le temps de contracter de nouvelles habitudes, et de prendre le génie qui leur est nécessaire.

Vous en revenez à votre manie ordinaire, me dit Ariste en riant, mais j'espère que vous

vous en corrigerez. Quand je conviendrois avec vous que les insurgens n'ont point encore le caractère que doit avoir un peuple libre, il me suffit de prévoir qu'il se formera dans le calme de la paix. Pour m'éclairer, poursuivit-il, permettez-moi de vous exposer les principes dont ils sont partis pour secouer le joug anglais, et les lois qu'ils ont établies, qui servent de base à leur république. Je trouve beaucoup de philosophie dans leur procédé. Rappelez-vous le préambule du code de Philadelphie; y rencontrerez-vous nos préjugés européens? Au lieu de ce droit divin sur lequel nous établissons la fortune des rois, vous verrez que les insurgens sont remontés aux premiers principes du droit naturel. Ils n'ont point cru que Dieu fût le flatteur des princes, et qu'il abandonnât les peuples à leurs caprices. Ils ont donc établi que le pouvoir politique est une institution humaine, que les hommes ont formé des sociétés pour se rendre heureux, et qu'ils pouvoient, sans déplaire à Dieu, changer un gouvernement qui fait leur malheur; ne trouvez-vous pas que les colonies sont sur la bonne voie? Je conviendrai, si vous voulez, que les lois qu'elles ont publiées, sont en-

core bien éloignées du point de perfection que désire votre gentilhomme suédois ; mais les républiques qui ont été les plus célébres par leur sagesse, n'ont eu souvent à leur naissance que des établissemens informes et grossiers. Le temps et l'expérience sont venus à leur secours, et elles ont réussi enfin à se rendre heureuses.

Voici ce qui m'invite à bien augurer de l'avenir. Les insurgens n'ayant aucune idée de ce que nous appelons noblesse ; l'égalité s'opposera à ces prérogatives, à ces priviléges, à ces droits particuliers qui gâtent tout parmi nous ; et le mérite seul distinguera les citoyens. Les ecclésiastiques sont sagement relégués dans leurs églises, et n'ayant aucune part aux affaires civiles, ne seront point tentés, comme les nôtres, de faire dire à Dieu ce qu'il n'a jamais dit, et de plier la morale aux besoins de leurs passions. Point de pouvoir héréditaire en Amérique. Aucune magistrature n'est même conférée à vie ; le terme de son autorité est trop court, pour que le magistrat puisse en être corrompu, et oublier qu'il n'est que le citoyen d'un état libre. Vous n'avez donc à craindre ni l'ambition, ni la tyrannie qui la suit. Le fanatisme ne troublera point les colo-

nies, leur cathéchisme est court, elles reconnoissent un Dieu et l'inspiration des écritures, voilà tout; ainsi les insurgens seront débarrassés des querelles et des guerres qui ont désolé et déshonoré l'Europe.

Si les treize colonies n'avoient formé qu'une seule république soumise aux mêmes lois et aux mêmes magistrats, jamais il n'eût été possible de la bien administrer. Jamais la puissance publique n'auroit pu se faire sentir également dans toutes les parties de ces vastes provinces; ainsi, vous auriez raison de craindre que les vices nouveaux que le gouvernement n'auroit pu réprimer, auroient bientôt opprimé le gouvernement. Mais on a sagement formé une simple confédération entre les colonies, et chacune a conservé le droit de disposer de ses lois et de son administration, sous la direction d'un conseil général, qui sera l'ame et le lien de toutes les parties de cette vaste république. Voyez avec quelle sagesse on établira et fera la levée des impôts. Il est defendu d'avoir en temps de paix des armées sur pied; elles nuisent à la liberté : si on leur donne du courage, elles se font craindre, et leurs officiers balancent le pouvoir des magistrats; pour les tenir dans la subordination où elles doivent

être, il faudroit les avilir, et n'en attendre par conséquent aucun secours. Je n'entrerai pas dans un plus grand détail. J'ajouterai seulement que je trouve fort sage la forme de gouvernement que la Pensylvanie a établie, et qui a servi de modèle aux autres provinces. J'espère que de si beaux commencemens ne seront point infructueux, et qu'on profitera de la paix pour mettre la dernière main à cet important ouvrage.

Fort bien, mon cher Ariste, lui répondis-je, et je conviens avec vous que rien n'est plus vrai que la doctrine des insurgens, au sujet de la souveraineté qui appartient de droit au peuple comme son ouvrage, et qui le laisse le maître de changer à son gré ses lois et son gouvernement. Les Anglais ont adopté ce principe lorsqu'ils en eurent besoin pour se défaire de la maison de Stuard, sans qu'on pût les accuser de se rendre coupables du crime de lèse-majesté. Mais comme les Anglais, plus ambitieux qu'exacts raisonneurs, ne veulent pas reconnoître aujourd'hui dans les colonies un droit dont ils ont joui, vous verrez de même que ce beau principe qui dépose toute l'autorité publique entre les mains du peuple sera également oublié en Amérique, dès qu'on

n'en sentira plus le besoin, et qu'il se sera formé dans chaque république des partis, qui, voulant dominer, se garderont bien de sacrifier leurs intérêts particuliers au bien public.

Il est vrai qu'on ne connoît point de noblesse chez les insurgens; mais quoique les familles n'y soient point distinguées comme ici par des prérogatives particulières, pensez-vous qu'une fortune différente ne leur donne pas une inégale considération? Un gentilhomme regarde avec mépris un roturier, mais un riche méprise encore plus un pauvre. C'est cette estime des richesses qui a banni la liberté de l'Europe, qui empêchera qu'elle ne s'établisse en Amérique. Je prévois que les riches domineront dans la confédération des insurgens, parce qu'ils sont riches; et dès-lors je crains que les pauvres ne soient opprimés, et que les abus de l'ambition se joignant aux abus des richesses, les treize républiques insurgentes ne soient bientôt déchirées par les divisions de ceux qui aspireront à la tyrannie, et même par leur union. J'aurois voulu que le législateur se fût précautionné contre ces vices et ces malheurs que je crains, et je vois avec douleur qu'il n'y a pas fait la moindre attention.

Mais, sans m'arrêter à tout ce que je pourrois dire sur ce sujet, j'ajouterai simplement, mon cher Ariste, que je n'aurois ni votre sécurité, ni vos espérances, quand les codes des colonies auroient fait plusieurs lois morales pour corriger leurs citoyens de leur avarice, et prévenir les malheurs qui doivent en résulter. Pourquoi? C'est que ces lois ne seroient établies sur aucun fondement solide. Je vais m'expliquer. Une expérience constante a démontré que le citoyen ne peut être heureux et obéir aux lois, qu'autant qu'il est attaché au gouvernement : il faut donc qu'il l'aime, qu'il le craigne et qu'il le respecte. Mais d'où naîtront ces trois sentimens? Ce ne peut être sans doute que de l'art avec lequel la puissance législative et la puissance exécutrice seront établies et combinées entr'elles, pour mériter la confiance publique par la sagesse de leurs opérations.

La Pensylvanie, dit la loi, *sera gouvernée par une assemblée des représentans des hommes libres de l'état*. Mais ces représentans, qui ne peuvent être pris que dans la classe des citoyens qui jouissent d'une certaine fortune, persuaderont-ils aisément aux pauvres qu'ils les représentent, et qu'ils les prendront sous leur protection?

Dans une liberté naissante les esprits sont naturellement ombrageux et difficiles à manier. Je me rappelle à ce propos un mot de Tite-Live, au sujet de quelques villes de la Thrace, qui, ne sachant pas jouir de la liberté qu'on venoit de leur donner, étoient agitées par des séditions continuelles : *insuetæ libertatis vitio*. Dans ce moment, on n'est que trop porté à confondre la liberté et la licence ; c'est contre ce premier danger qu'il auroit d'abord fallu se précautionner, et c'est ce qu'on n'a point fait. L'assemblée des représentans n'est composée que de soixante-douze membres ; il auroit fallu en augmenter le nombre, pour donner plus de poids au corps législatif, et laisser moins de mécontens dans les comtés. A cet égard, la Caroline méridionale, qui a deux cents représentans, me paroît plus prudente que la Pensylvanie.

Ce n'est encore rien que tout ceci, mon cher Ariste. En lisant l'article de ces représentans qui sont chargés de porter à l'assemblée la volonté générale de la république, j'imaginois qu'ils posséderoient la puissance législative ; qu'ils publieroient les lois qu'ils jugeroient les plus utiles ; qu'ils les modifieroient suivant le besoin des circonstances, ou

les abrogeroient même entièrement quand ils les jugeroient inutiles ou pernicieuses. Je me trompois, car je lis dans l'article suivant, que la puissance suprême législative sera confiée à une chambre composée des représentans des hommes libres. Qui pourra m'expliquer ce que signifie ce galimatias politique? Car si cette chambre possède la suprême puissance législative, je demande quelle est la sorte de pouvoir qui appartiendra à l'assemblée générale des représentans. Son autorité est-elle nulle? C'est une absurdité que d'assembler à grands frais, et avec apparat des hommes qui ne seront bons à rien. Veut-on leur donner quelque pouvoir? Je crains qu'il ne soit impossible d'en assigner et d'en fixer les bornes. Porteurs du vœu et de la volonté du canton qu'ils représentent, et persuadés, par le préambule de leur code, que toute puissance vient et émane du peuple, seront-ils disposés à se soumettre aux décrets de cette chambre, qui possédera la suprême puissance législative? Je prévois des querelles et des divisions éternelles, et ce qui est plus fâcheux encore, une république naissante qui a besoin d'une foule de lois, n'aura qu'une puissance législative gênée par des entraves et incapable d'agir. Il

en résultera une anarchie d'autant plus libre, que la législation a pris les plus mauvaises mesures au sujet de la puissance exécutrice. Il est ordonné que le conseil, qui en est dépositaire et composé de douze membres, s'assemblera tous les ans dans le même temps et au même lieu que l'assemblée générale des représentans. Etrange loi qui suppose que la puissance exécutrice, qui, par sa nature, doit être toujours présente, toujours active, et ne peut jamais sans danger fermer les yeux sur les passions des citoyens, prendra des vacances, et abandonnera la protection et la conservation des lois à des magistrats subalternes qui abuseront de leur pouvoir, si leur conduite n'est pas continuellement éclairée.

Il en faut convenir, mon cher Ariste, ces arrangemens ne sont qu'une suite malheureuse des idées Anglaises, dont les Pensylvaniens, ainsi que les autres colonies confédérées, ont la tête remplie. Voyant que l'Angleterre dont ils ont long-temps admiré les richesses, le pouvoir, la politique et la prospérité, est représentée par le parlement, qui ne peut que proposer des bills qui sont sans force, si le roi n'y donne son consentement, ils ont cru bonnement que leur assemblée des représentans

ne

ne devoit avoir, pour le bien de la république, que la simple prérogative du parlement britannique, et pour suppléer au roi qui leur manque, ils ont ingénieusement imaginé leur chambre suprême de la législation.

J'ai fait voir à Ariste, mon cher Cléante, combien ces vices, que les Anglais ne doivent qu'à la manière dont ils ont formé leur constitution sans se faire un plan, et en obéissant aux circonstances, sont contraires à la sureté d'un peuple libre. Je ne vous fatiguerai point ici par des réflexions dont nous nous sommes entretenus cent fois, mais qu'il falloit expliquer à Ariste, parce qu'il n'avoit pas pris la peine de les lire dans mon *Étude de l'histoire.*

Si je ne pardonne pas aux Anglais, poursuivis-je, de n'avoir pas profité de la révolution de 1688, mais sur-tout de l'avénement de la maison de Hanovre au trône, pour corriger leur constitution, je pardonnerai encore moins aux insurgens d'avoir transporté chez eux les vices d'un gouvernement qu'ils devoient haïr et contre lequel ils étoient obligés de se révolter. S'ils n'ont pas aperçu le danger auquel ils s'exposoient, ils ne me donnent qu'une très-médiocre idée de leur capacité; car, il me semble qu'il n'étoit pas besoin d'une

vue bien perçante, pour apercevoir que l'embarras où se trouve la puissance législative en Angleterre, donnoit au roi une prépondérance de pouvoir dont il abuseroit nécessairement pour avilir le parlement, accoutumer la nation à une patience servile, et rendre enfin son conseil aussi arbitraire que celui de Versailles. La prérogative royale, en Angleterre, est un poids dont l'action continuelle et constante doit enfin conduire la nation au despotisme; et l'espèce de roi que les insurgens, si je puis parler ainsi, se sont fagoté en créant une chambre suprême de législation, n'est propre qu'à produire une oligarchie rigoureuse, et par conséquent tous les maux qui l'accompagnent. La loi, me dira-t-on, y a sagement pourvu, en ordonnant que cette chambre redoutable sera composée des personnes les plus recommandables par leurs vertus et leurs lumières. Il n'en sera rien, mon cher Ariste, ce seront les personnes les plus riches ou les plus habiles en intrigues qui y prendront place, et je me rappelle encore ces divines paroles de Tite-Live : *plus paucorum opes quàm libertas plebis possunt.*

Si vous me dites que dans un ramassis d'hommes tels que ceux qui habitent les colo-

nies, il faut faire croire au peuple qu'il est libre, mais établir en même-temps une constitution telle que l'autorité soit ramenée d'une manière douce, lente et insensible entre les mains des citoyens qui, par leur fortune, sont plus intéressés que les autres au bien de la république, je vous répondrai d'abord que je ne suis pas moins ennemi que vous de cette démocratie orageuse et insensée qui confie la prospérité et le salut de l'état à une multitude indigente, volage, ignorante et toujours extrême. Mais l'habileté n'est pas grande d'éviter la tyrannie des pauvres pour établir celle des riches. Il me semble que dans des républiques dont les citoyens ont des fortunes aussi disproportionnées que celles des insurgens, et où les lois, les mœurs et des coutumes anciennes ont établi une exacte subordination, ce n'est point contre l'ambition de la multitude qu'il faut le plus se précautionner; elle se tiendra sans effort à sa place, et sera contente d'une vie aisée et tranquille, tant que les riches, divisés entr'eux, ne l'agiteront pas. C'est donc à contenir les riches, et à les soumettre à l'empire des lois, que le législateur devoit s'appliquer. J'ajouterai en second lieu, mon cher Ariste, que le

défaut que j'ai remarqué dans la puissance législative de la Pensylvanie, et qui est commun à toutes les autres colonies dont nous avons les codes, prépare des divisions entre les riches. Mais qui me répondra que la multitude ne profitera pas de ces divisions pour établir son empire, avant que les riches aient affermi l'autorité que la constitution de la république leur promet et leur prépare? Qui me répondra que les lois émanées d'une puissance peu d'accord avec elle-même, ne seront pas méprisées? Qui me répondra qu'en voulant établir une nouvelle constitution dans cette anarchie, la fortune dirigera les passions au bien général? Il est vraisemblable qu'on n'évitera, au contraire, un écueil que pour échouer contre un autre.

Quand un législateur habile, mais malheureusement obligé de céder à la fatalité des circonstances, admet malgré lui quelque vice capital dans sa république, c'est sur cet endroit défectueux qu'il porte sa principale attention. Il n'oublie rien pour diminuer ou suspendre les malheurs qu'il prévoit; il élève des barrières et entasse précautions sur précautions. Si, par des événemens que j'ignore, le législateur de Pensylvanie n'a pas été le

maître de donner à la puissance législative ni à la puissance exécutrice une forme régulière, pourquoi ne tente-t-il pas du moins d'y suppléer, en réglant avec beaucoup de détail les devoirs, les procédés, la police et la discipline de l'assemblée des représentans, de la chambre qui lui est supérieure et du conseil chargé de l'exécution et de la protection des lois? Pour contenir la puissance législative dans le devoir, et la forcer à se respecter elle-même, on la met sous les yeux du public, et la loi ordonne que les portes de la salle où se tiendra l'assemblée générale seront ouvertes à toutes les personnes qui se comporteront décemment; mais, remarquez bien ceci, on excepte les cas où le bien de l'état exigera qu'elles soient fermées. Autre expédient également ingénieux et efficace; on imprimera chaque semaine le journal des séances de l'assemblée générale. Je souhaite qu'il soit fidelle; mais si on le soupçonne d'infidélité, la multitude qui croira qu'on veut la tromper, n'en sera que plus inquiète et plus soupçonneuse.

Lisez, je vous prie, mon cher Ariste, cet article, il est important. *Il faut qu'il apparoisse clairement au corps législatif, que l'objet pour lequel on imposera une taxe sera plus utile*

à l'état, que ne le seroit l'argent de la taxe à chaque particulier, si elle n'étoit pas levée. Eh bien, me dit Ariste, j'ai lu. Est-ce que vous trouveriez quelque chose à reprendre dans cette loi, qui est peut-être ce que l'esprit humain a imaginé de plus beau au sujet des impositions ? Peut-être, répondis-je modestement. Voici un étrange paradoxe, s'écria Ariste, et vous louerez sans doute le gaspillage du dernier règne. Quoi, vous aurez des raisons pour ne pas approuver un gouvernement qui respectera religieusement la fortune des citoyens, qui ne formera des entreprises que pour leur utilité, et qui, en les exécutant, aura toute l'économie d'un sage père de famille ! Je le louerai avec autant de transport que vous, mon cher Ariste, et je louerai la profonde sagesse du législateur qui aura arrangé et disposé toutes les parties du gouvernement de telle façon, que l'honneur, et non pas l'argent, y soit le nerf de la politique. J'admirerai les institutions par lesquelles il oblige les magistrats d'avoir les mains pures, et les citoyens de préférer la fortune publique à leur fortune domestique. Mais, avec votre permission, je rirai du législateur des Pensylvaniens, qui aiment autant l'argent

que nous, quand il aura la simplicité de croire qu'il suffit d'écrire dans son code ce que vous venez de lire, pour que le corps législatif s'y conforme : d'ailleurs, cette espèce de loi est ridiculement exprimée. Ne sentez-vous pas que quand le corps législatif auroit la sagesse de s'y conformer, le public ne manqueroit pas de l'accuser de l'avoir violée ? Chaque particulier trouvera certainement qu'il lui est plus utile de conserver son argent, que de pourvoir à des besoins qui, quelque nécessaires qu'ils soient, paroîtront toujours chimériques aux yeux de son avarice. Cette loi, dont on ne peut attendre aucun bien, n'est donc propre qu'à faire naître des plaintes et des murmures contre le gouvernement.

Je voudrois, mon cher Ariste, trouver dans le code de Pensylvanie un systême bon ou mauvais, n'importe ; les esprits s'y plieroient enfin, et les mécontens, qui ne pourroient invoquer en leur faveur aucune loi, se conduiroient avec une sorte de ménagement et n'exciteroient pas des troubles dangereux. Dans vingt endroits, je vois que le législateur a une prédilection particulière pour l'aristocratie. Par exemple, au lieu de proscrire cou-

rageusement les substitutions favorables à la fortune des familles riches, et qui nourrissent leur vanité ambitieuse, il se contente d'en défendre la perpétuité ; de-là je prévois d'avance qu'il y aura enfin, en Amérique un ordre de noblesse comme parmi nous ; car, on n'est point riche sans orgueil, et l'orgueil, qui nous représente comme supérieurs aux autres, ne nous permet pas de nous confondre avec eux. Il est réglé que le trésorier de l'état, les commissaires du prêt public, les officiers de marine, le juge de l'amirauté, les shérifs, les procureurs généraux ne pourront être élus pour siéger dans l'assemblée générale, le conseil ni dans le congrès continental. N'est-il pas évident qu'on n'abandonne ces emplois aux familles d'un état médiocre, que pour faciliter les progrès de celles qui leur sont supérieures, et écarter les concurrens qui pourroient leur disputer les places qui confèrent toute l'autorité publique à ceux qui les possèdent ? Si ce n'étoit pas là l'esprit de la loi, n'eût-il pas été tout simple de ne conferer ces emplois subalternes que pour un temps limité, et de s'en servir pour essayer les talens des jeunes citoyens, et les préparer à mériter les premières dignités ? Remarquez encore avec quel soin le législa-

teur concentre l'autorité publique dans la ville de Philadelphie et dans les trois comtés voisins, où les Philadelphiens ont leurs principales possessions. Leurs délégués dans le conseil chargé de la puissance exécutrice, y doivent siéger pendant trois ans; tandis que ceux des huit autres comtés n'y entreront, les uns que pour deux ans, et les autres que pour douze mois seulement. Pourquoi cette distinction, pourquoi ces préférences entre des cantons, à qui on devoit accorder les mêmes droits et les mêmes prérogatives, si on vouloit que leurs habitans fussent également libres?

Voilà, si je ne me trompe, l'aristocratie fortement encouragée et protégée; cependant vous allez lire des lois purement démocratiques. On permet au peuple de s'assembler, de consulter pour le bien commun, et de demander au corps législatif, par la voie des adresses, des pétitions ou des remontrances, le redressement des torts dont il se plaint. Cet usage, qui peut être bon en Angleterre, parce que les esprits y sont accoutumés depuis plusieurs siècles à respecter le gouvernement, la majesté du roi et la dignité des lois et du parlement, ne peut être que très-pernicieux dans un état

nouveau dont les règlemens n'ont pas encore acquis une certaine force, et où les pouvoirs n'ont point encore des bornes fixes et marquées que la routine ou l'allure de la multitude sont accoutumées à ne pas franchir. L'agitation doit être d'autant plus vive et moins régulière en Pensylvanie, qu'il s'y établira plus difficilement un esprit national, puisqu'on permet à tout étranger, après un an de séjour et un serment de fidélité, de jouir de tous les droits de citoyen, et après deux ans de résidence, de pouvoir être élu pour représenter son canton à l'assemblée générale.

Il s'en faut beaucoup, mon cher Ariste, que j'aie tout dit; mais en voilà cependant assez, pour vous faire connoître ce que vous devez espérer de la foible législation des insurgens: elle m'a causé un double chagrin. J'ai été fâché que les colonies anglaises n'eussent à leur tête que des sages qui ignoroient que la paix, le calme, la tranquillité et l'union des citoyens par un seul et même intérêt, étoient le premier des biens pour une république nouvelle. Si les partis et les dissentions se montrent avant que les mœurs soient formées et puissent tempérer l'emportement des passions, que ne doit-on pas craindre, et dans

quel abîme des citoyens encore sans expérience et sans caractère national, ne peuvent-ils pas se précipiter ? Mon second chagrin, mon cher Ariste, ne regarde que nous. Ce n'est point l'angouement des femmes et de nos jeunes gens pour les Américains qui m'a déplu, je m'y attendois. Mais j'ai vu des gens graves par leur état et dont on estime les lumières, prodiguer leurs éloges au code de la Pensylvanie. Voilà donc, me suis-je dit avec douleur, où nous en sommes réduits ; et si la fortune vouloit nous servir, nous ne serions pas plus en état que les insurgens de profiter de ses faveurs.

Pour s'opposer aux maux que je crains, on établit une censure, composée de vingt-quatre membres choisis par la ville de Philadelphie et les onze comtés de la république. Ce conseil qui s'assemblera tous les sept ans, est chargé spécialement de rechercher les abus introduits dans le gouvernement (il me semble qu'il aura beaucoup d'affaires), et d'examiner les lois qui ne sont pas dans l'esprit de la république, pour en demander la réforme ou la suppression à l'assemblée générale. Si je ne craignois de vous fâcher, mon cher Ariste, je vous dirois que je n'entends point ce qu'on

veut dire par *l'esprit de la république* ; car il me semble qu'elle n'en a point un qui lui soit propre. Les insurgens ont proscrit le gouvernement d'Angleterre, et cependant ont la tête remplie d'idées anglaises ; en contradiction avec eux-mêmes, le caractère national et politique n'est donc pas encore formé. J'aurois désiré que le législateur eût ordonné aux premiers censeurs d'étudier les moyens les plus propres pour donner un caractère à la république, et le fixer, en établissant un intérêt général qui serviroit de lien à tous les différens ordres de citoyens.

Quoi qu'il en soit, cet établissement peut calmer ou tempérer les agitations dont les Pensylvaniens sont menacés. L'espérance de voir bientôt réparer les griefs dont on aura à se plaindre, les empêchera de se porter aux dernières extrémités. Mais je demande si ces censeurs ne seront pas choisis dans la classe des riches. Je demande si, corrompus par leur fortune, ils prendront pour des abus ce qui augmentera la puissance de leur ordre. Je demande s'ils ne se borneront pas à tromper, par de vaines espérances, le peuple et les familles qui croient mériter quelque distinction. Peut-être que les réformes se borneront à subs-

tituer, comme chez nous, un abus à un abus. Je demande enfin pourquoi le législateur de Pensylvanie n'a pas vu que des censeurs ne sont utiles que dans une nation qui a assez de mœurs pour vouloir et pouvoir se corriger. S'il avoit lu l'histoire romaine, il se seroit aperçu que la censure s'affoiblit dès que les mœurs furent moins rigides, et que les vices, en acquérant de la force, firent taire les censeurs pour se mettre plus à leur aise. Je crains que la doctrine de nos philosophes n'ait été transportée en Amérique ; je vois du moins que dans leurs codes les insurgens n'ont fait aucune loi pour favoriser les mœurs et protéger les vertus qui sont les plus utiles à la société.

Ils ne tirent même aucun parti de la religion. Je sais que les colonies n'étant qu'un amas d'hommes rassemblés au hasard, et prévenus par des opinions différentes au sujet de la religion, il a été indispensable pour les faire fleurir, de les inviter à se tolérer les uns les autres, et permettre à chacun de pratiquer le culte qu'il croyoit le plus agréable à Dieu. Ce mélange de toutes les religions n'a pas produit les désordres auxquels on devoit s'attendre, tant que les colons, occupés de la culture de leurs terres et de leur commerce, n'ont

pas eu le temps de s'élever à des spéculations philosophiques ou théologiques, et ont été gouvernés par l'Angleterre, qui avoit intérêt à prévenir les troubles que des disputes sur la religion auroient pu occasionner. Tout a changé de face par la révolte des colonies. Les citoyens ne seront plus uniquement livrés aux soins économiques de leur fortune. Le grand intérêt de la chose publique les agitera, et l'ambition se joignant à l'avarice pour remuer les esprits, il me semble qu'il auroit été à propos de s'aider des secours qu'on peut attendre de la religion, où lui donner une forme qui empêchât les intrigans et les ambitieux d'abuser de la tolérance, pour imaginer de nouvelles opinions.

Il auroit fallu porter une loi pour empêcher qu'il ne s'établît de nouvelles religions, et obliger tous les citoyens à se réunir à un des cultes connus et autorisés dans la république. Sans cette précaution, on est entre deux dangers, l'un de regarder toute religion avec une indifférence qui détruit les mœurs et ôte à la société la foi du serment dont elle a tous les jours besoin ; et l'autre, de faire des illuminés ou des ambitieux, qui, croyant découvrir de nouvelles vérités dans l'écriture, ou pour avoir

l'honneur de créer une nouvelle secte, dont ils seront les chefs et les apôtres, jetteront entre les citoyens et les membres du gouvernement, des semences de jalousie, de haine, de discorde et de trouble. Une tolérance sans bornes n'est point faite pour les hommes : tant qu'ils croiront à une vie future, il sera impossible qu'ils soient indifférens sur cet objet; et dès qu'ils s'en occuperont, il est nécessaire que les loix politiques viennent au secours de notre raison, et tempèrent le zéle amer et trop impétueux auquel elle pourroit s'abandonner. A vous parler franchement, mon cher Ariste, je ne trouve rien de si ridicule que la loi de la Caroline méridionale, qui dit que quand quinze personnes, âgées au moins de vingt-un ans, voudront s'unir ensemble pour l'objet d'un culte religieux, elles formeront une église légitime dans la république. Pouvoit-on rien imaginer de plus propre à porter les esprits à des recherches, ou plutôt à des rêveries, sur les matières de religion ? S'il ne naît pas de-là des disputes dangereuses, il ne faudra l'attribuer qu'à la parfaite indifférence de la plupart des citoyens pour la religion ; et dès-lors il faut s'attendre à tous les vices que cette indifférence entraîne après elle.

Il seroit inutile d'examiner les codes des autres colonies, qui ont été faits avec plus de précipitation et plus de négligence. Mais ce qui m'inquiète encore pour nos chers insurgens, c'est qu'outre les maux domestiques dont je vois chacun de leurs états menacés, je crains beaucoup qu'ils ne deviennent les uns pour les autres des ennemis étrangers. Je tremble en pensant que ces différentes colonies n'ont presque entr'elles aucune limite fixe ; qu'elles ont des préjugés et des intérêts différens ; que les colonies du Sud méprisent celles du Nord; qu'il n'est pas possible que celles qui se livrent au commerce, et qui auront par conséquent de grandes richesses, ne méprisent pas celles qui ne s'occuperont que de la culture des terres. Si celles-ci, pour se soustaire à la tyrannie des autres, veulent enfin avoir une marine, et transporter au-dehors leurs denrées superflues, leurs intérêts seront plus séparés. Il en naîtra des jalousies, de querelles, des haines d'autant plus violentes, qu'elles seront plus injustes, et des hostilités enfin et des guerres comme nous avons vu s'en élever entre les différens états de l'Europe, pour des intérêts de commerce. On verra se former chez les insurgens une puissance dominante et une puissance

une puissance rivale. Avec nos mœurs, les insurgens ont déjà adopté notre politique, et bientôt, ne s'entendant pas mieux que nous, ils éprouveront les mêmes malheurs, et leur désunion les ruinera.

Je suis plus tranquille que vous sur le sort de nos amis, me dit alors Ariste en souriant, et il me semble que les colonies, qui sentent le besoin qu'elles ont les unes des autres, ont pris les mesures les plus sages pour cimenter leur union. Souveraines chez elles, comme les Provinces-Unies des Pays-Bas, elles se sont cependant soumises à un congrès général, qu'elles appellent continental, et qui servira de lien entre toutes ces différentes républiques. La sagesse préviendra les maux que vous redoutez. Les treize républiques ont contracté une alliance perpétuelle pour le maintien de leur liberté, pour leur défense commune et leur avantage particulier. Voulez-vous que la politique, toujours occupée à prévenir des maux, qui vraisemblablement n'arriveront jamais, se fasse des monstres pour avoir le plaisir de les combattre? Sans doute, repartis-je vivement en interrompant Ariste, il faut craindre les malheurs chimériques, pour éviter les réels; et quelqu'ingénieuse et féconde en

ressources que soit la politique, nos passions auront encore plus d'esprit et de fécondité qu'elle.

Chaque colonie, reprit Ariste, n'a-t-elle pas renoncé au droit d'envoyer des ambassades et d'en recevoir de la part des étrangers? N'a-t-elle pas renoncé à tout droit de contracter avec eux des engagemens particuliers? Ce n'est pas tout, deux états confédérés ne peuvent pas même se liguer par une alliance particulière. Pour mieux écarter toute corruption, il est défendu de recevoir aucun émolument, aucun présent, aucune gratification d'une puissance étrangère; en un mot, le congrès est le juge suprême de tous les différends qui pourront s'élever entre les États-Uuis, lui seul il déterminera les sommes nécessaires qu'on levera pour le service de la confédération. Je ne dis pas tout; mais, si je ne me trompe, en voilà assez pour vous rassurer.

Je le voudrois, répartis-je, mais me répondrez-vous que la confédération des insurgens sera plus fidellement observée que les traités de paix, d'alliance et de ligue que contractent si inutilement les princes de l'Europe? Je vous l'ai déjà dit, mais il faut encore vous

le redire, les Américains ont tous nos vices, et la guerre trop courte qu'ils font pour se rendre libres, ne leur donnera pas le temps de prendre de nouvelles mœurs. J'ai quelquefois été fâché que l'habileté des Anglais n'ait pas mis la vertu des Américains et leur amour pour la liberté à de rudes épreuves. Si je n'avois pas cru voir dans ces républiques naissantes une certaine mollesse, une certaine défiance d'elles-mêmes, j'aurois voulu qu'elles eussent éprouvé quelques-unes de ces vicissitudes cruelles, mais salutaires, qui élèvent l'ame et changent quelquefois le caractère d'une nation. De ce que chaque colonie sera à quelques égards souveraine chez elle, je serois d'autant plus tenté d'en conclure qu'elle sera plus chatouilleuse sur sa dignité, que les parvenus, malgré leur orgueil, sont toujours portés à croire qu'on va leur manquer. Soit vanité, soit ambition, jalousie ou haine, chaque république sera plus ardente à soutenir ses droits ou ses prétentions à l'égard de ses co-états, et par conséquent moins disposée à reconnoître l'empire du congrès, et à se soumettre à ses jugemens, quand ils ne seront pas favorables à ses intérêts ou les blesseront. Faut-il, mon cher Ariste, vous faire part de

tous mes scrupules? J'ajouterai que si les colonies n'ont pas cette délicatesse sur leur souveraineté, j'en serai fâché; car, cette prétendue modération seroit l'ouvrage d'un tout autre sentiment que celui de la justice.

Les Provinces-Unies des Pays-Bas n'ont pas éprouvé les tentations, les inconvéniens et les périls auxquels leur souveraineté les exposoit, parce que les états-généraux n'ont point sur ces provinces la juridiction que le congrès continental a sur les siennes. La magistrature trop puissante du stathouder les a contenues; mais ce qui a principalement resserré leur union, c'est la crainte de l'Espagne à laquelle a succédé la crainte de la France; ce sont sur-tout les affaires importantes que les Hollandais ont eues continuellement sur les bras. Il n'en sera pas de même des insurgens, sur-tout s'ils n'ont pour ennemis que les sauvages. Mais, me direz-vous, l'Angleterre qui possédera le Canada et d'autres provinces dans le voisinage de la république, lui inspirera une terreur salutaire. Je le souhaite; mais si l'Angleterre, gouvernée moins sottement qu'elle ne l'est aujourd'hui, ouvre les yeux, et préfère le riche commerce que lui offre le pays qui a secoué

sa domination, à l'espérance trompeuse de le subjuguer, je vois renaître toutes mes alarmes. En effet, les cabales, les intrigues et les partis que de mauvaises lois produiront dans la confédération des colonies, peuvent devenir aisément un principe de dissolution. Qui me répondra que dans un moment de fermentation et de colère, ces hommes qu'on trouve par-tout, qui craignent le calme, et ne peuvent faire fortune que dans le trouble, ne porteront pas un des Etats-Unis à méconnoître la souveraineté du congrès ? Les colonies possèdent de vastes terres qui leur déguiseront leur foiblesse, et elles seront d'autant plus entreprenantes et plus hardies, qu'il leur est ordonné d'entretenir une milice bien réglée, bien disciplinée, suffisamment armée et équipée, avec une quantité convenable de munitions et d'équipages de guerre.

Mais, mon cher Ariste, ne traite-t-on des alliances que par des ambassades solennelles ? et croyez-vous que ces négociations sourdes que nous employons en Europe, seront un secret pour les insurgens ? Qu'importe votre loi contre les gratifications des puissances étrangères ? N'y a-t-il pas cent manières de se laisser corrompre et de recevoir des pré-

sens, sans que la justice, si elle ne veut pas prendre des soupçons pour des preuves, puisse venger les infractions de la loi? Le congrès déterminera les sommes nécessaires à percevoir ; tant pis : voilà une cause de corruption et de troubles. On croira toujours qu'il demande trop, et tout cet article des finances est d'autant plus mal ordonné, qu'on autorise le congrès à faire des emprunts et créer des billets sur le crédit des états. Etrange politique! Nous y avons été conduits, nous autres Européens, par une fausse ambition qui nous a livrés à tous les excès de la prodigalité et de l'avarice. Quel jugement voulez-vous que je porte d'une république qui se forme en adoptant nos vices? Ce pouvoir qu'on accorde au congrès est-il borné aux circonstances présentes de la guerre? Non. Attendez-vous donc que le congrès sera corrompu, et que sa corruption ne se répandra pas impunément dans les colonies.

Ce n'est pas tout: on permet au congrès, d'après des circonstances particulières, d'exempter un ou plusieurs états de leur contingent ou de le piminuer, et de demander à d'autres au-delà de la somme qu'ils sont tenus de payer? Voilà un arbitraire dans la matière

des impôts, qui exposera les commissaires du congrès à des tentations dont je suis sûr que des Européens ne triompheroient pas. Cette liberté leur inspirera un petit air de despotisme qui ne convient qu'aux ministres d'une monarchie. Que de faux besoins on imaginera ! Que de plaintes justes vont éclater de tout côté ! A vous parler franchement, des législateurs qui ont porté de pareilles lois, sont incapables de former une république raisonnable. Falloit-il beaucoup de génie pour penser qu'on ne devoit laisser au congrès que la faculté d'exposer aux Etats-Unis les besoins de la confédération, et qu'on ne pourroit augmenter les taxes ordinaires qu'à la pluralité des voix et après avoir consulté les provinces ? Sans doute il peut se rencontrer des circonstances où il seroit avantageux et même nécessaire de diminuer le contingent d'un état et d'augmenter celui d'un autre ; mais il falloit ne laisser au congrès que le rôle toujours honnête de solliciteur, pour engager les colonies à s'aider mutuellement dans leurs besoins. Vous établissiez par-là un commmerce de bienfaits et de reçonnoissance entre les provinces : en leur apprenant à se servir les unes les autres, vous leur auriez appris à être

généreuses. Vous auriez du moins diminué cet esprit sordide d'intérêt qui sera comme une barrière entre les Etats-Unis, et qui fera toujours accuser le congrès d'injustice et de faveur.

Pourquoi ce congrès, qui doit être l'ame et le lien des états, ne sera-t-il pas continuellement assemblé ? J'ignore le motif d'une pareille loi. Si une résidence continuelle, pendant une délégation très-courte, paroît une corvée trop pénible, j'en concluerai que le bien de la patrie touche peu ces républicains. Si on a été obligé d'avoir cette condescendance dans le moment que les esprits, irrités contre l'Angleterre, ont pris le parti de se soulever, quel funeste augure ne dois-je pas en tirer pour l'avenir ! Mais, me dit Ariste, ce congrès en se séparant, formera un conseil d'état, composé d'un délégué de chaque province, et vous voyez qu'il en tient la place. Non, mon cher Ariste, répondis-je, et vous-même, au contraire, vous devriez sentir que ce conseil oligarchique, composé de treize personnes, s'emparera de toute l'autorité; en faisant à sa fantaisie le rapport de ses opérations qu'il déguisera, il les fera facilement approuver par des hommes qui ne se

seront occupés chez eux que de leurs affaires domestiques. Il me semble que votre conseil d'état, trop peu nombreux pour se partager en différens comités et suffire aux affaires de la république, en sera accablé, et les fera mal. Il perdra ainsi ou ne méritera pas l'estime et la confiance dont il a besoin pour bien gouverner.

Je dois vous faire observer qu'il ne suffisoit pas d'assigner tel droit ou tel devoir à votre congrès, il falloit encore lui en faciliter l'exercice; et c'est en cela que consiste une grande partie de la sagesse des lois. Mais, sans entrer dans le détail de tout ce que les insurgens auroient pu et dû imaginer à cet égard, je me borne à dire que le congrès étant le juge souverain des différends qui peuvent s'élever entre les Etats-Unis, il étoit d'une nécessité indispensable de régler les procédés du congrès dans l'exécution de ses décrets. Pour l'empêcher de se livrer à une précipitation capable d'irriter le mal auquel on veut remédier, n'auroit-il pas été sage d'accorder au moins deux ou trois mois à la partie condamnée, pour amortir ses passions, et se purger, si je puis parler ainsi, de l'humeur qui doit l'aigrir? Si, après ce terme,

n'obéit pas à l'arrêt qui la condamne, le congrès lui fera une sommation. Est-elle rejetée? On déclarera, par un nouveau décret, que la colonie, qui viole les lois de la confédération, n'est plus sous la protection de la ligue générale. Si les délinquans font des préparatifs de guerre, ou cherchent par des négociations à s'associer quelque co-état ou quelque puissance étrangère, le congrès ordonnera à son président de veiller à ce qu'il ne soit fait aucun tort à la confédération, et on prendra les mesures qui paroîtront les plus sages pour défendre la colonie menacée et la protéger. Je voudrois même que dans cette extrémité, la loi défendît au congrès de commencer les hostilités. Cette longanimité que je propose, sera propre à tempérer le ressentiment des rebelles. En voyant s'armer contre eux douze provinces, la crainte pourra produire ce qu'on auroit dû attendre de la justice. On verra dans le congrès un père qui ne punit que malgré lui. Si cette conduite modérée ne prévient point la guerre, la loi, mais la loi la plus expresse, pour que les hostilités n'excitent un trop vif ressentiment, doit ordonner de faire la paix dès que la province contre laquelle on aura été

obligé de prendre les armes, se soumettra sans aucune modification à l'arrêt qui l'a condamnée. Pour mériter l'estime, la confiance et le respect de la république, le congrès doit punir pour corriger, et non pas pour se venger. Il pourra sévir contre les auteurs de la désobéissance; mais la province, en se soumettant aux lois de l'union, ne doit être condamnée qu'à payer pendant quelques années un contingent plus fort qu'à l'ordinaire, et plus ou moins considérable, suivant qu'elle aura persévéré plus ou moins long-temps dans sa désobéissance.

Je crois ne me point flatter, en assurant que les dispositions dont je viens de parler, feront aimer l'autorité du congrès. C'est beaucoup, vous en conviendrez, mais ce n'est pas assez. La voix de la justice, et sur-tout d'une justice débonnaire, a un grand empire sur l'esprit des citoyens qui sont contens de leur sort, et qui ne sont pas remués par des passions violentes. Mais il y a des hommes dont l'ame atroce ne peut être contenue que par la terreur. Aux forces que donnent la débonnaireté et la modération, il faut donc joindre les forces physiques. La loi devoit en préparer au congrès, en soumettant à ses ordres

un corps de troupes répandues de differens côtés, et qu'il pourra rassembler et employer selon le besoin des conjonctures. Je crois que cet établissement indispensable ne deviendra jamais dangereux, tant que les délégués des Etats-Unis au congrès, ne jouiront de cette suprême magistrature que pendant un temps limité et très-court; et que les troupes qui leur seront soumises, ne seront pas composées de mercenaires achetés à prix d'argent, mais de citoyens choisis par chaque république, et qui, après huit ou dix ans de service, reviendroient chez eux et y jouiroient de quelque privilége particulier.

Si j'étois Américain, mon cher Ariste, j'insisterois d'autant plus sur la nécessité de cet établissement, que jusqu'au moment de la révolution, les insurgens n'ont été occupés, sous la protection de l'Angleterre, que de leur commerce et de la culture de leurs terres. Ils seront encore portés par la force de l'habitude, à regarder comme le premier bien de leur république, ce qu'ils estimoient plus que tout le reste, quand ils étoient soumis aux Anglais. De-là une dégradation dans toutes les ames, qui peut être tolérable dans des sujets, mais qui doit nécessairement rui-

ner une république. Je crains d'autant plus ce malheur pour nos amis, qu'ils semblent n'avoir point compris combien le génie militaire est nécessaire à la liberté. Que deviendront-ils, s'ils n'ont pour voisins que quelques sauvages, tandis que les Anglais, cessant de se conduire aussi mal qu'ils le font depuis quelques années, viendront commercer avec les autres peuples de l'Europe, dans les ports de la nouvelle république ?

Songez-vous combien les richesses de ce commerce et la sécurité qui les accompagnent, seroient capables d'anéantir le courage de la nation la plus valeureuse ? Il n'en restera donc pas la plus légère étincelle parmi les Américains, si on ne les accoutume pas à se regarder comme soldats, et si, par des récompenses distribuées avec économie pour leur conserver leur prix, et des exercices fréquens, on ne les éloigne de ces mœurs avares, corrompues et abjectes vers lesquelles ils sont insensiblement entraînés. Si les colonies n'ont point d'ennemis, vous me demanderez peut-être à quoi leur serviront leurs troupes, leur discipline et leur courage. Il m'est aisé de vous répondre, que si elles ne sont pas en état de se faire craindre, elles

auront bientôt des ennemis. Où il n'y aura que des moutons, il y aura bientôt des loups. Qui vous assurera que dans ces déserts de l'Amérique il ne se formera pas une nation conquérante ? Qui vous assurera même que les Espagnols, les Anglais ou nous, nous respecterons toujours la poltronerie des insurgens ? Je ne répondrois pas que quelque ministre insensé ne voulût illustrer son ministère par cette folie. On ne demandera d'abord que la permission d'établir quelques comptoirs, et les nouvelles Indes seront enfin traitées comme les anciennes.

Seigneur, me dit Ariste en riant, *trop de prudence entraîne trop de soin ; je ne sais point prévoir les malheurs de si loin.* A la bonne heure, repartis-je, mais je vous avertis que la politique qui ne travaille pas à se procurer un avenir heureux, ne fera que des bévues dans le moment présent. Quand je me serai fait d'avance un long systême d'administration, j'y trouverai sans peine toutes les ressources dont j'ai besoin contre les caprices et les accidens journaliers de la fortune. Je n'agirai plus au jour le jour, et comme de certains ministres, qu'il est inutile de vous nommer, je ne passerai point ma triste

vie à regarder chaque jour comme une sottise ce que j'avois regardé la veille comme un trait admirable de prudence, et à chercher des remèdes qui ne seront pas même des palliatifs.

Mais revenons à notre congrès, et puisque vous m'avez mis en train, je ne vous ferai grâce, pour me venger, d'aucune de mes rêveries. Je suis donc très-sérieusement fâché que toutes ces républiques insurgentes, qui n'ont que le gouvernement le plus propre à produire des dissentions, des troubles et des partis, n'aient pas profité de leur congrès général, pour donner une sorte de solidité à des lois qui se contrarient, et tempérer les passions qu'elles doivent allumer dans les magistrats et les citoyens. Il me semble qu'il auroit été facile de rendre le congrès garant de la constitution particulière des treize Etats-Unis. Ces pétitions, ces remontrances, ces requêtes qu'il faut laisser au peuple pour lui persuader qu'il est libre, et afin qu'il ne fasse point de complot secret contre le gouvernement, j'aurois voulu qu'elles eussent été adressées au congrès. Les représentans auroient été plus sages et plus modérés dans leurs demandes, et naturellement ils auroient eu

plus de confiance dans les délégués de la confédération, que dans leurs propres magistrats, dont ils étoient obligés de se plaindre, et qui ne pouvoient avoir égard aux plaintes qu'en convenant de leurs torts. Le peuple n'auroit point été exposé à s'irriter par l'opiniâtreté du gouvernement à soutenir ses injustices; et les magistrats, en cédant aux murmures, ne se seroient point préparé des ressources pour reprendre ce qu'ils perdoient, et rejeter encore la république dans des troubles nouveaux. Il se seroit établi peu à peu un nouveau droit public dans chaque état uni, et le congrès, en se faisant une jurisprudence certaine, auroit établi plus d'uniformité dans le gouvernement des différens cantons de la confédération; dès-lors ils auroient été plus étroitement unis, et les citoyens plus calmes se seroient plus aisément accoutumés à des lois qu'ils auroient vues dans toutes les provinces.

Comment le législateur qui a eu assez d'esprit pour établir une censure septenaire dans la Pensylvanie, n'a-t-il pas compris qu'elle y seroit inutile? Ce droit de censure appartenoit naturellement au congrès, parce qu'il ne peut avoir aucun intérêt de favoriser les vices

vices de telle ou de telle république, et que sa vigilance s'étendant sur le corps entier de la confédération, il est de son devoir de réprimer et de changer tout ce qui en peut retarder ses mouvemens ou les rendre moins réguliers. Je voudrois que ce congrès eût été averti par les lois du prix des bonnes mœurs dont on ne trouve que quelques mots trop vagues dans le code des Pensylvaniens, et que les autres colonies ont entièrement oublié. Ce n'est cependant qu'avec le secours de ces bonnes mœurs, que le peuple sera libre, que les familles les plus distinguées par leurs services ou leurs richesses, jouiront de l'autorité sans en abuser, et que le gouvernement trouvera en lui-même des ressources contre les imperfections attachées à tous les établissemens humains.

Tous les gouvernemens s'altèrent, mon cher Ariste, parce que nous portons tous dans notre cœur des passions qui ne cherchent qu'à étendre leur empire. Le temps communique aux lois une rouille qui les rend inutiles. Le bonheur même nous inspire une sécurité aveugle, d'où nous ne sortons qu'en nous voyant sur le penchant du précipice.

Que le congrès ait donc le droit de réveiller ces états assoupis ou engourdis, et de leur faire remarquer combien ils se sont insensiblement éloignés de leur institution, ou combien ils oublient l'objet auquel ils doivent continuellement tendre.

Le congrès doit avoir les yeux ouverts sur ce qui peut être avantageux ou nuisible à la confédération : mais si sa censure est continuelle, il aura bientôt besoin lui-même d'un censeur. Qu'elle s'exerce à une époque marquée, par exemple, tous les douze ou quinze ans ; qu'alors le nombre des délégués des républiques soit plus grand, et qu'on forme un comité particulier, chargé d'examiner les changemens survenus dans les mœurs publiques et les différentes branches de l'administration. Sur ce rapport, que le congrès donne de justes louanges à la république qui aura conservé avec plus de soin ses institutions, et porte les lois nécessaires pour rétablir et perfectionner les anciens établissemens.

Je suis fâché que les insurgens n'aient pas profité du moment où ils ont secoué le joug de l'Angleterre pour établir l'ordre dont je parle. Les esprits ayant alors plus de

ressort que quand la paix sera signée, auroient été capables de prendre des résolutions plus généreuses et plus fortes. Il est à craindre aujourd'hui que dans la joie de leurs succès, ils ne croient avoir toute la sagesse qui leur est nécessaire, et que cette présomption ne les abandonne pour toujours à leurs vices anciens et à leurs préjugés.

Quoi qu'il en soit de mes tristes conjectures, il est si important pour les colonies de resserrer de plus en plus les liens de leur confédération, qu'il seroit à souhaiter qu'elles adoptassent entr'elles les cérémonies par lesquelles les anciennes villes de la Grèce renouvelloient leur alliance avec les descendans de leurs citoyens qui avoient fondé de nouvelles républiques dans les pays étrangers. De temps en temps les Grecs expatriés envoyoient une ambassade solennelle à leur métropole, et en assistant aux mêmes sacrifices, on se juroit, en présence des Dieux, une amitié éternelle. Pourquoi, à une époque fixe et déterminée, les Etats-Unis n'envoyeroient-ils pas des ambassadeurs au congrès pour célébrer leur indépendance, et renouveller, au nom du même Dieu qu'ils adorent d'une manière différente, l'union qui

a établi leur liberté, et qui peut seule perpétuer leur bonheur. Chaque république feroit son serment, et le congrès qui le recevroit, prêteroit le sien au nom de tous les états qu'il représente. Cette ambassade ne peut être trop solennelle; elle devroit être précédée d'un jour de jeûne et de prière dans les treize Etats, et le jour du renouvellement de l'alliance devroit être une fête générale, une espèce de saturnales, où les riches se faisant un honneur de se confondre avec les pauvres, sembleroient oublier leur fortune et se rapprocher des vues de la nature.

Vous souriez, mon cher Ariste, au détail de ces arrangemens que nos philosophes, aujourd'hui si vantés, regarderoient comme des niaiseries; mais, permettez-moi de vous le dire, avec un peu plus de philosophie que n'en ont ces messieurs, ils sauroient que les hommes qui sont si vains, si foibles, si frivoles, en un mot, si sots, ont besoin de ces prétendues bagatelles; et que le peuple, conduit par ses sens, ne peut pas comme eux s'élever à des vérités sublimes, et puiser le bien dans la source même du bonheur.

En vérité, me dit alors Ariste, on ne sauroit vous faire abandonner vos idées, et je ne

sais presque plus que penser du sort qui attend les insurgens. Mais puisque vous avez bien voulu consentir à vous occuper avec moi de la fortune des états, permettez-moi de vous faire une dernière question, et puis je dis un éternel adieu à la politique; je recommande les insurgens à M. Franklin, et il en sera de leur république tout ce que vous voudrez. Mais ne pensez-vous pas que cette grande révolution est l'événement le plus heureux pour nous? La plus riche partie de l'Amérique septentrionale, enlevée à la domination de l'Angleterre, doit produire de grands changemens dans les intérêts de l'Europe. Quel nouvel ordre de politique doit en résulter? Quelle sera, en un mot, l'influence de cette grande révolution? Nulle, répondis-je, mon cher Ariste, si nos nouveaux républicains sont sages et savent jouir de leur fortune. Pouvant avoir chez eux toutes les choses dont ils ont besoin, ou faire des lois qui leur apprennent à les mépriser, ils auront peu de commerce avec les Européens, et ne permettront pas que le luxe qui nous perd leur donne de nouveaux vices, ou prête une nouvelle force à ceux qu'ils ont.

Ils tâcheront de gagner l'amitié et la con-

fiance des sauvages qui les avoisinent et de les policer, non pas en les corrompant, comme nous faisons, mais en les instruisant par leur exemple des devoirs de l'humanité. Ils se feront une loi de ne point offenser les Européens établis en Amérique. Ils résisteront à la tentation séduisante de faire un commerce prohibé avec les colonies espagnoles et nos îles françaises. Au lieu d'irriter les Anglais et de nourrir leur ressentiment, ils reprendront pour eux les sentimens auxquels ils étoient accoutumés avant la révolution; en un mot, leur république sera pour eux le monde entier.

Me voilà donc encore déchu de toutes mes espérances, s'écria Ariste; je m'étois flatté que les insurgens seroient très-reconnoissans de l'intérêt que nous avons pris a leurs affaires et de nos secours. En conséquence, je croyois qu'il s'étoit ouvert pour nous une branche très-riche de commerce. J'imaginois que la révolution répareroit complètement la perte que nous avons faite du Canada. Qu'est-ce en effet que le commerce que nous faisions à Quebec, à Montreal, à Louisbourg, en comparaison de celui que nous allons faire dans les treize Etats-Unis?

Je croyois que l'abaissement des Anglais assureroit notre grandeur, et que cette puissance rivale ne s'opposeroit plus à l'exécution de nos projets : mais vous renversez toutes mes idées.

Point du tout, mon cher Ariste; et pourquoi, continuai-je, allez-vous encore vous mettre dans la tête que les insurgens seront des sages ? Il me semble que jusqu'à présent je vous ai dit assez de mal de leurs mœurs et de leur politique, pour que vous ne deviez point craindre qu'ils fassent quelque chose de ce que je viens de dire : soyez en sûr, ils se livreront à leur avarice, et leur cupidité sera la règle de leur politique. Ils ne chercheront qu'à étendre et faire fleurir leur commerce. Il nous sera permis, comme à tous les peuples commerçans de l'Europe, de porter à Boston, ou dans quelqu'autre port, nos babioles et nos manufactures. Sans doute, il nous en reviendra beaucoup d'argent, mais avec cet argent, nos affaires n'en iront pas mieux, parce que nous l'estimons trop, et que nous sommes déjà assez riches pour ne plus pouvoir nous servir utilement de nos richesses. Je ne crois pas à l'abaissement des Anglais; le commerce qui leur restera suffit

pour les rendre encore très-redoutables. Pourquoi? C'est que cette grandeur dont nous nous applaudissons, n'étant point l'ouvrage de notre sagesse, ne peut être que courte et passagère. Il faut attendre la fin de la campagne, et si l'Angleterre pouvoit se résoudre à oublier les insurgens, pour ne s'occuper que de nous, peut-être serions-nous exposés à perdre nos îles, et la révolution de l'Amérique seroit une cause de disgrace pour nous.

Je gagerois que les insurgens ne pourront s'abstenir de faire la contrebande chez les Espagnols, chez nous, et même chez les Anglais. Ennemis de toutes les nations qui ont des possessions en Amérique, ils se flatteront de pouvoir les en chasser un jour, et en attendant cet heureux événement, ils croiront qu'il est digne de leur sagesse d'entretenir entre elles un certain équilibre, et les empêcher de s'agrandir les unes aux dépens des autres. Avec cette admirable politique, vous verrez bientôt leurs ministres dans toutes nos cours : ils traiteront avec nous, et prendront part aux affaires de l'Europe, pour s'y préparer des diversions contre les puissances qui leur sont suspectes, et qui pourroient

porter contre eux des forces considérables. Mêlés dans toutes nos tracasseries, quel fil les aidera à sortir de ce labyrinthe d'intérêt mal entendu, d'espérances insensées et de projets chimériques? Je puis vous prédire, mon cher Ariste, que leur cœur sera remué par trop de passions, et leur esprit obscurci par trop de préjugés, pour qu'ils puissent suivre les conseils salutaires que leur donneroit la raison. Voilà où se borne mon art de deviner. En voyant les mille routes fausses qui égarent la politique, il seroit insensé de vouloir assigner celle que les insurgens enfileront par préférence. On pourroit peut-être conjecturer leur choix, si on connoissoit mieux que moi leurs mœurs, leurs vices, leurs préjugés et leurs inclinations. D'ailleurs, un peuple qui, sans principe fixe, erre au gré de ses caprices, est condamné à obéir aux circonstances; et qui peut prévoir celles où se trouveront successivement les insurgens?

Cependant l'ambition jettant de moins profondes racines dans le cœur humain que l'avarice, je serois assez porté à croire que les colonies Anglaises, accablées de dettes, comme la plupart des états de l'Europe qui

ont eu de l'ambition, et désabusées par leur expérience de notre funeste politique, ne s'occuperont plus que de leur commerce, négligeront notre amitié et nos alliances infructueuses; et bientôt la partie de l'Amérique qu'occupent les insurgens, nous sera aussi étrangère que la Chine. Mais alors, quelles révolutions ne doivent pas éprouver les treize républiques confédérées? L'amour de l'argent étouffe nécessairement l'amour de la liberté, et les mauvaises lois des insurgens ne seront pas capables de préserver leur république des malheurs dont elle est menacée.

Eh bien, mon cher Ariste, me promettez-vous que c'est aujourd'hui pour la dernière fois que nous nous entretenons de politique? Je vous le promets, me répondit-il, et puisqu'avec vous il faut s'attendre à voir tout aller de mal en pis, je vous tiendrai parole. Mes espérances me sont agréables ; je n'y veux point renoncer, et je les préfère à des lumières affligeantes qui me rendroient présens les maux qu'éprouveront nos neveux. Soit, repartis-je, puisque la vérité n'a aucun mérite pour vous, et que vous vous considéez seul dans la société, sans vous soucier

de ce qu'elle deviendra après vous. Mais si par hasard vous ne me tenez pas parole, je m'en vengerai, car, il s'en faut bien que je vous aie tout dit.

DE LA PAIX D'ALLEMAGNE.

J'EN suis fâché pour l'honneur de notre politique, mon cher Cléante, mais puisque vous voulez être instruit de nos bavardages, je suis obligé de vous dire que les bruits de la paix d'Allemagne augmentent tous les jours. On montre des lettres de notre ambassadeur à Vienne; toutes les difficultés paroissent applanies, et nos ministres qui, malgré leur modestie, ne doutent point du succès de leur entreprise, se couronnent déjà d'olivier en attendant les lauriers que l'Angleterre nous prépare. On me prend pour un fou, parce que je suspends encore mon jugement. On m'interroge, moins pour savoir mes raisons, que pour rire de ma ridicule incrédulité; et je me borne à dire que cette paix dont nous sommes médiateurs, est si contraire aux intérêts et à la politique connue du roi de Prusse, que je ne la croirai que quand

le traité sera ratifié dans les règles, que la cour de Vienne aura contremandé les préparatifs de guerre, et que le roi de Prusse, retiré à Postdam, aura repris son train ordinaire de vie.

Vous pensez bien que malgré la promesse qu'Ariste m'avoit faite de ne me plus parler politique, il n'a pu s'empêcher de venir chez moi pour jouir de ma confusion et de ma défaite; car il se souvenoit que j'avois pris la liberté de me moquer de notre médiation, et il ne doutoit point, qu'entraîné par l'autorité de nos nouvellistes, je ne fusse fort embarrassé pour pallier mes premières erreurs. Vous voyez donc enfin, m'a-t-il dit, que la médiation de la France n'est pas d'un petit poids dans les affaires de l'Europe, et cette paix qui succède à une guerre d'une campagne, est une preuve de la considération dont nous jouissons, malgré les inattentions, les négligences, les fautes, en un mot, que l'on peut reprocher à notre marine.

Mon cher Ariste, lui ai-je répondu, je ne sais point ce que prouveroit votre paix d'Allemagne; mais permettez-moi de vous le dire, malgré tout ce que nos femmes et nos nouvellistes débitent d'après les lettres de Vienne et

les discours échappés à nos ministres, j'ai le malheur de ne point croire à cette paix. Il me semble que toute la conduite et les mouvemens des Prussiens et des Autrichiens n'annoncent pas des dispositions extrêmement pacifiques. Si les préliminaires de la paix étoient en effet signés, s'il n'étoit plus question que d'arranger des bagatelles, ces puissances sont trop sensées pour chercher à s'intimider ou à s'irriter en faisant les préparatifs d'une seconde campagne. Que voulez-vous, mon cher Ariste, malgré tous mes efforts pour penser comme tout le monde, car rien n'est si doux; je ne puis résister à je ne sais quel pressentiment qui me persuade que le roi de Prusse ne violera pas son caractère, et que ne voulant se prêter à aucune prétention de la cour de Vienne, il la réduira à faire la guerre pour ne pas se déshonorer : il ne faut pas se le dissimuler, après s'être emparé d'une partie de la Bavière avec tant de hauteur, il ne lui est plus permis de reculer, sans se faire accuser d'avoir été d'abord trop étourdie, et ensuite trop timide.

Vous avez tort, m'a réparti Ariste, et il sera toujours beau de sacrifier une partie de ses intérêts au bien de l'humanité. Je connois, mon cher Ariste, les bontés extrêmes et vigilantes

des princes pour leurs sujets, et de-là j'augure aisément quelle doit être leur générosité à l'égard des étrangers. Cependant il me reste quelque scrupule, et je craindrois que la maison d'Autriche ne se fît tort, en faisant à l'humanité des sacrifices trop entiers et trop prompts. Au contraire, me répliqua Ariste d'un ton sentencieux, la saine politique l'ordonne, parce qu'une généreuse modération donne de grands avantages à une puissance sur ses ennemis, et lui attache plus étroitement ses alliés. Fort bien, mon cher Ariste, mais il faut que cette modération ne puisse jamais être prise pour de la poltronerie, et qu'elle porte en effet avec soi tous les symptômes de la générosité et du désintéressement. Il est utile de ne pas abuser de ses succès pour perdre un ennemi vaincu; après la victoire la modération n'est jamais suspecte. Mais est-ce là le cas où se trouve la cour de Vienne? Le roi de Prusse a-t-il été repoussé? Obligé de fuir dans sa Silésie, s'y est-il retranché jusqu'aux dents? Ses ennemis qui n'ont essuyé que de légères pertes, n'ont donc aucune raison pour mendier la paix. Que si vous me dites que les frayeurs de l'impératrice l'ont emporté dans les conseils sur le courage de l'empereur, j'en conviendrai; et en

conséquence du grand principe, que les plus courtes folies sont les meilleures, je crois que la cour de Vienne désire sincèrement la paix; mais cela ne suffit pas pour la faire. Le roi de Prusse a fait voir qu'il est encore en état de commander ses armées; peut-être plus grand politique encore que grand capitaine, il a cent raisons, toutes plus fortes les unes que les autres, pour continuer la guerre, et profiter de la crainte qu'il inspire.

Vous dites quelquefois, mon cher abbé, des choses si extraordinaires, me répliqua Ariste en badinant, qu'on croiroit que ce n'est que pour le plaisir de disputer et de soutenir des paradoxes que vous n'êtes pas de l'opinion générale. Non, mon cher Ariste, répondis-je, si vous saviez combien je laisse passer tous les jours d'absurdités sans dire un seul mot, vous ne m'accuseriez pas d'aimer la dispute. Mais on m'adresse quelquefois la parole, il faut bien répondre et ne pas mentir, et si je suis obligé de choquer l'opinion générale, c'est que j'ai peut-être un peu plus réfléchi que nos femmes et nos nouvellistes sur toutes ces matières du gouvernement. Vous pouvez vous donner cette louange, répartit Ariste, sans blesser les lois de la plus

exacte

exacte modestie. Mais je vous prie, continua-t-il, que peut faire de mieux le roi de Prusse que de conclure la paix dans ce moment ? Il est âgé, et à 67 ans, on a besoin de repos ; il a soutenu deux guerres laborieuses qui ont développé toutes les ressources de son courage et de son génie. En se rendant facile aux conditions de la paix, il triomphe véritablement de la maison d'Autriche, et joindra à la gloire de conquérant celle de pacificateur. A sa place, je me hâterois de signer la paix. Ah ! mon cher Ariste, en parlant comme Parmenion, craignez que le roi de Prusse ne vous réponde comme Alexandre. A la bonne heure, reprit Ariste, mais que peut il faire de mieux que de montrer beaucoup de modération et de désintéressement pour jetter un voile sur sa conduite passée, couvrir l'injustice de ses conquêtes et légitimer son empire. En prenant les armes, il a déclaré formellement qu'il ne demandoit rien pour lui. Tout lui fait donc une loi de préferer la paix à la guerre, dès que la maison d'Autriche renonce à la plupart de ses prétentions sur la succession de Bavière. Que me répondrez-vous donc ?

Mille choses, mon cher Ariste, première-

ment, que toutes ces belles protestations de générosité par lesquelles on commence la guerre ne signifient rien, et que personne n'en est la dupe. Le roi de Prusse ne met en avant aucune prétention, mais après quelques batailles, gagnant son procès, soyez bien sûr qu'il ne se croira pas condamné aux dépens. En second lieu, pensez-vous que ce prince soit fort empressé de faire oublier l'injustice de ses conquêtes ? Il sait qu'à cet égard il n'a pas besoin d'acheter d'indulgence des hommes : grâces à notre sottise, nous pardonnons tout à un conquérant heureux, et qui a montré de grands talens. Le roi de Prusse se trouve trop bien de ce qu'il a fait pour songer à se corriger. L'ambition est la passion la plus durable, et quand un ambitieux met en avant des principes de justice et de désintéressement, il tend un piège et compte faire des dupes.

Mais abandonnons toutes ces généralités, et pour me faire entendre, mon cher Ariste, permettez-moi de vous dire tout ce que je pense de la politique du roi de Prusse. Occupé depuis le commencement de son règne du soin d'agrandir ses domaines et de former une grande puissance, il n'est pas possible

que depuis la dernière paix, et sur-tout depuis le partage de la Pologne, il n'ait fait de profondes réflexions sur sa fortune. Tout lui a dû apprendre que le grand édifice qu'il a élevé par des guerres et des négociations conduites avec une égale habileté, n'étoit pour ainsi dire élevé que sur le sable. Ses acquisitions l'ont rendu odienx et aux princes qu'il a dépouillés et à ceux qui sont jaloux de ses succès. Toutes les parties de la puissance Prussienne lui obéissent sans être unies entr'elles et former une masse solide. Après avoir acquis, il a dû se reprocher de n'avoir rien fait pour mettre en état ses successeurs de conserver l'empire qu'il leur laissoit.

Dans la chaleur ou l'ivresse de l'agrandissement, il n'a vu que lui et ses talens. Content de la gloire dont il se couvroit, l'avenir ne l'a point occupé; ou s'il a prévu que sa mort annonceroit la décadence de sa maison, il s'en est consolé en pensant qu'on diroit que lui seul étoit capable de soutenir et de consolider le grand ouvrage qu'il avoit fait. Mais après ce premier mouvement d'admiration pour lui-même, dont les conquérans ne sont jamais exempts, le roi de Prusse a

certainement trop d'étendue et de pénétration dans l'esprit, pour continuer à se flatter toujours. Il a ouvert les yeux et jugé que le règne extraordinaire et presque gothique de son père avoit préparé la grandeur du sien. Mon père, a-t-il dû se dire, m'a mis en état de vaincre et partage par-là l'honneur de mes triomphes. On dira de moi que j'ai gagné des batailles et envahi des provinces ; mais on dira que je n'ai point songé à la sûreté de mon empire et de mes successeurs. Sils conservent ma succession, je ne partagerai point leur gloire, parce que je parois m'être oublié moi-même depuis la dernière paix, et que, content de contenir mes ennemis par la terreur de mon nom, je n'ai pris aucune mesure pour les forcer à respecter encore la puissance prussienne quand je ne serai plus. Content de tout pouvoir, et sûr du succès, j'ai tout ramené à moi. Je n'ai établi aucune loi, aucune forme constante de gouvernement, aucune règle fixe d'administration ; le jour que je mourrai, tout le conseil et tous les ministres de Prusse mourront avec moi. J'ai d'habiles généraux, mais je n'ai point attaché leur fortune à celle de mon état, et si mon successeur n'a pas des talens supérieurs aux

miens, il succombera sans doute, et par ma faute, sous les efforts des ennemis auxquels je le laisse exposé. Alors, que paroitrai-je aux yeux d'un historien accoutumé à rechercher les causes des malheurs et des succès heureux ? qu'il me jugera inférieur à mon père dans l'art de gouverner les hommes, et de former une grande et puissante monarchie.

N'en doutez point, mon cher Ariste, le roi de Prusse, avide de gloire, et qui seroit au désespoir de paroître médiocre dans une partie, a fait toutes ces réflexions et bien d'autres encore plus profondes qui échappent à mes foibles lumières. Mais je vous demande s'il n'a pas dû être extrêmement agité et inquiet en se rappelant le passé, en voyant le présent, et en prévoyant l'avenir. Les années s'étoient accumulées, et il ne pouvoit plus s'en promettre assez pour faire des établissemens qui eussent le temps de se consolider. Tout lui manquoit pour ce grand ouvrage ; il n'avoit jamais songé à mettre en honneur la vertu et les bonnes mœurs. Ne pouvant compter sur personne, parce que son despotisme avoit intimidé ses sujets, et fait des mercenaires des compagnons mêmes et

des instrumens de sa gloire, il lui étoit impossible de former une seule nation de ses anciens états et des nouvelles provinces qu'il avoit conquises; il lui étoit impossible de réunir par un même intérêt des pays encore accoutumés à se regarder comme ennemis.

Dans des circonstances si malheureuses, quelle ressource restoit-il donc à la politique du roi de Prusse? la seule sans doute praticable, c'étoit de mettre ses ennemis dans l'impuissance d'attaquer son successeur, avant qu'il eût débrouillé le chaos dans lequel il se trouveroit, et substitué une espèce d'ordre, d'administration et de gouvernement à la volonté arbitraire du prince. La paix devoit donc lui déplaire, parce qu'elle donnoit le temps à la cour de Vienne de réparer ses forces et d'entrer un jour avec plus d'avantage dans sa Silésie. La paix étoit un temps mort pour lui, et la guerre, qui affoiblit et épuise les autres états, lui étoit favorable, ayant l'art, comme le disoit Caton, de nourrir la guerre par la guerre, et de trouver dans une première campagne les moyens nécessaires pour en faire une seconde.

Dans cette position dangereuse, le roi de

Prusse, qui n'est déjà que trop craint, n'osoit recommencer la guerre, mais la désiroit avec autant d'ardeur que nous désirons la paix depuis que M. d'Estaing a trompé nos espérances. Il voyoit avec chagrin que l'impératrice reine contînt l'ambition inconsidérée de son fils, et il auroit voulu diminuer la terreur de son nom. Si cette princesse fût morte, nous aurions vu ce rusé politique tenter toutes sortes de moyens pour s'insinuer dans la cour de Vienne, duper l'Empereur par des flatteries adroites, et réveiller dans son cœur les anciens sentimens de rivalité et de haine que la maison d'Autriche et la maison de Lorraine ont eus contre la France. Ce royaume, auroit-il dit, plus foible aujourd'hui qu'il n'a été autrefois redoutable, plie sous le poids de ses vices dont il ne lui est plus possible de se corriger. Il est temps enfin de venger l'Empire et de recouvrer les domaines qu'il a perdus. l'Alsace vous offre une conquête aisée ; la Lorraine est l'ancien patrimoine de vos pères, les trois Evêchés vous tendent les bras, et de quelle gloire ne seriez vous pas couvert ; si vous rendiez à l'Allemagne ce cercle de Bourgogne qui n'est pour nous qu'un vain

nom ? Je serai content si je puis contribuer à vos succès, et je ne demande qu'à vous servir contre une puissance qui se console de sa foiblesse, en se flattant d'être encore la puissance dominante de l'Europe et de l'asservir.

Si la cour de Vienne n'eût pas été sourde à ces insinuations qui lui auroient fait oublier la Silésie, pour porter toute son attention et sa politique de notre côté, les rois de Prusse auroient bientôt été en état de jouer le plus grand rôle dans l'Empire, et d'affermir leur fortune, en étant les médiateurs et les arbitres entre la France et la maison d'Autriche, auxquelles ils auroient vendu alternativement leur amitié et leur alliance. Si l'empereur avoit évité ce piége, nous aurions vu la cour de Berlin se hâter de faire la guerre, se plaindre de son ingratitude, et l'accuser de vouloir asservir l'Allemagne, pour étendre de-là sa domination sur le reste de l'Europe.

Mais la destinée qui veille à notre salut, n'ayant pas permis que les choses prissent ce cours, n'est-il pas évident, mon cher Ariste, que le roi de Prusse, qui a certainement les vues et les projets que je viens de

vous exposer, regarde la mort de l'électeur de Bavière, la sottise de l'électeur Palatin et l'invasion des Autrichiens comme l'événement le plus heureux pour lui? Sûr de cette pécore de Czarine dont il se joue à son gré en caressant sa vanité, sera-t-il subitement intimidé par les préparatifs de guerre que fait la cour de Vienne? oubliera-t-il que l'Angleterre et la mer nous occupent entièrement et que nous ne pouvons pas y suffire? Je crois que nous avons de grands talens pour l'éloquence, et cependant je ne me flatte pas que nous puissions tromper un prince qui, depuis le commencement de son règne, ne s'est pas encore écarté une fois des intérêts de son ambition.

A ces raisonnemens, mon cher Cléante, Ariste n'a d'autre réponse que de me dire que je me livre à mon imagination, et que je prête au roi de Prusse des raisonnemens à la fois trop profonds et trop subtils. Je me suis défendu, en disant que la politique que je suppose à ce prince, n'est qu'une suite naturelle et nécessaire de tout ce qu'il a fait depuis le commencement de son règne. Il a toujours eu des vues constantes, uniformes, et qui ont tendu au même but. Il faudroit pousser l'ab-

surdité jusqu'à dire qu'il s'est conduit jusqu'à présent au hasard en obéissant aux événemens, ou que son esprit depuis quelques années est prodigieusement baissé, si on ne vouloit pas convenir que les principes de politique que je lui prête sont véritablement les siens, et que nous nous flattons inutilement de voir renaître la paix en Allemagne.

Soit, a repris Ariste, mais si son esprit n'a pas baissé, si on remarque toujours la même vigueur dans son administration, me persuaderez-vous qu'il a conservé dans sa vieillesse tous les avantages de sa jeunesse ? On a beau être un héros, les années apportent une certaine pesanteur dans nos organes que l'activité de l'ame ne peut vaincre. Le roi de Prusse seroit-il aujourd'hui en état de se porter par-tout comme dans la dernière guerre, et d'agir avec cette célérité qui est le plus grand talent d'un général, parce qu'elle surprend toujours l'ennemi et le confond ? D'ailleurs, ne doit-il pas craindre de laisser son successeur avec une guerre terrible sur les bras, et qui porteroit infailliblement un coup mortel à sa puissance. A quelles espérances ne se livreroit pas la cour de Vienne en apprenant sa mort ? Son courage se raffermiroit, et parce qu'elle ne

douteroit plus de ses succès, elle en obtiendroit. Le nouveau roi de Prusse ne lui opposera que sa consternation, et n'ayant jamais essayé ses forces, il sera obligé de se trouver subitement et à la fois roi et général. Jugez par-là de son embarras, et par son embarras des disgraces qu'il doit éprouver.

Mon cher Ariste, ai-je répondu, sans doute que l'âge a fait sur le roi de Prusse l'impression qu'il fait sur les organes de tous les hommes. Je crois qu'il n'est plus en état de supporter les mêmes fatigues. Certainement on ne le verroit point aujourd'hui partir victorieux du champ de bataille de Rosbach pour aller battre, un mois après, les Autrichiens à Lissa. Mais faites attention que dans la dernière guerre, ayant pour ennemi la Russie, la cour de Vienne, l'Empire, nous et les Suédois, il falloit, si je puis parler ainsi, pour faire face par-tout, qu'il fît la guerre en poste. Il falloit que sa tête, grâce à sa forte organisation, fût assez tranquille au milieu des plus grands mouvemens, pour mener de front quatre guerres, ne pas confondre leurs intérêts et leurs manœuvres, et nuire à l'une en s'occupant trop de l'autre. Aujourd'hui il n'est question ni des mêmes

fatigues, ni de la même contention d'esprit. Ayant pour alliés une partie des princes de l'Empire et la Russie, la guerre présente ne doit paroître qu'un jeu et une récréation au roi de Prusse.

Quoique cette guerre ne doive pas être longue, puisque la maison d'Autriche s'épuise pour la commencer, il peut fort bien se faire que le roi de Prusse meurt avant que de l'avoir terminée. Mais je ne conviendrai point qu'il lui importe que son successeur monte sur le trône dans le calme de la paix. Qui me répondra que ce prince, ébloui par l'éclat de sa fortune, ne voudra pas commencer par être roi comme les autres, c'est-à-dire, se livrer à la douce oisiveté des plaisirs, avant que de tâter les soins pénibles du gouvernement? S'il est salué roi à la tête de ses soldats et en présence d'une armée ennemie, il ne sera pas exposé à une tentation à laquelle le roi de Prusse a failli lui-même à succomber, malgré l'ambition, le génie et les talens avec lesquels il étoit né. Je vous ai parlé, il n'y a qu'un moment, des inconvéniens auxquels le nouveau roi de Prusse seroit exposé en succédant paisiblement à son oncle au milieu des acclamations de Berlin:

il ne trouveroit qu'un cahos à débrouiller. Il sera plus heureux en commençant à régner dans un camp. Il trouvera tout préparé pour faire la guerre. Les difficultés et la nécessité développeront en lui tous les talens qu'il peut avoir et que le calme de la paix pourroit étouffer. Les esprits mis en mouvement seront en train d'agir, et ce qu'on vient d'exécuter servira de leçon pour ce qu'il faut faire. Enfin, mon cher Ariste, si le roi de Prusse meurt avant que d'avoir épuisé ou du moins affoibli les forces de la maison d'Autriche, on ne sera point assez injuste pour lui reprocher les fautes de la destinée. Les historiens le loueront d'avoir fait une guerre nécessaire à la fortune de sa maison. S'il faisoit, au contraire, la paix dans ce moment, on l'accusera de foiblesse et de timidité ; on le plaindra d'avoir trop vécu pour sa gloire, et d'avoir perdu une partie de son caractère et de son génie avant que de mourir. Si la tête du roi de Prusse n'est point altérée, aucune des réflexions que je viens de faire ne lui a échappé, et s'il les a faites, ne suis-je pas fondé à croire que malgré notre médiation, il continuera la guerre, et qu'il ne se prête à d'inutiles négociations que pour ne pas soulever les esprits

contre lui, et faire regarder ses ennemis comme les véritables auteurs de la guerre.

J'en suis fâché, mon cher Ariste, mais soit que nous réussissions ou non dans notre médiation, nous serons exposés aux reproches de tous les bons politiques. On sera justement étonné, que pour venger encore le mépris que le roi de Prusse avoit pour madame de Pompadour et les vers de l'abbé de Bernis, nous persévérions dans nos préjugés de la dernière guerre, et ne veuillions pas apercevoir que la cour de Berlin est notre alliée naturelle, et que nous avons besoin de ses forces pour contenir la maison d'Autriche dans ses limites, et l'empêcher de se déborder en-deçà du Rhin. Malgré la politique de M. le cardinal de Bernis, la cour de Vienne sera notre ennemie naturelle tant que les passions humaines décideront de la politique des états. Qu'on me dise donc, je vous prie, par quelle folie nous voulons engager le roi de Prusse à trahir ses intérêts pour favoriser ceux de l'impératrice et de l'empereur. Si ce prince affoibli par l'âge, n'avoit plus la même ardeur et les mêmes espérances, ne devrions nous pas lui présenter avec force toutes les raisons qui doivent l'inviter à continuer la guerre ? Dans

notre délabrement général nous sentons à merveille que nous avons besoin d'une longue paix ; et par l'inconséquence la plus extraordinaire, nous travaillons à procurer à la maison d'Autriche les moyens de nous faire la guerre.

Monsieur l'abbé, me dit alors Ariste, vous en parlez fort à votre aise ; vous ne faites attention qu'au bien de l'état qu'on ne consultera pas, et vous oubliez ces intérêts particuliers et domestiques qui décideront de notre sort. Si la guerre continue en Allemagne, n'en doutez pas, cet incendie s'étendra jusqu'à vous. Sans respect pour les traités de Westphalie, nous obéirons au traité de Versailles, et nous nous épuiserons pour réparer les disgraces de la cour de Vienne, et mettre notre duperie dans tout son jour. Ne voyez vous pas que nos ministres sont écrasés du crédit de la reine ? elle décidera nécessairement de la volonté du roi, qui n'a pas encore assez d'expérience pour être irrévocablement attaché à ses intérêts. Pour éviter la guerre de terre que je crains, et qui dans les circonstances présentes, seroit pour nous le comble du malheur, vous sentez donc que nos ministres sont obligés de faire la faute de pacifier l'Allemagne. Croyez

m'en, la politique de nos ministres est très-sage ; entre deux mauvais partis ils choisissent le moins mauvais. Ne les accusez pas de n'être occupés que du moment présent, et de ne jamais porter leur vue sur l'avenir ; si par leur négligence à pacifier aujourd'hui l'Empire, nous nous trouvions bientôt associés à la querelle de la maison d'Autriche, quelles plaintes, quelles railleries ne feriez-vous pas de notre conseil ? Vous le blâmeriez de n'avoir rien prévu, et de n'avoir pas éteint dans sa naissance une guerre qui devoit nécessairement étendre ses ravages et nous envelopper.

Mon cher Ariste, ai-je répondu, je ne crois pas avec votre permission, qu'au milieu même de tous les maux où nous précipiteroit une guerre de terre, j'osasse blâmer nos ministres de n'avoir pas désarmé le roi de Prusse. Il me semble que je me contenterois alors de leur reprocher d'avoir sottement sacrifié le traité de Munster à celui de M. le cardinal de Bernis, que nous serions trop heureux de faire oublier pour toujours. Je les blâmerois d'avoir trahi les intérêts de l'état pour plaire à la reine ou ne pas l'irriter. Je dirois que c'est leur faute, si nous nous sommes mêlés de la guerre d'Allemagne, parce qu'il étoit aisé de résister

aux

aux fantaisies de la reine, en présentant avec énergie au roi ses véritables intérêts et les malheurs inévitables que lui annonçoient le mauvais état de ses finances et de ses troupes, et la situation de la mer et de l'Amérique. Je blâmerois nos ministres de tenir trop à leur place et de nous sacrifier à leur ambition. Mais, si je ne me trompe, je me garderois bien de leur faire un crime de n'avoir pas étouffé dans sa naissance le feu de la guerre en Allemagne : et voici, mon cher Ariste, continuai-je, les raisons sur lesquelles je me fonde.

Si le roi de Prusse étoit aussi peu avisé que nous, et que notre médiation produisît l'effet que nous en attendons, quel en seroit le fruit? Le voici. Tandis que nous acheverions de nous ruiner, et, selon les apparences, de nous couvrir de honte, la cour de Vienne jouiroit de la paix, et quand elle n'en profiteroit pas pour réparer ses affaires, il est évident qu'elle seroit beaucoup plus en état que nous de faire la guerre. En voyant notre foiblesse, espérez-vous qu'elle aura pour nous les ménagemens que nous avons pour elle? Nos disgraces lui apprendront à mépriser notre alliance ; et Dieu veuille que son ambition n'en profite

pas. N'aurons-nous pas alors raison de nous repentir de notre médiation actuelle, et combien ne nous reprocherons-nous pas d'avoir suspendu et arrêté une guerre qui en affoiblissant les forces de la maison d'Autriche, l'auroit empêché de nous être redoutable.

Notre médiation ne peut établir qu'un calme passager et très-court dans l'Empire ; car le roi de Prusse et l'impératrice ne sont pas immortels, et la mort de l'un ou de l'autre sera le signal de la guerre. Si l'impératrice survit au prince dont le nom l'a fait trembler, je suis bien sûr après le partage de la Pologne, que sa morale trouvera les meilleures raisons du monde, pour vouloir, contre la foi des traités et des sermens, rentrer dans la Silésie, et laisser un libre cours à l'ambition de son fils. On ne manquera pas alors de réclamer notre fatal traité de Versailles ; et vous voyez donc que notre médiation actuelle n'est qu'un misérable platrage politique qui ne termine rien, et rejette seulement à un autre temps les embarras où nous nous trouvons ; mais avec cette différence que nous pouvons alléguer aujourd'hui les plus fortes raisons pour ne pas nous associer aux querelles de la cour de Vienne ; et qu'après avoir fait notre paix

avec l'Angleterre, la reine n'aura pas moins de crédit, et que nos ministres courtisans jugeront qu'il est à propos de faire un effort pour dissimuler notre foiblesse : nous ferons donc alors la faute que nous ne voulons pas faire aujourd'hui. Vous voyez donc que nos ministres, sans rien prévoir, se conduisent au jour le jour, et que nous servirons notre ennemi naturel aux dépens d'une puissance que nous devons conserver avec soin dans l'Empire.

Mais, si le roi de Prusse survit à l'impératrice, il me semble que notre situation ne sera pas meilleure, elle sera même plus fâcheuse; car ce prince ne manquera pas d'avoir la politique dont je viens de vous parler, il n'y a qu'un moment, et s'il réussit à détourner contre nous les efforts de l'ambition autrichienne, vous voyez que nous sommes condamnés à souffrir quelque démembrement. Quoique le roi de Prusse sente qu'il a besoin de nous comme nous avons besoin de lui, il ne manquera point de nous traiter en ennemis, puisque nous ne voulons point ouvrir les yeux sur nos intérêts, et que cette leçon rigoureuse nous est nécessaire pour nous délivrer de nos erreurs et nous apprendre à connoître et nos amis et nos ennemis. Ce ne

sera qu'après nous avoir laissé humilier, qu'il nous offrira une alliance dont nos préjugés ne nous éloigneront plus.

Je suppose actuellement que l'empereur ne se fie pas au roi de Prusse, et qu'il préfère la possession de la Silésie à l'Alsace et à la Lorraine. Alors tout est perdu pour nous, et la reine, inspirée par son frère triomphera de la foible politique de nos ministres. Dieu sait comme nos têtes s'échaufferont! Dans notre délire politique, que dirons-nous? que ne dirons-nous pas? Le roi de Prusse est un monstre qui nous hait, qui veut se venger de la dernière guerre; c'est un boute-feu qu'il faut accabler, si on veut jouir de la paix en Europe. Pour ne le pas craindre, on croira qu'il est beaucoup plus vieux et plus infirme qu'il ne le sera; et à force de se le répéter, on se persuade qu'il suffit d'une campagne pour ruiner de fond en comble la puissance prussienne. Notre plus grand avantage dans cette guerre, se seroit de voir échouer l'entreprise à laquelle nous nous serions associés. Soyez sûr que si l'empereur se trouvoit le maître de l'Empire par ses succès, il auroit peu de reconnoissance pour des dupes comme nous, et nous feroit bientôt repentir d'avoir,

contre toute raison, été fidellement attachés à la politique de M. le cardinal de Bernis.

En voilà assez, mon cher Ariste, croyez-moi, ne nous occupons plus de politique, puisque ce n'est plus aujourd'hui qu'une misérable intrigue. Malgré tout ce qu'on dit de la paix d'Allemagne, je n'y crois point, parce que j'ai la plus haute idée du génie, des lumières et du courage du roi de Prusse. S'il me trompe, je m'écrierai *quantum mutatus ab illo Hectore!* je me serois trompé, parce que je le croyois encore tel qu'il a été, quand il a établi les fondemens de la fortune de sa maison.

P. S. Puisqu'il me reste encore un moment, il est juste, après vous avoir parlé de l'Allemagne, de vous dire un mot, de nos folies. Vous êtes instruit de tout ce qu'on nous a marqué sur l'affaire de Sainte-Lucie et la conduite du comte d'Estaing; et Paris en est si irrité, qu'ayant méprisé notre ministère, parce qu'il n'osoit pas déclarer la guerre aux Anglais, nous le méprisons actuellement pour avoir commencé une guerre que nous avons demandée à grands cris avec tous nos ports commerçans, bien persuadés que le moment étoit

venu de ruiner le commerce de l'Angleterre, et de renouveller même l'entreprise heureuse de Guillaume le conquérant.

Toutes nos espérances sont ruinées, notre commerce a fait des pertes immenses, et nous nous attendons à une paix qui nous enlèvera la plupart de nos colonies. On accuse M. de Maurepas et M. de Sartine de tout le mal. Je ne veux pas justifier leur conduite, elle est trop extraordinaire; cependant les gens qui les connoissent, devoient s'attendre à tout ce que nous voyons. Mais quand on ne pourroit leur reprocher aucune inconsidération, aucune timidité, aucune folle confiance; pouvions nous dans l'état malheureux de nos finances, et avec des marins tels que les nôtres, nous attendre à ne pas éprouver des revers? Les personnes les moins déraisonnables que je rencontre, et elles sont rares, soutiennent que cette guerre étoit nécessaire, parce qu'elles se souvinrent de l'avoir dit, et qu'elles ne veulent pas se contredire. Elles prétendent qu'en agissant avec vigueur pendant notre première campagne, nous aurions pu intercepter les forces des Anglais, faire souffrir à leur commerce les pertes que le nôtre a faites,

et les contraindre à nous demander humblement la paix.

Ai je tort, mon cher Cléante, quand je réponds à cela que si nous avions profité des circonstances pour empêcher les Anglais de rassembler leurs forces dispersées sur toutes les mers, nous aurions fait une campagne brillante, mais que cette campagne n'auroit point décidé du sort de la guerre ? L'Angleterre a trop de haine contre nous et trop d'ambition contre les insurgens, pour que ces deux passions ne lui eussent pas fourni des ressources contre les coups de la fortune. Recouvrant dans sa colère son premier esprit, elle doit retrouver sa supériorité. Dès que le ministère anglais ne peut sans se perdre, se déshonorer par une paix honteuse, il me semble que tous nos succès doivent bientôt s'évanouir, pourquoi ? c'est que les Anglais peuvent faire des sacrifices, parce qu'ils ont encore une patrie, et que nous qui n'en avons point, nous sommes incapables de sacrifier notre fortune et nos plaisirs à l'état, c'est-à-dire, à une puissance qui nous opprime, en supposant notre ministère et celui de Londres parfaitement égaux par les talens, celui-ci doit être aidé

et soutenu par le génie national, et l'autre doit être rabaissé et avili par l'intérêt frivole que nous prenons à la chose publique. Vous voyez nécessairement quelles doivent être les suites de ces deux esprits si différens. Après ces réflexions, comparez les forces maritimes de l'Angleterre et les nôtres, comparez nos marins qui n'ont que du courage et dont la capacité se borne à défendre un vaisseau, à ces marins Anglais qui connoissent si bien la mer, et qui sont en état de commander les escadres les plus nombreuses.

Il n'y a plus que deux événemens qui puissent intéresser un homme raisonnable. Quel sera le sort de l'Isle de France après la prise de Pontichéry, et comment M. d'Estaing se tirera-t-il de la situation malheureuse où il se trouve ? Après avoir commencé la guerre, peut-être serons nous réduits après deux campagnes à demander la paix, c'est-à-dire à avouer notre foiblesse et notre honte, malheur plus grand que celui de perdre la Martinique, la Guadeloupe et le commerce des indes Orientales. Nous n'aurons que ce que mérite notre imprudence ; mais mon cher Cléante, ne plaindrez-vous pas ces pauvres insurgens que notre alliance et notre protec-

tion ont engourdis ? il se sont reposés sur nous de leur liberté et de leur salut. Nous les avons empêchés de chercher et de trouver en eux-mêmes les ressources dont ils avoient besoin. Si nous ne lassons pas les Anglais, si nous ne les fatiguons pas, s'ils font la paix avec nous en maîtres, et avant que d'éprouver les maux les plus extrêmes de la guerre, leur triomphe qui enflera nécessairement leur courage, leur fera poursuivre avec plus d'opiniâtreté leur entreprise contre les insurgens. Qui me répondra alors que ces hommes si peu dignes d'être libres, ne seront pas les victimes et les dupes de quelque terreur panique ? En voyant succomber la puissance qui les protégeoit, oseront-ils espérer un sort plus heureux ? connoîtront-ils l'avantage qu'ils ont chez-eux sur les Anglais ? Adieu, mon cher Cléante, je ne veux pas m'abandonner à ces tristes réflexions, et penser que la liberté qui fuit de l'Europe, ne trouvera pas un asyle en Amérique. J'ajouterai encore un mot, je viens d'apprendre que la dette nationale de ces nouveaux républicains monte à douze cents millions de notre monnoie. Pauvre république, corrompue et ruinée avant que d'être formée !

DE LA MORT
DE
L'IMPÉRATRICE-REINE.

Il y a quatre jours, mon cher Cléante, que nous reçûmes la malheureuse nouvelle de la mort de l'Impératrice-reine. Je ne me suis point hâté de vous l'apprendre, car je vous connois assez pour savoir que vous êtes moins curieux de ces grands événemens, que d'être instruit de la manière dont nous les recevons. Dans votre solitude vous vous êtes accoutumé à mépriser les caprices de la fortune ; c'est le devoir, dites-vous, des particuliers qui ne peuvent rien, puisque ceux qui gouvernent le monde, n'ont pas l'art de vous en préserver. Vous aimez à suivre les progrès de notre génie, soit en bien, soit en mal ; et en vous rendant compte de ce que je vois et de ce que j'entends, vous allez

vous confirmer dans la bonne opinion que vous avez de Paris.

Presque tout le monde trouve que l'impératrice auroit dû mourir ou plutôt ou plus tard ; les habits d'hiver sont achetés, voilà une double dépense, et peut-être que les maris, souvent avares et plus souvent ruinés par leurs folies, ne voudront pas y avoir égard. Cependant il faut être comme tout le monde, et cette malheureuse fantaisie du deuil infecte même la plus petite bourgeoisie. Je puis vous répondre que rien ne seroit plus ennuyeux que tous ces propos, s'ils ne servoient à vous peindre parfaitement notre caractère, nos mœurs et notre frivolité. Par exemple, le crêpe, qui ne valoit que cent sols, est monté à un louis. On ne trouvera point assez de drap noir pour draper. Comment faire si on n'envoie pas au Gobelins tous les draps *puces* et *prunes de monsieur* pour y prendre une nouvelle couleur? Quand le deuil de respect, que nous avons déjà pris, fera-t-il place au grand deuil? Il est ensuite question des grandes entrées, et puis des révérences, et puis de la tristesse de Versailles pendant le carnaval, et puis quand tout cela est dit, on recommence. Rencontrez-vous quelques personnes

de la haute robe? Attendez-vous à les trouver bien fâchées de draper ; cependant elles s'occupent avec tant d'empressement et de soin de cette misère, qu'elles seroient, je crois, au désespoir, si en les dispensant de ce deuil si coûteux, on les privoit du plaisir de se voir sur la même ligne que les gens titrés.

Au milieu de tout ce bavardage, à peine entendez-vous une ou deux voix qui louent les derniers momens de l'impératrice. En effet, mon cher Cléante, elle a vu approcher la mort avec le plus grand courage. Elle a rempli avec la plus grande présence d'esprit tous ses devoirs de mère, d'amie et même de reine. Ce silence, par hasard, ne prouveroit-il point que tous ces beaux sentimens de sensibilité et de générosité dont nous nous piquons ordinairement, ne sont que des lieux communs qu'on débite de sang froid et pour obéir à la mode, mais qu'on oublie quand on est remué par son avarice ou sa vanité?

Ce ne fut qu'hier seulement que dans une grande société je m'aperçus qu'on mêloit un peu de politique à la mort de l'impératrice. Cet événement, dit quelqu'un, n'aura-t-il aucune influence dans nos affaires? Que trop, répondit un homme grave, qui se croit le

premier homme d'état de l'Europe. Le mal est fait, continua-t-il, car vous savez que le commerce est le nerf d'un état; et tandis que les Anglais nous pillent sur mer et ferment nos ports marchands, la mort de l'impératrice porte le coup le plus affreux à nos manufactures : c'étoit la seule branche de commerce qui nous restoit, et la voilà perdue. Je vis le moment où nous allions essuyer une froide et longue dissertation, lorsqu'un militaire que je ne connois pas, demanda si la mort de l'impératrice ne causeroit point une guerre. Eh! fi donc, s'écrièrent à la fois quatre ou cinq femmes. Pourquoi voulez-vous que nous fassions la guerre? Vivons en paix. Cette maudite guerre d'Amérique ne nous suffit-elle pas? Il ne faut pas même songer à une pareille folie. Vous avez bien raison, reprit mon militaire, certainement nous ne commencerons pas la guerre; et quoique j'eusse des raisons pour la désirer, je suis trop bon citoyen pour ne pas préférer la paix. Mais peut-être, mesdames, que tout le monde ne pensera pas comme vous. L'Allemagne est un terrible pays, il est vraisemblable qu'on s'y battra, et peut-être par honneur serons-nous obligés à nous mêler de ces différends.

Je me préparois à sortir pour me dérober à l'ennui de cette sotte conversation, lorsque le marquis de.... qui avoit gardé le silence, s'approcha de moi. Vous l'avez connu autrefois chez une de nos amies, il étoit assez raisonnable, il l'est moins depuis qu'un peu d'ambition le fait aspirer au ministère, et qu'il veut en paroître digne. Eh bien, me dit-il, que pensez-vous de cette ridicule politique qui ne tient à aucun principe, et dont j'ai les oreilles rebattues depuis deux jours ? Mais ce n'est pas la peine d'en parler, et je suis bien plus curieux de savoir ce que vous pensez des suites qu'aura la mort de l'impératrice. Si vous n'avez pas affaire, passons, je vous prie, dans le cabinet voisin, où nous pourrons parler raison à notre aise. Je me levai pour le suivre, et quand nous fûmes seuls, nous venons d'entendre, me dit-il, bien des sottises, mais heureusement nous en voilà quittes. Je crois bien, poursuivit-il, que nous n'aurons point de guerre sur terre, plusieurs raisons, qu'il seroit trop long de vous détailler, me le persuadent; cependant il y a des momens où elle ne me paroît pas impossible On peut quelquefois ne pas s'entendre, mettre de l'humeur dans les négociations, et ne pas bien saisir

ses vrais intérêts. Vous qui connoissez si bien ceux de l'Europe, faites-moi le plaisir de me dire ce que vous pensez. Puisque vous le voulez, M. le marquis, je ne vous cacherai point, répondis-je, que je regarde la guerre comme inévitable.

Vous me surprenez. Quoi, vous pensez, monsieur l'abbé, que l'Empereur nous fera la guerre! Mais il faut une raison, il faut du moins un prétexte, et depuis le traité de Versailles nous avons secondé dans l'Empire toutes les vues de la maison d'Autriche. Mettez-vous à la place de l'empereur, et voyons si vous prendriez les armes contre nous. Non, sans doute, repartis-je, je resterois sûrement en paix, je ne chercherois querelle à personne; je m'appliquerois à rendre mes sujets heureux; je réparerois ce que la négligence et le temps introduisent d'abus dans un gouvernement monarchique. Gouvernant des peuples différens. jaloux les uns des autres, et qui ne peuvent être ramenés par un ntérêt commun à regarder l'Autriche comme leur patrie; je voudrois que l'amour qu'ils auroient pour moi les réunît, et leur tînt lieu de cet amour de la patrie qui réunit toutes les volontés des citoyens. En même-temps que je ne négligerois rien pour inspirer une confiance entière

à mes voisins et à mes alliés, je voudrois me faire craindre, car je n'ignore pas que la politique de l'Europe n'est depuis long-temps qu'un vrai brigandage. Cependant je n'ordonnerois pas de nouvelles levées de soldats, au contraire, je ferois des réformes ; mais par des récompenses et des châtimens distribués avec justice, je parviendrois à me former une petite armée qui en battroit de grandes. Comme je crois que c'est là la vraie politique et mon véritable intérêt, je m'y conformerois, et ne vous donnerois aucune inquiétude.

Voilà qui est fort bon, monsieur l'abbé; et je pense exactement comme vous. Pourquoi donc regardez-vous la guerre comme certaine ? Pourquoi l'empereur ne feroit-il pas ce que vous feriez ? Il a passé l'âge bouillant des passions, à quarante ans.... Ma foi, repartis-je avec vivacité, c'est que si j'étois empereur, je n'oserois pas répondre de moi. Il ne m'en coûte rien pour être raisonnable dans ma condition privée. Mais croyez-vous qu'un prince né sur le trône, entouré dès l'enfance de flatteurs qui lui répètent sans cesse que nous lui appartenons, que nous sommes faits pour lui, et que notre devoir est de nous immoler à ses fantaisies, soit bien préparé à remonter

jusqu'aux

jusqu'aux principes de ma politique? Avec les mots de gloire, de triomphe, de conquête, on bouleverse la tête des bourgeois de Paris ; comment celle des princes résisteroit-elle à ces douces paroles? L'empereur n'a pas oublié que sa mère, attaquée, poursuivie au milieu de ses états, et le portant dans ses bras, le mit sous la protection des Hongrois. La haine du nom Français a été le premier sentiment qu'il ait éprouvé. Il sait la rivalité qu'il y a eu entre nous et la maison d'Autriche dont il hérite. Il n'ignore pas avec quelle dureté despotique nous avons traité ses pères dans leur duché de Lorraine, où ils ne conservoient qu'une vaine souveraineté. On nous l'a dit, ce prince nous haït, et je le crois sans peine. Il a passé, j'en conviens, l'âge bouillant des passions ; mais n'ayant jamais pu les satisfaire et les user, il les conserve toutes entières ; et la contrainte où sa mère l'a tenu, ne sert qu'à les rendre plus vives. Ses sujets, qui nous haïssent, approuvent son ressentiment. Songez, je vous prie, qu'on ne lui avoit abandonné que l'administration et le gouvernement des troupes, c'étoit l'inviter à aimer la guerre et être ambitieux, et il se nourrissoit de ses projets et de ses espé-

rances. Je ne vous parle pas en l'air, monsieur le marquis; personne n'ignore sa conduite dans l'affaire de la succession Bavaroise ; tout le monde sait qu'il n'a consenti que malgré lui à la paix de Teschen, et depuis il n'a pu dissimuler son humeur contre ceux qui l'ont conclue. Tout cela n'est point d'un bon augure, et à moins d'un miracle, je ne puis croire à la paix.

A vous parler franchement, je n'ai point foi à la politique de la raison ; elle a presque toujours été étrangère chez les hommes. Mais je crois fermement à la politique des passions, parce que je la vois régner dans le monde, depuis que l'histoire nous instruit de ce qui s'y passe. J'entends dire depuis long-temps et de tout côté que le conseil de Vienne a une routine de lenteur et de délibération favorable à la paix ; mais je réponds que si l'ambition et la guerre sont les passions favorites de l'empereur, ses ministres les seconderont aussi fidellement, que ceux de sa mère servoient sa circonspection et sa timidité ; je ne dis pas sa justice, car le partage de la Pologne me porte à croire que cette princesse ne résistoit point au plaisir de s'emparer du bien d'autrui, quand elle pouvoit le faire impunément.

J'ai beau chercher, je ne découvre point quel pourroit être le motif, la raison, l'intérêt qui suspendroit en ce moment l'activité d'autant plus impatiente de l'empereur, qu'elle a été pendant long-temps plus gênée et plus contrainte. Il me resteroit quelque lueur d'espérance, si l'impératrice fût morte dans d'autres conjonctures. Si la paix régnoit dans toute l'Europe, si elle avoit succédé à une guerre laborieuse et infructueuse, je croirois que l'empereur pourroit craindre d'offenser l'opinion publique et de se rendre odieux. Pour ne pas soulever les esprits, il faudroit secrettement jetter des germes de divisions, et par une conduite équivoque se préparer, en un mot, des prétextes de guerre. Dans l'espérance d'éclater avec plus de succès, l'empereur pourroit retenir son ambition. Cependant il se noueroit des négociations qui prolongeroient la paix pendant quelque temps, et la fortune, en se mêlant de nos affaires, les arrangeroit peut-être mieux que tous nos politiques. Mais, je vous prie, monsieur le marquis, songez à cette malheureuse guerre d'Amérique, qui sans succès et sans désastres trop marqués, irrite également l'Angleterre, la France et l'Espagne, et donne un faux air de courage aux puissances qui ont

signé la neutralité armée. Quand tout respire la guerre, comment se flatter que l'ambitieux empereur aimera seul la paix ?

J'en conviens, me répondit le marquis, et je ne nie pas que l'empereur ne se hâte de faire la guerre ; mais j'espère, et avec raison je crois, que ce ne sera pas contre nous. Croyez, monsieur l'abbé, qu'il tournera ses forces contre le roi de Prusse qu'il est accoutumé à haïr. L'injure de la Silésie n'est pas oubliée, ou plutôt, cette espèce de guerre qui s'est élevée au sujet de la Bavière, n'a servi qu'à l'envenimer. Le roi de Prusse, en se prêtant trop aisément à la paix de Teschen, a fait connoître qu'il a vieilli et qu'il se défie de sa fortune. Dans ce moment il ne peut avoir aucun allié, et peut-être même n'est-il pas sûr de la Russie. Vous voyez donc que l'ambition de l'empereur doit se tourner du côté de la Silésie, et ne pas s'occuper de nous.

Monsieur le marquis, cela pourroit être, si l'empereur ne consultoit que ses passions ; mais soyez sûr qu'il va encore être remué par celles des Anglais. Si le ministère de Londres n'est pas de la dernière imbécillité, il doit dès ce moment négocier à Vienne avec la plus grande chaleur. Mylord Stormond n'est, dit-on, qu'un

homme fort médiocre, et je le crois ; mais en nourrissant la haine que l'empereur a contre nous, il a mérité son amitié, et cette amitié, selon les apparences, doit nous être très-funeste. Tout le monde connoît les anciennes liaisons de la cour de Vienne et de la cour de Londres, et combien leur alliance leur est utile. Par leur union nous sommes toujours menacés de deux guerres à la fois, l'une sur mer, l'autre sur terre ; obligés par conséquent de diviser nos forces, nous ne sommes redoutables ni à l'Angleterre, ni à la maison d'Autriche, et ne faisons ainsi que des guerres inutiles et ruineuses. Quoique mylord Stormond ne soit pas fort habile, quel parti ne tirera-t-il pas de cet argument, et avec quel plaisir l'empereur ne se laissera-t-il pas persuader ?

Dès que ses passions seront ainsi mises en mouvement, l'Angleterre aura cent raisons, toutes plus fortes les unes que les autres, pour armer la cour de Vienne contre nous. Gardez-vous, dira-t-elle à l'empereur, de vous rendre suspect à l'Empire en y allumant la guerre. Ce n'est point par les armes, mais par le repos et les douceurs de la paix que vous devez l'asservir. Charles - Quint laissa à sa maison un plan d'agrandissement qui, loin de

pouvoir réussir, n'a servi qu'à diminuer peu à peu ses forces, et lui faire perdre enfin sa qualité de puissance dominante. Que la nouvelle maison d'Autriche ait une ambition plus raisonnable, qu'elle se serve des forces de l'Allemagne contre les étrangers ; et quand ceux-ci seront humiliés, soyez sûrs que les Allemands seront plus dociles.

On représentera à l'empereur que le roi de Prusse jouit de toute sa réputation. Vous me direz qu'il est bien vieux ; je vous répondrai que nous sommes bien jeunes. Il seroit fâcheux de commencer son règne par une guerre qui ne réussiroit pas, ou du moins qui seroit assez difficile pour épuiser les forces Autrichiennes. On fera valoir la longue expérience du roi de Prusse, les talens du prince Henri, et ceux de vingt autres généraux ; tandis qu'on ne parlera que de notre épuisement, du désordre qui règne dans notre milice, de la médiocrité de nos talens militaires, et pour tout dire, en un mot, de cet esprit d'intrigue et de cabale qui règne parmi nous et nous dégrade : vous en savez quelque chose, monsieur le marquis. Une guerre heureuse contre la France, livreroit l'Italie à l'empereur.

Je ne fais que vous indiquer les principales raisons que l'Angleterre aura l'art de faire valoir. Voyant donc que l'empereur est pressé par son ambition de faire la guerre, et sollicité par les Anglais de la porter contre nous, je crains qu'il ne puisse résister à cette double impulsion.

Voilà des probalités, me dit alors le marquis, mais j'ai des objections très-graves à vous opposer; vous conviendrez, je crois, monsieur l'abbé que les finances de la cour de Vienne ne sont pas dans un état fort brillant. Les finances cependant sont le nerf de la guerre, et nos amis à Vienne ne manqueront pas de représenter à l'empereur qu'une campagne en Alsace sera infiniment plus chère que dans le cœur de l'Allemagne. S'il veut entrer chez nous, d'où tirera-t-il ses subsistances? Quand elles viennent de loin et coûtent beaucoup, une armée souffre; et une armée qui souffre, agit mal et se détruit. En portant au contraire la guerre contre le roi de Prusse, l'empereur aura derrière lui la Bohême et la Moravie, pays très-fertiles. Pour lever cette difficulté, il faudroit que les Anglais pussent donner à la cour de Vienne des subsides très-abondans. Mais vous connoissez leur situation aussi bien que

moi ; épuisés par la guerre qu'ils font depuis plusieurs années contre les insurgens et contre nous, ils n'aideront point utilement l'empereur, et dès-lors j'ose vous répondre que tous les argumens spécieux que vous mettez dans la bouche de l'ambassadeur de Londres à Vienne, ne produiront pas un grand effet.

Je vous prie sur-tout, continua le marquis, de bien peser le raisonnement que je vais faire. Si l'empereur se déclare contre le roi de Prusse, il y a cent à parier contre un que nous ne nous mêlerons point de cette guerre, les Anglais nous serviront d'excuse ; et comme nous avons déjà fait, nous nous contenterons d'interposer notre médiation et nos bons offices. En supposant, au contraire, que l'empereur nous attaque, il y a mille à parier contre un que le roi de Prusse, qui sait entre nous que nous sommes ses alliés naturels, viendra à notre secours. Il y est obligé, s'il ne veut pas se perdre de réputation, et laisser accroître à nos dépens un ennemi qui retomberoit sur lui avec tout le poids de ses succès et de ses conquêtes. Rien ne me paroît plus évident ; et je conclus de cette vérité que si l'empereur veut se livrer à son ambition avec quelque espèce de prudence, il doit nous

laisser en repos et n'attaquer que le roi de Prusse.

Fort bien, monsieur le marquis, mais permettez-moi d'examiner en détail et avec attention tout votre raisonnement. Si vous le voulez absolument, je vous passe que l'empereur fera la guerre à moins de frais en Allemagne qu'en la portant sur nos frontières. Cependant je pourrois vous contester cette proposition. Car ces détails d'argent et de subsistances n'arrêtent guère un prince qui est porté à la guerre par quelque passion violente ; l'envie qu'il a de commencer son entreprise lui en cache les difficultés, et je ne sais quelle espérance lui promet d'en triompher. D'ailleurs, à bien examiner les choses, je ne crois pas qu'il fût plus aisé de vivre aux dépens du roi de Prusse qu'aux nôtres. On ne remporte point de victoire complète contre les Prussiens ; ils sont redoutables dans leurs défaites mêmes, parce que les généraux sont habiles et les soldats très-disciplinés. Cette Silésie que désire l'empereur, est pleine de places qui empêcheront les ennemis de s'étendre, et forceront toujours les Autrichiens à tirer de chez eux et à grands frais la plupart des choses dont ils auroient besoin. Si on entroit une fois chez

nous, si on nous battoit en rase campagne, êtes-vous bien intimément persuadé, monsieur le marquis, que nos généraux gêneroient nos ennemis, et que la guerre ne nourriroit point la guerre ?

Mais je consens généreusement à tout ce qui vous plaira ; et quelle que soit la situation de l'Angleterre, j'ose vous dire qu'elle pourvoiera aux besoins de l'empereur, s'il se déclare contre nous. Vous avez beau m'exagérer l'épuisement des Anglais, qui cependant empruntent dans ce moment dix-sept millions sterling pour la campagne prochaine, et qui les trouveront ; plus leurs dépenses sont énormes sur mer, plus ils doivent prodiguer les subsides à la cour de Vienne ; et cette générosité sera véritablement très-économique. Je vous en prie, ayez la patience de m'entendre. Dès que nous serons obligés de penser à la sûreté de nos frontières, qui sont bien plus précieuses pour nous que nos possessions d'Amérique, il faudra négliger notre marine. M. de Castries jettera les hauts cris, on le laissera crier ; et notre armée de terre, fût-elle inutile, on ne s'occupera que d'elle, parce tous les gens de la cour y seront, et nous aurons le chagrin de voir peut-être pourrir

dans nos ports des vaisseaux qui nous ont tant coûté. Dès-lors vous sentez, monsieur le marquis, que les Anglais ne feront que la moitié des efforts qu'ils ont fait dans les dernières campagnes ; et ces efforts suffiront pour nous enlever quelques-unes de nos îles, et réduire la république Américaine que notre alliance a perdue. Nous l'avons jettée dans une sécurité stupide ; les insurgens, sûrs de notre protection, ont cru qu'ils n'avoient plus rien à faire. Quand un peuple accoutumé au joug, veut le secouer, il faut bien se garder, si on veut le favoriser, de venir trop promptement à son secours. Il faut lui laisser le temps de se secouer, d'imaginer des ressources, de trouver un courage digne de son entreprise, et de prendre en un mot un nouveau génie.

Mais je reviens à votre argument, monsieur le marquis. Malgré l'envie que j'ai de penser comme vous, je ne puis croire que le roi de Prusse, effrayé des menaces que nous fera l'empereur, ni de ses premiers avantages, se hâte de prendre les armes pour nous. Ce prince jusqu'ici n'a que trop prouvé qu'il n'est point la dupe de la politique routinière de l'Europe. Croyez-vous qu'il juge, comme un

arpenteur, de la puissance d'un état, par l'étendue et le nombre de ses provinces, et non par les qualités et les talens des hommes qui les habitent et les gouvernent ? Il ne craindra point que la maison d'Autriche, agrandie en deçà du Rhin, retombe sur la Silésie. Au contraire, il s'en félicitera ; car, que peut-il arriver de plus heureux pour lui que de voir renaître la rivalité qui a régné si long-temps entre nous et la maison d'Autriche ?

En supposant, ce qu'à Dieu ne plaise, que nous perdions une province ou deux, il jugera que la cour de Vienne portera toute sa politique et son attention de notre côté. Le voilà donc tranquille sur le sort de sa chère Silésie. Alors il irritera notre vengeance ; nous ferons des traités, car nous nous garderons bien de bouder et de rejetter un allié si puissant dans l'Empire. Vous voyez ce qui résulte de cette position. Le roi de Prusse mettra ses successeurs en état de jouer le plus grand rôle dans les affaires de l'Europe. S'ils se bornent sagement à celui de défenseurs ou protecteurs de l'équilibre, ils le feront plus sûrement et à moins de frais que les Anglais ne l'ont fait depuis le règne de Guillaume III. S'ils veulent, au contraire, profiter

de la rivalité dont je parle, pour faire des conquêtes, ils prendront la politique de la maison de Savoye, vendront leur alliance au plus offrant, et par cette conduite, parviendront à être pour quelque temps la puissance dominante de l'Europe.

Monsieur l'abbé, me répliqua alors le marquis, vous arrangez tout cela à votre fantaisie; mais qui vous répond que les puissances de l'Europe raisonneront comme vous les faites raisonner? Moi les faire raisonner! Point du tout, monsieur le marquis, je ne fais que suivre l'impulsion que leur donneront leurs passions. Si je vous avois parlé des règles de prudence et de justice qu'une saine politique prescrit aux états; si j'avois prétendu que dans les circonstances présentes ils s'y conformeroient, vous auriez grandement raison de vous moquer de moi et de mes raisonnemens. Mais, Dieu merci, je ne suis point tombé dans ce délire. Qu'ai-je fait? J'ai dit que les passions, infiniment plus impérieuses et plus puissantes que la raison, imaginent et conduisent tout ce qui s'exécute en Europe. Quand vous serez ministre, car votre tour viendra, vous m'en direz des nouvelles, monsieur le marquis; et permettez-moi de vous dire dès ce moment, que

pour réussir dans vos entreprises, vous ne pourrez trop vous défier de vos passions, ni trop compter sur celles des autres.

Mais revenons. J'ai supposé que l'empereur est ambitieux ; j'ai dit qu'ayant été contraint par sa mère, et n'ayant encore éprouvé aucun inconvénient de la part de son ambition, il s'y livrera tout entier. J'ai encore supposé que les Anglais, qui nous haissent bien cordialement, solliciteront l'alliance de l'empereur, et l'obtiendront, parce que rien n'est plus favorable aux intérêts de son ambition. Voilà ce que j'ai dit. Oui, répliqua le marquis, mais n'avez-vous dit que cela ? Vous arrangez les passions à votre fantaisie, et vous les rendez plus ou moins actives, suivant que vous en avez besoin pour défendre et soutenir votre opinion. Tandis que vous voulez que l'empereur cède à l'impulsion de son ambition, pourquoi voulez-vous que le roi de Prusse résiste à la sienne ? Lui qui a tant gagné à s'emparer du bien d'autrui, pourquoi prétendez-vous qu'il ne sera point allarmé des conquêtes que l'empereur pourroit faire sur nous? Convenez, monsieur l'abbé, que vous avez plus songé à vous égayer par des paradoxes, qu'à me dire tout bonnement ce que vous pensez.

Point du tout, monsieur le marquis, quoique ce que je dis ne tire point à conséquence, je ne me permettrai jamais de badiner sur des matières si graves et si importantes. Je mets, il est vrai, plus de conduite et de systême dans l'ambition du roi de Prusse que dans celle de l'empereur ; et voici pourquoi. Si ce prince aujourd'hui étoit encore tel qu'à son avénement au trône, j'aurois certainement tort de supposer qu'il restât tranquille spectateur de la guerre dont nous parlons ; l'ardeur de son génie l'emporteroit malgré lui ; mais actuellement son ambition vieille et mûrie par quarante ans de guerres difficiles, ou de profondes réflexions, doit-être toute différente de celle de l'empereur qui a toujours été irritée et retenue, et qui n'est libre que depuis un instant. Si je ne me trompe, je suis autorisé à supposer au roi de Prusse la politique que je viens de vous exposer ; parce qu'elle est une conséquence naturelle et nécessaire de la conduite qu'il a tenue dans toute l'affaire de la succession Bavaroise. Il est toujours ambitieux, car l'ambition ne meurt point, mais il l'est en vieillard ; et l'empereur doit l'être en jeune homme, quoiqu'il ne soit plus jeune. Les gens

de guerre admirent les talens militaires de Frédéric; pour moi je trouve que dans ses plans d'agrandissement et de négociations il ne saisit pas moins habilement ses avantages qu'à la tête de ses armées. L'empereur aura son tour, et quand les embarras, les fatigues et les disgraces de la guerre lui auront appris à se défier de ses passions, je raisonnerai autrement sur son compte.

Non, monsieur le marquis, quoique *le roi de* Prusse sache combien il lui importe d'avoir fait des conquêtes, il ne se persuadera jamais que celles que l'empereur feroit sur nous, le rendissent plus formidable dans l'Empire. Il ne s'agit pas d'envahir des provinces pour se rendre puissant. Il y a des conquêtes qu'une ambition habile et raisonnée ne se permettra point; c'est quand elles ne se prêtent pas un secours mutuel, et, au contraire, suscitent contre le conquérant plus d'ennemis, qu'elles ne lui fournissent de moyens de les repousser et de les vaincre. Ne croyez pas, je vousprie, que l'ambition du roi de Prusse se soit conduite au hasard en s'emparant de tout ce qui se présentoit à lui. Il a mis de l'ordre et de la méthode dans son ambition. N'ayant que des états séparés les uns

des

des autres, qui ne se défendoient point, qui ne se protégeoient point mutuellement, voyez avec quel art il fortifie ses anciennes provinces par celles qu'il acquiert. La Silésie joint et couvre la marche de Brandebourg; et les pays qu'il a pris aux Polonais, servent de lien entre la Prusse, la Poméranie et la Silésie. De toutes ces provinces, il ne forme qu'une masse de puissance qui peut n'avoir qu'un même esprit et un même intérêt. Le roi de Prusse, par ses conquêtes, ne s'est fait aucun nouvel ennemi. Au contraire, la Prusse autrefois isolée, et maintenant soutenue dans ses derrières par toutes les forces prussiennes, n'est plus ouverte aux invasions des Russes. Il a dépouillé la Pologne sans la rendre son ennemie; parce que cette malheureuse république, incapable de nuire à ses voisins ou de les servir, est obligée de leur obéir. De-là je vois naître une considération qui inspire le respect, la crainte ou la confiance.

Un prince, monsieur le marquis, qui a su si bien gouverner son ambition et mettre à profit ses talens militaires, n'est pas homme à s'effrayer des conquêtes que l'empereur pourroit faire en deça du Rhin en nous enlevant l'Alsace et la Lorraine. La maison d'Autriche seroit con-

tinuellement appliquée à défendre ces deux provinces contre toutes les forces qui resteroient à la France. Le roi de Prusse ne verroit point dans le corps autrichien dont tous les membres sont séparés, le germe d'une puissance qui puisse être conquérante. Tant de provinces éparpillées peuvent donner de l'argent, mais ce n'est point avec de l'argent qu'on peut former et conserver un grand empire. *Je suis* persuadé que pour instruire son neveu de ses vrais intérêts, il lui dit tous les jours que ce ne sont point ses provinces qui font la grandeur prussienne, mais la discipline, le courage et le génie militaire qui les ont conquises. Tant que vous serez soldat et roi d'une armée digne de vous, riez des guerres que se feront les autres puissances ; elles s'affoibliront en faisant des entreprises au-dessus de leurs forces , et quand vous voudrez interposer votre médiation , vous verrez par le respect et la crainte qu'elle inspirera, que vous êtes véritablement la puissance dominante de l'Europe. Le luxe , la mollesse, la débauche , l'intrigue, voilà vos vrais ennemis ; ils assiégeront votre cour , et tant que vous les repousserez avec vigueur , ne craignez rien de vos voisins, ils respecteront vos frontières. Laissez faire à

l'empereur tout ce qu'il voudra ; la cour de Vienne pourra avoir des succès, mais ils seront courts, parce qu'il sera dans l'impuissance de les suivre : si vous en craignez les suites, vous craindrez des chimères. La politique de l'Europe vous en offre mille exemples ; combien de peuples se sont tourmentés et affoiblis pour prévenir des malheurs qui ne pouvoient jamais arriver ? Ayez des règles fixes, et permettez à vos ennemis de faire toutes les folies dont ils sont capables.

Je m'écarte, monsieur le marquis, mais j'en reviens à nos passions qui gouvernent le monde. J'allois poursuivre, lorsque m'interrompant assez mal à propos, il me dit qu'il ne comprenoit rien à ma manière de penser. J'ai connu, ajouta-t-il, bien des ambassadeurs, bien des dépêches, et jamais je n'ai rien trouvé de pareil à tout ce que vous venez de me dire. Sans doute les princes ont leurs passions qui leur sont chères, mais pour n'en être pas aussi dupes que vous le prétendez, n'ont-ils pas établi des conseils dans lesquels ils délibèrent de sang froid sur leurs affaires ? Belle ressource, monsieur le marquis ! mais vous ne me parlez pas sérieusement. Vous êtes trop instruit des choses du monde, pour croire qu'un

ministre veuille contredire son maître, l'offenser et hasarder sa fortune, pour avoir la triste gloire de dire des vérités qui déplairont. Si le prince a un caractère, il l'imprime à son gouvernement si ses passions ne gouvernent pas, il obéit à celles de ses ministres; et au lieu d'un mal unique, constant et uniforme, vous en avez deux, trois, quatre, cinq, qui se succèdent, se mêlent, se confondent, pour *former* une pétaudière parfaite.

Mais que direz-vous, reprit le marquis que je commençois à ennuyer, quand vous verrez que l'empereur occupé de ses affaires domestiques et de mille arrangemens nouveaux, ne troublera le repos d'aucun de ses voisins? On en est sûr à Versailles, Mais monsieur le marquis, je dirai dans ce cas que l'empereur est un enfant boudeur et taquin qui rejette ce qu'on lui présente, et demande ce qu'on lui refuse, ou que c'est une ame forte que la contrainte irritoit, et qui rendu à lui-même, prend des pensées dignes de son nouvel état et de sa nouvelle situation. Je dirai encore que c'est peut-être un de ces hommes ordinaires qui obéissent aux circonstances, qui ont besoin d'être contredits pour avoir une volonté, et qui n'en ont plus dès

qu'ils se croyent les maîtres. Il peut se faire qu'il y ait à Vienne quelque femme ou quelque homme assez habile pour connoître son foible, et assez adroit pour en profiter. Le temps éclaircira mes doutes, la suite de son règne expliquera cette énigme, et ses actions s'interprêteront les unes par les autres.

Je souriois en tenant ces propos, et le marquis, qui prenoit mon sourire pour un acquiescement à son opinion, me parla avec plus de liberté. A vous parler franchement, me dit-il, nous n'avons besoin de la tranquillité de l'Empereur que pour un an ou deux. Nous serons débarrassés de la guerre d'Amérique. On a chassé celui qui en est l'auteur. Soyez persuadé que tous le reste de ce ministère, dont on se plaint avec tant de raison, ne tient qu'à un fil. On le berne, on le pousse, on le joue. Vous allez voir un nouvel ordre de choses. Je l'espère, monsieur le marquis, rien n'est plus aisé que de changer en mieux. Mais si, par une fatalité inconcevable, on n'avoit pas profité de vos deux ans de repos pour nous changer comme le ministère, et nous rendre notre ancienne vigueur, mes craintes recommenceroient. Soyez tranquille, me dit le marquis en me serrant la main, et nous

rentrâmes dans le salon, où l'on faisoit l'éloge de tous nos futurs ministres. Dieu veuille, me dit tout bas un homme que je ne connois pas, qu'ils ne nous fassent point regretter ceux que nous avons.

TABLE

Des matières contenues dans ce volume.

Fin de la table du tome treizième.

